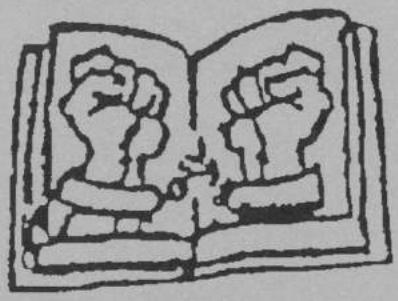
Cahiers du mouvement ouvrier



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 11 - SEPTEMBRE 2000 **REVUE TRIMESTRIELLE** **PRIX : 50 F**

Cahiers du mouvement ouvrier

Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine, collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie

Directeur de la publication :
Jean-Jacques Marie
CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

SOMMAIRE

• **Présentation** ..... **p. 5**

• **Benoît Malon : la grève du Creusot (1870)** ..... **p. 9**

• **L'Opposition unitaire (1930-1932) (deuxième partie)** ..... **p. 21**
(Loïc Le Bars)

• **André Ferrat : discours au comité central du PCF de mai-juin 1936** ..... **p. 35**

• **Wilebaldo Solano : les journées de mai 1937 à Barcelone** ..... **p. 49**

• **Le mécanisme des procès de Moscou : le dossier Mouralov** ..... **p. 59**
(Jean-Jacques Marie)

• **Alexis Rykov, ou le parcours semé d'embûches d'un réformateur de l'opposition** ..... **p. 73**
(Alexandre Sénine)

• **Les souvenirs de la fille d'Alexis Rykov** ..... **p. 81**

• **Les préparatifs des purges dans l'Armée rouge et la provocation Hitler-Staline** ..... **p. 91**
(Vadim Rogovine)

• **Le NKVD et l'espionnage systématique de la IVe Internationale** ..... **p. 103**

• **Ngo Van : trotskystes et staliniens au Vietnam à la veille de la guerre** ..... **p. 109**

• **L'Eglise et le nazisme : les déclarations du cardinal Baudrillart en 1941** ..... **p. 117**

• **Roparz Hémon, l'autonomisme breton et le nazisme ..... p. 125**

• **Notes de lecture ..... p. 137**

• **Correspondance : Victor Marouck, Louis Ménard et la révolution de 1948 ..... p. 145**

• **Chronique des falsifications ..... p. 151**

• **Les archives du CERMTRI ..... p. 155**

Présentation

CE numéro s'ouvre sur une première série d'articles de Benoît Malon sur la grève qui dressa en mars 1870 les ouvriers du Creusot contre le tout-puissant patron des fonderies, Eugène Schneider, soutenu par tout l'appareil d'Etat et son armée, chargée par ce dernier d'assurer la protection de "l'ordre", c'est-à-dire des intérêts de Schneider ; ces articles sont précédés d'une longue introduction de Claude Latta, président de la Société des Amis de Benoît Malon, qui défend la mémoire de ce militant, par la suite membre de la Commune de Paris, ainsi que plusieurs animateurs de la grève elle-même, en publiant des documents de sa plume et des études sur son activité.

Nous publions ensuite la deuxième partie de l'article de Loïc Le Bars sur l'Opposition unitaire de 1930-1932 dans la Confédération générale du travail unitaire (CGT-U) et les raisons de sa rapide décomposition.

Les textes d'André Ferrat, membre en 1936 du comité central du PCF, reproduits ensuite, définissent la position de ce dernier en faveur de l'indépendance de classe du Parti communiste et contre l'union avec la bourgeoisie, qui valut à Ferrat d'être exclu de cet organisme en juin 1936. On y trouve un reflet de la puissance du mouvement de grèves qui dressa la classe ouvrière en mai-juin 1936.

On trouve le même reflet dans le texte de Wilebaldo Solano, membre en 1937 du comité central des Jeunesses ibériques et du POUM, secrétaire général du POUM de 1945 à 1974, dans ses pages consacrées aux journées de mai 1937 à Barcelone, lorsque des milliers d'ouvriers de Barcelone répondirent les armes à la main à la tentative stalinienne de soumettre la classe ouvrière catalane aux diktats de Moscou (respect de la propriété privée des moyens de production, respect des intérêts de la bourgeoisie majoritairement

ralliée à Franco, refus de soutenir les nationalistes du Maroc espagnol — qui proposent, contre la reconnaissance de leur indépendance, de déclencher une insurrection sur les arrières de Franco — par respect de l'empire colonial franco-britannique, Staline cherchant alors l'alliance militaire des deux puissances coloniales face à l'Allemagne hitlérienne, etc.).

Mouralov fut l'un des principaux accusés du deuxième procès de Moscou. Son petit-neveu nous a communiqué l'intégralité de ses interrogatoires par le NKVD, qu'il a patiemment recopiés au siège du KGB. C'est la première fois que l'on dispose du contenu complet des interrogatoires d'une figure centrale de l'un des trois procès de Moscou. Leur étude permet de comprendre le mécanisme des aveux, au-delà des interprétations plus ou moins romanesques souvent présentées.

L'étude sur l'un des principaux accusés du troisième procès de Moscou, Alexis Rykov, ancien président du Conseil des commissaires du peuple, et les souvenirs de sa fille complètent ce tableau, en donnant une image de l'un des principaux dirigeants du courant dit "droitier" dans le Parti bolchevique.

L'étude de Vadim Rogovine sur les préparatifs, par Staline, de son alliance avec Hitler dessine l'arrière-fond politique de ces procès.

Le rapport ultra-secret de l'officier du NKVD Afanassiev sur le vol des documents internes les plus confidentiels (y compris de la correspondance entre Trotsky et son fils Léon Sedov) et sur leur utilisation donne toute la dimension de l'entreprise d'espionnage du NKVD au sein de la IVe Internationale et de ses sections, et des coups qui lui furent ainsi portés. Il constitue le second volet de l'arrière-fond politique des procès de Moscou.

Le récit donné par Ngo Van de la rupture décidée par les staliniens français du front unique conclu entre ceux-ci et les trotskystes vietnamiens de 1933 à 1937 pour la défense des ouvriers et petits paysans vietnamiens face à l'administration coloniale, aux colons et à leurs exactions, donne une autre image de la dimension internationale de la politique stalinienne de soutien au régime colonial des grandes puissances, que cette rupture renforçait.

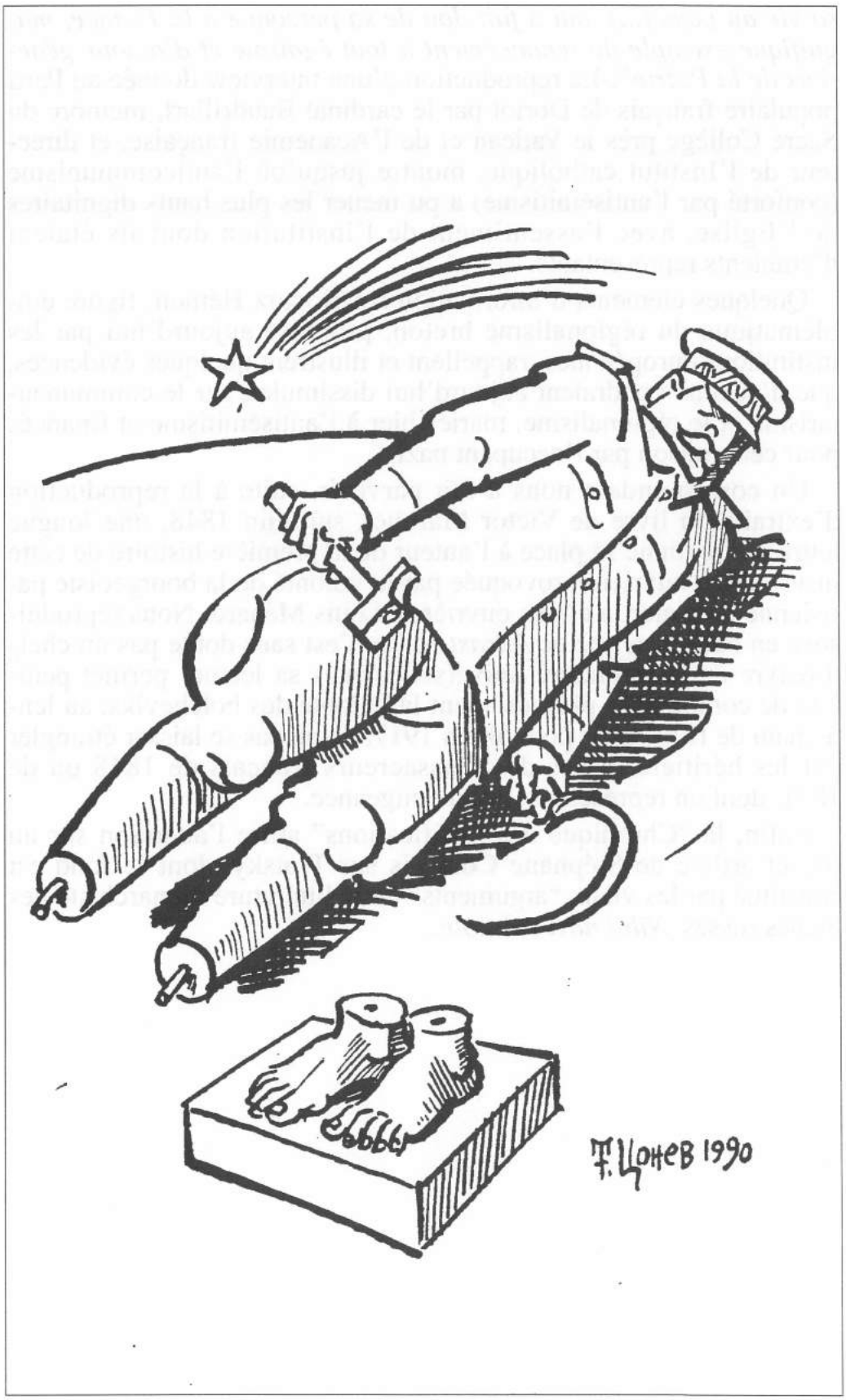
Venons-en au mythe de l'attitude de l'Eglise sous l'Occupation, qu'on tente de nous présenter comme divisée entre diverses positions, allant de la Résistance à l'Occupation, alors qu'en réalité elle disposa ses forces dans les divers camps en fonction de leur poids relatif et en prévision de leur évolution respective. Le mélange rappelle le célèbre pâté d'alouettes. Le cardinal Salièges, de Toulouse, lui-même, célébré pour avoir protesté contre la rafle d'enfants juifs en 1942, rendit plusieurs fois hommage à Pétain, *"qui a fait don de*

sa vie au pays (...), qui a fait don de sa personne à la France, magnifique exemple de renoncement à tout égoïsme et d'amour généreux de la Patrie". La reproduction d'une interview donnée au Parti populaire français de Doriot par le cardinal Baudrillart, membre du Sacré Collège près le Vatican et de l'Académie française, et directeur de l'Institut catholique, montre jusqu'où l'anticommunisme (conforté par l'antisémitisme) a pu mener les plus hauts dignitaires de l'Eglise, avec l'assentiment de l'institution dont ils étaient d'éminents représentants.

Quelques éléments d'information sur Roparz Hémon, figure emblématique du régionalisme breton, propulsé aujourd'hui par les institutions européennes, rappellent et illustrent quelques évidences, que d'aucuns voudraient aujourd'hui dissimuler, sur le communautarisme et le régionalisme, mariés hier à l'antisémitisme et financés pour cette raison par l'occupant nazi.

Un correspondant nous a fait parvenir, suite à la reproduction d'extraits du livre de Victor Marouck sur Juin 1848, une longue lettre qui redonne sa place à l'auteur de la première histoire de cette insurrection ouvrière provoquée par la volonté de la bourgeoisie parisienne de mater la classe ouvrière : Louis Ménard. Nous reproduisons en outre son poème *Adrastée*. Ce n'est sans doute pas un chef-d'œuvre de la littérature universelle, mais sa lecture permet peut-être de comprendre plus aisément la volonté des bolcheviks, au lendemain de la prise du pouvoir en 1917, de ne pas se laisser étrangler par les héritiers russes des massacreurs français de 1848 ou de 1871, dont un représentant criait vengeance.

Enfin, la "Chronique des falsifications" attire l'attention sur un récent article de Stéphane Courtois sur Trotsky, dont le fond est constitué par les vieux "arguments" de la littérature monarchiste des blancs russes. *Nihil novi sub sole...*


Т. Цонев 1990

Benoît Malon et la grève du Creusot (1870)

Nous reproduisons ci-après plusieurs articles de Benoît Malon (1841-1893) consacrés à la grève du Creusot en 1870, et dernièrement republiés dans le *Bulletin de l'Association des Amis de Benoît Malon*, avec la préface de Claude Latta, qui donne tous les éléments permettant de comprendre l'importance de la grève et la portée des articles de Benoît Malon.

Il est indispendable de rappeler quelques éléments essentiels de la vie de Benoît Malon. Nous les extrayons de l'article consacré à ce dernier par Bernard Noël dans son remarquable *Dictionnaire de la Commune* (1) :

« Ses parents étaient de pauvres journaliers. A sept ans, il gagnait déjà sa vie comme berger. Il travailla ensuite comme bouvier, comme laboureur, fréquentant parfois l'école en hiver (...). En 1863, Malon se rendit à Paris à pied et trouva un emploi d'ouvrier teinturier. En 1865, il adhéra à l'Internationale, dont il fut l'un des premiers membres parisiens (...). En 1866, il fit partie des onze délégués français au premier congrès de l'Internationale, à Genève ; en 1868, il fut nommé secrétaire-correspondant de la section parisienne avec Varlin, d'où arrestation et condamnation à trois mois de prison, qu'il purgea à Sainte-Pélagie. En janvier 1870, il fonda une section de l'Internationale à Puteaux (...). Le 8 juillet 1870, au cours du troisième procès de l'Internationale, il fut condamné à un an de prison. Libéré par le 4 septembre, il entra au comité central républicain des vingt arrondissements et devint, en novembre, adjoint au maire du XVII^e^ arrondissement (...). Les organisations ouvrières révolutionnaires le présentèrent comme candidat socialiste aux élections du 8 février et il fut un de leurs quatre élus à l'Assemblée nationale. Mais il vota contre les préliminaires de paix et démissionna.

***Le 26 mars, le XVII^e^ arrondissement l'envoya siéger au Conseil de la Commune par 4 199 voix sur 11 394 votants (...). Le 22 mai, il organisa la résistance contre les versaillais aux Batignolles, avec Jaclard. Il fut sauvé par un pasteur, qui le cacha puis le mit en contact avec des amis qui l'aidèrent à gagner la Suisse (...). Après avoir tenté de jouer un rôle de conciliateur entre partisans de Marx et partisans de Bakounine, il finit par se ranger du côté de ces derniers et adhéra à la fédération jurassienne, le 2 décembre 1871 (...). A partir de 1878, Malon se rapprocha de Guesde, collabora à* L'Egalité *et, une fois rentré en France après l'amnistie, donna son adhésion au Parti ouvrier français (...). Dès 1882, il se sépara de Guesde et des marxistes, et s'efforça de définir une voie qu'on a qualifiée d'opportunisme révolutionnaire, et qu'il résumait lui-même ainsi :* "Soyons révolutionnaires quand les circonstances l'exigent et réformistes toujours". »**

(1) Bernard Noël, *Dictionnaire de la Commune*, deux tomes, Champ historique, Flammarion, 1978, tome II, pp. 76 à 78.

La grève du Creusot en 1870 : les articles de Benoît Malon dans *La Marseillaise*

Les articles de Benoît Malon

Nous commençons dans ce bulletin la publication des articles que Benoît Malon, envoyé spécial au Creusot du journal *La Marseillaise,* adressa quotidiennement, sous forme de lettres, à la direction de son journal à partir d'avril 1870. Ces articles ont valeur de source inédite :

— Ils sont l'une de nos sources pour l'étude de la grève du Creusot au printemps de 1870.

— Ils représentent aussi un ensemble de documents utiles pour la connaissance de la biographie et du rôle de Benoît Malon dans cette période.

On peut considérer aussi qu'il s'agit d'une source inédite, car ces articles, voués à l'éphémère comme le sont le plus souvent les articles de journaux, n'ont jamais été publiés depuis leur parution dans *La Marseillaise. La Marseillaise* était le journal d'Henri Rochefort, le pamphlétaire incisif de *La Lanterne.* La relative libéralisation de la presse à la fin du Second Empire avait en effet permis la création de plusieurs journaux d'opposition, qui ne se privaient pas d'attaquer le régime.

L'ouvrier teinturier Benoît Malon, l'ancien berger venu de son Forez natal, était devenu, en 1870, un journaliste militant, rendant compte de la grève qui venait d'éclater au Creusot, le fief des Schneider (1) ; grève qui eut, comme celle de la Loire en 1869, un rôle important dans la dégradation du climat social à la fin du Second Empire. Au Creusot, Benoît Malon était non seulement le journaliste de *La Marseillaise,* mais aussi le délégué de la section française de l'Association internationale des travailleurs (la Première Internationale), fondée en 1864. Rappelons que, depuis la même année 1864, une loi, qui avait été rapportée devant le corps législatif par le républicain Emile Ollivier, avait autorisé le droit de grève à condition que la "liberté du travail" fût respectée.

Ces articles de Benoît Malon constituent ainsi un ensemble exceptionnel de documents. Connus grâce à Michel Cordillot, qui en a adressé le microfilm à l'Association des Amis de Benoît Malon, transcrits par Marie-Claude Gâcon, ils sont replacés ici dans leur contexte. Cette introduction et des notes infrapaginales en permettront, nous l'espérons, une meilleure compréhension.

(1) Eugène Schneider (1805-1875) et son frère Adolphe Schneider (1802-1845) furent en 1836 les fondateurs de l'entreprise.

Le Creusot, fief des Schneider

Le Creusot était encore, au début du XIXe siècle, une petite localité de Saône-et-Loire, située dans la bordure orientale du Massif central, dans une dépression primaire, au sud du Morvan. Des houillères commencèrent à y être exploitées au XVIIIe siècle. Mais la ville ne prit vraiment son essor qu'avec les frères Schneider, maîtres de forges installés en 1836 et qui remirent en exploitation les forges du Creusot, fondées en 1788 par I. de Wendel, et fondèrent la Société Schneider Frères et Cie. Leurs ateliers de mécanique furent vite parmi les plus modernes d'Europe et construisirent dès 1838 la première locomotive à vapeur.

La ville suivit l'essor de l'usine. De 9 000 habitants en 1852, elle passa à 25 000 en 1870. Eugène Schneider était le véritable maître de la ville. Seul usinier du Creusot, il donnait du travail à plus de 10 000 ouvriers recrutés dans le Morvan, puis en Bourgogne et en Franche-Comté.

Il y avait 3 500 ouvriers travaillant à la "Grande Forge", qui avait été achevée en 1867, 2 500 dans les ateliers de construction. Le charbon du Creusot, de Blanzy et de Montceau-les-Mines fournissait la matière première de la métallurgie lourde, le fer venait de Lorraine. Il y avait là l'un des plus importants centres métallurgiques de France

Une véritable armée de travailleurs, disciplinés et fermement encadrés, travaillaient pour les Schneider. Tout dépendait du "maître". L'emploi : 12 heures de travail par jour pour les mineurs et les fondeurs ; le logement : les ouvriers étaient locataires de maisons qui étaient la propriété de l'entreprise ; l'enseignement : l'école communale et industrielle et l'école spéciale formaient la main-d'œuvre ; les églises elles-mêmes avaient été construites par les Schneider et portaient les noms des saints patrons des membres de la famille. Quant aux services sociaux dont les Schneider s'enorgueillissaient, ils étaient aussi aux mains du patron : infirmerie, fondée en 1863, et caisse de secours et de prévoyance.

Eugène Schneider, technicien de premier plan, était par ailleurs un administrateur autoritaire et cassant, ayant de la difficulté à tenir compte des avis qui pouvaient lui être donnés et peu doué pour les compromis souvent nécessaires dans la gestion de l'entreprise, et surtout dans les rapports sociaux. Il était aussi une personnalité politique nationale : il avait été ministre de l'Industrie et du commerce en 1851, député depuis 1852, vice-président du corps législatif en 1867 : le gouvernement de l'empereur ne pouvait rien lui refuser et le préfet du département était traditionnellement à ses ordres. En outre, depuis 1866, Eugène Schneider était maire du Creusot.

Lancer une grève au Creusot, c'était donc s'attaquer à un empire industriel et politique, à un fief familial, à une dynastie. C'est dans cette aventure que va être engagé Benoît Malon en 1870. Mais, avant son arrivée au début d'avril, une première grève a déjà eu lieu.

La première grève du Creusot (janvier 1870) (2)

Le problème de la gestion de la caisse de secours avait été à l'origine de la grève de janvier 1870. A la fin de l'année 1869, la caisse gérait une somme énorme de 450 000 francs. Les cotisations ouvrières étaient produites par une retenue de 2,5 % sur les salaires. En décembre 1869, les doléances des ouvriers étaient devenues publiques. Considérant les sommes énormes dont disposait la caisse de secours, les ouvriers dénonçaient l'absence de toute retraite et la limitation des secours à six mois. Surtout, ils admettaient de moins en moins que le patron fût le seul maître de cette caisse,

(2) Cf. l'étude de Fernand L'Huillier : *La lutte ouvrière à la fin du Second Empire,* Paris, A. Colin, *Cahiers des annales*, n° 12, 1957.

qu'ils alimentaient, pour plus de la moitié, de leurs cotisations.

Eugène Schneider lâcha d'abord du lest. Il envisagea de transférer l'administration de la caisse de secours à un organisme élu par les ouvriers. Les 15 et 16 janvier 1870, un vote devait décider si les ouvriers choisissaient la réforme ou le *statu quo*. Les ouvriers partisans de la réforme tinrent trois réunions publiques et désignèrent, avant même qu'un vote positif fût acquis, un comité de gestion de 50 membres, qui était présidé par Adolphe Assi (3), un jeune ajusteur embauché en 1868 et qui comprenait l'importance de cette gestion de la caisse de secours par les ouvriers.

Devant les débats et l'agitation que cette question provoquaient, la direction regrettait déjà sa proposition. Le vote donna 1 843 voix pour la gestion de la caisse de secours par les ouvriers et 536 voix pour le *statu quo*. Assi demanda aussitôt aux avocats républicains Ernest Picard et Jules Favre des conseils pour transformer la caisse de secours en société de secours mutuels, de façon à se mettre en conformité avec le décret de 1852 qui avait créé des *"mutuelles approuvées"* (4).

Le 19 janvier, Assi était licencié : *"en se rendant à son atelier"*, il est *"congédié devant ses camarades"*, qui, *"en signe de protestation"*, *"sortent avec lui"* (5).

Loin de quitter la ville, il décida de s'installer à son compte comme serrurier-mécanicien-armurier, ce qui était un nouveau défi. Ce renvoi du "président", déjà désigné, du comité de gestion de la caisse provoqua le déclenchement de la grève, qui éclata d'abord dans les ateliers de construction, puis à la forge et dans les mines.

Assi et une vingtaine de grévistes se rendirent auprès d'Henri Schneider (6), demandant l'application de la réforme et le droit pour les ouvriers renvoyés de siéger à la caisse de secours ; ils demandaient aussi le renvoi du chef d'atelier Renaud, détesté pour son autoritarisme. Henri Schneider écarta ces demandes et ajourna même l'application de la réforme, qui avait pourtant été votée.

Eugène Schneider, qui était à Paris, revint en hâte au Creusot et demanda l'envoi de troupes, et répondit aux membres du comité qui étaient venus le voir *"qu'il était le maître chez lui, (...) qu'il avait donné l'ordre de fermer les portes de l'usine et qu'il les ferait ouvrir quand il jugerait le moment convenable"* (7) : c'était le lock-out, réponse classique à la grève.

Ce fut l'épreuve de force : 2 500 hommes de troupe étaient déjà au Creusot. Eugène Schneider obtint deux régiments de ligne supplémentaires, qui firent leur entrée dans la ville le 21 janvier. 40 gendarmes et un escadron de lanciers complétèrent l'effectif.

Les envoyés des journaux parisiens arrivèrent aussi : leurs articles donnèrent évidemment un retentissement national à la grève. Parmi ces journalistes, Dubuc était l'envoyé de *La Marseillaise* : c'est à lui que Benoît Malon va succéder quelques semaines plus tard.

Adolphe Assi demanda au préfet l'autorisation de tenir une réunion publique pour débattre du problème de la caisse de secours : la réunion fut interdite.

Assi riposta, les 22 et 23 janvier, en mettant sur pied un programme de revendications, dont la publication donnait

(3) Adolphe Alphonse Assi (1841-1886), ouvrier mécanicien, né à Roubaix, habitant à Paris, était un ancien garibaldien. Il vint travailler au Creusot en 1868, où il joua un rôle important dans la grève de 1870. Membre de la Commune de Paris en 1871, arrêté, il fut jugé par le 3e conseil de guerre et condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée, et envoyé en Nouvelle-Calédonie. Après l'amnistie, il resta à Nouméa, où il fut conseiller municipal.

(4) Cf. l'étude de Michel Dreyfus : *Les Mutualistes dans le Dictionnaire,* dans Michel Dreyfus, Claude Pennetier et Nathalie Viel-Depaule (sous la dir. de) : *La Part des militants. Biographie et mouvement ouvrier : autour du Maîtron, Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français,* Paris, Les Editions de l'Atelier/Les Editions ouvrières, 1996.

(5) Edouard Dolléans : *Histoire du mouvement ouvrier,* préface de Lucien Febvre, tome I : *1830-1871,* Paris, Armand Colin, 3e éd., 1936, p. 344.

(6) Henri Schneider (1840-1898), fils d'Eugène Schneider, était alors l'héritier de l'entreprise qu'il dirigea, plus tard, de 1875 à 1898.

(7) Cité par L'Huillier, *op. cit.*, p. 41.

une nouvelle dimension au conflit. Mais le préfet et Schneider accentuèrent leur pression sur les grévistes et publièrent chacun une proclamation.

Citons celle de Schneider :

"Demain, le travail reprendra dans tous les ateliers... Trompés d'abord par quelques meneurs généralement étrangers au Creusot ou surpris par des bandes égarées, les ouvriers, en rentrant immédiatement, prouveront le bon sens de la population. Des forces suffisantes protégeront au besoin la liberté du travail" (8).

La pression était forte. La ville était quadrillée par la troupe : des soldats patrouillaient ou avaient établi des piquets. Un mineur, Barnay, et un ouvrier-tourneur, Sangis, furent arrêtés.

Le 22 au matin, une majorité d'ouvriers reprit le travail dans les ateliers et à la forge. Les 22 et 23 janvier, les fours à puddler furent progressivement remis en marche. Les mineurs qui, au cours de la réunion tenue dans la nuit du 22 au 23, avaient envisagé de relancer le mouvement, reprirent finalement le travail.

La reprise s'était faite dans l'amertume d'une défaite. Cependant, le retour au calme restait fragile.

La situation avait, au fond, radicalement changé : en faisant grève, les ouvriers avaient bravé le principe d'autorité, sacro-saint au Creusot. Ce que l'on a fait une fois, on peut le recommencer.

Les ouvriers les plus actifs se retrouvaient au café Verneau, où Assi tenait ses réunions. On avait pris l'habitude de lire *La Marseillaise, Le Réveil* ou *Le Rappel* (9).

L'ouvrier relieur Eugène Varlin, l'un des chefs de l'Internationale, vint au Creusot le 18 mars et, tout en reconnaissant que des *"difficultés" "s'opposent à ce que les ouvriers de l'usine puissent agir ouvertement"*, réussit à faire créer au Creusot une section de l'Internationale.

Le déclenchement de la seconde grève (mars 1870) et l'arrivée au Creusot de Benoît Malon

Le 21 mars, la seconde grève avait commencé : des mineurs étaient remontés d'un puits aux cris de *"Vive la République !"* et des affiches avaient annoncé une grève générale pour le 10 avril. Alemanus répandait les exemplaires de *La Marseillaise* et du *Réveil...*

Malgré l'envoi de renforts et l'arrestation d'Alemanus — Assi était en fuite —, la grève ne put être arrêtée et ses débuts s'accompagnèrent de violences : rixes entre grévistes et non-grévistes, puddlers éteints sous la menace, émeute au puits Chaptal, manifestation rassemblant 3 000 personnes — parmi elles, de nombreuses femmes — au puits des Moineaux ; en riposte, des arrestations systématiques eurent lieu pour essayer de décapiter le mouvement. Toutes les mines étaient en grève et un nouveau comité de grève s'était formé pour remplacer les dirigeants arrêtés, et publia un programme revendicatif ; mais, en même temps, appelait au calme. Les 2 et 4 avril, le nouveau comité fut reçu par Eugène Schneider, sans résultats...

Le 3 avril 1870, Benoît Malon arriva au Creusot. Il était l'envoyé spécial de *La Marseillaise* et le délégué officieux de Varlin, qu'il était allé voir la veille.

Laissons maintenant la place au "reportage" de Benoît Malon, qui paraît sous forme de lettres adressées au directeur de *La Marseillaise.*

C. L.

(8) *Id.*, p. 44.

(9) *Le Rappel* était un journal républicain fondé par Charles et François-Victor Hugo, les deux fils du poète.

Lettre I :

Correspondance particulière de *La Marseillaise* (10)

Le Creuzot (11), 3 avril 1870.

Mon cher Directeur,

Plus que jamais, la grève des mineurs est générale. Sur quinze cents ouvriers, plus de quatorze cents ont quitté leur travail. Les femmes employées aux travaux des mines sont également en grève. Sur deux cents, une trentaine à peine a reparu dans les ateliers la semaine dernière ; elles sont bien plus irritées que les mineurs. Trois jours de suite, elles ont énergiquement manifesté la volonté de maintenir la grève.

Vous avez déjà appris leurs très vives démonstrations, qui, commencées jeudi, se sont continuées le samedi. Cette dernière journée a été marquée par deux faits d'une certaine importance. Des troupes ont été envoyées à Montceaux-les-Mines (12), où travaillent environ un millier de mineurs, dont on redoute la grève. Si cette crainte se justifiait, M. Schneider (13) se trouverait fort embarrassé pour alimenter ses hauts-fourneaux et ses ateliers de construction.

Vers le soir, le maître (14) a daigné mander les délégués des mineurs pour conférer avec eux. Il va sans dire qu'il n'a rien accordé ; en revanche, il a beaucoup déclamé contre ces *canailles* d'Assi (15), d'Alemanus (16) et contre les journaux démocratiques ; *La Marseillaise,* surtout, a été généreusement gratifiée de cette toute bonapartiste urbanité de langage. Il a parlé aux délégués des bienfaits dont il n'avait cessé d'inonder le pays. Il leur a demandé s'ils ne craignaient pas de voir, dans quelques jours, tout *à feu et à sang* au Creuzot, et les a invités à user de leur influence, si elle était réelle, pour faire rentrer leurs camarades aux ateliers.

Les délégués ont répondu qu'ils n'étaient pas nommés pour faire accepter aux ouvriers les anciennes conditions, mais pour en obtenir de plus équitables : 5 francs par jour pour les mineurs, 3, 75 francs pour les journaliers (17) ; le rappel de ceux qui sont renvoyés, le relaxement *(sic)* de ceux qui sont en prison.

Le maître a répondu qu'ils feraient mieux de moins écouter *cette Marseillaise* dans laquelle sont insérés tant de mensonges et de stupidités. *"Les ouvriers du temps passé*, a-t-il ajouté, *vivaient bien sans manger de la viande ; et je ne puis pas vous en procurer tous les jours, malgré ma bonne volonté."* Enfin, un ouvrier lui ayant dit qu'il avait travaillé à Saint-Etienne et que les conditions du travail y étaient meilleures, M. Schneider a bondi sur son fauteuil et lui a répondu : *"Vous êtes un infâme imposteur !"*

J'oubliais de vous dire qu'il a également dit aux délégués — pour donner une preuve de sa clémence — *qu'il avait donné l'ordre à la troupe de ne pas faire feu sur le peuple, et qu'il n'avait fait ve-*

(10) *La Marseillaise,* journal fondé en 1869 par Henri Rochefort, journaliste républicain qui s'était rendu célèbre par ses articles virulents dans *La Lanterne* (1868). Après l'interdiction de celle-ci et un court exil en Belgique, il créa *La Marseillaise.*

(11) Le Creusot est, à cette époque, indifféremment orthographié avec un z ou un s.

(12) Montceau-les-Mines, centre du bassin houiller de Blanzy-Montceau-les-Mines.

(13) Eugène Schneider, gérant de la société, le patron des Forges du Creusot : cf. notre introduction.

(14) L'expression est significative : c'est celle qui est employée, au point de vue juridique, dans les rapports entre maître et domestique, et aussi entre patron et ouvrier.

(15) Cf. notre introduction et la note 3.

(16) Joseph Alemanus, ouvrier au Creusot, militant républicain en 1848 et sous le Second Empire, diffusa activement les journaux démocratiques pendant les grèves de 1870. Il fut condamné, pour colportage illégal, par le tribunal correctionnel d'Autun, à quatre mois de prison et 500 F d'amende.

(17) Le programme de revendications des grévistes réclamait en effet un salaire de 5 F et 8 heures de travail par jour pour les mineurs, 3,75 F et 8 heures de travail pour les manœuvres et 2,25 F pour les enfants.

nir des lanciers que pour disperser les attroupements de femmes, sans leur faire trop de mal. M. Schneider est donc aussi généralissime des armées françaises ? S'il a *ordonné* de ne pas faire feu, il pouvait donc *ordonner* de faire feu ?

Quoi qu'il en soit, il y a environ 5 000 soldats au Creuzot. Ils sont, du reste, dans les meilleurs termes avec la population (18). Aujourd'hui, par un temps magnifique, les rues et les routes sont pleines de soldats qui se promènent avec des ouvriers, et quelquefois tiennent des enfants par la main. Une collision sanglante n'est pas probable.

En résumé, la situation n'est pas mauvaise pour les grévistes ; la solidarité est complète entre les mineurs, et l'entendement le plus parfait n'a cessé de régner parmi eux. Le pays n'en est pas moins sous le coup d'une véritable terreur. Lisez plutôt *Le Grelot,* journal satirique de Dijon (numéro du 2 avril 1870) :

« L'autorité, dans cet excellent pays, ne s'appelle pas Schneider père (19), *elle ne s'appelle pas Schneider fils* (20), *elle ne s'appelle pas tel ou tel chef des travaux ; elle ne s'appelle pas même légion ; mieux que ça, elle s'appelle :* Usine.

Ceci est tout simplement effrayant.

Prenez garde : en temps de grève, il n'y a que le gréviste qui ne soit pas l'autorité. Autrement, tout ce qui navigue dans les eaux de l'usine, *c'est l'autorité.*

Malheur au voyageur qui, sans avoir préalablement pris conseil des trois ou quatre cents principaux membres de l'autorité, s'aviserait de descendre dans tel (ou tel) hôtel, d'aller consommer sa demi-tasse dans tel café, de se faire raser chez tel barbier, d'acheter son tabac dans tel bureau !... Il est aussitôt mis à l'index, signalé à l'usine, considéré comme irréconciliable, mécréant, hérétique, fauteur d'hérésies, relaps.

Et, pour peu qu'il s'avise de faire profession d'opinions indépendantes ou d'acheter des journaux non officieux, alors, la mesure est comble pour lui, il ne reste plus qu'à faire venir de toutes les garnisons des environs le plus de régiments possible, de convoquer toutes les brigades de gendarmerie, afin de l'appréhender au corps, de lui appliquer une bonne paire de menottes et de le conduire à Autun, où on lui prouvera, avec la limpidité d'un ciel méridional, qu'Allah seul est Dieu, et que l'usine *est son prophète.*

L'usine, *c'est l'inquisition. C'est la rue de Jérusalem* (21) *de Paris se multipliant sous toutes les formes, par l'employé, par l'ouvrier, par le mineur, par la femme, par l'enfant... Une bonne partie du pays moucharde et tyrannise l'autre, qui tremble. Et tout cela, "grâce à qui ?" Ce n'est pas, à coup sûr, à Charles Bourbaki* (22).

Signé : Emile Faure (23). »

Demain, je vous enverrai ma correspondance plus circonstanciée, je vais, ce soir, compléter les renseignements que j'ai pu recueillir.

A vous cordialement.

B. Malon

(18) Dans les conflits sociaux ou politiques du XIX[e] siècle, il y a toujours l'espoir — largement illusoire — que la troupe pourrait mettre la crosse en l'air et passer du côté des grévistes ou des insurgés.

(19) Eugène Schneider.

(20) Henri Schneider, fils et successeur désigné du précédent.

(21) Rue où, à Paris, se trouvait la préfecture de police. La *rue de Jérusalem* : la police.

(22) Le général Charles Bourbaki (1816-1897) s'illustra, l'année suivante, dans la guerre contre la Prusse au Creusot.

(23) Le journaliste Emile Faure était l'envoyé de *Paris-Journal* au Creusot. On constate ici qu'il écrivait aussi pour *Le Grelot* de Dijon.

Lettre II :

La grève du Creuzot

Le Creuzot, 4 avril 1870. Une heure.

Cher citoyen,

Rien de nouveau, tout va bien, à cinq ou six exceptions près : mineurs et journaliers continuent la grève le plus paisiblement, mais le plus unanimement du monde.

Je profite de cette absence de faits journaliers pour répondre aux quelques journaux officieux et libéraux affirmant que les mineurs se sont mis en grève capricieusement et sans raison avouable. Le véritable auteur de la grève est M. Schneider, qui veut que les frais de la dernière grève soient supportés par les ouvriers. Dans les régions officielles, on estime ces frais à 3 millions, et on met en ligne de compte la perte de deux hauts-fourneaux. Tout le monde sait que cette prétention est dérisoire.

De plus, M. Schneider a, en différentes circonstances, adressé des menaces aux ouvriers de l'usine, et une retenue non justifiée, non expliquée, en avait été la première conséquence (24). Les ouvriers qui voulurent demander des explications à ce sujet furent insolemment éconduits, et ils se dirent que, puisque les prétentions dictatoriales du maître les forçaient à recourir à la grève, ils pouvaient bien, une fois pour toutes, développer les récriminations formulées en janvier. Voilà tout le mystère.

On a tant parlé de l'infériorité intellectuelle de ces travailleurs qu'on ne saurait trop insister sur ce point : en butte aux intimidations de tous genres, aux privations les plus pénibles, ils poursuivirent avec intelligence, avec calme, avec fermeté, la revendication qu'ils considèrent comme un devoir. Sans possibilité matérielle d'entente préalable, ils agissent avec un accord parfait et une union puissante.

N'étaient les soldats, conciliants du reste jusqu'à présent, qui bivouaquent dans les rues et montent la garde à la porte des ateliers, n'étaient surtout les mouchards, qui errent dans les cafés et aux coins des places publiques, on se croirait en temps ordinaire, tant hier et aujourd'hui le calme n'a cessé d'être parfait.

En présence de cette magnifique attitude, rehaussée par les énergiques démonstrations des femmes, M. Schneider a dû se départir de son système de terrorisation *(sic)* ; il n'a pas été fait de nouvelles arrestations.

Quoi qu'il arrive, quoi qu'il advienne maintenant, le résultat est acquis, la dictature industrielle est mortellement frappée ; les mots de justice, d'indépendance et de dignité humaine ne sont pas impunément prononcés dans un pays où, par le fait d'une organisation industrielle oppressive, la conscience, la pensée et le travail sont à la merci d'un seul.

Les maladroites insinuations de l'autorité, qui, ne voulant pas reconnaître la question sociale, voit partout des menées politiques, ont imprudemment réveillé les idées de république et de socialisme dans un pays qui n'a pas encore oublié qu'en 1848, Exmann, ouvrier monteur, candidat socialiste, a été élu à une très forte majorité contre M. Schneider par les ouvriers du Creuzot.

Ils savent, ces ouvriers malmenés, que les maux dont ils ont à souffrir sont une conséquence de l'inique organisation actuelle du travail, et ils se laissent aller à des rêves de rénovation sociale, ni plus ni moins que les faubouriens de Paris. On peut donc le dire : il n'y aura maintenant au Creuzot de calme stable que quand les conditions du travail seront plus équitables.

On parle toujours de l'arrivée d'ouvriers étrangers. Il ne s'est jamais agi d'ouvriers belges, on sait que l'*Association internationale des travailleurs* y aurait mis bon ordre, mais des ouvriers piémontais issus de localités où l'*Interna-*

(24) Le 22 mars, l'administration du Creusot, par une mesure qui était une véritable provocation, avait diminué les salaires de 30 à 60 centimes par journée de travail (Dolléans, tome I, *op. cit.*, p. 347).

tionale n'a pas encore pénétré. Il y en a ici quelques centaines, arrivés dans ces dernières années ; le jour de la déclaration de grève, l'administration les avait rangés en bataille, armés de masse de fer, autour de la machine soufflante que personne ne songeait à attaquer (25).

Si le seigneur et maître Schneider le permet, en sa qualité de maire, une réunion publique aura lieu demain ; il s'agit de demander aux ouvriers si, en présence du refus absolu de M. Schneider d'obtempérer à leurs demandes, celle du chauffage exceptée, ils veulent tenir bon ou recommencer le travail en payant les pots cassés, quelques millions de perte seulement, et en souscrivant d'avance aux implacables vengeances du maître et de ses satellites.

Le sourire des mineurs fait prévoir la réponse qui sera faite à cette question des délégués.

Le manifeste de la section de Marseille, de l'Association internationale, a produit le meilleur effet, nous attendons impatiemment le manifeste de la fédération parisienne (26).

L'association projetée des ouvriers mécaniciens n'a pu fonctionner encore, empêchée par des obstacles imprévus, mais les initiateurs n'en reprennent pas moins l'organisation avec une grande activité.

Plus heureux, des ouvriers cordonniers ont formé un atelier coopératif et marchent très bien, les commandes leur arrivent ; ils ne seraient pas aimés par M. Schneider, qui a ouvert un bazar général de toutes sortes d'objets de consommation, bazar qui écrase le commerce du pays, sans améliorer le sort du travailleur.

Au dernier moment, j'apprends qu'un accident vient d'arriver ; on rapporte sur un brancard un machiniste nommé Lamalle, asphyxié dans son service au puits des Moineaux.

Salut fraternel.

B. Malon

P. S. — Le comité des mineurs a fait à M. Schneider une demande enfin de réunion publique. Il leur a répondu de s'adresser au préfet ; qu'il n'avait pas, lui, l'autorité nécessaire, mais qu'il leur conseillait de s'abstenir, parce que cela monterait les têtes.

Il a ajouté que le préfet était résolu à faire respecter la liberté du travail, et que lorsque les ouvriers étrangers arriveraient au Creuzot, ils travailleraient quand même, sous la protection de la force armée.

B. M.

Lettre III :

Grève du Creuzot

Le Creuzot, 5 avril, 5 heures du soir.

Cher citoyen,

Toujours même entente du côté des mineurs, et redoublement de stratagème du côté de l'Usine. Ce matin, des maîtres de mines sont allés chez quelques mineurs, leur disant que le comité avait autorisé M. Schneider à faire descendre des grévistes pour l'entretien des puits ; ils ont ainsi surpris la bonne foi de cinq ou six mineurs, qui sont descendus, mais c'est tout, et la grève est toujours générale.

Comme je vous le disais hier, M. Schneider a répondu d'une manière évasive, à la demande de réunion publique des mineurs ; aussi, le comité de la grève vient-il d'adresser au sous-préfet la lettre suivante :

(25) Passage intéressant : la direction utilise — moyen traditionnel — des ouvriers étrangers comme "briseurs de grève". Selon Benoît Malon, l'Internationale, implantée en Belgique, aurait pu agir sur des travailleurs belges. Elle ne peut rien sur des travailleurs piémontais.

(26) La seconde grève du Creusot a donné lieu à de nombreuses manifestations de solidarité et aussi à l'envoi de secours aux grévistes venant de Paris, Marseille, Lyon, Rouen, Mulhouse...

"Monsieur le sous-préfet,

La grève se prolongeant au-delà des prévisions, il devient obligatoire pour les membres du comité de la grève d'en appeler aux suffrages de leurs camarades mineurs. C'est pourquoi, au nom de la liberté de coalition, inscrite dans nos lois (27), *nous venons vous prier, M. le sous-préfet, de nous permettre de communiquer avec nos camarades en nous autorisant à les réunir en assemblée générale le jeudi, 7 avril, à huit heures du soir, salle du théâtre.*

En attendant, etc.

Pour le comité.

Signé : Poignot (28), *Durand* (29), *Revillot* (30), *Defoil."*

Contrairement à ce qui avait été annoncé par la déclaration anonyme qui a d'abord été publiée, les mineurs s'en tiennent à leur première demande, dont voici les quatre propositions principales :

1) 5 francs la journée de 12 heures pour les mineurs ;

2) 3, 75 F pour les manœuvres ;

3) 12 chauffes par an au lieu de 9 ;

4) La gérance de la caisse de prévoyance.

Les grandes patrouilles qui se succédaient les jours derniers ont fait place aux patrouilles de sûreté, en revanche beaucoup de promenades des militaires, musique en tête, aussi, ce matin, grande revue place de la Mollette. Il y a recrudescence d'habits décorés dans les rues. Le calme est toujours on ne peut plus parfait.

Je vous prépare *un exposé des conditions du travail au Creuzot. Vous* en recevrez une partie demain, et vous verrez comment la dignité humaine et la justice sont outrageusement foulées aux pieds, en l'année 78 de la Révolution française (31), dans le royaume industriel du Creuzot, sa hautesse Schneider régnant.

Salut fraternel.

B. Malon

P. S. — Encore un accident ! Ils sont, paraît-il, journaliers au Creuzot : un jeune homme, aide-puddleur, vient d'avoir les doigts écrasés à la forge. Ce matin, le bruit courait qu'un mineur, père de cinq enfants, s'était suicidé. J'ai couru aux informations et j'ai acquis la certitude que cette nouvelle, dénuée de tout fondement, était propagée dans un but intéressé.

B. M.

Nous apprenons au dernier moment que les mineurs de Montceaux-les-Mines se sont mis en grève.

Montceaux-les-Mines, à un kilomètre du Creuzot, approvisionne de charbon les forges de M. Schneider ; si cette nouvelle est confirmée, il faudra faire un nouvel appel à l'obligeance du ministre de la Guerre, qui enverra encore quelques bataillons. Seulement, qu'il ne les prodigue pas trop ! Si les mineurs de la Haute-Loire, de la Loire, du Cantal et de l'Aveyron allaient s'en mêler, où trouverait-on des chassepots (32) ?

Collot (33).

---

(27) La loi de 1864, rapportée au corps législatif par le républicain Emile Ollivier, avait établi le droit de grève, mais avec des conditions strictes concernant la "liberté du travail", c'est-à-dire les droits des ouvriers non grévistes. Pour Emile Ollivier, c'est le début de l'évolution qui le conduit à se rallier à l'Empire.

(28) Poignot, ouvrier mineur, président du comité de grève du Creusot, membre de l'Internationale (Jean Maîtron et autres : *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, DBMOF*, tome VIII, p. 209).

(29) Adrien Durand, ouvrier mineur, vice-président du comité de grève, membre de l'Internationale (*DBMOF*, tome V, p. 433).

(30) Revillot, ouvrier mineur, trésorier du comité de grève, membre de l'Internationale (*DBMOF*, tome VIII, p. 324).

(31) Benoît Malon emploie ici le calendrier républicain, en usage pendant la Révolution et qui fait commencer l'an I en 1792. La référence républicaine est intéressante parce qu'elle est employée par un internationaliste.

(32) Le chassepot est le fusil en service dans l'armée française à partir de 1866.

(33) Adolphe Collot (1830-ap. 1879), ouvrier menuisier, membre de l'Internationale, devenu journaliste à *La Marseillaise*. La Commune l'envoya en mission en province. Condamné à la déportation, envoyé en Nouvelle-Calédonie, il fut gracié en avril 1879.

BULLETIN DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE BENOIT MALON

9

Pour tout contact : Association des Amis de Benoît Malon : salle Benoît Malon, mairie de Précieux, 42600.

L'Opposition unitaire (1930-1932)

(deuxième partie)

(Loïc Le Bars)

Dans le n° 10 (pages 41 à 54), Loïc Le Bars a décrit les débuts de l'Opposition unitaire dans la CGTU en 1929, face à la politique dite de la "troisième période", et les premiers problèmes posés, apparus lors de la tentative d'implantation nationale de l'Opposition unitaire.

Ce second article décrit sa décomposition, son déclin et sa disparition, en en étudiant les raisons.

Une tentative d'opposition communiste au sein de la CGTU (II)

III. — La crise et la longue agonie de l'Opposition unitaire

1) Les tensions au sein de l'Opposition unitaire

Très vite, les dirigeants de la Majorité fédérale s'irritent de la propension de *La Vérité* à se considérer comme le porte-parole officiel de l'Opposition unitaire. Ils veulent absolument éviter de donner des armes à leurs adversaires. Joseph Rollo surtout : *"Il ne faut pas laisser dire que notre opposition est à caractère communiste. Elle est unitaire, sans plus (...). Si on ne le fait pas, on sera en droit de penser que notre opposition n'est qu'une fraction trotskyste. Il ne le faut pas* (36)." Les circulaires de la majorité fédérale s'emploient à lever toutes les ambiguïtés qui pourraient subsister quant à la nature de l'Opposition unitaire. Pour atteindre ce but, elles prennent parfois un peu de liberté avec les faits :

"Seuls nous avons rédigé nos manifestes d'octobre et d'avril. Aucune liaison entre l'opposition communiste et nous. Son journal, La Vérité, *défend — c'est son droit et nous n'y pouvons rien — notre plate-forme, dont quelques-uns des signataires sont ses amis* (37)."

De telles affirmations ne peuvent que renforcer la conviction des militants de la Ligue communiste qui estiment que leur organisation s'efface un peu trop derrière l'Opposition unitaire. D'autant plus que les dirigeants de la majorité fédérale n'entendent toujours pas se rapprocher de l'opposition communiste : *"Il est sûr, d'autre part, que des amis nous quitteraient dès que nous nous affirmerions pour une secte* (38)."

Telle apparaît en effet la Ligue communiste à leurs yeux. Il est vrai que l'Opposition de gauche française possède un certain nombre de caractéristiques qui peuvent les amener à cette conclusion : le petit nombre de ses militants, sa très faible implantation dans la classe ouvrière, surtout dans la région parisien-

(36) Lettre de Joseph. Rollo à Louis Bouët, 14 AS 478.

(37) Circulaire fédérale n° 8, *ibidem.*

(38) Lettre de Maurice Dommanget à Louis Bouët, 9 septembre 1930, IFHS, fonds Bouët, 14 AS 478.

ne, ses difficultés à agir réellement dans la lutte des classes, l'importance que prennent alors les conflits internes dans une organisation réduite en quelque sorte à vivre en vase clos...

Pour ces instituteurs provinciaux, qui, pendant des années, n'ont suivi que de très loin les questions débattues dans le mouvement communiste, qui situent leur perspective d'action politique dans un cadre étroitement national et pour qui la sauvegarde de leur fédération syndicale reste la préoccupation principale, l'appartenance de la Ligue communiste à l'Opposition de gauche internationale et la dimension que cette affiliation confère à son combat ne sauraient faire oublier ou tout au moins passer au second plan les travers dont cette organisation leur semble affligée. Maurice Dommanget juge très sévèrement la direction parisienne de la Ligue communiste : *"Je trouve les mêmes défauts à la Ligue qu'au PC. Elle aurait à prendre des responsabilités, je ne suis pas très sûr qu'elle ne se comporterait pas mieux que nos orthodoxes* (39)."

L'éventualité d'un possible rapprochement avec cette organisation s'éloigne définitivement quand, au mois de décembre 1930, *La Vérité* évoque publiquement les polémiques dont l'Opposition unitaire est devenue l'objet au sein de la direction du groupe trotskyste.

2) De la crise de la Ligue communiste à la crise de l'Opposition unitaire

La "question syndicale" se trouve en effet au centre du conflit qui oppose, dans le comité exécutif de la Ligue communiste, Rosmer, Gourget et Pierre Naville, les promoteurs de l'Opposition unitaire, à Raymond Molinier et Pierre Franck. Certes, d'autres sujets de discorde existent entre les deux groupes, dont le moins important n'est pas la personnalité controversée de Raymond Molinier.

Des divergences surgissent aussi à propos du problème de l'appréciation du tournant amorcé par l'Internationale communiste et le PC depuis quelques mois (40). Déjà, Alfred Rosmer, à qui Trotsky a donné tort dans la polémique qui l'opposait à Raymond Molinier, démissionne de la Ligue en novembre. Il le fait cependant d'une manière si discrète que les dirigeants de la majorité fédérale ne l'apprendront que plusieurs mois après (41).

Mais c'est principalement sur "la question syndicale" que les deux fractions vont se cristalliser et se combattre, surtout à partir du moment où Trotsky intervient dans le débat en exprimant son désaccord avec le fait que le projet de Dommanget ait été pris comme base de discussion pour l'élaboration de la plateforme de l'Opposition unitaire. Il voit dans cette décision une manœuvre de ce qu'il appelle *"l'aile opportuniste"* de la Ligue, qu'il oppose à *"l'aile marxiste"*, personnifiée par Franck et Molinier.

La Vérité ouvre dans son numéro du 19 décembre une rubrique *intitulée "Discussion sur la question syndicale"* et révèle ainsi publiquement les divergences apparues dans la Ligue sur ce sujet. Pierre Franck est le premier à s'exprimer. Après avoir relevé ce qu'il estime être les ambiguïtés des prises de position de la fédération de l'enseignement sur le problème de l'unité syndicale, il affirme que l'Opposition unitaire doit reconnaître le droit du PC à exercer le rôle dirigeant dans le mouvement syndical.

L'Opposition unitaire n'est pour lui qu'une des facettes de l'action entreprise par la Ligue pour le "redressement" du parti et n'a d'intérêt qu'en fonction de cet objectif. Pierre Franck revendique donc pour la Ligue le droit *"de travailler*

---

(39) *Ibidem.*

(40) Sur ces problèmes, voir :

— Léon Trotsky, *Le Mouvement communiste en France*, *op. cit.*, pp. 377 à 395.

— Pierre Naville, *L'Entre-deux-guerres. La Lutte des classes en France. 1926-1939*, Paris, EDI, 1975, pp. 217 à 346.

(41) Christian Gras, *Alfred Rosmer et le mouvement révolutionnaire international*, Paris, François Maspéro, 1971, p. 373.

à gagner l'Opposition unitaire à son influence", comme le PC le fait pour la CGTU. Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire pour la Ligue de constituer ses propres fractions syndicales de manière à éviter qu'elle ne devienne *"un simple prolongement de l'Opposition unitaire dans un certain nombre de domaines extra-syndicaux"*.

La réaction des membres du noyau de la majorité fédérale est immédiate : *"Les trotskystes, voyant sans doute qu'ils n'ont pas pu et qu'ils ne pourront pas nous absorber, se démasquent"*, affirme par exemple Maurice Dommanget dans une lettre adressée à Louis Bouët, au lendemain même de la parution de ce numéro de *La Vérité* ; ces militants ne peuvent accepter *"le rôle dirigeant de la Ligue au sein de l'Opposition unitaire"* et ils dénient même à l'organisation trotskyste le droit de former une fraction pour y faire triompher ses thèses ; ils n'entendent pas changer *"les bases fondamentales de l'Opposition unitaire"* et se refusent à envisager un débat sur ce terrain : *"Si l'on ne peut s'accorder, et les deux points de vue sont irrémédiablement opposés, eh bien ! chacun reprendra sa liberté* (42)."

Leur attitude peut paraître quelque peu en contradiction avec la nature même de l'Opposition unitaire, qui, dès ses débuts, s'est considérée comme une opposition politique à l'orientation défendue dans la CGTU par la direction du Parti communiste.

Il est donc assez surprenant de voir l'une des composantes de ce regroupement refuser à l'autre le droit d'y défendre ses positions politiques et de se doter de l'instrument que nécessite un tel objectif. D'autant plus que la majorité fédérale, ou tout au moins son noyau dirigeant, possède elle-même, nous l'avons vu, toutes les caractéristiques d'une fraction politique.

Il ne fait aucun doute, aux yeux des dirigeants de la majorité fédérale, que la position développée par Pierre Franck est devenue celle de la Ligue. La première conférence nationale de l'Opposition unitaire, convoquée pour le 28 décembre, ne se présente donc pas sous les meilleurs auspices.

3) La conférence de l'Opposition unitaire (décembre 1930)

A l'ordre du jour de la conférence, deux questions étroitement imbriquées : le projet de plate-forme élaboré par Maurice Dommanget et le problème de l'unité syndicale, brusquement revenu au premier plan avec la publication, quelques semaines auparavant, de la *"Déclaration des 22"* (43). Cette initiative en faveur de *"la reconstruction de l'unité syndicale"* avait été prise conjointement par des militants de la CGT, dont Dumoulin, Monatte et Hagnauer, de la Fédération autonome des fonctionnaires, parmi lesquels Piquemal, et de la CGTU. Le Comité pour l'indépendance du syndicalisme (CIS) et la Ligue syndicaliste avaient été à l'origine de cet appel, mais la présence parmi les 22 de personnalités aussi différentes que Piquemal, qui, comme les dirigeants de la fédération de l'enseignement, venait à peine de quitter le PC, et Dumoulin, l'un des principaux dirigeants de la CGT, donne un certain retentissement à leur démarche. La direction de la CGTU condamne violemment cette initiative, n'hésitant pas à assimiler *"CGT unique"* à *"CGT de trahison"*. En revanche, des désaccords apparaissent à son sujet dans l'Opposition unitaire, qui attend la conférence pour prendre une position officielle.

Celle-ci s'ouvre dans un climat assez tendu. Sa composition reflète bien les problèmes auxquels l'Opposition unitaire est confrontée : une majorité de militants parisiens, qui n'ont pas réussi à réellement implanter l'Opposition unitaire dans leur région, quelques personnalités, comme Cornette, qui exercent une influence réelle dans le mouvement ou-

(42) Lettre à Louis Bouët, 21 décembre 1930, IFHS, fonds Bouët, 14 AS 478.

(43) Sur cette initiative, voir Daniel Guérin, *"Une tentative de réunification syndicale, 1930-1931"*, *Revue d'histoire économique et sociale*, n° 1, 1966, pp. 107 à 121.

vrier de leur région, et un fort contingent d'enseignants de la fédération, dont un seul, Michel Collinet, est membre de la Ligue communiste. Ce qui veut dire que depuis son lancement et ses quelques succès initiaux, l'Opposition unitaire n'a guère progressé. Gourget confirme ce constat dans son rapport introductif. Il mentionne aussi des divergences que la proclamation des 22 a fait naître au sein de l'Opposition unitaire. Dommanget soumet ensuite aux participants de la réunion son projet de plate-forme politique. Collinet intervient immédiatement après et lui reproche d'avoir minimisé les perspectives révolutionnaires qu'ouvre l'aggravation de la crise du système capitaliste. Le ton est donné et la polémique entre les dirigeants de la majorité fédérale de l'enseignement et les militants de la Ligue va dès lors occuper l'essentiel des débats de la conférence. Rollo condamne, par exemple, la volonté de la Ligue d'imposer son rôle dirigeant dans l'Opposition unitaire de la même manière que le PC l'a fait dans la CGTU et dénonce son intention de constituer une fraction qui *"veut recommencer les bêtises des staliniens"* (44). Gourget, tout en expliquant que le contenu de l'article publié par Franck dans *La Vérité* n'engage que son auteur, regrette la méfiance manifestée par les responsables de la majorité fédérale envers la Ligue et son journal, qui a pourtant toujours soutenu loyalement l'action de l'Opposition unitaire.

Dommanget, quelque peu excédé par les critiques dont son texte a fait l'objet durant toute la conférence, déclare alors qu'il le retire afin de le réécrire ultérieurement. Il devient évident que, sur cette question, aucun compromis ne pourra être trouvé dans le cadre de cette conférence, qui de ce fait risque de déboucher sur un échec lourd de conséquences. C'est pourquoi Maurice Dommanget insiste pour qu'au moins la conférence se prononce clairement sur le problème de l'unité syndicale. Il présente donc un projet de résolution qui condamne l'initiative des 22, dénonce une unité syndicale basée sur la Charte d'Amiens qui exclurait les communistes et leurs sympathisants. Rollo présente un autre texte, qui considère qu'il est du devoir de l'Opposition unitaire de militer en faveur d'une unité syndicale indispensable pour que la classe ouvrière puisse reprendre l'initiative. Mais, constatant qu'il est seul à défendre cette position, il n'insiste pas et retire son texte. Une commission se réunit pour amender le projet de Dommanget et la conférence adopte cette résolution à l'unanimité. Il y est affirmé que l'Opposition unitaire *"rejette comme une erreur profonde toute conception sentimentale de l'unité syndicale, qui fait de cette dernière un but en soi et comme un talisman capable de sortir la classe ouvrière du marasme actuel"*. La résolution n'envisage la réalisation de l'unité du mouvement syndical qu'à travers le congrès de fusion, reprenant en cela la position traditionnelle de la CGTU jusqu'en 1929, et à la condition que les tendances puissent s'organiser et s'exprimer librement au sein de la future centrale réunifiée.

Il ne reste plus à la conférence qu'à voter le projet d'organisation de l'Opposition unitaire, prévoyant notamment la parution d'un bulletin mensuel, et à élire la commission exécutive de 11 membres, à qui est confiée la charge de diriger l'Opposition unitaire. Dommanget est l'unique représentant de la majorité fédérale dans cette commission exécutive, essentiellement composée de militants de la Ligue, qui, presque tous, s'opposent au groupe Franck-Molinier. Il fait aussi partie, aux côtés de Gourget, Cornette et Bernard, du secrétariat chargé d'appliquer les décisions de la commission exécutive.

4) La Ligue communiste contre l'Opposition unitaire

Comme le craignaient les dirigeants de la fédération, les militants de la Ligue ont fait preuve à leurs yeux de ce "sectarisme" que Dommanget avait déjà cru repérer dans cette organisation et que

(44) Compte rendu de la conférence paru dans les nos 69 et 70 de *La Vérité*, des 2 et 9 janvier 1931.

vient confirmer la résolution sur l'Opposition unitaire adoptée par la commission exécutive de la Ligue quelques jours seulement après la conférence. Ce texte, publié par *La Vérité*, du 9 janvier, marque la victoire de "l'aile marxiste" sur "l'aile opportuniste", qui ne se prive d'ailleurs pas de contester les méthodes employées par ses adversaires pour arriver à leurs fins.

La résolution constate d'abord qu'il existe plusieurs tendances au sein de l'Opposition unitaire, dont l'une considère qu'il est possible d'arriver à *"une conciliation avec le CIS"*. Il ne suffit donc pas de déclarer que l'unité n'est pas une panacée ; il faut aussi affirmer qu'elle ne pourrait se faire qu'au profit du réformisme, étant donné la faiblesse actuelle des organisations révolutionnaires. Surtout, *"le redressement de la CGTU ne peut s'effectuer indépendamment de celui du PC et de l'IC"*. En conséquence, la direction de la Ligue annonce que ses militants dans l'Opposition unitaire se battront pour modifier le texte adopté par la conférence, afin de remédier à ses insuffisances. S'ils n'y parviennent pas, il ne faudra pas compter sur eux pour défendre cette motion dans la CGTU. Dans la dernière partie de sa résolution, la commission exécutive se fait encore plus menaçante : *"Si l'Opposition unitaire rejetait la politique communiste présentée par l'Opposition communiste, nous estimerions qu'elle abandonnerait sa voie de redressement de la CGTU."* Au moment même où ce texte paraît dans *La Vérité*, la commission exécutive adresse aux membres de la Ligue intervenant dans l'Opposition unitaire une circulaire, qui leur présente la décision prise par la conférence de décembre de publier un organe comme *"une manœuvre"* dirigée contre leur organisation (45).

Une semaine plus tard, *La Vérité* enfonce le clou en publiant un article de Trotsky, qui s'en prend ouvertement *"aux erreurs des éléments droitiers de la Ligue dans la question syndicale"* (46). Le leader de l'Opposition de gauche met tout son poids dans la balance en faveur des éléments de la Ligue qui suscitent le plus de méfiance parmi les dirigeants de la majorité fédérale. Pour justifier son choix, Trotsky met en avant la nécessité pour une organisation révolutionnaire de conserver en toutes circonstances son indépendance politique et *"d'agir en son nom propre sur toutes les questions principales"*, au besoin en critiquant ses alliés *"de gauche"*. C'est l'abandon de ce principe au profit du Kouo-min-tang qui a provoqué la défaite de la révolution chinoise. De même, la dissolution de fait du PC dans le mouvement minoritaire "de gauche" dans les Trade Unions l'a empêché de dénoncer la trahison des chefs de ce mouvement quand s'est posé en Angleterre le problème du déclenchement de la grève générale.

Pour lui, le fait que la Ligue, depuis la création de l'Opposition unitaire, ait renoncé à toute intervention indépendante dans les syndicats révèle que son ancienne direction a commis une erreur du même type. Cela est d'autant plus grave que la fédération de l'enseignement, bien que les instituteurs aient toujours joué un rôle important dans le mouvement ouvrier français, n'est pas *"une fédération prolétarienne"* et ne peut par conséquent *"devenir la base d'un mouvement syndical"*. Enfin, il est indispensable de dissocier les éléments les plus à gauche de la majorité fédérale, pour les gagner à la Ligue, de ceux qui, comme Rollo, veulent l'entraîner vers le réformisme.

Il est facile d'imaginer les réactions des dirigeants de la fédération à la lecture d'un tel article. Les comparaisons utilisées par Trotsky pour les situer politiquement ne sont guère flatteuses et, surtout, ils ne peuvent que repousser la perspective de l'éclatement de la majorité fédérale, eux dont toutes les prises de position sur le terrain directement politique ont été élaborées avant tout pour sauvegarder leur organisation syndicale. Les militants de la majorité fédérale réagissent donc vivement à ce qu'ils considèrent comme une véritable déclaration de guerre : *"Que va devenir notre*

(45) Lettre de Gourget et de deux autres démissionnaires de la Ligue communiste publiée dans *La Vérité*, n° 87, 8 mai 1931.

(46) *La Vérité*, n° 71, 16 janvier 1931.

pauvre Opposition unitaire ?, se demande par exemple Joseph Rollo. *Sont- ils devenus fous, ces communistes ? Ce n'était pas pour nous aider que la Ligue communiste et* La Vérité *nous avaient apporté leur appui, mais pour pouvoir, tout comme le PC, s'étayer sur une fraction du mouvement syndical* (47)." Maurice Dommanget partage son pessimisme : *"Tout échoue, tout tombe* (48)."

Gourget fait savoir à Maurice Dommanget et à ses camarades qu'il fait partie de ces éléments "droitiers" fustigés par Trotsky (49). Ce que l'ancien secrétaire fédéral, quelque peu désabusé, commente ainsi : *"Voilà ma plate-forme qui devient un instrument de tendance dans la Ligue, où elle a jeté la perturbation. Je ne m'attendais pas à cela. Mais il faut peu de chose pour mettre en révolution (une révolution qui fait tort à l'autre) des sectaires* (50)."

L'intervention de l'Opposition unitaire se ressent évidemment de la crise qu'elle traverse et devient quasiment inexistante. Le 6 mars, *La Vérité* rend publique une nouvelle résolution de la direction de la Ligue sur l'Opposition unitaire. Alors que Trotsky, tout en soulignant la nécessité de combattre les éléments de l'Opposition les plus enclins à succomber aux sirènes réformistes, avait souligné dans son article du 16 janvier qu'en attendant que la majorité de l'Opposition unitaire soit dans la Ligue, il ne peut s'agir dans ce regroupement *"que de persuasion, de compromis, de bloc mais pas de subordination"*, la commission exécutive de la Ligue adresse avec ce texte un véritable ultimatum à tous ceux qui ne partagent pas l'intégralité de ses positions : l'Opposition unitaire doit établir *"une étroite collaboration avec la fraction de gauche du parti"*, à savoir la Ligue communiste, et si elle adopte une autre plate-forme politique que celle préconisée par la cette organisation, *"les oppositionnels de gauche"* ne pourront *"rester en son sein"* (51).

Les militants de la majorité fédérale ne sont évidemment pas prêts à accepter une telle mise en demeure. Aucun compromis ne peut être trouvé à la réunion du secrétariat de l'Opposition unitaire du 14 mars et Gourget se voit donc contraint de convoquer pour le 29 mars une réunion de la commission exécutive, qui aura à *"prendre position sur l'existence même de l'Opposition unitaire"* (52).

Mais les désaccords au sein de la Ligue ne cessent de s'approfondir entre la direction et le groupe Gourget-Collinet, qui est en train d'élaborer un texte dénonçant la politique de leur organisation dans le domaine syndical. Aussi la réunion de la commission exécutive de l'Opposition unitaire ne se déroule-t-elle pas de la manière dont les dirigeants de l'enseignement pouvaient le redouter.

Sur les cinq militants de la Ligue qui y assistent, quatre, dont Gourget et Collinet, n'hésitent pas à critiquer le sectarisme dont celle-ci fait preuve à l'égard de l'Opposition unitaire.

Dommanget ne cache pas la méfiance que lui inspire la nouvelle direction de la Ligue et affirme que, malgré les divergences qui l'opposent, ainsi que Bouët et Serret, à Rollo, il continuera à *"faire bloc avec lui"* contre la cette dernière. Pour Gourget et ses camarades, il s'agit là *"d'une des conséquences de la politique de mécanisation sectaire inaugurée par la direction actuelle"* de la Ligue (53).

Le déroulement de la réunion redonne un peu d'espoir à Maurice Dommanget. Certes, les participants n'ont pu que constater la très faible activité dont l'Opposition unitaire, paralysée par ses dissensions, a fait preuve depuis sa conférence de décembre.

Mais l'ancien secrétaire fédéral a pu se rendre compte de l'âpreté de la lutte de fractions qui déchire la Ligue et il

(47) Lettre à Louis Bouët, 20 janvier 1931, IFHS, fonds Bouët, 14 AS 479.

(48) Lettre à Louis Bouët, 27 janvier 1931, *ibidem.*

(49) Lettre de Maurice Dommanget à Louis Bouët, 12 février 1931, *ibidem.*

(50) Lettre à Louis Bouët, 15 février 1931, *ibidem.*

(51) *La Vérité*, n° 78, 6 mars 1931.

(52) Circulaire du 17 mars 1931, IFHS, fonds Dommanget, 14 AS 239 (c).

(53) Lettre de Gourget et de deux autres démissionnaires de la Ligue publiée par les numéros de *La Vérité* des 24 avril et 8 mai 1931.

voit avec une certaine satisfaction le groupe Collinet-Gourget se rapprocher des militants de la majorité fédérale : *"Un certain travail de maintien, sinon de redressement, peut se faire* (54)."

Malheureusement, les événements vont très vite se charger de démentir ce relatif optimisme.

5) La longue agonie de l'Opposition unitaire

C'est d'abord la direction de la Ligue, qui, prenant prétexte de l'attitude controversée de l'un des signataires du manifeste de fondation de l'Opposition unitaire pendant la grève des mineurs du Nord, adresse le 17 avril une *"lettre ouverte à la commission exécutive de l'Opposition unitaire"*, dans laquelle elle somme cette dernière *"de se prononcer sur ces faits"* et la menace *"d'en tirer toutes les conséquences"* dans le cas où elle ne le ferait pas (55). Il est clair que "l'aile marxiste" de la Ligue a décidé d'en finir au plus vite avec l'Opposition unitaire. Quelques jours après la publication de cet ultimatum dans *La Vérité*, les membres du "groupe Gourget" annoncent leur démission de la Ligue et rendent publique la lettre adressée le 30 mars à la direction de leur organisation, et dans laquelle ils relataient la discussion qu'avait provoquée en son sein la question syndicale (56). Ils demandaient la convocation immédiate d'une conférence nationale pour discuter ce problème. C'est le refus de la commission exécutive de satisfaire cette exigence qui les a poussés à démissionner de la Ligue sans plus attendre. Cette démission ne constitue pas seulement l'épilogue somme toute prévisible de la crise qui secouait la Ligue depuis des mois. Elle signifie aussi la mort politique de l'Opposition unitaire, même si son agonie organisationnelle se prolongera jusqu'à la fin de l'année suivante. Car non seulement la Ligue se retire définitivement de ce regroupement, qu'elle considère maintenant comme un obstacle à son intervention dans les syndicats, mais, peut-être plus grave encore, des militants comme Cornette et Bernard, grâce auxquels l'Opposition unitaire avait pu acquérir localement une certaine audience, s'éloignent aussi bien de la Ligue que de l'Opposition unitaire. Et si l'on ajoute que Gourget et Collinet vont surtout s'employer par la suite à mettre sur pied l'embryon d'une organisation se réclamant elle aussi de l'Opposition de gauche, la Gauche communiste, il est facile de comprendre pourquoi l'Opposition unitaire, sans être officiellement dissoute, n'a plus, après cet événement, aucune existence réelle, au moins jusqu'au début de l'année 1932.

Pour les dirigeants de la majorité fédérale, la désillusion est à la mesure des espoirs qu'ils avaient placés dans l'Opposition unitaire. Il ne fait aucun doute pour eux que, comme le dit aussi Gourget au même moment, l'entière responsabilité de cet effondrement doit être imputée à "l'aile marxiste" de la Ligue, coupable d'avoir provoqué dans l'Opposition unitaire *"des réactions qui ont malheureusement dégénéré en une lassitude et en un découragement quasi général"* (57). Maurice Dommanget se montre particulièrement dur envers la direction de la Ligue : *"Nous nous réabonnons à* La Vérité *afin de connaître leurs élucubrations. Mais quels piliers de la logomachie ! Ah ! Avec de tels gaillards, la société bourgeoise peut dormir sur ses deux oreilles"*, écrit-il à la fin du mois de mai à Louis Bouët (58). Pour lui, la page est définitivement tournée et il laisse sans réponse la proposition formulée au début du mois de juillet par Molinier et Treint, nouvellement coopté à la direction de la Ligue, de le rencontrer pour lui faire part de leur volonté et de celle de

(54) Maurice Dommanget, compte rendu de la réunion de la CE. de l'Opposition unitaire du 29 mars 1931, IFHS, fonds Bouët, 14 AS 479.

(55) *La Vérité*, 17 avril 1931.

(56) Lettre de Gourget et de deux autres démissionnaires de la Ligue communiste, *La Vérité*, des 24 avril et 8 mai 1931.

(57) *Bulletin de la Gauche communiste*, n° 3, 1er juin 1931.

(58) Lettre du 23 mai 1931, IFHS, fonds Bouët, 14 AS 479.

Trotsky de "désectariser" leur organisation et d'envisager une nouvelle collaboration avec la majorité fédérale (59). Une autre démarche de Molinier auprès de Jean Aulas, en juin 1932, restera elle-aussi infructueuse (60).

En mai 1931, l'Opposition unitaire semble donc être destinée à disparaître à court terme. Les dirigeants de la majorité fédérale ne la considèrent plus comme une alternative crédible, comme le montrent leurs réactions à la nouvelle invitation qu'ils reçoivent de l'Internationale syndicale rouge (ISR) de se rendre à Moscou en août 1931 (61).

Son secrétaire, Losovsky, a adressé cette proposition à la fédération de l'enseignement ainsi qu'à celles des ports et docks et de l'alimentation. Mais, contrairement à l'année précédente, il laisse chacune d'elles libre de désigner sa délégation. Au sein du noyau dirigeant de la majorité fédérale, cette initiative est diversement appréciée. Finalement, la fédération accepte de désigner une délégation, qui doit se rendre à Moscou. Il est significatif que les dirigeants de la majorité fédérale, même ceux qui étaient d'avis de refuser l'invitation, n'ont jamais évoqué le fait que l'ISR, en s'adressant directement à la fédération, continue à ignorer l'Opposition unitaire, alors que l'année précédente, ils avaient dénoncé cet "oubli" comme une manœuvre rendant impossible l'envoi d'une délégation à Moscou.

Cependant, les dirigeants de la majorité fédérale se rendent à la réunion convoquée au début de l'année 1932 dans la région parisienne à l'initiative d'Ardouin, un cheminot qui avait fait partie de la commission exécutive désignée par la conférence de l'Opposition unitaire du 28 décembre 1930 et avait ensuite quitté la Ligue communiste en même temps que Gourget et Collinet, sans adhérer pour autant au groupe de la Gauche communiste. Les participants tombent d'accord pour tenter de relancer l'Opposition unitaire dans la région parisienne, au moins dans un premier temps, et pour entreprendre la publication de son journal, *Combat unitaire*. Ardouin se voit confier le secrétariat de cette nouvelle Opposition unitaire. Mais, très vite, les responsables de la Gauche communiste, qui sont partie prenante de cette tentative de relance, se plaignent à Dommanget de l'ostracisme dont le nouveau secrétaire fait preuve à leur égard (62). Le conflit s'envenime. Ardouin réplique aux accusations dont il est l'objet en dénonçant le *"travail de désagrégation"* mené par la Gauche communiste depuis le mois de mai. Le 29 octobre, il annonce à Maurice Dommanget que lui et les quelques militants qui le suivent ont décidé de laisser le champ libre au groupe rival (63). Peu de temps après, le 12 novembre très exactement, l'Opposition unitaire de la région parisienne décide de se dissoudre purement et simplement (64). Il est bien prévu de constituer des Oppositions unitaires par fédération, mais visiblement, le cœur n'y est plus, d'autant plus que les militants de la majorité fédérale ont décidé de *"ne pas continuer cette expérience malheureuse"* (65). Ainsi prend fin, définitivement cette fois, l'histoire de l'Opposition unitaire.

Maurice Dommanget, à l'issue de ce dernier épisode, ne cache pas son amertume : *"C'est tellement absurde qu'il n'y a pas à donner suite à cette équipée de cafres. Laissons l'Opposition unitaire faire le plongeon. Il est clair, pour moi, que la Gauche communiste n'est pas plus capable de donner vie à ce moribond que la fraction Ardouin* (66)."

Tous les groupes ou sous-groupes avec qui les responsables de la majorité fédérale ont essayé tour à tour de collaborer ont fait preuve à leurs yeux du mê-

(59) Lettre à Louis Bouët, 10 juillet 1931, *ibidem.*

(60) Lettre à Louis Bouët, juillet 1931, *ibidem.*

(61) Lettre-circulaire de Jean Aulas, juillet 1931, *ibidem.*

(62) Lettre de Le Pape à Maurice Dommanget, 23 sept. 1932, IFHS, fonds Dommanget, 14 AS 239 (c).

(63) Lettre du 29 octobre 1932, *ibidem.*

(64) Lettre de Maurice Dommanget à Louis Bouët, 16 novembre. 1932, IFHS, fonds Bouët, 14 AS 481.

(65) *Ibidem.*

(66) *Ibidem.*

me sectarisme et de la même tendance suicidaire à s'épuiser dans des luttes internes caractéristiques de ces embryons d'organisations repliées sur elles-mêmes et sans lien réel avec le mouvement ouvrier. Cependant, il est évident qu'ils rendent plus particulièrement responsables de ce fiasco les militants qui, appuyés par Trotsky, se sont emparés de la direction de la Ligue communiste au début de l'année 1931 pour mieux en finir avec une Opposition unitaire coupable à leurs yeux de ne pas partager l'intégralité de leurs positions politiques. C'est aussi l'avis exprimé par Alfred Rosmer dans une lettre adressée à Louis Bouët quelques semaines après la mort définitive de l'Opposition unitaire (67). Pour lui, la crise a directement été provoquée par *"l'intervention incompréhensible"* de Trotsky en faveur de ce qu'il a appelé alors *"l'aile marxiste"* de la Ligue, qui, sans cet appui décisif, n'aurait jamais réussi à prendre le contrôle de la direction de l'organisation. L'attitude de Trotsky ne s'explique à ses yeux que par les *"pressions"* qu'il a subies de la part de *"quelques éléments indésirables, non syndiqués, non syndicables, ignorant tout du mouvement ouvrier"*, qui lui ont fait croire que l'Opposition unitaire allait *"complètement submerger la Ligue"*. Autrement dit, Molinier et ses partisans se seraient servis de la question syndicale pour entraîner Trotsky à leurs côtés dans la lutte qu'ils avaient entreprise pour prendre la direction de la Ligue, en prétextant un danger en grande partie imaginaire : l'abandon par l'Opposition de gauche française de toute intervention propre dans le domaine syndical, mettant ainsi en péril son indépendance ainsi que son devoir d'exprimer publiquement l'ensemble de ses positions politiques et son droit à la critique, même à l'égard de ses alliés. Sachant toute l'importance que Trotsky accordait à ces problèmes depuis la tragédie de la révolution chinoise et l'épisode du Comité anglo-russe des années 1925-1926, ils seraient donc parvenus par ce biais à discréditer leurs adversaires à ses yeux.

Pierre Broué, dans sa présentation des textes de Trotsky rassemblés sous le titre *Le Mouvement communiste en France,* ainsi que dans sa biographie de Trotsky, insiste lui aussi sur la responsabilité du groupe Molinier-Franck dans cette affaire. Après avoir affirmé que l'Opposition unitaire était devenue *"l'enjeu de la lutte fractionnelle à l'intérieur de la Ligue"* (68), il souligne que, pendant toute cette période, Molinier et ses partisans ont tout fait pour "débarquer" Naville et les autres membres de la première direction de la Ligue, qui, avec des nuances, s'étaient rangés à ses côtés. Pierre Broué insiste sur le peu de confiance qu'inspiraient Molinier et les autres membres de son groupe aux responsables de la majorité fédérale, et même aux autres militants de la Ligue. Il rappelle en particulier ce qu'avait affirmé Dommanget lors de la réunion de la commission exécutive de l'Opposition unitaire, le 29 mars 1931 : malgré ses divergences avec Rollo, il faisait "bloc" avec lui contre la Ligue (69).

Mais les mises en garde de Rosmer et de Pierre Naville n'avaient pas empêché Trotsky, soucieux avant tout *"de la cohésion"* et de l'affirmation indépendante de la Ligue, de se ranger aux côtés du groupe Molinier-Franck. Nous avons vu aussi que ces militants, en sommant les dirigeants de la majorité fédérale de s'aligner sur l'ensemble des positions politiques de la Ligue, n'avaient pas tenu compte des arguments de Trotsky, pour qui une fraction de l'Opposition de gauche pouvait très bien s'affirmer au sein d'une tendance syndicale relativement large.

Cependant, il ne faut pas oublier qu'avant même que Molinier et ses partisans aient réussi à s'emparer de la direction de la Ligue, l'Opposition unitaire n'était pas exempte de tensions internes. Dès le début, les responsables de la majorité fédérale avaient protesté contre la manière dont, à leurs yeux, *La Vérité* avait tendance à se présenter comme

(67) Lettre à Louis Bouët, 14 décembre 1932, *ibidem.*

(68) Léon Trotsky, *Le Mouvement communiste en France*, *op. cit.*, p. 286.

(69) Lettre de Gourget et de deux autres de ses camarades démissionnaires de la Ligue communiste, *La Vérité*, n° 87, 8 mai 1931.

l'organe de l'Opposition unitaire. Leur correspondance les montre de plus en plus soucieux de se démarquer le plus nettement possible de l'Opposition de gauche. Et Rollo aussi bien que Dommanget se refusaient à envisager la création d'une fraction "trotskyste" à l'intérieur de l'Opposition unitaire, alors même que la majorité fédérale possédait toutes les caractéristiques d'une fraction politique. Cela, les militants de la Ligue, quelle que fût leur tendance, ne pouvaient l'accepter. L'Opposition unitaire n'était pas pour eux un regroupement syndical, mais, pour reprendre l'expression utilisée par Trotsky, *"une fraction politique ayant pour tâche d'influencer le mouvement syndical"* (70).

Dans ces conditions, chacune de ses composantes avait légitimement le droit d'essayer d'y faire prévaloir son orientation politique et de s'organiser en conséquence. Les responsables de la Ligue, là encore toutes tendances confondues, avaient clairement défini leur objectif : il s'agissait d'abord, pour eux, de combattre à l'intérieur de l'Opposition unitaire les éléments les plus enclins à considérer avec une certaine bienveillance les tentatives du Comité pour l'indépendance du syndicalisme (CIS) et du Comité des 22 en faveur d'une unité syndicale dont les "réformistes" auraient été les principaux bénéficiaires. Plus généralement, ils estimaient qu'il y avait une contradiction entre le rejet par la majorité fédérale du "syndicalisme pur" et son refus de se rattacher à une tendance politique précise. Elle devait obligatoirement choisir son camp, se prononcer sur toutes les questions débattues au sein du mouvement communiste international et reconnaître franchement qu'elle se situait dans l'Opposition de gauche, dont elle reprenait par ailleurs la plupart des analyses. C'était pour elle le seul moyen de résister aux pressions qu'exerçaient sur elle aussi bien la Minorité ouvrière révolutionnaire que la Ligue syndicaliste et le Comité des 22, et qui risquaient à terme de provoquer sa désagrégation.

Les responsables de la majorité fédérale ne l'entendaient évidemment pas ainsi. Pierre Broué note que leur horizon était alors *"essentiellement"* syndical (71). Et il est vrai que leur principale préoccupation était de maintenir la cohésion de la majorité fédérale et d'empêcher ainsi l'éclatement de la fédération. Il n'était donc pas question, pour Dommanget, Bouët et Aulas, de se séparer d'un militant comme Rollo, et cela malgré ses prises de position sur l'unité, qu'ils jugeaient souvent ambiguës et même parfois dangereuses.

Mais la volonté farouche de ses dirigeants d'écarter tout ce qui pourrait nuire à l'unité de la fédération ne s'explique pas seulement par leur attachement viscéral à une organisation à laquelle ils ont tant donné. Ces militants sont en effet persuadés que le PC n'est pas redressable, contrairement à ce qu'espère encore la Ligue communiste, et qu'il risque même de disparaître à brève échéance ou de se voir réduit aux dimensions d'une secte ayant perdu toute influence réelle.

Leur isolement des grands centres urbains, la faiblesse de leurs liens organisationnels avec le mouvement ouvrier, l'inexistence de la majorité fédérale dans la région parisienne et sa faible implantation dans le Nord-Pas-de-Calais, les deux principaux pôles de résistance du PC dans cette période, peuvent sans doute permettre de comprendre comment ils sont arrivés à de telles conclusions. Les militants de la Ligue avec qui ils ont été en contact, et tout particulièrement Gourget, ont essayé de leur démontrer que le PC n'était pas partout dans l'état de déliquescence dans lequel il se trouvait dans leur région, qu'il conservait autour de lui une marge importante de sympathisants quelque peu déboussolés par les zigzags de sa politique, mais *"prêts à reprendre du service"* si son *"redressement"* devenait effectif (72).

Les membres du noyau dirigeant de la majorité fédérale ne se sont pas laissés convaincre. D'autre part, leur réflexion politique reste confinée dans un cadre

(70) Léon Trotsky, *Le Mouvement communiste en France*, *op. cit.*, p. 388.

(71) *Ibidem.*

(72) Voir notamment la lettre de Gourget à Louis Bouët, du 13 juillet 1930, IFHS, fonds Bouët, 14 AS 478.

étroitement national, comme cela a été le cas pendant toutes les années qui ont précédé leur rupture avec le PC.

Ce qui ne veut évidemment pas dire qu'ils méconnaissent la dimension internationale des problèmes auxquels est confronté le mouvement ouvrier français. Simplement, ils ne l'intègrent pratiquement jamais dans l'élaboration collective de l'orientation qu'ils vont ensuite impulser dans la fédération.

Cette incapacité, caractéristique du syndicalisme révolutionnaire, à partir des problèmes généraux de la lutte des classes à l'échelle mondiale pour déterminer leurs positions politiques ne facilite pas leurs rapports avec une organisation comme la Ligue communiste, qui se veut d'abord et avant tout la section française de l'Opposition de gauche internationale.

L'étude de l'implantation de l'Opposition unitaire révèle aussi l'incapacité des militants de la majorité fédérale à regrouper autour d'eux des cadres syndicaux d'autres corporations. De ce point de vue, l'affirmation de Trotsky suivant laquelle la fédération ne peut *"devenir la base d'un mouvement syndical"* (73) n'est pas dénuée de fondement. La création de l'Opposition unitaire ressemble fort à un marché de dupes : la Ligue cherchait, avec cette initiative, à se constituer une véritable assise syndicale, alors que la majorité fédérale, quant à elle, comptait sur la Ligue pour élargir son combat dans la CGTU.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, il est légitime de se demander si la rupture entre les deux composantes de l'Opposition unitaire n'était pas inévitable et si finalement la politique ultimatiste pratiquée par le groupe Molinier-Franck n'a fait, au fond, qu'accélérer un processus dont l'issue était inéluctable, à plus ou moins brève échéance.

Quoi qu'il en soit, l'échec de l'Opposition unitaire et surtout le bilan on ne peut plus négatif qu'ils tirent de leur collaboration avec les différentes fractions se réclamant de l'Opposition de gauche ne font qu'accentuer la volonté des dirigeants de la majorité fédérale de "rester eux-mêmes" et de consacrer l'essentiel de leur activité à la défense de leur organisation syndicale. Il faut dire, d'ailleurs, qu'ils n'ont guère d'autre choix, étant donné le peu de liens — l'épisode de l'Opposition unitaire est significatif à cet égard — qu'ils peuvent avoir avec les secteurs décisifs du mouvement ouvrier. Cet échec renforce donc leur isolement et le pessimisme qui était déjà perceptible au moment de leur rupture avec le PC. Très souvent, le parallèle avec la situation qu'ils ont connue en 1914 revient dans leur correspondance.

Dans la plus pure tradition du syndicalisme révolutionnaire, fermant définitivement la parenthèse de leur militantisme dans le Parti communiste et ayant abandonné toute illusion sur les organisations dont ils se sentaient a priori les plus proches, les responsables de la majorité fédérale se replient sur leur organisation, investie par eux de la lourde mission d'assumer pratiquement à elle seule le rôle de l'avant-garde politique du mouvement ouvrier tout entier.

Loïc Le Bars

---

(73) Léon Trotsky, *Le Mouvement communiste en France*, *op. cit.*, p. 385.

André Ferrat : discours au comité central du PCF de mai-juin 1936

Le 3 mai 1936, le Rassemblement populaire remporte une victoire électorale dont les socialistes sont les principaux bénéficiaires. Dès le lendemain, Léon Blum réclame la direction du gouvernement pour la SFIO. Le 11, commencent les premières grèves avec occupations d'usines ; le mouvement s'amplifie à la fin du mois, ce qui pousse Marceau Pivert, dirigeant de la tendance Gauche révolutionnaire de la SFIO, à publier le 27 mai un article dans *Le Populaire,* intitulé *"Tout est possible",* dont le titre va d'ailleurs plus loin que son contenu même, puisque, si Marceau Pivert évoque *"les opérations chirurgicales les plus risquées",* s'il affirme que *"les masses savent que le monde capitaliste agonise et qu'il faut construire un monde nouveau si l'on veut en finir avec la crise, le fascisme et la guerre",* le programme qu'il avance est limité à quelques exigences politiques et sociales, et ne comporte aucune mesure portant atteinte à la propriété privée des moyens de production : *"Abrogation des décrets-lois, dissolution des ligues fascistes et arrestation de leurs chefs, amnistie, contrats collectifs, vacances payées et retour par décret au service d'un an",* plus *"quelques avertissements à messieurs les nouveaux émigrés",* c'est-à-dire aux spéculateurs.

Le surlendemain, dans *L'Humanité,* le secrétaire à l'organisation du PCF, Marcel Gitton, qu'un commando du PCF abattra comme agent policier en 1940, répond : *"Tout n'est pas possible."* Gitton, brutal, explique en réalité qu'à peu près rien n'est possible : *"Les travailleurs veulent des conditions plus humaines. C'est tout."* Ce *"C'est tout"* est clair : rien de plus, rien d'autre... Il précise : *"Non ! Tout n'est pas possible (...). Il n'est pas question pour le gouvernement de demain d'opérations chirurgicales",* et il dénonce *"toutes les tentatives faites par nos pires ennemis et aussi par les trotskystes pour essayer de nous entraîner à des actes inconsidérés".* Le 4 juin, le gouvernement Blum est constitué. Le 7, sont signés les accords Matignon, qui satisfont un certain nombre de revendications en matière de salaires et de congés payés.

La grève générale ne faiblit pourtant pas et, le 11 juin, Thorez affirme : *"Il faut savoir terminer une grève dès l'instant où les revendications essentielles du moment ont été satisfaites."* Le lendemain, 12 juin, le gouvernement saisit le premier numéro de *La Lutte ouvrière*, l'organe du Parti ouvrier internationaliste, constitué le 2 juin. Le 13, le comité central du PCF, vu les positions que développe en son sein André Ferrat, membre du bureau politique depuis 1932, non réélu à cet organe lors du congrès du PCF du 22 au 25 janvier 1936, l'exclut de ses rangs en lui interdisant de faire connaître ses positions dans le parti. André Ferrat publie quelques semaines plus tard une petite brochure d'une quarantaine de pages, intitulée *Lettre ouverte aux membres du parti,* contenant l'essentiel de ses interventions dans les divers comités centraux du printemps et du début de l'été 1936. Un de ces textes et des extraits d'un autre ont été publiés dans le livre de Jean-Pierre Rioux, *Révolutionnaires du Front populaire* (1).

Ferrat se ralliera ensuite publiquement au groupe oppositionnel Que faire ?, créé par lui en 1935 avec Georges Kagan et Pierre Rimbert, et qui publie alors une petite revue mensuelle sous ce nom. Comme ce dernier, après la guerre, il ralliera la SFIO, où, quoique membre du comité directeur de 1946 à 1956, il ne jouera aucun rôle politique important, et mourra en 1988.

On remarquera qu'il suffit à André Ferrat d'exprimer une position critique contre l'union sacrée et la collaboration de classe, affirmant la nécessité de l'indépendance de classe du Parti communiste et la priorité à l'action des masses, pour que la direction du PCF affirme que *"ses opinions relèvent de la plate-forme trotskyste et que leur expression ou défense est incompatible avec l'appartenance au parti".* Or Ferrat se rattachait plutôt à Boukharine, à l'époque, il est vrai, entièrement rallié à la politique de Staline.

On notera en même temps que la dénonciation de Ferrat, certes marquée par la pratique stalinienne consistant à discréditer l'adversaire, n'a pas encore le caractère entièrement diffamatoire que prendra la dénonciation stalinienne des opposants ou militants critiques quelques mois plus tard. Le premier procès de Moscou (19-23 août 1936) était ainsi indispensable à Staline, non seulement pour terroriser son propre parti en URSS, mais aussi pour aligner les partis communistes étrangers sur sa politique de soutien aux bourgeoisies nationales et de terreur contre les courants et les militants ouvriers indépendants. Ce procès marquera une accélération, une aggravation et une amplification de leur traque et de la campagne internationale de diffamation et de calomnies.

---

(1) Jean-Pierre Rioux : *Révolutionnaires du Front populaire*, UGE, 1973. On y trouve des extraits du texte de Ferrat du 13 juin 1936 (*"On n'a pas le droit de cacher la vérité au Parti"*), la résolution du comité central du 13 juin 1936 condamnant Ferrat et le texte de Ferrat du 11 juillet 1936 à la commission politique de la conférence nationale du PCF du 11 juillet (pp. 202 à 219). L'essentiel des textes reproduits ci-après n'y figurent donc pas. Le volume de Jean-Pierre Rioux publie un autre texte de Ferrat, paru dans le numéro de janvier 1939 de *Que Faire ?,* intitulé *"Grandeur et décadence du Front populaire"* (pp. 383 à 399), évidemment étranger à sa brochure de 1936.

Le Parti communiste et le prochain gouvernement socialiste et radical (intervention au comité central du 25 mai 1936)

CHERS camarades, étant donné le très court laps de temps qui m'est accordé, je me bornerai à faire quelques remarques sur notre attitude vis-à-vis du prochain gouvernement.

Les masses n'obtiendront que ce qu'elles arracheront elles-mêmes

L'arrivée du gouvernement Blum au pouvoir sur la vague de la plus grande poussée populaire pose devant le parti des problèmes tactiques délicats. Si, en principe, ces problèmes ne sont pas nouveaux, en fait, c'est pour la première fois que notre parti est amené à les aborder de façon concrète au milieu des difficultés de la vie quotidienne. C'est pourquoi on ne saurait trop étudier cette question au comité central pour pouvoir agir demain avec le maximum d'efficacité.

Je ne crois pas qu'un communiste puisse se faire d'illusions sur le prochain gouvernement : il n'est pas un gouvernement révolutionnaire. Nous savons depuis longtemps que, dans la société actuelle, un gouvernement quel qu'il soit — même si les hommes qui le composent sont de bonne foi et de bonne volonté —, s'il ne brise pas l'appareil de l'Etat capitaliste, ne peut pas être autre chose que le conseil d'administration de la bourgeoisie.

Cette affirmation n'est pas seulement une des formules théoriques principales du *Manifeste communiste*. Toute l'expérience historique — et notamment celle d'après-guerre — a confirmé sa justesse de la façon la plus totale. Et c'est pourquoi nous devons sans cesse l'avoir présente à l'esprit et l'exprimer de façon concrète à la classe ouvrière et aux masses populaires.

C'est sans doute nécessaire, car il semble incontestable que, dans certaines couches du Front populaire, existe aujourd'hui l'idée que le principal est fait, qu'il n'y a plus qu'à attendre, que le gouvernement Blum va maintenant se charger d'octroyer aux masses le pain, la paix et la liberté. Et que, par conséquent, il n'y a plus qu'à lui manifester une confiance enthousiaste.

C'est d'ailleurs ce que demandent les socialistes aux masses, comme on a encore pu le voir dans *Le Populaire* à l'occasion de la manifestation du mur des Fédérés.

Toutefois, il serait évidemment faux de se borner seulement à une simple propagande et à une explication de la vieille et toujours juste formule du *Manifeste communiste*. Se borner à cela serait se détacher des masses et ne voir qu'une fa-

ce du problème, et ne pas voir ce qu'il y a de positif.

Ce qu'il y a de positif, c'est la poussée des masses elles-mêmes, qui est la plus vaste que nous ayons connue depuis 1919.

C'est d'elles-mêmes, c'est du développement de cette poussée que dépend le succès des revendications immédiates, et non pas tant du gouvernement Blum, paralysé par l'immense machine de l'Etat capitaliste.

Il est clair que si cette poussée se développe vers des objectifs précis, l'action directe des masses peut, dans la situation présente, arracher beaucoup, beaucoup plus que dans n'importe laquelle des situations politiques que nous avons connues en France depuis des décennies.

C'est pourquoi, nous devons dire aux travailleurs : "Vous n'obtiendrez que ce que vous arracherez vous-mêmes par votre action de classe."

A la tête des masses et non dans les coulisses du ministère

Moins que jamais, il ne saurait être question pour nous de nous porter garants du gouvernement, de lier notre sort au sien, ni d'engager notre responsabilité à ses côtés, ni d'apparaître aux masses sous un tel aspect. Si, plus que jamais, nous devons être liés aux masses, plus que jamais nous devons être indépendants du gouvernement. Dans ce sens et à cause de cela, il est parfaitement juste de refuser de participer à ce gouvernement, qui (bien qu'il sera composé en grande partie de socialistes avec un président socialiste) sera néanmoins un gouvernement bourgeois avec un appareil d'Etat bourgeois.

Aussi ne conviendrait-il pas de présenter la non-participation à ce gouvernement comme s'il ne s'agissait que d'une question de tactique prudente ou d'opportunité.

A cause de la contradiction de classe de plus en plus aiguë — surtout dans cette période de crise — entre la bourgeoisie et le prolétariat, la classe capitaliste exigera toujours que le gouvernement — qui est un organe de sa domination — prenne contre les travailleurs des mesures d'oppression et de répression à un moment donné, lorsque l'action des masses ouvrières deviendra menaçante.

A cause de leur liaison intime, au pouvoir, avec la bourgeoisie et son Etat, les ministres socialistes seront fatalement amenés à se rendre complices de telles actions de freinage ou de répression, sous peine de rompre aussitôt leur collaboration avec la bourgeoisie radicale et d'être paralysés par toute la machine étatique.

Le parti qui sera placé dans une telle contradiction ne pourra que se compromettre et se déconsidérer devant les larges masses. C'est pourquoi il est impossible à un parti prolétarien de participer, sous peine de désarmer et de diviser la classe ouvrière.

Aussi, naturellement, n'avons-nous pas à acclamer ou à approuver le Parti socialiste parce qu'il a formé le ministère, à moins d'apparaître comme coresponsables de son activité.

Cela, c'est notre doctrine de toujours, nous l'avons expliqué maintes fois dans notre presse, alors que le problème de la participation ministérielle n'était qu'une perspective future. A plus forte raison devons-nous reprendre cette propagande de principes au moment où la question de la participation devient un fait concret d'actualité.

Liberté de critique et pression par l'action indépendante du prolétariat

Naturellement, le fait de faire connaître ces vérités aux masses, qui croient sincèrement dans la toute-puissance et dans la toute-bienfaisance du

gouvernement Blum, le fait de dégager nettement nos responsabilités de celle du gouvernement ne signifient pas du tout que nous devons avoir par système à son égard une attitude d'hostilité.

Au contraire, nous devons évidemment appuyer par l'action indépendante des masses tout acte positif du gouvernement. Nous devons le défendre contre toute tentative d'offensive réactionnaire, suivant la tactique que Lénine, lors du coup de force de Kornilov, préconisait de tenir vis-à-vis de Kerenski, c'est-à-dire sans nous lier à ce dernier par une attitude de collaboration "étroite et fraternelle".

C'est pourquoi, dans l'intérêt des masses, nous devons être prêts à critiquer et à dénoncer toutes les hésitations — d'ailleurs inévitables — et à plus forte raison toute capitulation du gouvernement prochain devant la bourgeoisie.

Cette critique du Parti socialiste, qui était déjà nécessaire lorsqu'il se trouvait dans l'opposition, devient encore bien plus nécessaire, indispensable, lorsqu'il est au gouvernement.

La complète liberté de critique de notre parti vis-à-vis du Parti socialiste devient à l'heure actuelle une question primordiale, et il est clair que nous ne pouvons pas nous engager à l'avance à le soutenir aveuglément.

Comme disait Jacques Duclos dans *L'Humanité,* du 5 février, en citant une phrase célèbre de Rosa Luxemburg : *"Nous ne devons pas nous priver des moyens d'amener le cabinet à des concessions par le spectre de la crise ministérielle."*

Avec le gouvernement de demain, l'appareil d'Etat, la police, l'armée continueront à être ceux de la bourgeoisie. Nous ne devons jamais l'oublier. Même si des mesures d'épuration ou de modernisation sont prises à l'égard de ces instruments, ils garderont néanmoins un caractère de classe.

Et nous devrons, à ce sujet, nous rappeler ce que disait il y a quelques semaines le camarade Gottwald à nos camarades de Tchécoslovaquie :

"C'est la classe au pouvoir qui décide du caractère de classe de l'armée bourgeoise ; l'armée bourgeoise reste une armée d'oppression entre les mains de la bourgeoisie, même lorsque le pouvoir est détenu par un gouvernement bourgeois non fasciste, comprenant même des socialistes, et que, pour cette raison, le prolétariat ne peut pas approuver le vote de ressources et d'armement à une telle armée et à un tel gouvernement, à moins de trahir ses propres intérêts de classe."

J'ajoute, pour terminer sur ce point, que cette attitude envers le gouvernement est celle qui nous donnera la plus grande possibilité de développer largement la lutte indépendante de la classe ouvrière, de faire tomber des illusions paralysantes, de susciter puissamment l'initiative des masses. Ce qui est en définitive la seule garantie que nous ayons pour résoudre dans l'intérêt du prolétariat les problèmes posés par la situation intérieure comme par les dangers extérieurs (1).

(1) La fin de mon intervention fut consacrée à quelques observations sur la politique coloniale du PC, sur la nécessité de renforcer la lutte contre le colonialisme et pour les libertés démocratiques dans les colonies (A. F.).

Pourquoi le bureau politique demande-t-il d'exclure un membre du comité central ? (intervention au comité central du 13 juin 1936)

CAMARADES, au comité central du 2 avril et à celui du 25 mai, j'ai essayé de poser nettement dans les organes réguliers du parti quelques-uns des problèmes politiques de la situation présente. Franchement et sans détour, sur chacun de ces problèmes, j'ai, dans le comité central, donné mon opinion.

Il s'agit de l'appréciation d'un certain nombre de faits très concrets : l'attitude que le parti a eue depuis le 7 mars dans la question des dangers de guerre, l'attitude du parti dans le gouvernement actuel, et j'y ajouterai, à cause des événements de ces derniers jours, l'attitude du parti en face du magnifique mouvement de grève qui, peut-être, dépasse en ampleur et en importance politique tous les mouvements sociaux que nous avons vus en France depuis la Commune.

Je pense et j'ai dit que, sur chacune de ces trois grandes questions, la direction du parti pratique une politique erronée.

Dans la question du danger de guerre, ainsi que c'était mon droit et mon devoir, j'ai mis le comité central en garde contre une politique qui, à mon avis, développe le courant chauvin dans les masses, une politique qui nous a fait solidaires de l'action extérieure du gouvernement capitaliste Sarraut-Flandin, qui nous a amenés à nous abstenir dans les questions du fonds d'armement pour la défense nationale et qui nous mène droit à la pratique de l'Union sacrée.

La direction du parti devant la grève de juin

Dans la question de l'attitude de la direction vis-à-vis du gouvernement, j'ai mis — dans la mesure de mes possibilités — le comité central en garde contre une politique qui le lierait aux mesures gouvernementales anti-ouvrières que je redoutais.

Or, quelques jours après cette séance du comité central, devant les événements énormes qui se déclenchaient, le gouvernement, sous la pression des radicaux, commençait à œuvrer dans le but de torpiller le magnifique mouvement de classe du prolétariat.

Et je dois dire que, malheureusement, la direction du parti a participé à cette politique, notamment en laissant un de ses membres responsables signer tel quel l'accord du 7 juin, présenté comme la victoire acquise — alors que la victoire était loin d'être acquise —, et en faisant toutes sortes de pressions sur les grévistes pour les obliger à reprendre le travail.

Aujourd'hui, très justement et avec force, les ouvriers se dressent contre ceux qui veulent les faire rentrer sur la base de cet accord signé par des communistes, alors qu'ils n'ont pas satisfaction sur une série de revendications principales. Et, de plus en plus, des dirigeants du parti entrent, sur cette base, en conflit avec l'avant-garde de la classe ouvrière.

Ce matin, le camarade Hénaf disait que d'excellents ouvriers révolutionnaires s'indignaient de ce qu'ils appellent *"la troisième trahison de Jouhaux"*. Le camarade Hénaf disait vrai, ou tout au moins il disait une vérité partielle. Car vous savez qu'au nom de Jouhaux, les ouvriers associent d'autres noms : les noms de ceux qui, sans réserve, ont signé les accords Matignon.

(Interruption de Thorez : "Nous répondrons simplement à Ferrat en faisant voter par le comité central une adresse de félicitations au camarade Frachon.")

Ce matin encore, le camarade Hénaf disait, pour expliquer les difficultés des dirigeants syndicaux avec les délégués d'usines, que ces derniers étaient loin d'être tous membres du parti, que beaucoup d'entre eux n'étaient que des *"forts en gueule"*, des *"beaux parleurs"*. Je m'étonne qu'il ne se soit pas trouvé un seul membre du comité central pour protester contre ces appellations méprisantes. Quant à moi, je dois dire que je me sens infiniment plus près de ces délégués que des responsables du parti qui faisaient pression sur les ouvriers pour leur faire reprendre immédiatement le travail.

Je considère donc que la politique de soutien sans éclipse qui fut adoptée par le comité central — politique sur laquelle j'ai donné mon avis — pousse en fait le parti à collaborer avec la bourgeoisie pour freiner et briser le mouvement gréviste du prolétariat.

Sous peine de sanctions, un membre du comité central n'a-t-il pas le droit de donner son opinion ?

Il s'agit donc de divergences d'appréciation de ma part sur des faits politiques actuels, immédiats. Un communiste peut être d'accord ou non sur la position prise par le bureau politique sur ces faits. Mais nul communiste n'a le droit de proposer une sanction contre ce camarade parce que celui-ci a donné sur ces points son appréciation dans les cadres réguliers du parti.

Or, dans cette discussion, je me suis tenu strictement sur les principes du communisme et je l'ai maintenue, même dans les seuls cadres du comité central. Pas un seul instant je n'ai porté cette discussion hors du parti.

Pas un seul instant, je n'ai appliqué dans mes tâches une autre ligne politique que la ligne du parti.

Je n'ai donc fait qu'user de mon droit strict de membre du comité central. Je n'ai fait que mon devoir de membre du comité central.

Le résultat, c'est que le bureau politique qui s'est tenu mercredi 10 juin a demandé au comité central de m'exclure de son sein, et que celui-ci a été d'urgence convoqué en partie dans ce but.

On ne saurait mieux démontrer que toute discussion est impossible à l'heure actuelle dans les cadres réguliers du parti.

Ceux qui demandent mon exclusion n'ont pas le droit de le faire. N'ayant pas fait autre chose que d'exercer mon mandat de membre du comité central, seul un congrès du parti, précédé d'une discussion libre et sérieuse, où chacun pourrait se prononcer en connaissance de cause, serait qualifié pour prendre une telle décision si tel serait l'avis de sa majorité.

Or j'ai déjà déclaré que si le congrès se prononçait après discussion régulière contre mon point de vue, j'étais à l'avance prêt à m'incliner devant la loi de la majorité du parti. Mais cela, le bureau politique le refuse.

Ce que je défends ici, ce n'est pas seulement mon cas. Ce que je défends, c'est le droit de n'importe quel membre du comité central. Je ne demande aucun privilège, je ne formule aucune prétention, je demande simplement que soient respectés les droits d'un membre du comité central d'un parti qui se dit construit sur la base du centralisme démocratique.

On n'a pas le droit de cacher la vérité au parti

Le secrétariat du parti refuse systématiquement d'informer objectivement le parti sur ce qui s'est passé au comité central. Après le comité central du 2 avril, on publie dans *L'Humanité* un prétendu procès-verbal du comité central, qui raconte un tas de choses dont il n'a pas été question à la séance du CC, mais qui ne dit pas un mot sur le principal problème politique qui y fut posé, ni sur la divergence d'appréciation qui s'est manifestée dans cette question des dangers de guerre. Vous savez comment s'appelle un document de ce genre ? Cela s'appelle un faux !

Dès que j'ai lu dans *L'Humanité* la résolution du comité central sur le soutien sans éclipse au gouvernement, j'ai fait savoir que je votais contre et j'ai demandé que l'on publie ce vote contre pour que le parti soit tenu au courant. Le secrétariat a refusé afin que les membres du parti ne puissent pas avoir en main même les documents les plus élémentaires pour se faire une opinion.

Pour les mêmes raisons, on refuse d'ouvrir une discussion trois semaines avant la conférence nationale, où, dans les cadres réguliers du parti, je pourrais exposer mon point de vue au jugement du parti. Dans ces conditions, la conférence ne pourra pas se prononcer sérieusement sur ces questions et ne pourra pas valablement représenter le parti (1).

Puis, le secrétariat, qui, jusque-là, ne parlait pas d'exclusion, mais au contraire de discussion au bureau politique, change brusquement de position et, dans l'espace de huit jours, convoque un CC pour donner à mon exclusion une apparence de légalité.

Avant-hier, enfin, à l'assemblée d'information des membres du parti tenue à la Grange-aux-Belles, Duclos, au nom de la direction du parti, se livre contre moi à une attaque personnelle odieuse. Sans le moindre scrupule, il caricature ma pensée et cache la nature véritable de mes désaccords ; avant même que je dise le moindre mot, il essaye, par des accusations fallacieuses et des sous-entendus, de soulever contre moi une salle étonnée et abusée. Devant une telle agression et comme c'est mon droit strict dans une assemblée intérieure du parti, je demande la parole au président de séance. Duclos me crie : *"Inutile, tu ne parleras pas !"*

Aussitôt, une dizaine de membres du service d'ordre m'entourent, m'obligent à me tenir derrière la tribune. Malgré mes protestations, ces camarades que l'on a chauffés à blanc et qui ne savent pas de quoi il s'agit, me garderont ainsi prisonnier, sur l'ordre de la direction du parti, jusqu'à ce que la réunion soit terminée et que la salle soit évacuée. Et cela bien que j'aie à nouveau demandé à prendre la parole pour déposer une motion sur les événements grévistes en cours. Je remercie ici les camarades qui, à l'assemblée des membres du parti de la Grange-aux-Belles, ont demandé que je puisse venir à la tribune exposer mon point de vue.

Et maintenant, on ose venir dire que le régime du parti est démocratique ! que les militants ne doivent pas être des mannequins — oui, sans doute, à condition qu'ils soient toujours d'accord ; qu'ils doivent ouvrir la bouche ? — à condition que ce soit toujours pour dire : oui ? qu'ils doivent participer à l'élaboration de la ligne du parti — à condition qu'ils l'approuvent à l'avance, quelle qu'elle soit ?

Une telle "démocratie" n'est qu'une dérision !

Aujourd'hui, sans que le parti sache de quoi il s'agit, sans qu'il ait la moindre idée sur la nature de mes appréciations, devant un parti abusé, on exige de moi que, sous peine d'exclusion, je déclare publiquement fausses et "contre-révolutionnaires" ces appréciations que j'estime justes et auxquelles, jusqu'à présent, on n'a opposé aucune réfutation plus ou moins convaincante.

Non contents de me calomnier devant le parti, sans me laisser le droit de m'ex-

(1) Je supprime ici un passage qui a trait à des questions intérieures (A. F.).

pliquer, on voudrait maintenant que je me calomnie moi-même. Vous n'en avez ni le droit ni le pouvoir. Je m'étonne même que l'on ose me faire une telle proposition.

La suppression du centralisme démocratique dans le parti

Cette pratique, qui remplace la discussion politique par les attaques personnelles, les insinuations sans preuve et les menaces d'exclusion contre quiconque ose critiquer la ligne du secrétariat dans les organismes du parti, a supprimé toute démocratie dans le parti.

Le seul fait de demander une discussion libre dans le parti est jugé comme la pire des déviations et repoussé avec brutalité, sous le prétexte fallacieux que cela gênerait l'action du parti. Et, cependant, c'est la base du centralisme démocratique, que Lénine rappelle en disant à propos de la discipline et de l'unité d'action dans le parti que *"le prolétariat sans liberté de discussion ni critique ne reconnaît aucune unité d'action"* (*Lénine et l'organisation,* page 25).

C'est le IIIe Congrès de l'IC qui déclare : *"Afin que toute décision soit appliquée avec énergie par toutes les organisations et par tous les membres du parti, il faut appeler autant que possible les masses du parti à la discussion des différentes questions"* (IIIe Congrès, page 73).

Les secrétaires du parti se scandalisent parce qu'il s'est trouvé un membre du comité central qui n'approuvait pas la tactique du parti au cours de ces derniers mois. Et, cependant, c'est encore le IIIe Congrès de l'IC qui déclare dans ses fameuses thèses fondamentales :

"Les opinions tactiques divergentes de caractère sérieux ne doivent pas être opprimées à la direction centrale du parti. Au contraire, il faut faire en sorte que ces opinions divergentes soient représentées au comité central par leurs meilleurs défenseurs" (page 72).

(*Interruption de Thorez* : "Ferrat cite toujours les premiers congrès de l'IC. Pourquoi ne cite-t-il pas le VIIe Congrès ?")

Est-ce que le VIIe Congrès aurait par hasard révisé les premiers congrès de l'Internationale communiste et ses principes ? Si oui, il faudrait le dire !

Aujourd'hui, les dirigeants du parti considèrent de tels principes du centralisme démocratique comme scandaleux et inadmissibles. Cela montre simplement à quel point ils sont loin des principes fondamentaux du communisme.

Sans l'application de ces principes d'organisation communiste, toute invocation à la démocratie dans le parti et au centralisme démocratique n'est qu'une triste plaisanterie.

En fait, le principe anticommuniste qui consiste à exiger sous peine d'exclusion la confiance absolue dans une direction prétendue infaillible a remplacé le principe communiste du centralisme démocratique, sans lequel il n'est pas possible au parti du prolétariat d'élaborer et d'appliquer une politique juste.

Je me résume :

Parce que j'ai résolu de me tenir sur la base des principes communistes, tout en me tenant dans les cadres de la discipline du parti, la direction du parti a décidé de m'exclure du CC au mépris de sa propre légalité.

Contrairement à ce que certains croient ou voudraient faire croire, ce que l'on a appelé "le cas Ferrat" n'est pas un cas particulier. C'est le cas d'un membre du comité central qui a donné, dans les cadres réguliers du parti, son opinion, même quand cette opinion était en divergence profonde avec celle de la direction réelle du parti, et qui, pour ce seul fait, est menacé d'exclusion du comité central et même d'exclusion du parti.

J'espère encore pour le CC lui-même qu'il se trouvera des membres du comité central qui, même s'ils ne sont pas d'accord avec moi, voteront contre une telle exclusion injustifiée, qu'ils n'ont d'ailleurs pas le droit de prendre, et contre laquelle je proteste de toutes mes forces.

ANNEXES

Résolution du comité central du 13 juin 1936

LE comité central du Parti communiste, après avoir entendu le rapport de son bureau politique sur la position du camarade Ferrat :

1. Considère que Ferrat développe depuis longtemps une conception hostile à la ligne du parti qui s'est exprimée notamment à propos :

a) de la question allemande (1933) ;

b) de la déclaration du camarade Staline (mai 1935) ;

c) des problème du Front populaire (en particulier, programme de sauvetage de l'agriculture) ;

d) du vote des lois dirigées contre les ligues fascistes ;

e) des problèmes de la politique extérieure (décembre 1935) ; de la lutte pour la paix indivisible, menacée en premier lieu par le fascisme hitlérien (discours de Ferrat au CC, le 2 avril 1936) ;

f) de l'attitude à l'égard du gouvernement Blum en ce qui concerne la réalisation du programme du Front populaire (vote de Ferrat contre la résolution du CC du 25 mai 1936) ;

g) de l'opposition à l'attitude du parti dans la question des grèves, Ferrat exprimant une conception aventurière qui risque de nuire au succès des revendications ouvrières et de compromettre la cause du Front populaire, de l'union nécessaire de la classe ouvrière et des travailleurs des classes moyennes, de la paysannerie notamment.

Ces derniers faits démontrent que Ferrat est en réalité contre la tactique du Front populaire et la réalisation du programme du Rassemblement populaire, qui vise à la défense de la paix et de la liberté.

2. Considère que ces conceptions relèvent de la plate-forme trotskyste et que leur expression, ou défense, est incompatible avec l'appartenance au parti.

3. Considère que de telles opinions indiquent que le camarade Ferrat n'est pas parvenu à se débarrasser de l'idéologie sectaire du groupe Barbé auquel Ferrat fut lié.

4. Considère que les conceptions de Ferrat comme responsable de la section coloniale ont entravé dans les colonies l'union indispensable des travailleurs indigènes et européens, et en Algérie, en particulier, la réalisation du Front populaire.

5. Approuve les décisions du bureau politique relevant Ferrat de ses fonctions de dirigeant de la section coloniale et réorganisant la section coloniale.

6. Décide de retirer Ferrat du comité central en l'engageant à faire de gros efforts pour comprendre la politique du parti, dont le but est de faire de notre pays une France libre, forte et heureuse, et à se mêler plus activement aux larges masses populaires, qui donnent à l'heure actuelle un magnifique exemple de calme, de dignité, d'union pour la défense de leur foyer et de leur pain.

Réponse au camarade Gitton

JE viens de lire dans *L'Humanité* d'aujourd'hui, 4 juillet, l'article du camarade Gitton, intitulé : *"La position de Ferrat unanimement condamnée."* Or cet article n'expose aucunement ma position. Et celle-ci ne peut être unanimement condamnée pour la simple raison que les membres du parti ne la connaissent pas.

L'article du camarade Gitton est erroné, tant pour ce qui est de la plupart des faits matériels qu'il relate que pour la façon dont il les présente et les commentaires qu'il y apporte. Il est d'ailleurs bien évident qu'on ne saurait demander à un camarade qui est contre ma position d'exposer celle-ci objectivement. Et puisque la direction du parti a décidé de rendre publique ma position, il est non moins évident que je suis, en l'occurrence, le seul qualifié pour l'exposer.

Par lettre du 15 juin, j'ai demandé l'autorisation d'exprimer mon point de vue dans *L'Humanité* et dans les *Cahiers du bolchevisme*. Au lieu de cela, la direction du parti a pris l'initiative de m'attaquer publiquement, sans me donner la possibilité de me défendre.

La parution de l'article de Gitton ouvre la discussion et rend nécessaire la publication de ma position véritable exprimée dans les discours que j'ai prononcés dans les trois sessions du comité central.

Mais avant même d'aborder le fond des problèmes en discussion et d'exposer moi-même les points essentiels de ma position et mes propositions, je dois rectifier, immédiatement, les erreurs et inexactitudes contenues dans l'article de Gitton :

1. Il est inexact de dire que j'ai fait partie d'un groupe Barbé-Doriot, parce qu'un tel groupe n'a jamais existé dans le parti. Quant au groupe Barbé, j'ai combattu sa politique sectaire dès le début 1930. Cette accusation sans fondement ne tend qu'à semer la confusion entre mes désaccords avec la politique actuelle du parti et la trahison du fasciste Doriot. Je proteste contre un tel procédé de discussion.

2. Il est inexact de dire que je suis hostile au Front populaire. Mais il y a deux manières de concevoir la tactique dans le Front populaire : celle qui préconise l'union de la Nation et qui mène à l'Union sacrée, et celle des grévistes de juin qui ont réalisé dans la lutte de classe l'union de tous les travailleurs alliés aux couches moyennes. C'est de cette dernière dont je suis partisan.

3. J'ai fait des réserves sur le vote de confiance au gouvernement bourgeois dans la question de la dissolution des ligues, parce que cette loi — insuffisante pour dissoudre effectivement les ligues — permet à la bourgeoisie de frapper toute organisation révolutionnaire qui se propose de changer le régime existant et qui porte atteinte à l'intégrité du territoire français.

4. J'ai condamné l'approbation du discours chauvin de Sarrault et l'abstention de notre fraction parlementaire dans le vote des crédits d'armement le 20 mars, parce que l'on ne peut pas lutter contre Hitler en se solidarisant avec notre propre impérialisme.

5. J'ai condamné la réponse de Vaillant-Couturier au général de Castelnau, parce qu'elle faisait l'apologie de l'Union sacrée qui eut lieu en 1914-1918, et parce que, tout en étant partisan de l'union avec les travailleurs égarés par la réaction, je suis adversaire de l'Union sacrée.

6. Je considère que le gouvernement Blum ne peut accorder des réformes favorables aux travailleurs que dans la mesure où il est appuyé et contrôlé par l'action directe et indépendante des masses. Le vote rapide des lois sociales sous la pression des grévistes de juin en est la meilleure preuve. Le parti du prolétariat doit rester indépendant et ne doit donc pas se lier sans réserve ni éclipse.

7. J'ai considéré comme un résultat insuffisant l'accord Matignon qui, au sommet de la vague gréviste, constituait un compromis visant à freiner l'action des masses. Heureusement, ces dernières, passant outre la signature de cet accord et la désapprouvant, ont arraché bien souvent des résultats meilleurs. Pour la même raison, j'ai désapprouvé le mot d'ordre de Thorez : *"Il faut savoir terminer une grève"*, au moment où le rapport de force était nettement favorable à la classe ouvrière.

8. A ma cellule, respectant la discipline du CC, je n'avais, jusqu'à présent, jamais formulé mes désaccords ; il y eut, après un court résumé de ma position, trois voix contre onze. Même si, après une large et libre discussion, la proportion n'était pas, dans l'ensemble du parti, supérieure à celle-ci, cela signifierait que des milliers de camarades seraient d'accord avec mon point de vue.

Voici ce qui en est des points énumérés par le camarade Gitton.

Un membre du CC n'a donc pas le droit de donner son opinion sur ces points, ainsi que je l'ai fait, sans être pour cela exclu du comité central ?

Je demande aux membres du parti de protester contre cette sanction injustifiée et contraire aux statuts du parti, seul un congrès pouvant modifier la composition du CC.

André Ferrat

Au secrétariat du parti

Paris, le 8 juillet 1936

ETANT donné que vous avez publié dans *L'Humanité*, du 7 juillet, la résolution du comité central du 13 juin me concernant, je vous prie de publier la mise au point suivante complétant les extraits de ma réponse au camarade Gitton publiés le 7 juillet.

1) En 1933, j'ai formulé des réserves sur la politique de notre parti frère allemand ; notamment, j'étais partisan d'une politique d'unité d'action avec la social-démocratie pour la lutte contre le fascisme, ce qui, à cette époque, était en opposition avec la politique sectaire du PCA que les faits ont condamnée définitivement et que plus personne n'ose plus défendre.

2) En 1935, j'ai formulé des réserves sur la déclaration du camarade Staline, car je craignais que cette déclaration nous amène en France à l'abandon de la lutte contre le militarisme bourgeois et contre notre propre impérialisme. Hélas, l'expérience d'une année (abandon de tout travail antimilitariste, annonce du vote des crédits militaires, propagande pour une armée bourgeoise forte, le mot d'ordre de : "La France aux Français", etc.), a complètement confirmé mes craintes.

3) J'ai formulé des réserves sur le programme de sauvetage de l'agriculture française, car ce programme efface la divergence fondamentale entre intérêts des ouvriers agricoles et des paysans travailleurs, d'un côté, et les intérêts des hobereaux et des paysans riches, de l'autre. Je considère que, aussi bien à la campagne qu'à la ville, notre parti doit être un parti de lutte de classe.

4) Mes opinions ne relèvent aucunement de la plate-forme trotskyste. Elles se tiennent uniquement sur la base des principes fondamentaux de l'Internationale communiste.

5) Quant à mes relations avec l'ancien noyau de direction du PCF (1928-1931), appelé communément "groupe Barbé", voici à ce sujet l'opinion autorisée publiée par la revue officielle de l'IC (15 décembre 1931) :

"Le représentant du PCF, parce que collaborant sincèrement et avec conviction avec les instances dirigeantes de l'IC, devint la bête noire du groupe. Le groupe commença une campagne systématique contre le représentant du parti."

Le représentant du PCF à cette époque, c'était moi.

Il est inexact de dire que j'ai fait partie d'un groupe "Barbé-Doriot" (comme le prétend Gitton), pour la simple raison qu'un tel groupe n'a jamais existé dans le parti.

6) En tant que responsable de la section coloniale, j'ai toujours défendu la politique du soutien des mouvements de libération des peuples opprimés par l'impérialisme français et j'ai toujours préconisé la formation d'un front anti-impérialiste des travailleurs des colonies et des prolétaires de la métropole.

Pour les autres points de la résolution du comité central, je renvoie au passage de ma lettre publiée le 7 juillet.

7) Je proteste contre mon exclusion du comité central prise pour la raison que j'ai défendu ces opinions au comité central, comme c'était mon droit et mon devoir.

Cette sanction est injustifiée, contraire aux statuts du parti. Seul un congrès du parti, après discussion, a le droit de modifier la composition de l'organe dirigeant du PC. Je renouvelle ma demande de pouvoir intervenir et participer aux travaux de la conférence nationale.

Recevez, camarades, mes salutations communistes.

Lettre envoyée sous pli recommandé, le 1er juillet 1936, à Doriot, directeur du journal *L'Emancipation nationale*

DANS le numéro spécial de votre journal du lundi 29 juin, a paru un article me concernant, intitulé : *"Pourquoi a-t-on limogé Ferrat, membre du bureau politique du Parti communiste"*, et signé H. Barbé.

Dans cet article, il est dit notamment : *"Nous sommes persuadés que Ferrat ne partage pas toutes nos opinions"* ; vous laissez ainsi entendre que je pourrais partager quelques-unes de celles-ci.

Je tiens à déclarer que je ne partage aucune de vos opinions. Quels que puissent être mes désaccords avec la politique de la direction de mon parti, je n'ai et ne puis rien avoir de commun avec votre politique et vos opinions, qui sont en opposition fondamentale aux miennes. Je suis et reste un militant communiste et me place dans mon jugement des questions politiques au point de vue du marxisme et du léninisme, que j'estime et que j'ai toujours estimé comme le seul conforme aux intérêts de la classe ouvrière. En revanche, votre parti se place sur le terrain du nationalisme et de l'antimarxisme. Cela suffit, je crois, pour indiquer la profondeur de l'abîme qui nous sépare.

Je vous demande de publier cette rectification dans le plus prochain numéro de votre journal, à la même place et dans les mêmes caractères que l'article incriminé.

Salutations communistes.

André Ferrat

Mai 1936 : rassemblement au mur des Fédérés pour l'anniversaire de la Commune de Paris.

Juin 1936 : occupation de l'usine Sautter-Harle par les ouvriers.

Wilebaldo Solano : les journées de mai 1937 à Barcelone

Le 3 mai 1937, Rodriguez Salas, commissaire à l'Ordre public de Barcelone et membre du parti stalinien, dit Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC), tente d'occuper avec un fort détachement de gardes civils le central téléphonique de Barcelone, géré depuis juillet 1936 par un comité syndical UGT-CNT. Les miliciens de la CNT réagissent, bien que leurs dirigeants tentent de les convaincre d'accepter ce rétablissement de l'autorité de l'Etat, mais la nouvelle suscite la grève dans de nombreuses usines de Barcelone et des barricades s'élèvent dans les rues sans qu'aucune organisation n'y ait appelé.

A l'exception des staliniens, qui dénoncent un complot fasciste, chacun note le caractère spontané du mouvement. George Orwell, présent alors à Barcelone, écrit :

"Les travailleurs descendaient dans la rue dans un mouvement spontané de défense, et il n'y avait que deux choses qu'ils étaient pleinement conscients de vouloir : la restitution du central téléphonique et le désarmement des gardes d'assaut, qu'ils haïssaient."

Pavel et Clara Thalmann affirment : *"Cette révolte spontanée dirigée contre les organisations staliniennes éclata comme un orage au-dessus de leur tête. Dans toute la Catalogne, les comités reprirent le pouvoir"*, affirmation quelque peu exagérée.

Le lendemain, le président de la Généralité de Catalogne, le républicain Companys, condamne l'entreprise de Salas et, soutenu par la direction de la CNT, dont deux ministres du gouvernement central, Garcia Oliver et Federica Montseny, débarque à Barcelone pour inviter les militants à déposer les armes, appelle à l'apaisement. Le comité régional de la CNT implore les militants anarchistes : *"Déposez vos armes. C'est le fascisme que nous devons abattre.*

Un remaniement du gouvernement autonome de Catalogne en écarte Rodriguez Salas. Le 6 mai, les combats s'arrêtent peu à peu. Le soir, on trouve les cadavres des anarchistes italiens Camillo Berneri et Barbieri, interpellés par des militants du PSUC miliciens de l'UGT. Les barricades sont démantelées.

Rappelons que le représentant du Comintern et du Guépéou, Ernst Gerö, cité par Solano, est le même Gerö qui, devenu en octobre 1956 secrétaire du PC hongrois (PSOH), fera tirer sur les manifestants pacifiques de Budapest le 23 octobre, provoquant ainsi l'insurrection...

Wilebaldo Solano, dans *El POUM en la Historia,* publié à Barcelone au printemps 2000, consacre à ces journées les pages traduites ci-après.

"Un des événements les plus importants et les plus dramatiques du processus révolutionnaire espagnol de 1936-1937"

La Jeunesse communiste ibérique dans les journées de mai 1937 à Barcelone

Il y a quelque temps, deux chercheurs très intéressés par les *énigmes* des journées de mai 1937 à Barcelone m'interviewèrent longuement. Après avoir répondu à leurs souhaits et sans réflexion préalable, en ne me fiant qu'à ma mémoire, je me mis à consulter une série de documents — certains numéros de *La Batalla* et de *Jeunesse communiste,* différents bulletins, la brochure de Marcel Olivier, le livre de Burnett Bolloten — afin de vérifier que mes souvenirs étaient en harmonie avec ce que j'avais vécu personnellement, ainsi qu'avec les textes d'hier et d'aujourd'hui, les récits et les interprétations des journalistes et historiens les plus fiables.

L'expérience se révéla intéressante et m'amena à rédiger des notes de témoignage personnel sur un des événements les plus importants et les plus dramatiques du processus révolutionnaire espagnol de 1936-1937 : les journées de mai 1937 à Barcelone. Cet article est basé sur ces notes.

Antécédents d'un affrontement

Il est impossible de comprendre quoi que ce soit si on perd de vue que les journées de mai ont été le point culminant de l'affrontement entre les forces qui voulaient continuer le processus révolutionnaire conduisant au socialisme commencé en juillet 1936 et celles qui voulaient le contenir et le détruire afin d'assurer leur hégémonie politique et rétablir l'ordre démocratico-bourgeois au moyen de la violence réactionnaire.

Ce fut un affrontement quasiment constant dès juillet 1936 et les tensions s'aggravèrent de façon dramatique au cours du mois d'avril. Dans une note politique parue dans *La Batalla,* le 2 mai, Juan Andrade écrivait : *"Au cours de ces trois derniers jours où il a existé, comme conséquence de certaines manifestations prétoriennes et de tentatives réactionnaires plus ou moins claires, une profonde exaltation dans les milieux ouvriers révolutionnaires, dans de nombreuses*

localités de Catalogne et dans quelques quartiers des faubourgs de Barcelone, le signe de reconnaissance des patrouilles de vigilance des ouvriers armés a été CNT-POUM (...). De fait, il s'est établi en Catalogne un accord tacite entre les camarades de notre parti et les camarades anarchistes, dès l'instant où les uns et les autres ont estimé que les circonstances étaient graves pour le cours de la révolution et qu'il était nécessaire d'endiguer les prétentions de la contre-révolution, qui aspire chaque jour à de nouvelles avancées" (1).

Ces lignes, comme de nombreux textes écrits alors — articles de *La Batalla* et de *Jeunesse communiste,* avertissements lancés depuis notre radio, une conférence faite par moi salle Mozart et diffusée dans tout le pays —, mettaient en garde les travailleurs face aux agressions qui se préparaient contre leurs positions et leurs intérêts. Le 30 avril, le gouvernement avait interdit le meeting du Front de la Jeunesse ouvrière révolutionnaire, qui devait se tenir à Valence et où allaient intervenir ensemble quelques-uns des dirigeants des Jeunesses libertaires (Luis Buitrago et Serafin Aliaga) et de la Jeunesse communiste ibérique (Francisco Gelada et moi), meeting qui était insupportable pour l'ambassadeur russe et pour les dirigeants du Parti communiste. Enfin, le manifeste du POUM et de la JCI à l'occasion du 1er Mai était un véritable cri d'alarme.

Ainsi donc, la provocation de l'assaut du central téléphonique eut lieu dans un climat de fortes tensions, ce qui explique la réaction immédiate des travailleurs, qui déclarèrent la grève générale, paralysèrent la vie de la ville et élevèrent des barricades partout pour protéger leurs locaux et empêcher de nouvelles agressions des forces policières contrôlées par la Généralité et le PSUC.

La zone fortifiée du nord de Barcelone

Le comité exécutif de la Jeunesse communiste ibérique avait son siège en haut du Paseo de Gracia, dans un immeuble confisqué à l'Institut italien après la rupture des relations avec le gouvernement de Mussolini. Dans le même immeuble, le DAS (groupe anarcho-syndicaliste allemand) disposait également d'un petit appartement. Plus bas, dans la rue Provenza, presque au croisement avec la Diagonale, se trouvait le siège du POUM du quartier de Gracia. De telle sorte que le croisement Diagonale-Paseo de Gracia, si primordial, fut immédiatement contrôlé par la JCI et le POUM. Il s'y établit pratiquement une zone de barricades, et là se regroupèrent un certain nombre de militants de la jeunesse et du parti, et même des miliciens des forces du front d'Aragon qui étaient en permission à Barcelone ou des convalescents qui se trouvaient dans des cliniques du secteur. Plusieurs historiens ont parlé de cette *zone fortifiée* du POUM au nord de Barcelone, mais la plupart ignoraient que, dans cette zone, fonctionnait le comité exécutif de la JCI et que celui-ci, en relation constante avec le comité exécutif du POUM, avait constitué un organisme de liaison et d'action avec le comité de défense de la CNT du quartier de Gracia.

C'est ainsi qu'une grande partie du nord de Barcelone (Gracia, Sarria, Pedralbes, La Bonanova) fut pendant ces jours-là sous le contrôle dudit organisme. Les patrouilles armées de la CNT et du POUM-JCI firent régner l'ordre révolutionnaire dans tout le secteur. La Garde nationale républicaine (ex-Garde civile) de la caserne se déclara neutre et offrit des armes aux patrouilles ouvrières. Le groupe de "l'Estat catala" rejoignit le mouvement. Le PSUC disparut de toute la zone.

Le comité exécutif de la Jeunesse communiste ibérique (Enrique Arino, Luis Roc, Francisco Gelada, Antonio Solé, Vicente Estela et moi, Wilebaldo Solano), après avoir organisé la défense

(1) Juan Andrade, *"CNT-POUM"*, texte daté du 1er mai 1937 (inclus dans le recueil de textes d'Andrade, *La Révolution espagnole jour après jour,* Barcelone, Edition Nueva era et Publications Trazo. 1979, p. 247).

militaire du secteur, décida d'établir une relation directe et immédiate avec le comité exécutif du POUM (qui s'était déplacé de la Rambla de los Estudios à la place de l'Arco del Teatro, siège du comité local de Barcelone) et avec le comité des Jeunesses libertaires de Catalogne afin de conférer un rôle opérationnel au Front de la Jeunesse ouvrière révolutionnaire. Je partis vers 17 heures pour accomplir cette mission et pour assister à une réunion du comité exécutif du POUM, qui devait se tenir à la place du Théâtre. Notre voiture, armée et protégée, ne prit pas le Paseo de Gracia, pour ne pas passer devant la Pedrera (siège du PSUC et de Gerö-*Pedro*) et la place de Catalogne. Nous suivîmes le chemin Diagonal-Paseo de San Juan, Casco Viejo, et nous pûmes constater que tous les contrôles étaient assurés par la CNT et le POUM. En réalité, Barcelone était entre les mains des travailleurs et le PSUC se trouvait isolé dans certains de ses locaux, dans lesquels, comme nous l'apprîmes plus tard, n'abondaient pas les militants décidés à affronter les conséquences de la provocation organisée par Eusebio Rodriguez Salas (commissaire général de l'Ordre public de la Généralité) et de ses chefs : Comorera et Gerö-*Pedro*.

L'entrevue POUM-CNT du 3 mai

Place de l'Arco del Teatro s'était établie également une espèce de *zone fortifiée*. Les locaux du POUM étaient fortement protégés, de même que l'imprimerie de *La Batalla*, organe central du POUM, située rue des Banos Nuevos, près des Ramblas. La réunion du comité exécutif du POUM eut lieu vers huit heures et demie du soir. Y étaient présents Nin, Andrade, Bonet, Gorkin, Molins i Fabregas et Gironella. Il ne manquait, me semble-t-il, que Jordi Arquer, qui était à Valence, et Josep Rovira, qui se trouvait sur le front de Huesca, au commandement de sa division, c'est-à-dire une partie de cette *"équipe dirigeante assez brillante"*, selon Pierre Vilar, dans sa surprenante *La Guerre civile espagnole* (2), jugement déconcertant quand on connaît son penchant à exalter Staline et à ignorer les crimes staliniens. Car, soit dit entre parenthèses, les militants de valeur du POUM n'étaient pas tous, loin s'en faut, au comité exécutif.

En réalité, le comité exécutif du POUM, comme celui de la JCI, était réuni en permanence. Mais la réunion officielle supposait un ordre du jour, une synthèse des informations et une analyse de la situation. L'atmosphère était tendue. Essentiellement parce que les informations et les fausses nouvelles se mêlaient tout naturellement, comme c'est le cas souvent dans de pareilles circonstances. De toute façon, le comité exécutif disposait de plus d'informations que nous sur la situation en Catalogne et sur ce qui se passait à Valence et à Madrid, et y compris au sein du gouvernement Largo Caballero lui-même (3). C'est là que j'appris que Largo Caballero avait refusé d'envoyer des forces militaires en Catalogne et qu'il avait imposé qu'une commission UGT-CNT se déplace à Barcelone pour négocier un compromis entre les forces en lutte.

Barcelone était au pouvoir des travailleurs. La Généralité et les centres de l'Esquerra et du PSUC (hôtel Colon, La Pedrera, le palais Moja) étaient isolés. C'est pourquoi Companys, sous l'instigation de Comorera, Vidiella (ministre du Travail et des Travaux publics de la Généralité et dirigeant du PSUC) et Antonov-Ovseenko — qui étaient en relation permanente avec Jesus Hernandez, l'ambassade russe et les conseillers soviétiques —, aurait demandé des renforts au gouvernement de Valence. En réalité, les forces dont disposait le gouvernement de la Généralité étaient impuissantes à maîtriser la situation. Car, comme le disait le POUM, *"les barricades*

(2) Pierre Vilar, *La Guerre civile espagnole*, Barcelone, Grijalbo-Mondadori, 1996, p. 95.

(3) En plus des institutions de la Généralité de Barcelone, le président de la République (Manuel Azana) avait son siège officiel à Barcelone, ce qui contribuait à ajouter au conflit une autre perspective non strictement catalane.

de la liberté ont resurgi dans toute la ville. L'esprit du 19 juillet s'est à nouveau emparé de Barcelone" (4).

Après avoir fait une synthèse des informations et de la situation, le comité exécutif du POUM, face à la complexité des problèmes qui se posaient, profondément inquiet, mais convaincu que les militants du parti devaient être aux côtés des travailleurs et offrir une issue politique, s'adressa au comité de Catalogne de la CNT, à qui il proposa une entrevue le plus rapidement possible. La réunion eut lieu vers dix heures du soir au local de la Via Layetana. Nin, Andrade, Bonet, Gorkin et moi faisions partie de la délégation du POUM. L'accueil fut très cordial, surtout de la part de Valerio Mas (secrétaire du comité régional de la CNT). Nin, qui était le dirigeant poumiste qui comptait avec le plus de sympathies parmi les milieux anarcho-syndicalistes, exposa notre point de vue : nous nous trouvions dans une situation grave, exceptionnelle. Les staliniens voulaient détruire l'influence de la CNT et du POUM et liquider l'autonomie de la Catalogne. La réaction des travailleurs était magnifique, mais, comme nous l'avions déjà dit dans notre manifeste du 1er Mai, l'action *"ne peut tomber dans un mouvement sporadique, dans un* putsch *suicidaire qui mettrait en danger la marche triomphale de la classe ouvrière"* (5). En conséquence, il proposa une alliance des organisations anarcho-syndicalistes et poumistes, à l'image du Front de la Jeunesse ouvrière révolutionnaire, pour diriger le mouvement et établir un programme politique de rénovation permettant de contenir l'offensive réactionnaire et ouvrir une nouvelle phase de la guerre et de la révolution. Naturellement, il fallait exiger la démission de Rodriguez Salas et la dissolution du conseil de la Généralité, et l'arrêt de toutes les attaques contre les conquêtes de juillet et, parmi elles, l'autonomie de la Catalogne. Mais cela n'était pas suffisant.

Valerio Mas et ses camarades écoutèrent avec grand intérêt et, à certains moments, semblaient quelque peu subjugués par les analyses de Nin et les observations de Gorkin et d'Andrade, qui semblaient correspondre à leurs intuitions. La discussion dura deux heures et il y eut un échange d'informations sur ce qui se passait à Valence, dans le gouvernement de Largo Caballero. Mais ils conclurent en disant à peu près ceci : *"Nous vous remercions de votre visite et nous reconnaissons avoir passé une soirée très agréable. Nos militants sont sur les barricades. Nous avons montré les dents. Maintenant, Companys et le PSUC devront négocier. Nous pouvons modifier la composition du conseil de la Généralité et limiter l'influence négative du PSUC. Nous réfléchirons à vos propositions."*

Nous, délégués du POUM et de la JCI, nous étions stupéfaits devant la légèreté et la myopie des dirigeants cénétistes et nous partîmes du local de la Via Layetana convaincus qu'il serait très difficile de canaliser le mouvement et de lui conférer une direction politique sérieuse et responsable. Tout cela découragea plutôt certains camarades et les amena à interpréter avec moins d'optimisme le processus qui avait commencé lors de l'assaut du central téléphonique et avec la grève générale.

Je traversai à nouveau Barcelone en évitant les contrôles, qui s'étaient intensifiés dans la soirée. Par chance, ils étaient presque tous de la CNT-FAI ou de la CNT-POUM. En arrivant à *la zone fortifiée de Gracia,* j'informai aussitôt les autres camarades du comité exécutif de la JCI. Il y eut, cette nuit-là, où nous pûmes à peine dormir, des discussions passionnées. Nous informâmes également tous les camarades présents, parmi lesquels se trouvaient quelques camarades allemands du DAS, le jeune intellectuel Charles Orr, trotskyste américain qui était très exalté et qui voulait que nous nous inspirions de Lénine, et plusieurs miliciens anglais, parmi lesquels, je pense, à un certain moment, George Orwell, si discret qu'il ne se fit pas connaître. De toute façon, cette nuit-là, le comité exécutif de la JCI décida de mieux organiser les forces dont nous disposions pour faire face à toute éventuali-

(4) *La Batalla*, 4 mai 1937.

(5) *La Batalla*, 1er mai 1937.

té et tenir une réunion avec le comité des Jeunesses libertaires de Catalogne.

La colonne militaire de Gracia

La Batalla, du 4 mai, appelait les travailleurs à demeurer en *"état de mobilisation permanente"* et *"à poursuivre et intensifier l'offensive engagée, car il n'est pas de meilleur moyen de se défendre que d'attaquer"*. Après avoir réclamé l'annulation des décrets d'ordre public et la destitution de Rodriguez Salas, l'appel ajoutait : *"La classe ouvrière doit imposer la formation du Front ouvrier révolutionnaire et procéder à l'organisation immédiate des Comités de défense de la révolution."*

En haut du Paseo de Gracia, le comité exécutif de la Jeunesse communiste ibérique avait réussi à former un de ces comités. Les anarchistes (CNT, FAI et Jeunesses libertaires) étaient avec nous et ils insistaient même sur le fait qu'il ne fallait en aucun cas prêter attention aux discours prononcés à la radio par les ministres Garcia Oliver et Federica Montseny, venus de Valence pour organiser une trêve et établir un compromis avec la Généralité et le PSUC. Et, en effet, nous nous entendions très bien et nous comptions sur des appuis de plus en plus nombreux. Du reste, toute la vie du secteur nord de Barcelone échappait au contrôle du conseil de la Généralité et dépendait de nos directives.

Le 4, justement, en fin d'après-midi, plusieurs jeunes officiers de l'Ecole de guerre de Barcelone (créée quelques mois auparavant pour former des cadres militaires) vinrent se mettre à notre disposition et nous proposèrent de constituer une colonne militaire, qui, descendant le Paseo de Gracia, prendrait La Pedrera et l'hôtel Colon et rejoindrait les forces de la CNT et du POUM qui dominaient sur les Ramblas.

L'idée de la colonne nous sembla excellente. Nous en discutâmes longuement avec les officiers qui méritaient le plus notre confiance. Parmi eux, il y avait des militants des Jeunesses libertaires et de la JCI et, surtout, Linus Moulines, appartenant à la section de Gracia. Le comité exécutif de la JCI confia la responsabilité de toute l'opération aux camarades Roc et Arino, qui se déplacèrent jusqu'à l'Ecole de guerre avec Linus afin d'accélérer tous les préparatifs. J'en informai le comité exécutif du POUM et Nin m'appela le jour même au téléphone pour me conseiller *"d'être prudent"* et de ne pas perdre le contact avec la direction du parti qui se réunissait toujours place du Théâtre.

Tandis que les responsables politiques et militaires de la colonne se pressaient dans leurs tâches d'organisation et d'armement, le comité exécutif de la JCI essaya de trouver une imprimerie au nord de Barcelone, afin de tirer des tracts et un journal, dans la mesure où l'imprimerie de Banos Nuevos était trop éloignée de notre base d'opérations.

Nous réussîmes à rédiger un tract adressé spécialement aux forces de sécurité pour les inciter à se ranger aux côtés des travailleurs. Il était intitulé *"Vive la révolution contre le chaos !"*. Mais sa diffusion fut certainement limitée, comme celle d'autres tracts qui sont cités dans des études historiques et que presque personne ne vit alors, car Barcelone était morcelée par les barricades.

Un excellent camarade, qui par la suite se distingua, au cours de la période de clandestinité stalinienne, en assurant la publication matérielle de *Jeunesse ouvrière* entre juillet 1937 et avril 1938, Antonio Trave, courut des risques énormes pour réquisitionner une imprimerie et, quand il y parvint, ce n'était plus nécessaire : l'évolution de la situation nous permettait de reprendre la publication de *Jeunesse communiste,* notre organe central, à l'imprimerie de Banos Nuevos.

Le soir, nous apprîmes la formation du nouveau conseil de la Généralité, fruit du premier compromis de la CNT avec le PSUC et la gauche (l'Esquerra). Les militants de la CNT de Gracia qui étaient avec nous, responsables du comi-

té de défense, nous dirent qu'ils ne lui obéiraient pas et que les discours que prononçaient à la radio Juan Garcia Oliver, Mariano Vazquez et Federica Montseny étaient dépourvus de toute valeur (6). Je me souviens que nous écoutions Radio Barcelone dans la salle de réunions du comité exécutif de la JCI, tandis que parlait Garcia Oliver, et que l'un des anarchistes présents dit : *"Il ne faut par leur prêter attention. Dans le fond, ils veulent que nous restions sur les barricades pour effrayer Companys et Comorera, et obtenir ainsi de meilleures conditions pour la négociation. Parlons de choses sérieuses. Où en est l'organisation de la colonne ?"*

Réunions avec les Jeunesses libertaires et le comité exécutif du POUM

La Batalla, du 6 mai, publiait un tract des "Amis de Durruti", dans lequel il était demandé une *"junte révolutionnaire"* et où étaient salués les militants du POUM *"qui avaient fraternisé avec nous dans la rue"* (7). Au nord de Barcelone, nous ne connaissions pas bien les "Amis de Durruti". Nous militions avec tous les militants de la CNT.

Tôt le matin, le comité exécutif de la JCI décida qu'Arino et moi descendions au centre de Barcelone pour une entrevue avec le comité régional des Jeunesses libertaires, le comité de Barcelone de la Jeunesse communiste ibérique et le comité exécutif du POUM. Les choses en étaient arrivées à un tel point que la relation directe était devenue indispensable et non le téléphone ou le recours à de courageux messagers qui traversaient Barcelone à vélo, comme ce fut le cas à plusieurs reprises pour Ramon Fernandez Jurado et Antonio Trave. Après une longue marche à travers Barcelone, de barricade en barricade, Arino et moi arrivâmes au local de la JCI de Barcelone, sur la Rambla de los Estudios, où nous pûmes constater que nos jeunes (nombreux, parmi eux, étaient si jeunes qu'ils n'avaient pas l'âge militaire et, pour cette raison, n'étaient pas au front) étaient à la hauteur des circonstances et conservaient le contrôle d'une bonne partie des Ramblas. L'expédition jusqu'à la Via Layetana, lieu de l'entrevue avec le comité régional des Jeunesses libertaires, fut plus compliquée. Mais nous pûmes voir Fidel Miro, Alfredo Martinez et d'autres camarades. Nous leur proposâmes de réunir immédiatement le comité du Front de la Jeunesse ouvrière révolutionnaire et de lancer un appel à la jeunesse. Mais ils étaient très occupés par les discussions internes au sujet de la trêve et de l'arrivée des forces d'assaut et des carabiniers qu'envoyait le gouvernement de Valence. Ils firent un éloge du POUM et de la JCI, et il ne fut pas possible d'arriver à un accord précis, si ce n'est de maintenir le contact.

Un détail pittoresque : au local de la CNT, après notre conversation avec les dirigeants des Jeunesses libertaires, nous vîmes Wenceslao Colomer et Teresa Pamies (dirigeants des Jeunesses socialistes unifiées de Catalogne) qui attendaient d'être reçus par Fidel Miro, à qui, semble-t-il, ils proposèrent de rompre avec la JCI et le Front de la jeunesse ouvrière et révolutionnaire. Teresa Pamies a rappelé cette rencontre dans *Quand nous étions capitaines,* où elle affirme qu'*"en voyant Solano"*, ils eurent la preuve de ce qu'ils appelaient alors *"le complot anarchotrotskiste"*. Ce fut à cette époque-là, car ensuite ils considérèrent que de telles pensées étaient ridicules.

De la Via Layetana, Arino et moi nous allâmes vers la place du Théâtre, où nous parlâmes longuement avec Nin,

(6) Le nouveau gouvernement provisoire comprenait quatre conseillers, représentant encore quatre organisations : Carlos Marti Feud (ERC), le dirigeant du PSUC Antonio Sese (UGT), Valerio Mas (CNT) et Joaquin Pou (Union des rabassaires).

(7) Frank Mintz et Miguel Pecina : *Los amigos de Durruti, los trotsquistas y los sucesos de mayo*, Madrid, Campo Abierto Ediciones, 1978, p. 49.

Gorkin, Andrade et les responsables des barricades. Nous étions tout à fait d'accord avec le camarade José Rebull, qui présenta au comité exécutif un plan grâce auquel il voulait démontrer qu'il était possible, militairement parlant, de prendre le pouvoir. Naturellement, le problème fondamental n'était pas militaire, mais politique.

Une intense activité régnait au local central du POUM. Naturellement, le comité exécutif du parti avait en sa possession de meilleures informations que nous sur la situation globale et ses membres les plus éminents n'étaient pas du tout optimistes. Andrade, chargé du maintien des relations avec le comité de la FAI, nous expliqua avec une certaine amertume que les anarchistes étaient *"complètement dépassés par les événements"* et, en outre, *"se montraient hautains à l'égard des politiciens marxistes"*, comme ils disaient dans leur langage particulier. En ce qui concerne les "Amis de Durruti", avec lesquels il avait eu une longue conversation, il nous dit que, d'une part, qu'ils n'avaient pas un grand poids dans la CNT et que, d'autre part, ils n'étaient pas capables d'élaborer une politique responsable. Pour résumer ses impressions, il nous précisa : *"Vous verrez bien ; eux, tout comme les comités de défense, même en rechignant, ils se plieront aux instructions de Garcia Oliver et Federica."*

Pour sa part, Nin, visiblement énervé et déçu, nous dit que le compromis entre la CNT, la Généralité et le PSUC était un fait, et que, malheureusement, le POUM ne pouvait ignorer la CNT ; c'est pourquoi un repli s'imposait, dans les meilleures conditions possibles pour le parti et la classe ouvrière. La conclusion était que la JCI ne devait pas précipiter le mouvement, surtout dans des secteurs comme au nord de Barcelone, où nous assumions des responsabilités importantes, et qu'il fallait tenir compte de la situation générale pour ne pas tomber dans un avant-gardisme inopérant. *"Plus que jamais, il est nécessaire que vous restiez en relation étroite avec nous et que vous ne preniez aucune initiative sérieuse sans nous consulter."*

Après avoir participé à la réunion du comité exécutif, sur laquelle je ne veux pas m'étendre davantage, Arino et moi nous regagnâmes notre local du Paseo de Gracia plutôt perplexes. Nous traversâmes à nouveau Barcelone, avec ses barricades, ses contrôles et ses coups de feu, et nous nous précipitâmes pour informer le comité exécutif de la JCI des résultats de nos conversations et de nos démarches. Les informations et les arguments de Nin, Andrade, Gorkin et des autres camarades — en particulier sur la crise du gouvernement de Largo Caballero, le climat contre la Catalogne que créaient à Valence et à Madrid les staliniens et le compromis de la CNT avec Companys et le PSUC pour mettre fin à la rébellion des travailleurs de Barcelone — nous plongèrent tous dans une profonde réflexion. Pour comble de malheur, Roc et Solé nous dirent que les militants de la CNT de Gracia ne semblaient plus se moquer comme avant des discours de Garcia Oliver, Vazquez et Federica Montseny. Y compris dans notre zone, il s'était produit un certain changement.

Du compromis à la retraite

Le jeudi 6 mai, la situation semblait plus confuse que jamais. Les appels à la reprise du travail avaient été répétés systématiquement à la radio la veille. Et, parmi eux, l'un était signé par l'UGT et la CNT. Par ailleurs, les dirigeants de la CNT avaient exercé d'énormes pressions sur le comité régional et les comités de défense des quartiers pour calmer la lutte. Quelques militants cénétistes, déçus, avaient abandonné les barricades et les locaux syndicaux. Cependant, certaines provocations des forces de police et l'annonce selon laquelle 1 500 gardes d'assaut étaient arrivés à Tortosa envoyés par le gouvernement de Valence provoquèrent une nouvelle mobilisation de forces. De nombreux militants retournèrent sur les barricades. Mariano Vazquez et Fede-

rica Montseny se précipitèrent à la Généralité pour contacter Galarza et Largo Caballero.

Et là, ils eurent une conversation par télétype et au téléphone avec Garcia Oliver et Galarza, qui aboutit à un compromis basé sur la destitution de Rodriguez Salas, qui continuait à se cramponner à son poste, un cessez-le-feu de la part de la police et des forces de la CNT, l'abandon de l'opposition à l'entrée dans Barcelone des forces d'assaut qui, à Tortosa, attendaient les ordres.

Ce compromis, enregistré explicitement dans un document peu connu — traduit en anglais, *Notes and documents on the Fighting in Barcelona,* de Lluis Companys —, fut communiqué au comité régional de Catalogne de la CNT et aux comités de défense.

Il fut accepté sans aucun doute par le comité régional, puisque celui-ci donna l'ordre aux militants de se retirer des barricades à huit heures du matin le vendredi 7 mai. Face à de telles directives et en l'absence d'une autre perspective, les militants pensèrent qu'il était tout à fait inutile de continuer la lutte contre la volonté de leurs dirigeants et se retirèrent peu à peu des barricades.

Le comité exécutif du POUM, au courant du compromis, ne voulut pas que ses militants continuent seuls le combat abandonné par la CNT et la FAI sans obtenir de véritables garanties. Et dans une note publiée dans *La Batalla,* il affirma que les travailleurs avaient *"déjoué la provocation contre-révolutionnaire"* (8) et que, par conséquent, le retour au travail s'imposait.

Dans la même note, après avoir critiqué la politique des dirigeants de la CNT, il était affirmé que le prolétariat devait rester, cependant, vigilant. *"Il doit monter la garde, l'arme au pied"* (9).

A Gracia, les militants de la CNT, bien que mécontents, abandonnèrent peu à peu les barricades. Au croisement Diagonal-Paseo de Gracia, seuls les militants du POUM et de la JCI et les anarcho-syndicalistes allemands du DAS restèrent. Nin m'informa des décisions du comité exécutif du POUM l'après-midi du 6. Dans de telles conditions, le comité exécutif de la JCI décida de disperser la colonne qui se formait. Mais nous restâmes tous dans les locaux et nous gardâmes les armes. Nous primes les précautions qui s'imposaient pour éviter des agressions et des saccages, et nous continuâmes nos activités politiques et syndicales dans tous les domaines. Le 9 mai eut lieu dans notre local la réunion du bureau international des Jeunesses révolutionnaires, où se produisit la rupture politique avec Willy Brandt, qui était alors secrétaire de la jeunesse du SAP (10) allemand. Par ailleurs, notre presse, bien que soumise à une censure plus sévère que jamais, fut publiée légalement jusqu'au 16 juin 1937.

Cependant, personne parmi nous n'était dupe. L'attaque du 3 mai contre le central téléphonique de Barcelone correspondait à un plan qui fut mené de manière implacable : attaque contre la Catalogne révolutionnaire, avec son autonomie réelle, son mouvement ouvrier révolutionnaire (CNT, POUM, JCI, JL) et ses conquêtes de juillet ; élimination de Largo Caballero, de la Gauche socialiste et de la CNT du gouvernement central ; assassinat de Nin et répression contre le POUM et la JCI ; ascension de Negrin et tentative de constituer la première démocratie populaire stalinienne d'Europe. Tout cela devait conduire fatalement à ouvrir les portes à Franco.

---

(8) *La Batalla,* 6 mai 1937, cité par Burnett Bolloten, *La Guerra civil espanola, revolucion y contrarevolucion,* Madrid, Alianzo Editorial, 1989, p. 699.

(9) *La Batalla,* 6 mai 1937, cité *ibidem,* page 700.

(10) Parti socialiste ouvrier, formé par des opposants du PC et du PS allemands — NDLR.

Le mécanisme des procès de Moscou : le dossier Mouralov

(Jean-Jacques Marie)

Nicolas Mouralov (1877-1937).

L'exemple de Nicolas Mouralov, accusé du deuxième procès de Moscou

La place de Mouralov dans le procès

Nicolas Mouralov a été, avec Piatakov et Radek, l'un des principaux personnages du deuxième procès de Moscou contre le prétendu centre trotskyste antisoviétique (23-30 janvier 1937). Il en a même été en un certain sens le personnage clé, si l'on en croit un autre accusé, Karl Radek.

Piatakov, opposant de gauche, devenu commissaire adjoint au commissariat à l'Industrie lourde, s'y voit attribuer publiquement une place centrale à un double titre : il doit accabler Trotsky et servir à faire pression sur Ordjonikidzé, le commissaire du peuple à l'Industrie lourde, qui renâcle devant l'aggravation et l'accélération de la politique terroriste de Staline, en particulier contre la dénonciation systématique d'un sabotage imaginaire dans l'industrie : Radek, ancien opposant de gauche, bruyamment rallié à Staline, joue le rôle de complice de l'accusation pour dénoncer les plans et les actes terroristes attribués à Trotsky. Mouralov, lui, doit confirmer et valider les "aveux" de Radek, dont le cynisme bien connu risque de dévaloriser les "révélations" : Mouralov a en effet longtemps été l'un des proches compagnons de Trotsky, l'un de ses rarissimes amis personnels (Trotsky s'était lié avec lui, dit-il, *"d'une indissoluble amitié combattante et politique"*) ; de 1928 à 1930, il a été l'un des principaux dirigeants du centre sibérien des opposants de gauche exilés.

S'il a ensuite abandonné l'activité politique, il a longtemps refusé de signer un quelconque texte désavouant Trotsky. Sa longue résistance valorise sa présence sur le banc des accusés. Radek souligne la place centrale attribuée à Mouralov lorsqu'il déclare en plein procès : *"Quand Nicolas Ivanovitch Mouralov, l'homme le plus proche de Trotsky, que je croyais prêt à mourir sans proférer un mot, quand cet homme a fait ses déclarations et les a justifiées en disant qu'il ne voulait pas mourir avec l'idée que son nom puisse devenir le drapeau de toute la racaille contre-révolutionnaire, eh bien, c'est là le résultat le plus profond de ce procès* (1)."

A sa manière, Mouralov confirme lui-même cette place lorsqu'il affirme au cours du procès : *"Si je m'étais entêté, je servirais en quelque sorte de drapeau aux éléments contre-révolutionnaires, qui malheureusement existent encore sur*

(1) *Le procès du centre antisoviétique trotskiste*, compte rendu sténographique des débats, Moscou 1937, p. 573. Cette place centrale accordée par Radek à Mouralov est occultée par Nicolas Werth dans les pages de son ouvrage, par ailleurs souvent pertinent, sur les *Procès de Moscou*, consacrées au procès de janvier 1937 (pp. 20 à 29 et 138 à 145), éditions Complexe, 1987.

le territoire de la République soviétique. Je n'ai pas voulu être la racine qui donnerait des pousses vénéneuses. Je n'ai pas voulu être la graine qui donnerait non pas le blé bienfaisant, mais l'ivraie."

En d'autres termes, s'il n'avait pas fini par céder, il serait devenu le porte-drapeau d'une opposition renaissante. Et il ajoute : *"Pendant plus de dix ans, j'ai été un fidèle soldat de Trotsky, ce malfaiteur du mouvement ouvrier, cet agent fasciste digne de tout mépris, ennemi de la classe ouvrière et de l'Union soviétique* (2)."

Ces "aveux" de Mouralov frappent Trotsky si durement qu'il évoque très peu ce dernier dans ses commentaires sur ce second procès et, dans une déclaration du 31 janvier 1937, il écrit, avec quelque exagération : *"Les accusés que je connais — Radek, Piatakov, Bogouslavski, Serebriakov, Mouralov, Drobnis — ont été longtemps mes adversaires irréductibles* (3)."

Ce jugement est injuste pour Mouralov et ne vaut d'ailleurs réellement que pour Radek, qui, depuis son ralliement à Staline en juillet 1929, n'a cessé de déverser sur Trotsky des tombereaux de calomnies. La fin de la phrase en éclaire le début, car, ajoute Trotsky, *"ils se sont comportés au cours du procès comme mes ennemis les plus déterminés"* (3), ce qui est là parfaitement exact.

Qui était Mouralov ?

Mouralov, fils de fermier aisé et inhabituellement cultivé, né en 1877, adhéra au POSDR en 1903. En mars 1917, il est élu au présidium de la section des soldats du soviet de Moscou ; en octobre 1917, cet homme plutôt débonnaire, qui répugnait aux effusions de sang, est membre du comité révolutionnaire du soviet de Moscou et tente d'éviter l'affrontement par une négociation, qui échoue. Plus tard, il avouera *"nos faibles aptitudes à diriger les masses combattantes (...) et notre totale ignorance du combat de rue"* (4).

Il est nommé en novembre 1917 commandant des troupes de la région militaire de Moscou, fonction qu'il retrouve en mars 1921, après avoir rempli diverses fonctions militaires pendant la guerre civile, dont celle d'inspecteur général de l'Armée rouge ; signataire de la lettre des 46 qui marque la naissance de l'Opposition de gauche en octobre 1923, il est écarté en mai 1924 de son commandement moscovite et nommé commandant des troupes de la région militaire du Nord-Caucase... loin de la capitale.

Il est l'un des porte-parole de l'Opposition unifiée au XV[e] Congrès du Parti bolchevique, en décembre 1927. Au préalable, une provocation a été montée contre lui : à la veille du congrès, le 23 novembre 1927 exactement, la commission centrale de contrôle reçoit un document contre Mouralov, accusé d'avoir affirmé : *"Si nécessaire, nous déclarerons la terreur* (5)."

Cette accusation prématurée est abandonnée, mais un autre document envoyé le 13 janvier 1927 accuse Mouralov d'avoir, en octobre 1917, tenté de s'entendre avec le chef des blancs à Moscou, le colonel Riabtsev, pour former un gouvernement de coalition, puis d'avoir, en juillet 1918, avec Trotsky, couvert, voire encouragé et armé l'insurrection des socialistes révolutionnaires de gauche (6). Son discours à la tribune suscite la fureur de la salle, qui hurle : *"Menteur ! Descendez-le de la tribune ! Allez travailler à la campagne ! A bas ! Pourquoi ne respecte-t-il pas le congrès ? Vous êtes des menchéviks, des traîtres à la classe ouvrière ! Cela suffit de se moquer du congrès ! A bas de la tribune !* (7)."

(2) *Le procès..., op. cit.*, pp. 583-584.

(3) Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 12, p. 237, EDI.

(4) G. Haupt et Jean-Jacques Marie, *Les Bolcheviks par eux-mêmes*, Maspéro éditeur, 1969, p. 167.

(5) *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 1, avril 1998, p. 147.

(6) *Ibidem*, texte complet de la dénonciation, pp. 148 à 150.

(7) *Piatnadtsaty Siezd VKP(b)*, Stenografitcheskii Otchot, Moscou, 1928, pp. 306 à 308.

Exclu du parti, exilé en Sibérie, il y coordonne l'activité des neuf groupes d'exilés trotskystes ; il est l'un des quatre signataires de la lettre envoyée par les dirigeants de l'Opposition au XVIe Congrès, en avril 1930. Alors que les vagues de "capitulations" emportent nombre de dirigeants de l'Opposition, Mouralov refuse longtemps de céder. Staline le fait venir à Moscou pour le convaincre de signer une déclaration de capitulation. Il refuse. Staline le renvoie en Sibérie, où il travaille comme agronome, sa profession de jeunesse.

Après la capitulation de Sosnovski, en février 1934, et de Racovski, en avril 1934, il reste le dernier grand nom de l'Opposition de gauche à n'avoir pas renié publiquement son passé, même si d'autres dirigeants importants, mais moins connus, comme Krol, Iakovine, Aoussem et Solntsev maintiennent leurs idées et continuent leur activité.

Nicolas Polechtchouk, le petit-neveu de Mouralov, auteur d'un volume sur son grand-oncle, a recopié au KGB et m'a transmis le dossier (sans cote) des interrogatoires de Nicolas Mouralov.

Qu'est-ce qu'un procès stalinien ?

Un procès public stalinien se définit par quelques caractéristiques élémentaires :

— les futurs condamnés sont accusés de crimes imaginaires (attentats, empoisonnement de population, sabotages, lien avec des services secrets étrangers, volonté de restaurer le capitalisme, etc.), même si ces procès peuvent renvoyer à des éléments réels systématiquement déformés, caricaturés, dévoyés ;

— ne figurent sur le banc des accusés que ceux qui ont accepté d'avouer tous ces crimes imaginaires ;

— les avocats des accusés, véritables procureurs adjoints, soutiennent l'accusation.

On ne saurait accepter l'affirmation répandue, en particulier depuis Soljenitsyne, qui fait du procès des SR de juin 1922 le premier des grands procès truqués.

Certes, c'est un procès politique, un procès de guerre civile, même si celle-ci est en train de s'achever sous sa forme militaire, mais ce n'est pas un procès truqué.

Même si figurent sur le banc des accusés des SR retournés qui collaboraient avec la Tchéka, la majorité des accusés, dirigeants SR :

1. Ont bien commis la grande majorité des actes qui leur sont reprochés (insurrections, liens avec les insurgés tchécoslovaques, attentats contre des dirigeants bolcheviques, comme Volodarski, participation à des gouvernements antibolcheviques, etc.) et les ont d'ailleurs en général revendiqués haut et fort.

2. Ne reconnaissent que les actes qu'ils revendiquent, rejettent les autres, défendent leur politique et dénoncent leurs accusateurs.

3. Ont à leurs côtés des avocats qui tentent de les défendre, fût-ce difficilement, et ne participent pas à l'accusation. Leur principal avocat, Mouraviev, se bat, en particulier, avec beaucoup d'acharnement et met plusieurs fois l'accusation en difficulté.

Les premiers procès staliniens sont le procès de Chakhty (18 mai-5 juin 1928), le procès du "Promparti", ou Parti industriel (novembre-décembre 1930), le procès du Parti paysan du travail, le procès du Bureau des mencheviks (mars 1931). Ces organisations sont en effet inventées de toutes pièces par le Guépéou, les accusés avouent des actes qu'ils n'ont jamais commis, reconnaissent avoir élaboré des projets parfaitement imaginaires, et leurs avocats collaborent avec l'accusation.

Un mécanisme difficile à roder

Le mécanisme, quoique rodé dès 1928, ne se met pas en place aisément ; pour qu'il fonctionne, les victimes doi-

vent être démoralisées, c'est-à-dire convaincues que toute résistance est inefficace, donc impossible.

Or la terreur stalinienne a mis longtemps à créer les conditions de cette conviction. Six ans après ce procès truqué, évoquant le premier procès de Moscou d'août 1936, Trotsky revient sur celui de 1931.

Il écrit dans *Les Crimes de Staline,* publié en 1937 : *"Je connaissais personnellement deux des accusés, l'historien Soukhanov* (8) *et l'économiste Groman ; le premier d'assez près. Bien que l'acte d'accusation semblât par endroit fantaisiste, il ne me fut pas possible d'admettre que de vieux hommes politiques que je considérais, malgré l'irréductible divergence de nos idées, comme honnêtes et sérieux, pussent tant mentir sur eux-mêmes et sur autrui. Sans doute, me disais-je, le Guépéou a-t-il arrangé le dossier, ajouté pas mal de choses, beaucoup inventé, mais il doit y avoir des faits réels au fond* (9)."

Ainsi, lors du procès des prétendus assassins de Kirov, les 28 et 29 décembre 1934, 14 jeunes et moins jeunes communistes sont accusés du crime : Nicolaiev, qui a tué, avoue bien entendu, mais les 13 autres se proclament innocents. Le procès doit donc se tenir à huis clos.

L'aveu est en effet indispensable pour qu'il y ait procès public. Si l'accusé principal ou les accusés principaux refusent de céder, le huis clos est impératif. Ainsi, en 1937, le NKVD essaie de monter un procès des socialistes révolutionnaires de gauche pour terrorisme.

Maria Spiridonova, la principale dirigeante historique de ce courant, refuse d'avouer quoi que ce soit. Bien que son mari, Maiorov, et d'autres aient craqué, son refus acharné rend impossible un spectacle public. Spiridonova est condamnée à huis clos à vingt-cinq ans, ses camarades à dix ans (10).

L'aveu est à ce point nécessaire au NKVD que l'accusé doit signer chaque feuille du procès-verbal de son interrogatoire, même lorsqu'il n'y aura pas de procès public.

Le mécanisme de l'aveu

Les aveux invraisemblables des procès de Moscou ont suscité d'emblée questions et interprétations multiples. Les hypothèses les plus variées ont fleuri : les accusés ont été torturés, drogués ou remplacés par des sosies, drogués eux aussi ; ils ont accepté de se sacrifier pour le bien du parti, etc. Cette dernière interprétation est devenue célèbre depuis la forme que lui a donnée Koestler dans *Le Zéro et l'Infini,* qui repose sur de simples hypothèses psychologiques et sur une interprétation très extensive du discours de Boukharine au troisième procès de Moscou.

Merleau-Ponty a modulé cette conception en bâtissant une dichotomie psychopathologique imaginaire. L'opposant serait victime d'une "tragédie", car il serait *"aux prises avec des forces extérieures dont il est secrètement complice, parce que l'opposant ne peut être ni pour, ni tout à fait contre la direction au pouvoir. La conclusion : la division n'est plus entre l'homme et le monde, mais entre l'homme et lui-même. Voilà tout le secret des aveux de Moscou* (11)."

Tout le secret ! Merleau-Ponty ne se mouche pas du pied ! Mais cette construction oublie un point essentiel : ceux qui figurent sur les bancs des deux premiers procès de Moscou **ont été, mais ne sont plus, des opposants**. La plupart, depuis plusieurs années, servent fidèlement la direction stalinienne du parti et du pays, le plus souvent à des

(8) Soukhanov Nicolai Nicolaievitch (1882-1940). Menchevik de gauche, auteur des fameuses *Notes sur la révolution* (1922-1923). Travaille ensuite dans les organismes économiques soviétiques. Arrêté en juillet 1930 et condamné en mars 1931 à dix ans de camp dans l'affaire d'un prétendu "Bureau pansoviétique du CC des mencheviks", fusillé en 1940.

(9) Léon Trotsky, *Les Crimes de Staline,* Grasset, 1937, p. 99.

(10) Voir les extraits de la lettre de Spiridonova au NKVD dans les *Cahiers du mouvement ouvrier,* n° 4, décembre 1998, pp. 87 à 92.

(11) M. Merleau-Ponty, *Humanisme et Terreur,* Gallimard, p. 71.

postes techniques. Et les victimes du troisième procès comprennent bon nombre de fidèles partisans ou serviteurs de Staline (Iagoda, Grinko, Ivanov, Ikramov, Tchernov, Charangovitch, Boulanov, Khrodjaiev), que cette tragédie imaginaire saurait encore moins concerner.

Boris Souvarine attribuait les aveux à *"l'immoralisme révolutionnaire"* et à une vision manichéenne bolchevique du monde : *"Pour les bolcheviks, le monde se divise en deux : le parti et le reste. Etre exclu du parti équivaut à être chassé de la planète. Pour y rester, ils sont prêts à s'avilir, à se frapper la poitrine en public avec des restrictions mentales, à se dénoncer les uns les autres, à jurer obéissance et soumission* perinde ac cadaver, *quitte à recommencer dès que possible leurs manigances* (12)."

A la rigueur, on pourrait appliquer cette analyse aux partisans de Zinoviev, qui, dès leur exclusion au lendemain du XVe Congrès, font leur autocritique pour rentrer au plus vite dans le parti. Mais il est impossible de l'appliquer à tous les opposants qui résistent deux, trois, quatre, voire dix ans, à tous ceux qui, pour cette raison, ne figurent pas sur le banc des procès ; aux 22 des 38 inculpés initiaux du premier procès de Moscou qui ne figurent pas sur le banc des accusés parce qu'ils ont dit non jusqu'au bout ; à certains des "capitulards" d'hier, comme Ivar Smilga, qui, lors de son arrestation le 1er janvier 1935, déclare : *"Je suis votre ennemi"* ; à Vladimir Smirnov, qui déclare, méprisant, à ses juges de la conférence spéciale (à huis clos...) qu'il a depuis longtemps décidé de combattre la petite bourgeoisie arrivée au pouvoir en URSS (13) ; à Chliapnikov, fusillé sans avoir rien dit ni signé... Ceux qui craquent sont des hommes usés, privés de perspectives politiques, éperdus devant la montée menaçante du nazisme et la fuite en avant d'une dictature stalinienne à la base sociale étroite.

Les limites de la torture

L'obtention de l'aveu ne s'effectue pas selon un schéma unique. Si Staline n'envisage pas de procès public, la technique la plus simple, la plus répandue et, à terme, la plus efficace, est la torture. Ainsi, lors de la préparation du procès des chefs militaires de juin 1937, comme il était hors de question de montrer ces derniers au public, le NKVD ne s'embarrassa pas de finesses psychologiques : le premier arrêté, Vitali Primakov, alors compagnon de Lily Brik et qui avait été trotskyste jusqu'à la fin de 1927, fut soumis à des tortures particulièrement brutales. Toukhatchevski fut si maltraité que certaines feuilles de ses procès-verbaux d'interrogatoire portent des taches de sang.

Mais lorsque le procès doit être utilisé comme spectacle édifiant pour les masses et les partis communistes frères, la torture ne peut plus être qu'un adjuvant ou un moyen ultime.

Le procès-verbal des interrogatoires de Mouralov

Le procès-verbal des interrogatoires de Mouralov par le NKVD confirme ce que l'on pouvait déjà deviner sur les conditions de l'aveu et apporte des éléments nouveaux sur les mécanismes de son obtention.

La première condition est la capitulation politique. Le futur condamné doit d'abord avoir publiquement reconnu ses erreurs, ses déviations, ses fautes, s'être ainsi déconsidéré et coupé de la collectivité de ses anciens camarades, s'être ainsi placé dans une situation où son opinion ne peut plus avoir de poids, puisqu'elle est celle d'un pécheur, certes repenti, mais pécheur tout de même. L'Opposition maintenait un lien entre ses membres, la capitulation le brise et, si

(12) Boris Souvarine, article du 6 février 1937 cité par A. Kriegel dans *Les Grands Procès dans les systèmes communistes,* Gallimard, p. 98.

(13) Lire son interrogatoire et sa déclaration devant la conférence spéciale, *Cahiers du mouvement ouvrier,* n° 2, juin 1998, pp. 48 à 51.

les "capitulards" se rencontrent et se réunissent, c'est surtout pour évoquer des souvenirs et échanger bruits et rumeurs sur ce qui se passe dans les sommets. Il faut ensuite briser moralement l'accusé en poussant son isolement jusqu'à son terme ; deux des moments essentiels de ce processus sont la confrontation avec d'anciens camarades qui ont déjà craqué et la pression sur la famille.

Première étape : la capitulation politique...

Le dossier de Mouralov permet de distinguer les différentes étapes : Mouralov avait été l'un des principaux dirigeants des trotskystes exilés en Sibérie et regroupés dans sept colonies. Il avait abandonné le combat en 1931, puis avait longtemps gardé le silence. Au cours de l'été 1935, il se rend à Moscou au commissariat du peuple à l'Industrie lourde pour son travail. Boukharine le rattrape dans le vestibule du commissariat par un hasard sans doute organisé et lui demande s'il pense à écrire une lettre à Staline pour obtenir sa réintégration dans le parti. Mouralov refuse. Mais ses proches et surtout son frère aîné, Alexandre, insistent. Cela les arrangerait tous ! Mouralov, las, finit par céder et, le 9 décembre 1935, il écrit une lettre au comité central et à Staline.

On ne sait s'il l'a lui-même rédigée, car elle est tapée à la machine. En tout cas, c'est dans l'appartement de son frère aîné qu'il la signe. Il y explique son long silence par sa volonté de montrer dans les faits par son travail son désir de *"racheter devant le parti, devant toute la classe ouvrière, ses fautes antérieures"* et affirme son accord avec *"la ligne générale"* :

"J'ai depuis longtemps définivement rompu tout lien avec l'ancienne opposition, qui, par ses actes, s'est placée dans les rangs de la contre-révolution mondiale. J'ai depuis longtemps reconnu mes erreurs et mes errements.

La ligne générale du comité central léniniste sous la direction du camarade Staline a vaincu sur tous les fronts de la construction socialiste et à réduit en miettes les pitoyables et vains efforts des opposants de toutes sortes : le trotskysme contre-révolutionnaire, les zinoviévistes, les droitiers, etc.

Je combats et je combattrai sous le drapeau du parti de Lénine-Staline pour la réalisation du communisme dans notre pays."

Six ans plus tôt, semblable déclaration aurait été publiée dans la *Pravda* pour souligner la décomposition de l'opposition. Staline, qui se méfie de tous les anciens opposants, forts au moins de la haine qu'il suscite dans de nombreux cercles du parti, a désormais d'autres soucis. Cette lettre n'est pas rendue publique, ce qui justifie l'affirmation de Nicolas Werth : *"Mouralov, vieil ami personnel de Trotsky, s'était refusé, jusqu'à son arrestation, à toute condamnation du trotskysme* (14)." On voit que ce n'est pas tout à fait vrai : Mouralov a fini, le 9 décembre, par qualifier le "trotskysme" de "contre-révolutionnaire".

Le 1er janvier 1936, Mouralov adresse une seconde lettre au comité central et à Staline : il demande cette fois sa réintégration dans le parti. Insistant sur ses efforts pour expier ses erreurs, il affirme : *"Je ne peux plus rester en dehors des rangs du parti."* La première étape est close ; il est mûr pour l'arrestation.

Le 23 février, le NKVD perquisitionne chez Mouralov, à Novossibirsk. La liste des objets saisis indique déjà que le NKVD s'oriente vers l'affirmation que les anciens trotskystes qui prétendent avoir abandonné la lutte politique et abandonné leurs convictions ont en fait maintenu leur activité en passant de la vie publique à la clandestinité, et que, ce faisant, ils se sont orientés vers le terrorisme. Il y a six rubriques : des photographies de trotskystes exilés, un browning, 24 cartouches pour le browning, une brochure de Trotsky (*La Lutte contre la faim*), trois carnets de notes, 138 feuilles de lettres diverses. Il est arrêté le 17 avril. La liste des objets alors confisqués

(14) Nicolas Werth, *op. cit.*, p. 152.

comprend dix-huit nomenclatures, dont cinq cartouches de revolver et un fusil de petit calibre.

Premiers interrogatoires de routine

La deuxième étape commence avec les interrogatoires conduits par un jeune lieutenant du NKVD, Popov. Apparemment, l'objectif en est assez limité. Il s'agit de confirmer la version définie dans un document du NKVD de Novossibirsk, du 25 mai : *"Après son écrasement partiel en 1930, le Centre trotskyste sibérien n'a pas interrompu son activité contre-révolutionnaire."* En mai, le NKVD de Novossibirsk ne peut deviner ce que Staline concocte avec le premier procès de Moscou en préparation. L'accusation s'enrichira au fil des mois.

En fait, il s'agit alors seulement d'obtenir la collaboration de Mouralov, de le pousser à accepter d'entrer dans le jeu des questions et des réponses, de lui faire donner ou confirmer des renseignements inoffensifs ou connus, d'obtenir qu'il s'engage afin de lui interdire tout retour en arrière. Les interrogatoires suivent donc une progression minutieuse ; les premiers sont de banals interrogatoires policiers, destinés seulement à contraindre Mouralov à accepter dès le début de répondre à des questions de routine.

La deuxième étape : la réponse aux questions de l'enquêteur

Puis, le 25 avril, l'enquêteur interroge Mouralov sur l'activité des trotskystes de Sibérie entre 1928 et 1930. Mouralov répond. Il expose les buts politiques de l'Opposition de gauche et son fonctionnement : il énumère les sept colonies de trotskystes exilés en Sibérie, affirme que le lien avec Trotsky passait par Sosnovski (15), etc., toutes choses que le NKVD savait. Mouralov n'apprend rien à son enquêteur, mais il accepte d'engager avec lui un dialogue, dont l'enquêteur va s'efforcer peu à peu de modifier les règles. Lorsqu'il pose des questions indiscrètes, Mouralov esquive :

"Q. : L'instruction insiste pour que vous indiquiez les voie et les moyens de vos liaisons illégales avec Trotsky.

R. : Je ne peux pas m'en souvenir.

Q. : Utilisiez-vous des occasions pour ces liaisons avec Trotsky ?

R. : Je ne me souviens absolument pas. Je m'efforcerai de me souvenir et d'en informer l'instruction la prochaine fois.

Q. : L'instruction sait que pour vos liens illégaux avec Trotsky, vous utilisiez vos liaisons moscovites. Dites-nous qui est parti sur vos instructions, et quand, à l'étranger avec des documents pour Trotsky ?

R. : Je ne me souviens pas de tels cas de voyages à l'étranger avec mes recommandations pour Trotsky."

L'enquêteur laisse pour le moment tomber cette question et interroge Mouralov sur ses rapports avc une certaine Golovina. Mouralov répond : c'était une amie de ma femme dans le besoin. Je l'ai aidée. *"Avec quel argent ?" "Sur mon salaire."*

Puis l'enquêteur l'interroge sur ses rencontres avec le trotskyste Sournov (16), lui demande *"quand et de qui il a reçu à Moscou le livre de Trotsky* Ma Vie*"*. Il répond : il l'a reçu d'une certaine Ostrovskaia pour une nuit ; puis il a reçu d'elle un peu plus tard le deuxième

(15) Sosnovski Lev Semionovitch (1890-1936) adhère au POSDR en 1903. Journaliste. Membre en 1918 du comité exécutif central des soviets. Rédacteur en chef de 1918 à 1924 du journal *Bednota,* destiné à la paysannerie pauvre. Signataire en octobre 1923 de la lettre des 46, qui marque la naissance de l'Opposition de gauche, exclu par le XV^{e} Congrès, condamné à six ans de prison pour avoir fait publier dans le *Bulletin de l'Opposition* des lettres sur la situation de la paysannerie en Sibérie. Résiste longtemps aux pressions et menaces avant de se rallier à Staline en février 1934, au lendemain du XVII^{e} Congrès. Refuse ensuite de se prêter à la comédie des aveux. Il est fusillé en 1936.

(16) Militant de base de l'Opposition.

tome de *Ma Vie* et les *"thèses trotskystes sur la politique courante"* du PCR(b), que l'enquêteur qualifie de *"document contre-révolutionnaire"*, formulation que Mouralov accepte de reprendre. Aux questions plus précises que l'enquêteur lui pose : d'où Ostrovskaia a-t-elle reçu *Ma Vie*, quels trotskystes connaît-elle à Moscou, il oppose une fin de non-recevoir, donc ne collabore encore que partiellement avec l'instruction. L'enquêteur n'insiste pas. Le premier pas est fait.

Le début de l'aveu

Nouvel interrogatoire, les 27 et 28 avril. L'enquêteur manifeste d'abord son mécontentement :

"Lors des interrogatoires précédents, vous avez donné des réponses exceptionnellement embrouillées, confuses, aux questions de l'enquête. Là où il faut donner une réponse véritable, vous avez répondu que vous ne vous souvenez pas, que vous avez une mémoire défaillante. Cela confirme votre insincérité et montre que vous voulez embrouiller l'instruction. Désirez-vous donner des dépositions sincères, véridiques, sur votre activité contre-révolutionnaire ?"

Oui, répond Mouralov : *"Ne désirant pas embrouiller l'enquête, je déclare que je suis prêt à fournir des dépositions sincères et véridiques sur mon activité trotskyste. Je dirai tout ce que je sais sur moi et sur tous les autres membres de l'organisation trotskyste liés à moi."*

Dès lors, l'enquêteur essaie d'entraîner Mouralov plus loin : il l'interroge sur le voyage effectué à Novossibirsk pour le rencontrer par Ivan Smirnov (17), l'un des futurs condamnés du premier procès de Moscou. Mais les deux hommes ne se sont pas rencontrés :*"Le but du voyage de Smirnov est resté pour moi inconnu."* L'enquêteur n'insiste pas ; il accuse en revanche Mouralov d'avoir, en 1932, rencontré à Moscou des dirigeants du centre trotskyste. Mouralov se rebiffe : *"J'affirme catégoriquement que je n'ai pas rencontré des gens dont j'aurais su qu'ils étaient membres d'un centre clandestin"*, mais *in fine*, il cède un peu de terrain en reconnaissant qu'il a bien rencontré des *"trotskystes à double face cachés membres du PCR(b), qui dénonçaient le caractère funeste de la politique de nos dirigeants"*, et il donne trois noms, dont celui de Serge Medvedev, ancien dirigeant de l'Opposition ouvrière, qui n'avait jamais été trotskyste. L'interrogatoire peut s'arrêter là : Mouralov a fait un pas de plus dans la voie de la collaboration avec l'instruction : ceux qui dénoncent le "caractère funeste" de la politique de la direction sont des trotskystes. L'étape suivante doit montrer que ces trotskystes sont des terroristes.

La résistance

Mais ensuite, l'instruction patine. Certes, le 4 mai, Mouralov cite sept trotskystes *"ayant formellement rompu avec le trotskysme"* et qu'il a rencontrés : Bogouslavski (18), Drobnis (19), Iejov, Chestov, Finkelstein, Soumetski et Khodoroze (20). Le renseignement est en fait de mince valeur : le NKVD le savait depuis longtemps et l'enquêteur le lui dit :

(17) Smirnov Ivan Nikitovitch (1881-1936), fils de paysan, membre du POSDR dès 1899, en 1919 membre du comité militaire révolutionnaire de la Cinquième armée et élu membre suppléant du comité central, titulaire en 1920, soutient la plate-forme syndicale de Trotsky en 1920, puis en 1921 président du comité militaire révolutionnaire de Sibérie, signataire de la lettre des 46, commissaire aux PTT de 1923 à 1927, exclu du parti en 1927 après le XV^{e} Congrès, exilé en Sibérie. Se rallie à Staline en juillet 1929, nommé directeur de l'usine d'automobiles de Nijni-Novgorod, vite désillusionné, publie un article dans le *Bulletin de l'Opposition* en 1931. Après avoir rencontré Léon Sedov à Berlin, constitue un groupe d'opposants qui sont arrêtés au cours de l'été 1932 ; condamné à cinq ans de prison, figure parmi les 16 condamnés à mort du premier procès de Moscou.

(18) Bogouslavski Mikhail Solomonovitch (1886-1937), fils d'un tailleur, devient ouvrier typographe. En mars 1917, devient président de l'Union des syndicats de Krementchoug et adhère au Parti bolchevique, délégué au II^{e} Congrès des soviets, participe à la guerre civile en Ukraine à diverses fonctions. En 1919, il est nommé secrétaire du conseil des commissaires du peuple d'Ukraine. Appartient à l'opposition du Centra-

"Vous ne m'indiquez pas pour le moment toutes les personnes que vous avez rencontrées et que l'instruction connaît."

Mais Mouralov se ferme comme une huître et répond à toutes les autres questions : *"Je ne me souviens pas. Je ne peux rien ajouter à ma réponse."* Le 7 mai, Mouralov, pourtant, indique où sont dissimulées ses archives, mais ajoute qu'il a brûlé toute la correspondance de Trotsky avec sa seconde femme, Natalia Sedova, depuis l'année 1907. C'est bien mince ! Le nouvel interrogatoire se déroule le 31 mai. La plupart des réponses de Mouralov sont décevantes : *"Je ne connais personne", "Je ne me rappelle absolument pas", "Les tâches et les documents de ce groupe trotskyste me sont restés inconnus"*. L'enquêteur fait alors un pas en avant en interrogeant Mouralov sur les projets terroristes d'un "groupe trotskyste de Raïkov", qui voulait abattre le secrétaire du comité régional de Sibérie occidentale, Eikhe. Mouralov signale qu'il a alors conseillé à son informateur de dénoncer le projet aux autorités et s'accuse seulement de ne pas l'avoir fait lui-même. Il a quand même caché au parti un projet terroriste...

Mais Mouralov n'est pas mûr pour figurer sur les bancs du premier procès de Moscou, qui s'ouvre le 19 août. Le NKVD l'abandonne donc un moment. Mécontent des ratés du procès, Staline écarte Iagoda, remplacé par Iejov le 25 septembre. Un autre enquêteur reprend l'affaire Mouralov, le major de la Sécurité d'Etat Kourski, chef du NKVD de Sibérie occidentale. Mais les mois écoulés et la condamnation à mort des 16 accusés du premier procès semblent avoir durci la résistance de Mouralov.

Le tournant de la pression

Le 25 octobre, Kourski change de ton et met les points sur les "i" : *"Tout au long de l'instruction, malgré de nombreuses preuves, vous avez continué à vous entêter. Il est temps de mettre fin à vos dénégations et de commencer à dire la vérité à l'instruction."* Et Kourski annonce l'étape suivante : *"Vous êtes démasqué par les dépositions de vos complices. L'enquête vous présentera toute une série de documents qui vous démasquent dans votre travail trotskyste contre-révolutionnaire actif contre le pouvoir soviétique."* Mais Mouralov refuse de céder : *"Si vous avez des documents, tout cela n'est pas authentique, c'est une calomnie contre moi (...). Je n'ai effectué aucun travail trotskyste après 1930 (...). Je suis resté trotskyste jusqu'à la fin de 1935, mais je n'effectuais pas de travail trotskyste."*

Il est resté trotskyste tout en le dissimulant ; cette première dissimulation peut donc en entraîner une autre... Kourski l'accuse alors d'avoir reçu une directive de Trotsky, qu'il a bien sûr cachée, sur l'organisation d'attentats : *"C'est faux, c'est un mensonge, je suis un adversaire du terrorisme."* Et lorsque Kourski lui oppose des dépositions du jeune trotskyste Khodoroze, qui l'avait

---

lisme démocratique, animé par Vladimir Smirnov et Timothée Sapronov, signe la lettre des 46 en octobre 1923. Elu en 1921 président du syndicat des ouvriers typographes. En septembre 1924, nommé président du petit conseil des commissaires du peuple (formation restreinte du gouvernement). Rejoint l'Opposition unifiée en 1926, exclu du parti en 1927, exilé en Sibérie en janvier 1928, se rallie à Staline en juin 1928, est réintégré dans le Parti communiste en 1930, nommé directeur d'usine à Novossibirsk, puis arrêté en 1936.

(19) Drobnis Jacob Naoumovitch (1890-1937), fils de cordonnier, adhère au POSDR en 1906, est élu en 1918 membre du comité central du PC ukrainien. Organisant des groupes de partisans contre le gouvernement nationaliste ukrainien de Petlioura, il est un jour arrêté et fusillé. Il en réchappe... Appartient en 1919 au groupe d'opposition du Centralisme démocratique, signataire de la lettre des 46 en octobre 1923, rejoint l'Opposition unifiée en 1926. Exclu du parti par le XV^{e} Congrès, il figure sur la liste des 75 "trotskystes" exclus et non sur celle des 23 "partisans de Sapronov" ; exilé en Sibérie en janvier 1929, se rallie à Staline en juin 1929 avec Serebriakov. Réintégré dans le parti en 1930, il est nommé directeur d'usine en Sibérie, abandonne toute activité politique et se consacre à l'industrialisation. En novembre 1936, lors du procès de Novossibirsk contre des ingénieurs et administrateurs dits "trotskystes" accusés de sabotage et de terrorisme, Drobnis témoigne à charge contre Piatakov.

(20) Militants de base de l'Opposition.

informé en 1931 de son intention d'abattre Eikhe, le secrétaire du parti de la Sibérie occidentale, il répond qu'il n'a pas pris au sérieux cette déclaration et nie l'affirmation de Khodoroze, qui prétend que c'est précisément Mouralov qui lui avait donné cette directive. *"C'est une calomnie, une affabulation."* Et l'essentiel des réponses de Mouralov aux accusations de l'officier du NKVD commencent alors par les mots : *"Ce n'est pas vrai"* ou *"c'est un mensonge"*.

La troisième étape : la confrontation

Le NKVD passe alors à la troisième étape du mécanisme des aveux : la confrontation avec des amis de l'accusé qui ont craqué, on tout "avoué" et accablent leur camarade qui résiste encore. Celui qui a cédé, brisé et honteux, ne peut supporter ceux qui s'obstinent et collabore efficacement à l'instruction. Plus il a été proche de lui et plus la pression sur l'obstiné est forte. Le 30 octobre, Kourski organise une confrontation entre Bogouslavski, Drobnis (anciens dirigeants bolcheviques, trotskystes et amis de longue date de Mouralov), Khodoroze, Chestov et Mouralov. Chacune des quatre confrontations se déroule selon un rituel identique : Kourski résume à chacun ses dépositions arrachées, qui chargent Mouralov, et lui demande s'il les confirme. La réponse est évidemment "oui". A chaque fois, Mouralov rejette l'accusation portée contre lui. Bogouslavski affirme qu'ils ont reçu en 1931 une directive d'Ivan Smirnov leur ordonnant de reconstituer le centre trotskyste en Sibérie et qu'en application de cette directive, ils ont décidé de tuer Eikhe. Mouralov répond : *"Je le nie. Je n'ai pas reçu semblable directive de Smirnov. Bogouslavski affirme une contre-vérité."* Bogouslavski rétorque : *"Mouralov ment"* et accuse celui-ci d'avoir ordonné à Khodoroze de tuer Eikhe : *"C'est un mensonge"*, rétorque Mouralov. Bogouslavski insiste : *"Ne t'entête pas. Romps avec Trotsky et suis mon exemple."*

Le même scénario se répète avec Khodoroze, puis Drobnis, et enfin Chestov. Tous s'acharnent sur Mouralov, qui dément tout, bien que pliant parfois : *"Je n'ai pas le courage de dire que je suis un terroriste,* lâche-t-il un moment. *Ils mentent sur moi."* Aux accusations de Drobnis, il répond : *"Je nie catégoriquement. Drobnis ment comme Bogouslavski."* Drobnis insiste et lui fait la leçon : *"Je te considérais au moins comme un honnête homme, et tu es finalement un lâche. Tu devrais avoir honte, Nicolas Ivanovitch. Nous avons joué une mauvaise carte."*

Mais cette leçon de morale ne parvient qu'à exaspérer Mouralov : *"Vieille barbe, si tu as fait du travail de saboteur, moi je n'ai pas dirigé ce travail. Inutile de chercher à me faire honte, je ne suis pas un gamin"*, et il répond à l'enquêteur : *"Je ne peux reconnaître les accusations présentées contre moi et je n'ai rien à vous dire."* Mouralov conclut après la confrontation avec Chestov : *"Ils me calomnient tous."*

Ce procédé est un échec, mais la confrontation a sans doute rongé Mouralov.

La quatrième étape : l'arrestation du fils de Mouralov

Le NKVD passe à la quatrième étape, la pression sur les proches : le 6 novembre, le NKVD arrête le fils de Mouralov, un adolescent de 16 ans, et en informe le père, avec on ne sait quels commentaires. Le coup est décisif. Après quelques semaines de résistance désespérée, Mouralov craque ; le 5 décembre, il passe aux aveux exigés : *"Aujourd'hui, je suis venu à l'interrogatoire avec la ferme résolution de communiquer à l'instruction toute la vérité sur le travail du centre trotskyste contre-révolutionnaire sibérien"* ; ce n'est plus sa voix ; à travers le sec procès-verbal, on sent qu'il récite une leçon d'une voix monocorde ; il complète ces aveux le 9 décembre.

L'instruction met dans la bouche de Mouralov une affirmation capitale. Il au-

rait reçu une lettre de Sedov l'informant des pensées du "Vieux" (Trotsky) : *« Il m'écrivit que le Vieux m'enviait de vivre en Sibérie et d'aller à la chasse ; il aurait bien voulu que nous nous retrouvions ensemble comme dans le passé. Puis il disait que j'avais bien tort de ne pas "capituler", car ce faisant, je compliquais le travail de mes camarades.. Sedov ajoutait que Trotsky exigeait que je réintègre les rangs du parti, car en me trouvant en dehors du parti, il me serait beaucoup plus difficile de mener la lutte contre la direction stalinienne... »*

Ainsi, les "capitulations" de nombreux opposants n'étaient, selon le NKVD, qu'une ruse ; ceux qui, dans le parti, luttent contre Staline et son groupe ne sont que les exécutants conscients ou inconscients de la ligne défendue par Trotsky, qui, dit Mouralov, juge nécessaire *"d'écarter Staline"* et, constatant qu'il *"est impossible de le faire par la voie démocratique, a décidé de tuer Staline"*.

Mouralov est maintenant, in extremis, prêt à figurer sur le banc des accusés du deuxième procès. Pas tout à fait, apparemment, car le 11 janvier, il est convoqué par un nouvel enquêteur, Raguinski, en présence du procureur Vychinski lui-même ! L'objet de cette dernière entrevue est de faire signer par Mouralov une déclaration affirmant que Trotsky ordonnait à ses partisans de déchaîner le terrorisme et d'organiser des attentats *"contre les dirigeants du parti et du gouvernement soviétique, et en particulier contre Staline"*, et de mettre dans la bouche de Piatakov la cynique phrase suivante à propos du meurtre de Kirov : *"On a déjà réglé le compte de l'un de ceux qui figuraient dans notre plan, maintenant cela va être le tour des autres, mais il ne faut pas s'emballer."* Piatakov explique ainsi pourquoi ces terroristes n'avaient jamais organisé le moindre attentat à part le meurtre de Kirov, attribué à tous les accusés depuis le procès du 28 décembre 1934.

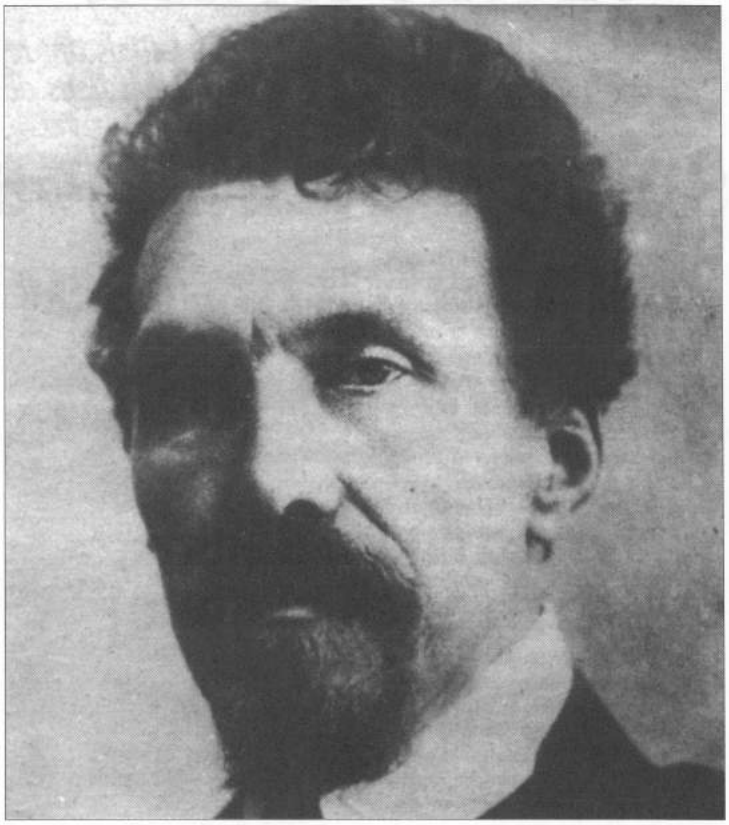
La fin

Le rideau peut désormais se lever sur le deuxième procès de Moscou, dont Trotsky est le premier accusé et dont le second est en réalité Ordjonikidzé, membre du bureau politique, commissaire du peuple à l'Industrie lourde, et donc supérieur hiérarchique direct de Piatakov. Ordjonikidzé se suicidera le 18 février, dix-neuf jours après la fin du second procès et la condamnation à mort de treize des dix-sept accusés (dont Mouralov, Piatakov, Bogouslavski, Drobnis, Chestov) et quatre autres, dont Radek et Sokolnikov, à des peines de prison.

Jean-Jacques Marie

Alexis Rykov, ou le parcours semé d'embûches d'un réformateur de l'opposition

(Alexandre Sénine, docteur en histoire)



Alexis Rykov (1881-1938).

Un défenseur acharné de la Nouvelle Politique Economique (NEP)

IL y a soixante-quinze ans, en Russie, alors déchirée par la guerre mondiale, la révolution et la guerre civile, le pouvoir lança un ensemble de mesures qui reçurent le nom de Nouvelle Politique Economique (NEP). De nombreuses personnes en étaient à l'origine : des hommes politiques qui estimaient avec réalisme la situation de l'économie du pays, des économistes de terrain, incluant des administrateurs tsaristes de haut rang qui s'étaient mis au service du pouvoir soviétique, et des savants de renom mondial. L'un de ceux avec lesquels le court mot de NEP a fusionné et est resté pour toujours dans l'histoire du pays est Alexis Ivanovitch Rykov, président du Soviet suprême de l'économie nationale tout au long de la guerre civile et, après la mort de V. I. Lénine, chef du gouvernement de l'URSS et de celui de la RFSFR. A une certaine époque, ce fait fut soigneusement rayé de l'histoire...

Alexis Rykov est le cinquième enfant d'un paysan venu de Saratov à la recherche d'un moyen de subsistance. A l'âge de cinq ans, il perdit sa mère, à dix ans, son père... Qui sait quelle aurait été la destinée d'Alexis sans l'aide de sa grand-mère et de sa sœur aînée, qui travaillait dans les bureaux des chemins de fer de Riazan et de l'Oural ?

Rykov parvint à terminer ses études secondaires à Saratov, étudia un an environ à la faculté de droit de l'université de Kazan. Suite à sa participation dans les soulèvements d'étudiants, il fut arrêté et, après six mois d'incarcération, envoyé à Saratov sous la surveillance étroite de la police. Une nouvelle page de la vie de Rykov fut alors tournée ; il devint un révolutionnaire professionnel et connut la clandestinité, l'émigration, les arrestations, déportations et évasions. Ces années furent pour lui une école originale. Il lisait avidement livres et journaux, apprit l'histoire et le droit en autodidacte, se passionnait pour les sciences naturelles, les mathématiques, parlait couramment l'anglais et l'allemand (langues qu'il n'aimait pas cependant), utilisait le français avec beaucoup de plaisir. Plus tard, alors qu'il exerçait d'importantes fonctions au sein de l'Etat, il parvint encore à maîtriser l'italien. Tout cela lui permit de lire les matériaux économiques et techniques les plus récents dans le texte et de communiquer facilement avec des spécialistes étrangers.

Ce fut la révolution de Février qui le libéra de ses déportations successives. Rykov était proche des points de vue socialistes modérés, ne croyait pas en la possibilité de victoire de la révolution socialiste dans la seule Russie sans l'activité révolutionnaire des travailleurs en Europe occidentale. Cela ne l'empêcha pas cependant d'entrer dans la première composition du gouvernement sovié-

tique après la victoire d'Octobre en qualité de commissaire du peuple aux Affaires intérieures. En fait, il ne resta pas longtemps à Smolny. En signe de protestation contre le refus de la direction des bolcheviks de former un gouvernement socialiste uni, Rykov se retira début novembre 1917, à l'instar d'autres militants célèbres du parti.

Ses talents d'organisateur, sa riche expérience, ses connaissances étendues des problèmes économiques du pays le menèrent au soviet suprême de l'économie nationale (VSNKh), et il en devint président le 3 avril 1918. C'est précisément quand Rykov fut à la tête du Soviet suprême que son caractère et ses capacités exceptionnelles se dévoilèrent. Du fait de ses fonctions, il entra dans la composition de la direction militaire suprême de l'Etat, le Conseil militaire révolutionnaire de la République, dirigé par L. D. Trotsky. En juillet 1919, Rykov fut nommé plénipotentiaire extraordinaire du Conseil de la défense ouvrière et paysanne, devenu plus tard Conseil du travail et de la défense (STO) pour le ravitaillement de l'Armée rouge et de la Flotte rouge. Fin mai 1921, il devint vice-président du Conseil des commissaires du peuple (SNK) présidé par Lénine. Rykov avait sa propre opinion sur de nombreuses questions de politique intérieure, il n'adhérait pas aux points de vue extrêmes sur le "communisme de guerre", mais n'est jamais entré dans les groupes d'opposition, n'a pas soutenu de "programmes" d'opposition, etc. Il a joué un grand rôle auprès des spécialistes de la Russie tsariste en les amenant à collaborer avec le nouveau régime.

De toute évidence, son professionnalisme, sa loyauté envers les gens de points de vue différents, sa non-appartenance aux tendances formées dans le parti des bolcheviks expliquent pourquoi c'est précisément Rykov qui remplaça Lénine à la tête du gouvernement soviétique.

Dans les années 1920, Rykov défendait de pied ferme la Nouvelle Politique Economique. Il se prononçait pour la décentralisation de la direction de l'économie, pour une composition souple du plan et du marché, pour le soutien à l'initiative de l'Etat dans la production et contre l'intervention pesante de l'Etat dans le travail courant des directions des trusts, contre l'imitation inutile de l'appareil d'Etat de l'Union soviétique par les républiques, contre les tendances parasitaires locales. Rykov s'intéressait particulièrement à l'agriculture. Il estimait qu'il fallait *"créer à la campagne les conditions favorisant le développement maximum des forces productives dans l'agriculture. C'est une grande erreur de croire qu'il est possible et rationnel d'interdire juridiquement le développement des rapports bourgeois, qui est inévitable."*

L'intervention de Rykov au IVe Congrès des Conseils de l'économie nationale, avec son exposé intitulé *"L'Etat et les possibilités de développement de l'industrie dans les conditions de la nouvelle politique économique"*, exerça une grande influence lors de l'élaboration de la conception de la NEP.

Rappelant qu'au cours des quatre années précédentes, on avait assisté à la réduction continue de l'ensemencement, à la baisse des rendements et à la disparition presque complète de cultures importantes pour l'industrie et l'exportation comme le lin, le chanvre, les plantes oléagineuses, etc., il en conclut que c'était la conséquence directe de la *"politique d'approvisionnement menée jusqu'à ces derniers temps"*. C'est la raison pour laquelle il ne faut pas considérer le passage du système de prélèvements des excédents en nature à celui de l'impôt en nature comme un simple accord politique indispensable avec le petit propriétaire. Rykov précisa que l'industrie et les coopératives d'ouvriers participeraient à l'échange de marchandises avec les paysans sur le marché libre, mais peu de conclusions intéressantes en furent tirées. C'est en cela, à n'en pas douter, que consistait *"la réforme radicale fondamentale"*, qui *"fait basculer la situation de toute l'économie de la république"*.

"Je dois souligner, continuait Rykov, *un des aspects négatifs sur lesquels se sont penchés nombre d'entre nous pen-*

dant les travaux quadriannuels dans le domaine de la vie économique. Ce problème s'est développé dans notre pays grâce à notre situation de monopole dans ce domaine. Nous n'avions pas de concurrents, nous n'y étions pas confrontés, nous les avons toujours éliminés, fait périr par les réquisitions, les confiscations et autres, même quand les concurrents étaient plus judicieux que nos organes. Profitant de l'avantage de la puissance de l'Etat, nous avons toujours eu la possibilité d'écarter la concurrence du champ de l'activité et de la vie économiques."

Rykov a déclaré sans détour au congrès des Conseils de l'économie nationale qu'*"il faut mettre fin à cela de façon décisive. Maintenant, nous devons vaincre non par des prescriptions et en utilisant la situation de monopole, mais en travaillant mieux."* Naturellement, les administrateurs ne pourraient pas tous se mettre à mieux travailler tout de suite, ni même comme le faisaient les anciens fabriquants. Il faut donc apprendre à mieux travailler. Rykov voyait déjà *"un avantage dans la nouvelle politique économique du libre échange, et un gros avantage"*, car *"cela obligerait chaque agent économique à se ressaisir afin de gagner le combat ouvert de la concurrence économique"*.

D'après Rykov, la victoire dans la compétition économique peut être remportée si l'on réussit à introduire des changements radicaux *"dans tout le système de notre organisation, si nous adoptons l'esprit de concurrence et d'initiative dans chacune de nos entreprises économiques"*. Il appela à examiner et à changer résolument toutes les lois, dispositions, règles qui empêchent d'obtenir des marchandises en plus grande quantité et de meilleure qualité, et même à réaliser une réforme monétaire, puisque, pour faire fonctionner le marché, une unité monétaire "forte" est indispensable.

Dans l'élaboration théorique de la NEP, l'idée de l'autofinancement occupait une grande place. Elle fut lancée par le vice-président du VSNKh, Ivar Smilga. Le 6 juillet 1921, le présidium du VSNKh examina la question de la restructuration de la direction de la politique économique et, le 11 juillet, lors d'une séance ordinaire sous la présidence de Rykov, il ratifia les résolutions correspondantes. Puis la question fut examinée par les syndicats et une commission spéciale du parti des bolcheviks, et ratifiée à la séance du gouvernement en tant qu'*"Instructions du SNK sur la mise en application des principes de la nouvelle politique économique"*. Il y était énoncé clairement que, *"pour freiner la chute de l'économie nationale"*, il est indispensable de restructurer le travail des entreprises *"sur des principes d'autofinancement précis"*. C'est à Rykov, en tant que président du VSNKh, que revint de faire appliquer le projet de la NEP.

Tout le système de direction de la production fut d'abord restructuré. Pendant la première année de la NEP, le VSNKh mit en location 12 507 entreprises dans 59 provinces. Lors de la discussion de la résolution correspondante du SNK, Lénine inscrit le point suivant : *"L'Etat n'est lié à aucune obligation en matière d'approvisionnement des entreprises louées et de leurs ouvriers et employés."* Il ne restait que peu d'entreprises gérées par le VSNKh de la RFSFR, et la nécessité d'un appareil énorme s'en trouva fortement réduite. Sur 52 comités généraux, il n'en resta plus que 16. On avait surmonté les exagérations du "communisme de guerre".

Les entreprises se groupaient en trusts. Vers la fin de l'année comptable 1921-1922, 430 trusts s'étaient formés, regroupant 4 144 entreprises et leurs 977 000 ouvriers. A titre d'exemple, on peut citer les trusts Acier du Sud (*Iougstal*), Trust du caoutchouc (*Rézinotriest*) et Trust du sucre (*Sakharotriest*).

Les accords de concession se concluaient plus difficilement que ne l'avait escompté le gouvernement. Cependant, 172 accords furent signés pendant la première moitié des années 1920.

C'est en octobre 1921 que fut instituée la Banque d'Etat (*Gosbank*) de la RSFSR. Par la suite, apparut tout un système de banques : la Banque publique de l'Union (*Vsiekombank*), la Banque in-

dustrielle (*Prombank*), la Banque publique de Russie (*Roskombank*), la Banque du commerce et de l'industrie (*Torgovo-promychlennyï bank*), la Banque publique centrale (*Tsékombank*), la Banque de l'électricité (*Electrobank*), etc. Elles avaient toutes le droit de contrôler l'activité économique et monétaire de ceux qui bénéficiaient d'un prêt. A la fin de la période de redressement, on comptait 6 banques de commerce, 32 banques coopératives et 45 banques publiques.

La première réforme monétaire fut lancée en 1922. Le rouble type 1922 équivalant à 10 000 roubles anciens fut introduit en échange des différents billets en circulation. Suite à une deuxième dévaluation, un nouveau billet fut émis, le rouble de 1923. Cent roubles de 1922 équivalaient à un rouble de 1923. C'est ainsi qu'en deux ans, la valeur du rouble a été multipliée par un million. En été 1923, le tchervonets (équivalant à dix roubles) entra en circulation comme monnaie sûre.

Un système d'imposition très efficace fut mis en place fin 1922. On créa des banques par actions avec la participation du capital étranger, ainsi que des zones ouvertes spéciales destinées à l'activité conjointe avec des firmes et des banques de pays capitalistes.

Parallèlement, une réforme militaire fut également lancée. Les effectifs de l'Armée rouge furent divisés par dix et l'industrie militaire démobilisa ses ouvriers. Les entreprises converties à la production civile se modernisèrent grâce au travail qualifié résultant de la démobilisation de l'armée.

Le gouvernement tenta de profiter de l'expérience du monde dans sa réforme de l'économie. Rykov soutenait avec constance les activités de l'Institut central du travail, créé en 1920. Cherchant à organiser rationnellement le travail, il suggérait *"de profiter de ce qui, depuis longtemps, se fait et s'est fait en Europe occidentale, et surtout en Amérique"*, pour restaurer coûte que coûte les habitudes des temps "anciens", quand on pouvait faire des expériences sur des productions spéciales et, suivant les résultats du travail de laboratoire et de recherche, passer *"à un large champ d'application à grande échelle des méthodes d'utilisation du travail rentable et de son organisation"*. Pour stimuler le travail, les salaires payés en nature furent réduits brusquement et leur nivellement avec les entreprises d'Etat fut éliminé. Il devint primordial d'appeler à économiser les ressources monétaires et matérielles.

La NEP révéla aussitôt de nombreux dysfonctionnements dans la vie économique. Rykov soulignait dans ses déclarations et ses articles que, *"grâce à l'imperfection de notre structure économique, grâce notre incapacité à commercer, grâce à notre incapacité à travailler"*, un grand fléau s'est développé avec l'enrichissement de particuliers dans les opérations intermédiaires. *"Nous avons vu,* écrivait Rykov, *qu'il n'y a pratiquement aucun organe économique qui n'engraisse un spéculateur ou un autre."* La corruption s'étendit largement. Rykov considérait que la lutte contre ces phénomènes serait un combat de longue haleine. De plus, il n'en concevait pas le succès par la répression, mais par l'amélioration du système économique.

La question des prix et de l'organisation du commerce devint l'un des enjeux majeurs de la réforme économique. *"La question des prix est une question essentielle de l'économie lors de l'estimation monétaire du prix de revient et de la détermination du profit. Dans ce domaine, jusqu'à présent, c'est le chaos."* Qu'envisageait Rykov ? Lors d'une séance du Conseil du travail et de la défense, il fit remarquer que les prix étaient souvent déterminés par la "raison pure", ou que l'*« on s'en remettait au jugement de l'administration, et que par ailleurs les "rapporteurs" ne pouvaient parfois pas expliquer pourquoi ils annonçaient tel prix et non tel autre »*. Rykov était attentif à la croissance incontrôlable des prix, phénomène des plus dangereux de la vie économique. Au début des années 1920, un groupe assez influent d'économistes et quelques scientifiques étaient partisans de l'émission monétaire continue. Rykov considérait même qu'on pouvait y recourir comme à une mesure indis-

pensable, en la contrôlant strictement. En effet, d'après lui, la politique économique devait être réduite non pas au fonctionnement effréné de la planche à billets et à la croissance de la masse monétaire, *"mais à la réduction des dépenses non productives, au redressement et au renforcement de notre politique, à une économie plus stricte dans toute la sphère publique..."*.

Au cours des travaux sur la situation des commissariats du peuple du nouvel Etat soviétique, Rykov souleva la question de la nouvelle répartition de leurs fonctions au bénéfice des organes locaux de direction. Il pensait qu'*"il est impossible de diriger un pays qui englobe un sixième de la Terre, de le diriger depuis Moscou sur la base du centralisme bureaucratique"*.

"C'est le gouvernement de notre république, déclara Rykov aux délégués du XII[e] Congrès du parti des bolcheviks, *qui, parmi tous les gouvernements qu'a connus l'humanité, se trouve être le plus surchargé et le plus accablé par un travail monumental."*

Mais le plus important, souligna-t-il, c'est que la nature même de la plupart des problèmes requiert une pleine connaissance des conditions de vie locales. *"Les membres du gouvernement central n'ont pas et ne peuvent pas avoir cette connaissance ; or nous les laissons souvent agir sans tenir compte du milieu et des circonstances dans lesquels ces problèmes ont surgi. Dans ces conditions, les erreurs sont parfaitement inévitables."*

Peu à peu, Rykov s'est forgé une vision harmonieuse des perspectives du redressement économique. Il désapprouvait résolument les attitudes négatives envers la NEP, qui ne cessaient de grandir dans les rangs du parti du fait des difficultés de la période de redressement.

« A ma plus grande stupéfaction, disait Rykov au XIII[e] Congrès du parti en mai 1924, *les journaux publient des articles sur la "fin de la NEP". C'est une ânerie ! Diable, qu'est-ce que c'est que cette fin de la NEP, quand un instituteur meurt de faim, quand le nombre d'ouvriers est équivalent à 40 pour cent de celui d'avant-guerre ? Dans le pays, il y a plus d'un million de chômeurs et 400 millions de déficit dans le budget qui a été amputé ! Quand on se permet d'écrire sur la fin de la NEP dans ces conditions, c'est qu'on n'a vraiment rien compris. La NEP prendra fin quand nous aurons atteint un stade supérieur de développement économique. »*

Rykov considérait que la période transitoire durerait quelques dizaines d'années et que seul le fait d'atteindre le niveau matériel et culturel de l'Europe occidentale *"signifierait la liquidation de la Nouvelle Politique Economique et l'entrée dans l'étape de la construction socialiste immédiate"*.

Chacun sait que ces plans n'étaient pas destinés à s'accomplir. Mais tel un remède, la NEP s'avéra être une politique tout à fait sensée, qui permit en un temps très court de retrouver le niveau de développement économique d'avant-guerre.

L'expérience de la NEP montre que les réformes économiques peuvent être réalisées rapidement et sans pertes substantielles pour la population du pays. Mais pour cela, elles doivent être réalisées par l'Etat lui-même, en orientant habilement le cours de la vie économique suivant ce que l'on se propose ; il faut les mener en tenant compte de leur complexité et sur des bases scientifiques, et laisser une grande part au pragmatisme, c'est-à-dire s'inspirer des idées et de l'expérience des gens indépendamment de leur orientation politique.

A la fin des années 1920, Rykov se retrouva dans l'opposition au courant de Staline et de son entourage, qui ne se refusaient aucun moyen sans tenir compte des conséquences possibles. Dans toute une série de plénums du comité central du Parti communiste des bolcheviks, des leaders de l'opposition dite de droite, des partisans de la NEP furent catalogués d'opportunistes. On commença à les écarter des postes de direction dans le parti et dans l'Etat. Il devenait de plus en plus difficile de travailler. La lettre de Staline à Molotov, à Vorochilov et à Ordjonikidzé, après l'intervention du chef du gouvernement au congrès des

soviets de la région de Moscou, en septembre 1929, témoigne de l'atmosphère qui régnait alors :

« 1) Avez-vous lu le discours de Rykov ? A mon avis, c'est un discours de bureaucrate soviétique sans parti, qui joue le jeu de la "loyauté" pour plaire aux soviets. Pas un seul mot sur le parti ! Pas un seul mot sur la tendance de droite !... 2) J'ai appris que Rykov continue à présider chez nous les lundis et les jeudis. Est-ce que c'est vrai ? Si cela est vrai, pourquoi est-ce que vous supportez cette comédie ? A qui et à quoi cela sert-il ? Ne faut-il pas en finir avec cette comédie ? N'est-il pas temps d'en finir ? »

Ne souhaitant pas soutenir la ligne de Staline, avec laquelle, au fond de lui-même, il n'était pas d'accord, Rykov présenta sa démission. Le 12 décembre 1930, le présidium du comité central exécutif de l'URSS accepta sa demande et le libéra de ses fonctions de président du SNK et du STO de l'URSS. Peu de temps auparavant, Rykov avait quitté le poste de chef de gouvernement de la Russie. Une semaine plus tard, le plénum du comité central et de la commission centrale de contrôle du parti évinça Rykov du bureau politique.

De 1931 à 1936, Rykov fut à la tête du commissariat du peuple aux Postes et Télégraphes de l'URSS (devenu commissariat du peuple aux Communications en 1932). Sous sa direction, la production de stations téléphoniques automatiques commença dans le pays ; la première station-radio du pays d'une puissance de 500 kw se mit en place ; les expériences dans le domaine de la télévision se poursuivirent avec succès ; il promut la distribution postale par avion (aujourd'hui, peu de gens savent que les premiers avions du célèbre constructeur aéronautique A. S. Iakovlev portaient de nom de Rykov) ; le réseau d'écoles supérieures, d'écoles techniques, de facultés ouvrières et d'écoles d'enseignement professionnel fut développé pour former des spécialistes des communications.

Affichant extérieurement sa fidélité à la ligne générale du parti dans les années 1930, dans ses activités de tous les jours, Rykov tentait de faire reculer les partisans trop zélés des nouvelles décisions de la direction. Ainsi, il faisait preuve de prudence quant à l'introduction des méthodes stakhanovistes de travail dans les entreprises de communications. En 1935, certains facteurs, au lieu de six tournées par jour, se mirent volontiers à distribuer le courrier de douze à quatorze fois.

« Quand on m'a fait part de cette "réussite", déclara Rykov lors d'une réunion, *j'ai dit que si un facteur me dérangeait chez moi quatorze fois par jour, j'appellerais la police... »*

Un employé du commissariat du peuple aux Communications posa la question suivante à Rykov : *"Je travaille de nuit, sans limite de temps. Suis-je un stakhanoviste ou non ?"* Le commissaire du peuple lui répondit très sèchement : *"N'importe qui d'intelligent en fait plus en deux heures qu'un imbécile en vingt-quatre heures."*

Beaucoup d'exemples comme ceux-là montrent que Staline ne pouvait pas considérer Rykov comme l'un des siens. Rykov fut brusquement retiré de ses fonctions de commissaire du peuple aux-Communications en 1936. Il fut arrêté en 1937 et fusillé en 1938. Il fut réhabilité exactement cinquante ans plus tard.

Alexandre Sénine

Les souvenirs de la fille d'Alexis Rykov

Née en 1916, Natalia Rykova obtint en 1936 son diplôme de langue et de littérature à l'Institut pédagogique de Moscou. Son père est arrêté avec Boukharine en plein comité central, le 27 février 1937. Sa mère est arrêtée peu après et disparaît au Goulag.

Elle-même est arrêtée quelques semaines plus tard et passe par les camps de l'Ienisseï, de Petchora, du nord du Kazakhstan, de Vorkouta. Libérée en 1955, elle épouse un compagnon de détention, Walter Perli, qui meurt peu après de tuberculose.

Pendant des années, la fille de Rykov ne pourra trouver de travail nulle part. La situation ne changera que dans les années 1980.

Natalia Rykova.

"Ils veulent me jeter en taule"

Une vieille amitié liait Alexis Ivanovitch (Rykov) et Gorki. Ils se tutoyaient et s'appelaient Aliocha, Alexis. Je ne sais pas dans quelles circonstances ils se connurent, mais dès 1921, lorsque toute notre famille se trouva en Allemagne, nous sommes allés voir Gorki, je m'en souviens très bien, même si, à l'époque, j'étais toute petite. Ensuite, chaque fois que Gorki venait à Moscou, il passait obligatoirement chez nous. Il restait longtemps assis à boire le thé avec mon père. Je ne sais pas de quoi ils parlaient ; je ne pouvais alors, en effet, assister à leurs conversations, mais je pense qu'ils parlaient d'art, de littérature et de théâtre. En tout état de cause, ils avaient quelques intérêts communs : pendant mon travail comme correctrice aux Editions littéraires d'Etat (Goslitizdat), de nombreuses années plus tard, une édition académique des *Œuvres complètes* de Gorki fut mise en train, et un jour j'eus en main les épreuves de ses lettres à mon père. Il y parlait du Théâtre artistique de Moscou. Au dernier moment, bien entendu, on décida de retirer ces lettres des *Œuvres complètes*.

Pour des raisons compréhensibles, mes parents entretenaient aussi — mais de façon distincte — des relations avec sa femme, Maria Fedorovna Andreieva. Maman était tout particulièrement proche d'elle.

Je me souviens des visites que nous rendaient Afinoguenov (1), Panteleimon Romanov. Je me souviens que mon père et ma mère se rendaient souvent aux "Samedis de Nikitine" (2), où les avait un jour emmenés le fameux critique Berta Braïnitsa.

Lev Petrovitch Sternberg, le célèbre chef d'orchestre, puis directeur artistique du Bolchoï Teatr, venait très souvent chez nous. C'était un lointain parent de ma mère, qu'il avait jadis aidée à se cacher de la police : dans l'appartement de Kiev de Sternberg, elle cachait journaux et tracts du parti destinés à être diffusés. Les énormes malles de la femme de Sternberg, l'illustre chanteuse d'opéra Leonida Gavrilovna Gachinskaia, constituaient une cachette particulièrement pratique.

Un jour — me semble-t-il, en 1931 —, nous nous rendions au Bolchoï. Nous sortîmes du Kremlin par les portes Troïtstkie et nous passâmes devant l'hô-

Notes de la rédaction :

(1) Afinoguenov (1904-1941) : dramaturge soviétique, auteur, entre autres, de la pièce *La Peur* (1930).

(2) Les "Samedis de Nikitine" : sorte de cercle littéraire où l'on déclamait des poèmes et lisait des œuvres.

tel National. Au coin, une jeune femme vêtue d'une demi-pelisse avec un énorme châle sous lequel elle cachait un nourrisson mendiait. Mon père s'assombrit, s'approcha d'elle et lui demanda : *"Pourquoi mendiez-vous ?"* Elle lui répondit qu'elle voulait acheter un billet de train pour partir dans l'Oural rejoindre son mari dékoulakisé et exilé. Alexis Ivanovitch fit ses poches, vida aussi mon petit sac, rassembla ainsi 60 roubles, qu'il donna à la jeune femme : *"Prenez*, lui dit-il, *cela vous suffit pour le trajet. Et ne mendiez plus."*

Nous entrâmes dans le théâtre. En sortant, nous vîmes à nouveau cette jeune femme, debout cette fois près de la chapelle Iverskaia, près du Musée historique. Mon père baissa la tête et passa devant elle, les yeux baissés. Visiblement, il avait le cœur lourd.

Je me rappelle une autre expédition au théâtre pour un événement encore beaucoup plus tragique : le 1er décembre 1934, se donnait à la filiale du Mkhat, l'ancien théâtre de Korch, la première du *Club de Pickwick*. Le premier acte ne s'était pas encore terminé que nous vîmes un homme passer en courant, courbé, dans l'entrée, s'approcher d'Alexis Ivanovitch, lui souffler quelque chose à l'oreille et s'éloigner aussitôt. Je regardai mon père. Son visage avait à la fois pâli et bleui, sa tête était renversée en arrière, comme toujours quand il était très agité : *"A Piter,* me dit-il, *on a tué Kirov. C'est le signal du déchaînement de la terreur. On nous convoque tous* (plusieurs membres du Conseil des commissaires du peuple assistaient au spectacle) *au comité central."*

Les premiers rangs du parterre se vidèrent... »

(Natalia Rykova évoque ensuite le goût des vieux-bolcheviks pour l'étude ; nombre d'entre eux ont poursuivi dans les bibliothèques des prisons leurs études interrompues pour cause d'activité révolutionnaire.)

« Ils connaissaient pratiquement tous des langues étrangères, le plus souvent deux ou trois. Mon père parlait couramment l'anglais et l'allemand, bien qu'il n'aimât pas ces langues ; en revanche, il lisait et parlait le français avec une énorme satisfaction. Lors de son voyage en Italie, il apprit à parler italien de façon convenable.

Ils étudièrent toute leur vie. Alors, malgré un effrayant déficit de cadres qualifiés, la profession de "cadre dirigeant" prêt à commander n'importe quoi n'existait pas encore. Si on confiait une tâche à quelqu'un, il jugeait obligatoire de l'étudier à fond. Ainsi, lorsqu'il fut nommé commissaire du peuple aux Communications, en 1936, Alexis Ivanovitch rapporta à la maison une voiture pleine de littérature spécialisée sur la technique de la radio et d'autres disciplines avec lesquelles il devait désormais être confronté.

Ils travaillaient comme des bagnards. Mon père se levait et quittait la maison après avoir seulement jeté un bref coup d'œil aux journaux et bu une tasse de café. Vers cinq heures de l'après-midi, nous mettions sur un réchaud une petite cantine avec son déjeûner. Alexis Ivanovitch accourait pour quelques minutes et ne pouvait même pas attendre que la cantine réchauffe. Dans l'une des chambres, se dressait un divan sur lequel on pouvait s'étendre sans enlever ses chaussures : ce qui sauva mon père, c'est qu'il pouvait dormir 3 à 5 minutes et se relever reposé. Puis il repartait parfois jusqu'à minuit. Il revenait, buvait un verre de thé fort, prenait un livre et s'effondrait, littéralement épuisé. Tel était son régime, qui pouvait durer des semaines et des mois, jour après jour. Les soirs où nous pouvions aller au théâtre ou recevoir des invités étaient en fait très rares. Mais il trouvait du temps pour cela...

Alors que j'étais étudiante à la Faculté ouvrière, en 1931, j'effectuai, selon la coutume, un travail social : je dirigeais les activités de "liquidation de l'analphabétisme" pour les travailleuses de l'usine "Caoutchouc". Et il m'arriva une fois d'assister à l'assemblée générale des travailleurs de l'usine. Et pour la première fois de ma vie, j'entendis les mots "grand" et "génial" utilisés à l'adresse de Staline. Je racontai cela avec sourire étonné à mes parents. Cela me paraissait étrange : j'avais entendu parler de Léni-

ne lui-même comme d'un camarade, le plus vieux, particulièrement respecté, mais comme d'un camarade, un égal. Mes parents ne me répondirent rien. Mais ils sourirent avec moi et, sur leur visage, je lus une approbation de ma réaction.

Mais, très vite, les changements se produisirent en tout. Il me semble que Staline menait surtout un combat contre la conscience même de la collectivité, de la camaraderie, contre le "nous".

Cela commença par un détail. L'hiver, mon père, lorsqu'il pouvait se permettre un jour entier de congé, partait avec un grand groupe d'amis à la datcha de Morozov, une maison de repos dans la banlieue de Moscou. Là, on pouvait faire du ski, du patin à glace sur l'étang, se baigner. L'été, nous passions nos vacances à Moukhalatka, en Crimée, où avait été conservée intacte l'énorme maison de Kokorev, jadis très gros actionnaire des chemins de fer russes. On y installait un très grand nombre de gens, en grande majorité des membres du comité central, du conseil des commissaires du peuple, des gens qui occupaient des postes de divers niveaux. Ils vivaient ensemble comme une grande famille du matin au soir.

Mais après 1930, on se mit à disperser tout le monde. On attribua aux dirigeants de rang supérieur des datchas distinctes. Les sorties en groupe disparurent, interdites par je ne sais qui. Puis, même à Moscou, on commença à se rencontrer de plus en plus rarement. Mes parents étaient très liés d'amitié avec la famille Boukharine, mais le moment vint où toute communication avec eux cessa presque complètement ; Boukharine faisait tout juste parfois un saut une minute chez nous.

Peu à peu, tous les vieux liens d'amitié et de travail s'interrompirent. Toute rencontre pouvait engendrer d'inutiles soupçons chez Staline. Les gens se renfermaient, devenaient étrangers les uns aux autres. »

(En 1961, Natalia Rykova fut convoquée au comité central du PCUS, où on lui posa la question suivante : "Les derniers temps, est-ce que votre père disait qu'il était innocent ?" *Elle répondit que ce mot ne pouvait être prononcé dans leur famille.* « Voyez-vous, *lui déclara un des membres du comité central,* le dossier de Boukharine contient des lettres à Staline, où il écrit : *"Joseph, ne crois pas ce que je dis lors des interrogatoires. Je ne suis coupable de rien, on m'a calomnié."* Mais le dossier de Rykov ne contient rien de semblable. Qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ? » *Natalia Rykova ne sachant que répondre, on lui demanda de mettre sur le papier les souvenirs qu'elle gardait des derniers jours de son père, ce qu'elle fit dans un document intitulé :* "Les derniers mois de la vie d'A. I. Rykov avant son arrestation", *adressé au comité central du PCUS, et dont nous extrayons les lignes ci-dessous.*

En 1936, Natalia Rykova avait 20 ans. Elle souligne que le caractère de son père, par nature gai et bon vivant, changea au cours des dernières années et qu'à partir de 1930, presque plus personne ne venait les voir. Elle cite seulement Boris Zbarski) (3).

« En ce qui concerne Tomski et Boukharine, mon père dit à ma mère en ma présence qu'il valait mieux ne pas les rencontrer. Et ils ne se rencontraient pas, sauf par hasard.

Au cours de l'été 1936, Rykov fut envoyé en mission en Sibérie et en Extrême-Orient pour les affaires du commissariat du peuple aux Communications. Je partis avec lui comme dactylo.

Nous revînmes à Moscou les 19-21 août. Dans les jours qui suivirent, au procès Boukharine, Rykov et Tomski furent évoqués comme liés aux trotskystes.

Vivant en banlieue, je ne vis pas mon père avant le 23 août (je m'en souviens très précisément, car c'était le jour de mon vingtième anniversaire). C'était manifestement un dimanche, puisque nous nous trouvions alors à notre datcha de Valouievo, que nous occupions depuis 1921. Mon père, très morose et pensif, passait son temps à déambuler dans le jardin sans jamais parler à personne... Je

(3) Boris Zbarski : embaumeur de Lénine, plus tard de Dimitrov et de quelques autres. Sera arrêté par Staline en janvier 1952.

crois que c'est ce jour-là que parvint la nouvelle du suicide de Tomski. Rykov déclara : *"Le crétin. Il nous a entachés"* et quelque chose signifiant que l'on pouvait apprécier ce suicide comme l'aveu d'une faute.

Quelques mois plus tard, lors du plénum du comité central de février-mars 1937 (4), ma mère et moi nous eûmes l'occasion de rappeler ces mots à Rykov, qui venait de nous déclarer à peu près : *"Il faut mettre fin à tout cela en se tirant une balle dans la tête !"* Nous avons exigé qu'il lutte jusqu'au bout pour prouver son innocence.

Le communiqué affirmant que l'enquête n'avait pas confirmé les liens de Boukharine et de Rykov avec les trotskystes ne satisfit pas mon père ; il l'accueillit avec inquiétude : il n'attendait pas d'audace et d'indépendance dans la solution de son problème de la part de Iagoda (5), qui, jusqu'en 1930, avait été très proche de lui, puis avait brutalemennt changé d'attitude.

Cela me rappelle un petit fait : à la fin du printemps de 1935, le club de l'école du comité exécutif central des soviets donnait un spectacle en l'honneur de Vorochilov. Iagoda et sa femme, assis sur la même rangée que nous, feignirent de ne pas nous voir et ne nous saluèrent pas. Mon père le remarqua. Lorsque les membres du bureau politique entrèrent dans la salle pour s'installer au premier rang, alors que les lumières étaient à demi éteintes, Ordjonikidzé se détacha de leur groupe, franchit les sept ou huit rangs qui nous séparaient, m'embrassa, serra les mains de mes parents et les interrogea sur leur santé et leurs occupations. A cette époque-là, cette attitude avait quelque chose de démonstratif.

Ma mère, un jour, reprocha à mon père de s'être éloigné de la vie politique, d'être devenu un simple "gestionnaire", de s'être enfermé dans son commissariat du peuple, de ne plus se rendre aux réunions du comité central, d'avoir cessé d'être un homme politique. Il lui répondit littéralement : *"Je ne peux pas y aller. Nous ne nous réunissons plus pour régler des affaires, mais pour nous battre la coulpe en jurant fidélité à Staline."*

Il prononça cette phrase avec une telle force intérieure et une telle amertume que ses mots se sont fixés pour toujours dans ma mémoire.

En octobre, Rykov, qui vivait encore au Kremlin, reçut une invitation à une cérémonie qui se déroulait au Bolchoï Teatr. La voiture l'attendait déjà devant l'entrée, il était déjà prêt à partir, mais ne trouvait pas l'invitation. Pendant que ma mère et moi nous fouillions partout dans l'appartement, mon père était dans tous ses états. Désormais, son absence, disait-il, serait interprétée comme un acte démonstratif, on allait en faire une affaire d'Etat et l'accuser de n'importe quoi. Finalement, on retrouva l'invitation dans la poche du neveu de ma mère âgé de cinq ans, qui l'avait cachée parce que la couverture rouge avec les portraits de Lénine et de Staline lui plaisait. Malgré son humour naturel et son amour des enfants, Rykov ne parvint pas à rire.

Peu après les festivités de la révolution d'Octobre, Gorbounov nous téléphona de son bureau et me demanda d'informer mon père qu'on nous affectait un appartement dans la Maison des soviets, où nous nous installâmes, me semble-t-il, en novembre 1936.

Je ne me rappelle plus quand on limogea Rykov de son poste de commissaire du peuple aux Communications. Mais il fit bonne mine et déclara qu'on allait lui donner bientôt un autre travail.

Après notre départ du Kremlin, Rykov passa encore un petit moment au travail. Puis, restant sans activité, il ne quitta plus l'appartement. Je ne me souviens plus s'il avait été mis aux arrêts. Peu après, commencèrent à arriver à la maison des paquets, venant du comité central (dans des enveloppes rouges) et d'ailleurs. Je compris plus tard que ces

(4) Lire le compte rendu de ce plénum et, en particulier, de la séance consacrée à la traque de Rykov et Boukharine dans le long article consacré par Vadim Rogovine à cette séance dans le premier numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier.*

(5) Iagoda, alors commissaire du peuple au NKVD, sera démis par Staline et remplacé par Iejov le 25 septembre 1936. Arrêté en avril 1937, il figurera sur les bancs du troisième procès de Moscou aux côtés de Rykov et de Boukharine.

derniers venaient du NKVD. Ces papiers s'entassaient en piles sur le bureau de mon père. Un jour, faisant le ménage dans la pièce, je me mis à lire le papier qui traînait sur le dessus. C'étaient les dépositions contre mon père de son ancienne secrétaire, Catherine Artemenko, "tante Katia", comme j'avais l'habitude de l'appeler depuis mon enfance. Ces dépositions produisirent sur moi l'impression d'un délire effrayant et méchant. Le plus monstrueux de tout est que l'auteur de ces lignes était "tante Katia", une personne qui connaissait mon père depuis sa jeunesse, donc une personne qui mentait consciemment et avec, apparemment, une inexcusable ivresse. Elle évoquait, me semble-t-il, une filature de la voiture de Staline sur l'ordre de mon père et autres affabulations du même ordre. Ma mère me surprit en train de lire cela et m'interdit de toucher à ces "ordures".

Je comprends aujourd'hui que la lecture des documents de "l'enquête" et son isolement complet de la vie et des gens (à partir d'août 1936, à part la sœur de ma mère, E. S. Tolmatcheva, et la nièce de mon père, G. V. Nikolaievskaïa, plus personne ne venait chez nous) ont complètement détruit Rykov moralement. Il se renferma en lui-même, était silencieux, ne mangeait presque plus, déambulait d'un coin à l'autre de la pièce en silence. Parfois, il restait étendu pendant des heures, dans une grande tension de pensée. Bizarrement, il fumait alors moins que d'habitude. Il avait même oublié cette vieille habitude. On m'expulsa de l'Ecole supérieure des frontières en janvier, je crois ; aussi restai-je tout le temps à la maison à observer constamment mon père. Il vieillit alors beaucoup, commença à perdre ses cheveux constamment ébouriffés, son visage se creusa, des cercles bleuâtres et pâles se dessinèrent sous ses yeux. Il ne dormait plus. Plongé dans ses pensées, il ne parlait plus.

Quelques jours avant le début du plénum du comité central de février, on me convoqua dans la chambre de mon père en me demandant d'ouvrir mes oreilles. Ma mère me lut une lettre de Boukharine au comité central, peut-être bien au bureau politique. Je me rappelle que la lettre commençait par les mots : *"Camarades, chers camarades..."* Boukharine y démontait pas à pas chaque déposition contre lui. Les accusations semblaient s'effondrer, un fardeau tomber de nos épaules. Mais mon père restait étendu en silence, sans donner son opinion. Lorsqu'elle eut achevé sa lecture, ma mère déclara : *"Voilà, je t'avais dit qu'il nous fallait faire la même chose."* Mon père se contenta de tourner la tête vers elle et de répondre : *"Tu ne comprends donc pas encore que tout cela est inutile et ne donnera rien..."*

Le 18 février, la livraison des journaux se fit longtemps attendre. La femme de ménage, en arrivant, nous déclara que des drapeaux de deuil étaient en berne à la Maison des syndicats et que la circulation des transports était interdite dans Okhotny Riad. Un des membres du gouvernement était donc mort. Mes parents étaient étonnés, car aucun d'eux n'était gravement malade. Enfin, les journaux furent distribués dans notre boîte aux lettres. Je vis que Sergo Ordjonikidzé venait de mourir. Ma mère prit le journal, s'écria : *"Le dernier espoir..."*, et tomba sur le plancher, évanouie. Elle mit plusieurs mois avant de pouvoir se remettre sur pied.

Quelque temps plus tard, mon père commença à sortir de la maison, en fin de journée. Et il rentrait lorsque la nuit était déjà tombée. Parfois, il racontait quelque chose en ma présence. Par exemple, sur sa "confrontation" avec Sokolnikov. Sokolnikov se trouvait entouré de gardiens dans l'antichambre de la salle où se déroulait la réunion. Mon père y entra, Sokolnikov l'aperçut et baissa alors la tête comme pour nouer les lacets de ses chaussures — il avait honte de le regarder dans les yeux —, mais après, il "mentit", selon les mots de mon père, en répétant ses dépositions.

Si ma mère l'accueillait en lui demandant : *"Et alors ?"*, il la coupait : *"Quoi, et alors ? Qu'est-ce que tu attends. Ils mentent tous."* Il parla de Piatakov, je me souviens seulement qu'il insista sur son incroyable pâleur.

En revenant de l'une des séances, mon père demanda à ma mère si nous

avions des lettres venant de Moukhalatka ou envoyées à Moukhalatka, écrites pendant les funérailles d'Ougarov (6). Ma mère trouva et apporta une carte postale où j'écrivais à mes parents installés à Moukhalatka en évoquant ces funérailles sur un ton à demi enfantin : *"Chers papa et maman, hier, on a enterré l'urne d'Arkacha Petit Pigeon"* (c'est ainsi qu'on l'appelait, je ne sais pourquoi). Or on avait accusé mon père d'avoir, à la sortie de ces funérailles, discuté en voiture avec Boukharine ou un autre d'un attentat contre Staline. Les dépositions émanaient, je crois, du chauffeur. Mon père répondit qu'il était alors en vacances à Moukhalatka, ce dont pouvaient témoigner son attestation officielle de congé et son bon de voyage. On lui rétorqua qu'il pouvait parfaitement avoir reçu son autorisation de partir en congé et ne pas l'avoir utilisée. C'est pourquoi, le lendemain, mon père me déclara : *"Je te félicite, ma fille, tu es une criminelle comme moi."*

En effet, après que mon père eut montré ma carte postale, Kaminski (7) lui déclara : *"Tu as travaillé tant d'années dans les communications que tu peux facilement fabriquer n'importe quelle carte postale et n'importe quel tampon."*

Mon père répondit : *"Je peux peut-être fabriquer une fausse carte postale et un faux tampon, et l'écriture de ma fille ? Pas de confusion possible."* La conversation s'arrêta là et n'eut aucune suite. Mais Staline déclara, selon mon père : *"Un ou deux éléments des dépositions peuvent être inexacts, mais dans l'ensemble, tout est exact. Certains faits n'ont pas d'importance."*

Mon père me raconta aussi que, pour prouver l'absence de tout lien avec les trotskystes, il rappela le vote sur le comportement à adopter vis-à-vis de Trotsky : deux hommes seulement votèrent pour la proposition d'arrêter Trotsky. Mon père demanda à Vorochilov s'il se souvenait qui étaient ces deux hommes ; Vorochilov répondit qu'il s'agissait de lui-même et de mon père.

Un des derniers jours du plénum, mon père entra dans la chambre où ma mère gisait, malade ; je me rappelle son attitude : il enlève ses chaussures, le visage levé, la peau du visage bleuâtre, ridée, flasque ; il défait ses lacets et il dit : *"Ils veulent me jeter en taule"*, et il répète : *"Ils veulent me jeter en taule."* Mais en réalité, ces mots ne s'adressent pas à ma mère et à moi : il parle en l'air, indifférent, enfermé dans son univers d'où il lâchait parfois par hasard quelques mots qui nous parvenaient.

Quelques jours avant de cesser d'aller au comité central, il entra dans la pièce en déclarant à peu près : *« Staline a lancé une bonne plaisanterie ! Il a déclaré :* "Dans la mesure où vous avez voulu attenter à ma vie, je ne peux participer à la décision vous concernant." *Il a refusé. Tu t'imagines comment décider sans lui. Il s'en est lavé les mains. »*

La veille de sa dernière convocation au comité central, je suis entré dans la chambre de mon père où, comme d'habitude, il déambulait d'un coin à un autre, toujours dans le même état d'abattement et de renoncement. Brusquement, il s'arrêta et murmura : *"Je suis d'accord pour tout, d'accord pour tout, mais voir seulement le soleil et un brin d'herbe... vert..."* Il baissa la tête et recommença à déambuler. Il était complètement brisé et, me semblait-il alors, et je le pense aujourd'hui encore, irresponsable.

Le lendemain, il partit de nouveau, revint très vite, avant la tombée de la nuit. Cette fois-là, il rentra directement dans sa chambre sans répondre à aucune de mes questions. Je lui avais demandé si la séance était terminée ou s'il était parti avant la fin. Il ne me répondit rien. Ne comprenant rien et voyant qu'il n'était pas dans son assiette et pouvait donc ne pas agir comme il fallait, je téléphonai à Poskrebychev (8) et lui dis : mon père est rentré à la maison, est-ce que sa présence est nécessaire ou pas, ne

(6) Ougarov : ancien responsable des syndicats de Leningrad, "droitier".

(7) Alors commissaire du peuple à la Santé. Il sera arrêté au cours du plénum du comité central de juin 1937 et fusillé peu après.

(8) Poskrebychev : secrétaire particulier de Staline à partir de 1939. Démis de ses fonctions le 15 décembre 1952.

doit-il pas retourner ? Poskrebychev me répondit que ce n'était pas nécessaire pour le moment et que, dans le cas contraire, il me téléphonerait. Il me téléphona alors que la nuit était déjà tombée et me dit : *"Maintenant, envoie le nous."* J'aidai mon père à s'habiller et l'accompagnai à la voiture, sans penser qu'il ne reviendrait plus. Il ne passa pas dans la chambre de ma mère, ne prononça pas le moindre son pendant tout cela. Il s'habilla et marcha de façon mécanique.

Nous passâmes plusieurs heures dans l'attente inquiète de son retour. A onze heures, on sonna à la porte, j'ouvris : une dizaine d'agents du NKVD entrèrent et se dispersèrent dans l'appartement pour perquisitionner. Nous comprîmes que mon père était arrêté. C'était le 27 février 1937.

Quelques minutes plus tard, on m'appela du lit de ma mère étendue sans connaissance dans la chambre de mon père pour me montrer qu'à son chevet, sous son matelas, se trouvait un revolver chargé. Je devais signer le procès-verbal.

Quelques jours plus tard, ma mère pensa à envoyer un paquet à mon père. Je téléphonai je ne sais plus où. On me répondit : *"Ils n'ont besoin de rien."* J'insistai et demandai à apporter des oranges, ce qui me fut accordé. La seconde fois, on me répondit : Rykov se conduit d'une telle façon à l'enquête qu'il est privé de colis.

Lorsque ma mère se remit et put marcher, peu de temps avant sa propre arrestation, elle vint un jour me trouver dans un état inhabituel, commença à me parler de sa vie de famille (elle avait d'abord été mariée à Ossip Piatnitski) (9), puis elle me dit : *"Tu devras écrire la vérité sur ton père dans vingt ou trente ans"*, puis elle se tut et, avec difficulté, en se forçant, elle ajouta : *« Tu connais la vérité. Mais il y a une chose que tu ne sais pas : un jour, Staline a invité ton père à venir le voir et lui a dit :* " Allez, tiens, nous serons comme les deux Ajax, nous allons diriger à nous deux." *Ton père a refusé. Et c'est alors que tout a commencé... »*

Le 19 août 1961

(9) Ossip Piatnitski (1882-1938), membre du comité exécutif de l'Internationale communiste à partir de 1921, puis de son secrétariat à partir de 1922, membre de son secrétariat politique à dater de 1926. Arrêté en juillet 1937, fusillé en 1938.

Les préparatifs des purges dans l'Armée rouge et la provocation Hitler-Staline

(Vadim Rogovine)

Mikoïan, Kaganovitch et Staline (photo visiblement truquée : la tête de Kaganovitch remplace celle de son véritable propriétaire...).

Les préparatifs des purges dans l'Armée rouge

COMPRENANT qu'avec l'armée, toute imprudence peut donner lieu à un retour de manivelle, Staline prépara les purges petit à petit, sans se presser, avec la plus grande patience.

Au plénum de février-mars 1937, Vorochilov annonça qu'on avait arrêté jusqu'alors six individus *"dans le corps des généraux"*, Primakov, Poutna, Tourovski, Schmidt, Sabline et Ziouk, ainsi que deux officiers, le colonel Karpel et le commandant Kouzmitchev (1). C'était un chiffre insignifiant par rapport au nombre d'arrestations dans toutes les autres institutions.

Les individus cités par Vorochilov avaient appartenu à l'Opposition de gauche en 1926-1927, mais s'en étaient ensuite désolidarisés. Leurs noms avaient été évoqués lors des deux premiers procès exemplaires parmi les membres d'une *"organisation militaire trotskyste"* au sein de l'Armée rouge.

Au procès des Seize, il avait été dit que, dans une lettre à Dreizer, Trotsky avait préconisé l'organisation de cellules illégales dans l'armée. Mais les accusés n'avaient désigné que Primakov et Poutna parmi les militaires en contact avec le *"centre trotsko-zinoviéviste unifié"*. D'autres noms avaient été cités au procès, ceux de Schmidt et de Kouzmitchev, mais pour avoir fomenté des actes terroristes contre Vorochilov.

Avant d'être arrêtés, Schmidt et Kouzmitchev servaient dans la région militaire de Kiev, sous la direction de Iakir. Celui-ci réussit à obtenir une entrevue avec Schmidt au NKVD. Schmidt lui confirma ses aveux, mais lui remit en secret, à la fin de l'entrevue, une note adressée à Vorochilov, dans laquelle il niait les accusations portées contre lui. Cela rassura Iakir, mais le lendemain, il reçut un coup de téléphone de Vorochilov pour lui annoncer que Schmidt était revenu à ses premiers aveux au cours d'un nouvel interrogatoire (2).

Si Poutna, Schmidt et Kouzmitchev étaient passés aux aveux dès les mois d'août ou de septembre 1936 (mais seulement sur le terrorisme), Primakov, lui, résista nettement plus longtemps, neuf mois, malgré le fait qu'on le torturait systématiquement en le privant de sommeil et que ses interrogatoires se terminaient bien souvent par des défaillances cardiaques. Fin août, l'instructeur annonça à Primakov que la commission de contrôle du parti l'avait exclu par contumace comme membre d'une *"organisation militaire contre-révolutionnaire trotskyste"*. Dans une déclaration envoyée le 31 août de la prison à la commission de contrôle, Primakov écrivait : *"En 1928, j'ai reconnu mes erreurs et j'ai rompu avec les trotskystes, et, pour ne pas traîner derrière moi mon passé de*

(1) *Voprossy Istorii*, 1994, n° 8, p. 6.

(2) *Komandarm Iakir*, Moscou, 1963, pp. 224-225.

trotskyste, j'ai rompu non seulement sur les principes, mais j'ai cessé de rencontrer des trotskystes, même ceux qui m'étaient le plus proches (Piatakov, Radek)." Le 5 octobre, la commission de contrôle rejeta la demande de révision adressée par Primakov (3). Le 16 octobre, il adressa une lettre à Staline, dans laquelle il ne se reconnaissait coupable que de ne pas avoir *"rompu totalement ses liens personnels avec des trotskystes, ses anciens compagnons de la guerre civile (Kouzmitchev, Dreizer, Schmidt, Ziouk), et d'avoir exprimé son hostilité vis-à-vis des camarades Boudienny et Vorochilov lors de leurs rencontres"* (4).

D'autres futurs inculpés dans "le procès Toukhatchevski" croyaient encore, jusqu'en mai 1937, jouir d'une confiance absolue. Le 10 août 1936, c'est-à-dire juste avant le procès des Seize, le bureau politique accédait à la demande de Vorochilov de lever les sévères blâmes infligés par le parti en 1934-1935 à plusieurs généraux, dont Kork. Six semaines auparavant, également à la demande de Vorochilov, avaient été annulées les sanctions infligées en 1932 à un autre groupe de généraux, dont Kork et Ouborevitch. En septembre-octobre 1936, le bureau politique signait les ordres de mission à l'étranger d'Eideman. Au VIII[e] Congrès extraordinaire des soviets, en novembre-décembre 1936, fut prise une photographie de groupe où l'on voit encore Toukhatchevski assis au premier rang à côté de Staline et d'autres membres du bureau politique.

Le 17 mars 1937, le nom de Iakir était attribué à une raffinerie de sucre de la région de Kiev, en remplacement du nom de Piatakov. Le 27 avril, Gamarnik était admis comme suppléant au tout nouveau comité de défense de l'URSS, où étaient entrés Staline et d'autres membres du bureau politique (5).

La seule chose qui aurait pu inquiéter les dirigeants militaires fut sans doute la mention du nom de Toukhatchevski lors de l'interrogatoire de Radek au procès du *"centre trotskyste antisoviétique"*. A propos d'une conversation *"séditieuse"* qu'il aurait eue avec Poutna, Radek avait déclaré que celui-ci était venu chez lui à la demande officielle de Toukhatchevski. Vychinski s'était alors mis à questionner Radek sur Toukhatchevski. *"Connaissant les positions de Toukhatchevski sur le parti et le gouvernement, et son absolue loyauté,* avait répondu Radek, *je n'ai jamais eu et ne pouvais avoir avec lui de relations officielles liées à une activité contre-révolutionnaire."*

Krivitski écrit dans ses mémoires que, après avoir lu le compte rendu d'audience, il avait aussitôt dit à sa femme : *"Toukhatchevski est fichu."* Devant l'étonnement bien compréhensible de sa femme : *"Radek nie totalement toute relation de Toukhatchevski avec le complot"*, Krivitski avait remarqué : *"Tu crois que Toukhatchevski a besoin de l'indulgence de Radek ? Ou bien crois-tu que Radek se serait permis de citer de son propre chef le nom de Toukhatchevski au procès ? Non, c'est Vychinski qui lui a mis le nom de Toukhatchevski dans la bouche, et c'est Staline qui l'a suggéré à Vychinski."*

Krivitski ajoute : *"Le nom de Toukhatchevski, mentionné onze fois par Radek et Vychinski dans ce bref communiqué, ne pouvait avoir qu'une signification pour ceux qui étaient au courant des méthodes du Guépéou. Pour moi, ce fut un message absolument sans ambiguïté que Staline et Iejov resserraient l'étau sur Toukhatchevski et les autres grands généraux* (6)*"* Bien entendu, c'est seulement ainsi que ces derniers pouvaient le comprendre. Il est caractéristique que le compte rendu du procès publié en russe ne reprend pas cet épisode, qui n'apparaît que dans la version en anglais à l'usage de l'opinion publique étrangère.

Néanmoins, pendant quelques mois encore, l'armée échappa aux arrestations massives. Il n'y eut que quelques mesures préventives sans but apparent. Ainsi, en janvier 1937, Gamarnik, le chef de la direction politique de l'Armée rouge, diffusa en direction des institutions militaires une directive qui visait à vérifier

(3) Parnov E., *Zagovor protiv marchalov*, 1991, pp. 320-322.

(4) *Reabilitacija*, p. 283.

(5) *Stalinskoe Politbiouro v 30-e gody*, p. 33.

(6) Krivitski V., *Ja byl agentom Stalina*, pp. 229-230.

dans toutes les archives du parti quels étaient les communistes qui avaient voté à un moment ou à un autre pour *"l'opposition trotskyste"*. Dès le 9 février, le directeur adjoint de l'Académie militaire Frounzé lui rapportait qu'il avait examiné les archives de l'académie et avait établi une fiche individuelle pour chaque ancien opposant *"repéré"* (7).

A peu près au même moment, Malenkov envoya une note à Staline, qui contenait la liste détaillée des membres du Commissariat à la défense et des académies militaires qui avaient appartenu à l'Opposition de gauche dans les années 1920. En face de chaque nom, il y avait la mention exacte des "péchés" de l'intéressé : *"A voté pour une résolution trotskyste, a signé en 1924 des documents trotskystes dans la* Pravda*" ; "A pris la défense des thèses trotskystes sur les questions de la vie interne du parti"* ; *"Partageait le point de vue des trotskystes sur la question paysanne"* ; *"A voté en 1921 pour la ligne trotskyste sur les syndicats, a défendu la plate-forme de Trotsky jusqu'au X^e Congrès* (8)*"*.

En janvier 1937, Gamarnik signa un document sur la *« Mise en place d'un code chiffré "R. S." (registre spécial) concernant les membres de la direction radiés pour raisons morales ou politiques »*. Si le décret de radiation d'un commandant comportait ces initiales secrètes, celui-ci ne pouvait plus être enrôlé dans aucune unité, même dans les premiers moments de la guerre. Par la suite, ces initiales permirent que ceux qui avaient été radiés soient arrêtés par le NKVD dès qu'ils rentraient chez eux (9).

Avant le plénum de février-mars, ces mesures préventives ne permettaient pas encore de penser que la terreur s'abattrait sur l'armée avec autant de force que sur les secteurs civils de l'économie. Apparemment, Vorochilov lui-même a cru jusqu'au plénum que les purges des années antérieures étaient amplement suffisantes et que l'armée échapperait aux futures répressions de masse. Dans le résumé de son intervention, il avait écrit que deux des trois commandants de corps d'armée arrêtés (Primakov et Schmidt) *"ne se sont pas encore reconnus coupables. Le plus qu'ils reconnaissent, c'est qu'ils n'aimaient pas Vorochilov ni Boudionny, et ils se repentent de s'être permis jusqu'en 1933 de critiquer âprement Boudionny et moi."* Il est vrai que, pour se mettre à l'unisson des autres orateurs, il rajouta à la fin de son résumé : *"Il n'est pas exclu, il est même certain qu'il reste encore à démasquer dans les rangs de l'armée encore pas mal d'espions, de provocateurs et de terroristes trotsko-zinoviévistes à la solde du Japon et de l'Allemagne* (10)*."*

Cependant, dans son discours, Vorochilov avait dit : *"(...) Chez nous, à l'Armée rouge, pour l'instant, heureusement ou malheureusement, mais à mon avis fort heureusement, nous n'avons pas encore démasqué énormément d'ennemis du peuple... Je dis heureusement, car j'espère que, d'une manière générale, il y a peu d'ennemis dans l'Armée rouge. Il doit en être ainsi, car le parti y envoie ses meilleurs cadres : le pays sélectionne les hommes les plus sains et les plus solides* (11)*."* Comme on le voit, la position de Vorochilov au plénum était très semblable à celle d'Ordjonikidzé dans la période initiale de la liquidation des cadres du commissariat à l'Industrie.

Mais le pronostic "optimiste" de Vorochilov fut bientôt réduit à néant par Molotov, qui devait conclure son discours par cette indication : *"Je n'ai pas parlé du secteur militaire, mais maintenant, je vais parler du secteur militaire. En effet, ce secteur est une très grosse affaire, ce n'est pas maintenant qu'on va vérifier ses activités, mais un peu plus tard, et on va les vérifier très soigneusement."* Parlant de *"l'économie militaire"*, Molotov déclara : *"Si nous avons des saboteurs dans tous les domaines de l'économie, pouvons-nous imaginer qu'il n'y en ait pas là aussi ? Ce serait absurde, ce serait de l'indulgence, une indulgence fautive... Je vous dirai que*

(7) *Voprossy Istorii KPSS*, 1991, n° 6, pp. 18-19.

(8) RGASPI, fonds 17, op. 71, dossier 50, l. 1-30.

(9) Karpov V., *Marchal Joukov. Iego soratniki i protivniki v gody voiny i mira*, Moscou, 1994, p. 72.

(10) *Voprossy Istorii KPSS*, 1991, n° 6, p. 28.

(11) *Voennye arkhivy Rossii*, 1993, 1, p. 8 ; *Voprossy Istorii*, 1994, n° 8, p. 5.

nous avons d'abord eu le projet d'entendre ici un rapport spécial sur le secteur militaire, puis nous y avons renoncé, nous avions à l'esprit l'importance de la chose, mais pour l'instant on n'y a découvert que de petits symptômes de sabotage et de l'activité des espions provocateurs trotskystes. Mais je pense que, là aussi, si on y regarde de plus près, il doit y en avoir davantage (12)."

La provocation Hitler-Staline

DES dizaines de biographies et d'ouvrages scientifiques ont été consacrés à l'histoire des pages "étrangères" de l'"affaire Toukhatchevski". Dans l'ensemble, cela représente un tableau assez complet de la façon dont ont été fabriquées les "preuves" de relations séditieuses entre les dirigeants de l'Armée Rouge et les officiers allemands.

C'est le général de l'armée blanche Skobline, un personnage clef de l'Union des armées de Russie (UAR), formée en 1924 à partir des officiers des armées blanches, qui assura la liaison entre Staline et Hitler. Le 10 septembre 1930, il s'était adressé au comité exécutif central de l'URSS pour être amnistié et obtenir la citoyenneté soviétique, en s'engageant à communiquer *"tous les actes visant à saper la puissance de l'Union soviétique dont il entendr*(ait) *parler"* (1). Recruté aussitôt par le Guépéou, avec le pseudonyme du "Fermier", il agissait au compte des services soviétiques dans les milieux des officiers blancs, tout en contactant les services secrets allemands. En 1935, il reçut de l'avancement : il fut nommé vice-président de l'UAR et responsable de son bureau de contre-espionnage, qui avait pour fonction d'empêcher que des agents du NKVD ne s'y infiltrent...

Ce qui allait faciliter l'organisation de la provocation, c'est le fait que Toukhatchevski et d'autres dirigeants de l'armée avaient joué un rôle clef lorsqu'il s'était agi d'établir des conventions entre les gouvernements soviétique et allemand après la signature du pacte de non-agression en 1922, à Rapallo. Or ces conventions prévoyaient une collaboration entre le commandement de l'Armée rouge et la direction de la Reichswehr, les forces armées allemandes, que le traité de Versailles avait limitées à cent mille hommes. Des écoles militaires furent créées en URSS, où aviateurs, artilleurs et tankistes allemands eurent la possibilité de se former au maniement des armements modernes, interdits en Allemagne depuis ce traité. Ainsi, l'Allemagne pouvait préparer de nouveaux officiers, ce qui était également interdit par le traité de Versailles, que le gouvernement soviétique avait refusé de reconnaître dès le début. En retour, des officiers soviétiques étudiaient la stratégie et la tactique en Allemagne, à l'académie de

Malgré tout, ni Vorochilov ni même Molotov ne semblaient soupçonner que, pour anéantir le haut commandement de l'armée, Staline avait ourdi une provocation d'un type particulier, d'une perfidie encore inouïe, qui devait être réalisée par Hitler et les hauts gradés du renseignement allemand.

(12) *Voprossy Istorii,* 1994, n° 8, pp. 24-25.

(1) Karpov V., *Marchal Joukov,* p. 59.

l'état-major général. Par la suite, la collaboration s'était étendue aux armements. La Reichswehr était autorisée à construire des usines d'armement allemandes sur le territoire de l'URSS et fournissait en échange à la partie soviétique des brevets militaires, des matériaux stratégiques et des équipements lourds.

C'est Toukhatchevski qui supervisait les commandes militaires et la collaboration avec la Reichswehr. Il était aidé dans cette tâche par Poutna, qui avait travaillé entre 1929 et 1931 en Allemagne.

Les relations militaires germano-soviétiques étaient plus avantageuses pour l'Union soviétique que pour l'Allemagne. L'activité de la Reichswehr était strictement contrôlée par les puissances victorieuses de la Première Guerre mondiale, ce qui limitait son renforcement, même avec l'aide de l'URSS. L'Union soviétique, qui n'était pas soumise à de telles restrictions, avait donc la possibilité, grâce à ses accords avec la Reichswehr, de réduire les conséquences de l'embargo militaire établi par l'Angleterre et la France.

En Allemagne, certains généraux et marchands de canons voyaient d'un mauvais œil *"l'orientation soviétique"* de la Reichswehr et s'efforçaient de nouer des relations avec les cercles politiques et industriels des Etats capitalistes afin de lutter contre *"la menace bolchevique"*. C'est pourquoi *"la ligne de Rapallo"* répondait aux intérêts politiques de l'Union soviétique.

La situation se modifia après la prise du pouvoir par les nazis. Staline aurait voulu poursuivre malgré tout la collaboration militaire germano-soviétique, mais Hitler s'y opposa. Il dénonça unilatéralement les articles restrictifs du traité de Versailles, instaura le service militaire obligatoire et entreprit de renforcer rapidement la Wehrmacht (comme s'appelaient à présent les forces armées allemandes).

On trouve dans les archives secrètes du commandement allemand des documents qui reflètent les relations de travail entre les cercles militaires soviétiques et allemands jusqu'en 1933, dont des lettres de Toukhatchevski et des textes officiels signés de sa main. Ce sont ces documents qui furent à la base de la provocation menée sur ordre d'Adolf Hitler, en écho à une manœuvre déclenchée par Staline.

Le mécanisme de cette provocation est analysé dans les mémoires posthumes de W. Schellenberg, le directeur des services de renseignements de l'Allemagne nazie.

En décembre 1936, Heidrich, le chef de la police politique allemande, reçut une information de Skobline, selon laquelle Toukhatchevski et d'autres hauts commandants de l'Armée rouge auraient préparé un complot contre Staline et entretenu des relations avec certains généraux de la Wehrmacht cherchant également à se libérer de la tutelle de la *"bureaucratie du parti"* dans leur pays. Bien que Skobline n'eût fourni aucun document pour étayer cette information, Heidrich y vit une possibilité d'affaiblir l'Armée rouge. Janke, le conseiller d'Hitler et de Hess pour les questions du renseignement, mit en doute la véracité de l'information. Se fondant sur des renseignements fournis par les services japonais ainsi que sur ses propres données établissant que la femme de Skobline, Plevitskaïa (la célèbre interprète de chansons populaires), travaillait depuis longtemps pour le Guépéou, Janke déclara que l'information de Skobline était inspirée par Staline. Il pensait que celui-ci cherchait, par cette désinformation, à la fois à anéantir la "fronde" des généraux menée par Toukhatchevski et à porter un coup au commandement de la Wehrmacht. Selon lui, Staline voulait, pour des raisons de politique intérieure, que le prétexte pour écarter Toukhatchevski et son entourage provienne de ce qui était alors considéré comme l'ennemi le plus dangereux de l'URSS, à savoir l'Allemagne hitlérienne.

Non seulement Heidrich ne tint pas compte de la mise en garde de Janke, mais il déclara que celui-ci était l'instrument des cercles militaires allemands et le fit mettre en résidence surveillée durant trois mois, le délai suffisant pour réaliser l'"opération". La version de Skobline fut directement transmise par Heidrich à Hitler, qui ordonna de prépa-

rer pour Staline les documents qui la confirmeraient. Selon Schellenberg, Hitler espérait que *"l'affaiblissement de l'Armée rouge après une décimation du commandement militaire soviétique assurerait pour un temps ses arrières dans la guerre avec l'Ouest"* (2).

Considérant que le succès de cette opération *"serait pour la Russie la plus grande catastrophe après la révolution"*, Heidrich déclara à ses proches collaborateurs : *"Même si Staline a simplement cherché à nous induire en erreur avec cette information de Skobline, je fournirai au bonhomme du Kremlin des preuves suffisantes que son mensonge est la pure vérité* (3)."

Il fut décidé de préparer les documents sur les relations secrètes des généraux soviétiques avec le commandement de la Wehrmacht en utilisant une manœuvre assez habile. Sur ordre d'Hitler fut organisé un raid nocturne dans le local où étaient conservées les archives secrètes des forces armées allemandes, afin de s'emparer des lettres autographes de Toukhatchevski, des notes d'entretiens entre les représentants militaires soviétiques et allemands, etc. Pour effacer les traces d'effraction, on mit en scène un incendie, qui détruisit les placards où étaient conservées les archives concernant la collaboration militaire germano-soviétique.

A l'aide de ces documents, on fabriqua une fausse lettre qui reproduisait scrupuleusement l'écriture et le style de Toukhatchevski et qui parlait de son intention de s'emparer du pouvoir avec ses complices. On y apposa les cachets authentiques de la chancellerie de l'Abwehr (les services secrets de l'état-major allemand) : *"Secret"* et *"Confidentiel"*. Après avoir pris connaissance du faux, Hitler y inscrivit l'ordre de mettre sous surveillance les généraux allemands prétendument liés à Toukhatchevski.

Dans le dossier, suivi personnellement par Hitler, furent également insérés de faux reçus signés par des généraux soviétiques, indiquant qu'ils auraient touché de grosses sommes d'argent en échange d'informations secrètes, des résumés de conversations *"écoutées en secret"* entre des officiers allemands au sujet d'un *"complot"*, des matériaux d'*"enquêtes"* des services secrets allemands sur les relations entre les dirigeants militaires soviétiques et allemands.

Il restait à acheminer tous ces matériaux jusqu'à Staline. Pour cela, on reporta les efforts de désinformation sur la Tchécoslovaquie, dont le gouvernement se tournait alors vers l'URSS pour contrecarrer les visées expansionnistes de l'Allemagne. Cette étape de l'opération est relatée dans les mémoires du président Benes, publiées après la guerre. Celui-ci aurait été informé en février 1937 par Mastny, le représentant de la Tchécoslovaquie en Allemagne, que les cercles dirigeants allemands s'attendaient à un changement rapide de gouvernement à Moscou à l'instigation d'un puissant groupe de conjurés au sein de l'armée. Le 8 mai, Benes envoya une dépêche secrète à Staline pour lui faire part du complot dans l'Armée rouge et des relations des conjurés avec un groupe de généraux allemands opposés au régime nazi, qui se préparaient également à s'emparer du pouvoir dans leur pays.

Avant ces événements, les services allemands avaient mis entre les mains des agents soviétiques des matériaux de désinformation sur les dirigeants militaires. Ainsi, en janvier 1937, Klimov, le correspondant de la *Pravda* à Berlin, avait communiqué que les cercles des officiers allemands parlaient avec insistance des relations des fascistes avec les sommets dirigeants de l'Armée rouge et que *"le nom de Toukhatchevski était cité à ce sujet"* (4).

Le 9 avril 1937, S. Ouritski, le chef de la sécurité militaire, rapporta à Staline qu'on faisait courir des bruits à Berlin sur l'existence d'une opposition à la direction soviétique au sein des officiers supérieurs de l'Armée rouge. A peu près au même moment, Staline reçut une note de Iejov, qui mentionnait des données en provenance de l'UAR sur le fait qu'un

(2) Schellenberg V., *Memouary*, Moscou 1991, pp. 43-44.

(3) Chtchetinov Iou.A., Starkov B.A. *Krasny marchal*, Moscou, 1990, p. 283.

(4) *Reabilitatsia*, p. 303.

groupe du haut commandement militaire dirigé par Toukhatchevski préparait un coup d'Etat.

Durant les premiers mois de 1937, ces bruits sur une entente entre des généraux soviétiques et allemands circulaient largement dans les milieux gouvernementaux et diplomatiques de France et d'Angleterre. En mars 1937, Potemkine, l'ambassadeur d'URSS en France, envoya un télégramme à Litvinov sur une conversation confidentielle qu'il avait eue avec le ministre de la Guerre, Daladier, qui disait avoir des renseignements sur des pourparlers entre les états-majors soviétique et allemand.

Les milieux de la Garde blanche en Tchécoslovaquie avaient joué un certain rôle dans la diffusion de cette version d'une orientation pro-germanique de Toukhatchevski. Ils avaient fait passer aux autorités tchécoslovaques des informations suggérant que le complot militaire en URSS aurait eu pour but d'établir des relations amicales entre l'URSS et l'Allemagne, et de rompre le pacte militaire soviéto-tchécoslovaque.

Pendant la guerre, Giering, un agent de la Gestapo, se vanta devant l'agent soviétique Leopold Trepper de bien connaître le mécanisme de la mise en œuvre de la provocation Staline-Hitler. Se fondant sur ses informations, Trepper écrivit que, dans cette provocation, *"il y avait eu une répartition des rôles (...) entre Staline et Hitler : le premier avait imaginé la machination, le second l'avait exécutée"* (5).

En ce qui concerne les sources soviétiques, c'est dans les souvenirs de Krivitski qu'on trouve les informations les plus précieuses sur la fabrication de "l'affaire Toukhatchevski". Selon lui, Staline, qui voulait déshonorer Toukhatchevski et les généraux de son entourage, commença à appliquer son plan au moins six mois avant *"la découverte du complot militaire"*. En décembre 1936, un émissaire fut envoyé à La Haye, où se trouvait alors Krivitski, et lui transmit l'ordre de mettre à la disposition du bureau étranger du NKVD deux agents de la Sécurité militaire soviétique capables de passer pour des officiers allemands. Bientôt, eut lieu à Paris une entrevue entre Krivitski et Sloutski, au cours de laquelle ce dernier l'informa que cet ordre provenait directement de Iejov. Ces gens-là, ajouta Sloutski, *"nous en avons besoin immédiatement. C'est si important que tout le reste est très secondaire* (6)."

En mars 1937, Krivitski arriva à Moscou, où il rencontra Fourmanov, le chef du bureau du contre-espionnage, qui s'occupait de propager de fausses informations dans les organisations antisoviétiques d'émigrés. D'après ce que lui dit ce dernier, il comprit que ses agents avaient été chargés d'établir des relations avec le groupe de la Garde blanche en France.

Il découvrit en 1937 la clef de l'énigme du *"complot ignoré par l'histoire"* lorsqu'il apprit dans les journaux parisiens la disparition mystérieuse du chef de l'UAR, le général Miller. Le jour de sa disparition, celui-ci avait remis à son adjoint, en sortant de son bureau, une enveloppe cachetée à ouvrir au cas où il ne reviendrait pas. La lettre disait : *"Aujourd'hui, à 12 h 30, j'ai rendez-vous avec le général Skobline... Il doit organiser pour moi une entrevue avec deux officiers allemands... Ils parlent tous les deux bien le russe. La rencontre est organisée sur l'initiative de Skobline. Il se peut que ce soit un piège, c'est pourquoi je laisse ce mot* (7)."

En lisant cette information, Krivitski comprit que les deux "officiers allemands" qui étaient de mèche avec Skobline étaient les agents qu'il avait mis à la disposition du NKVD.

Lorsque les collègues de Miller demandèrent des explications à Skobline, celui-ci essaya d'abord de présenter un alibi. Mais quand on lui montra la lettre de Miller, il sortit précipitamment de la pièce et monta dans une voiture qui l'attendait. Après sa disparition, on trouva dans son appartement des documents qui ne laissaient aucun doute sur ses relations avec le NKVD.

Sa femme, Plevitskaïa, fut arrêtée par les autorités françaises pour espionnage

(5) Trepper B., *Bolchaia igra,* pp. 68-69.

(6) Krivitski V., *Ja byl agentom Stalina,* p. 228.

(7) *Ibidem,* p. 247. *Poslednie novosti,* 24 septembre 1937.

et condamnée en 1938 à vingt ans de prison. Ses crimes devaient être graves, si l'on en juge par le fait que la justice française condamnait alors très rarement une femme à une si lourde peine (*).

Krivitski note que les informations sur Skobline étaient étroitement liées à celles que lui transmit Spiegelglas, selon lesquelles les renseignements sur le *"complot militaire"* étaient tombés entre les mains de Staline et Iejov par l'intermédiaire du *"cercle de Goutchkov"*, l'ancien ministre de la Guerre du gouvernement provisoire. Figure centrale de l'aile monarchiste de l'émigration russe, Goutchkov avait des contacts avec les services secrets allemands et avait envoyé plusieurs fois des agents en URSS. Dans le cercle de Goutchkov avaient été placés des agents du KGB. La fille de Goutchkov, qui était mariée au communiste anglais R. Trail, tué en Espagne en 1937, y jouait un rôle dirigeant. Vera Trail était venue plusieurs fois à Moscou pour rencontrer Iejov. Plus tard, elle disait : *"A l'époque, Iejov m'adorait (bien entendu, en tout bien tout honneur)* (8)."

Skobline, qui assurait le secrétariat du cercle de Goutchkov, l'avait informé du "complot" des généraux soviétiques. Miller en savait long sur cette affaire et aurait pu révéler les liens entre Staline, Hitler et les organisations blanches. C'est pourquoi il fut "écarté" (9).

Le groupe parisien de l'Opposition de gauche était parfaitement au courant des relations de Skobline avec le NKVD et des raisons de l'enlèvement de Miller. En décembre 1937, le *Bulletin de l'opposition* écrivait que *"Miller* (avait) *été enlevé (...) pour mettre l'organisation blanche au service du Guépéou par l'intermédiaire de Skobline et compagnie"* (10).

L'étape finale de la provocation est relatée dans un article d'Orlov, publié en 1956. Selon celui-ci, il y avait à l'ambassade soviétique à Berlin un résident du NKVD nommé Izraïlovitch, dont l'une des missions était de maintenir des contacts avec deux indicateurs qui occupaient des postes importants à l'état-major allemand. Comme il était trop risqué d'organiser des rencontres dans l'Allemagne nazie, c'est-à-dire dans la zone d'influence de l'omniprésente Gestapo, Izraïlovitch avait fixé des réunions régulières avec eux en Tchécoslovaquie. A la suite d'une de ces rencontres, il fut arrêté par la police tchécoslovaque, qui découvrit sur lui une pellicule que venaient de lui remettre des officiers allemands. Accusé d'espionnage au compte des nazis, Izraïlovitch, qu'Orlov présente comme un *"peureux pathologique"*, perdit son sang-froid et déclara que c'étaient au contraire les officiers nazis qui étaient ses agents et que la pellicule contenait des photos de documents secrets de l'état-major allemand. En apprenant cet incident, Benes, *"qui s'efforçait par tous les moyens d'entretenir des rapports amicaux avec la Russie communiste face à la menace croissante que constituait l'Allemagne pour la Tchécoslovaquie (...), transmit personnellement le rapport de police et les aveux d'Izraïlovitch à l'ambassadeur tchèque à Moscou, pour qu'il communique l'affaire personnellement, si possible, à Staline"*.

Après la liquidation des généraux de l'Armée rouge, Staline informa les Tchèques qu'Izraïlovitch avait effectivement entretenu des contacts avec les services secrets allemands comme intermédiaire de Toukhatchevski. *"Même si les Tchèques savaient ce qui s'était passé en réalité, ils avaient encore plus besoin que l'année précédente de l'aide de Staline contre Hitler. Ils diffusèrent docilement la version truquée de Staline sur Izraïlovitch comme véridique* (11)."

Quand les services secrets soviétiques apprirent que les hauts gradés du Reich avaient l'intention de transmettre à Staline le dossier du "complot", un représentant personnel de Staline fut dépê-

(*) A la fin des années 1980, un journaliste soviétique s'adressa au KGB pour obtenir des matériaux afin d'écrire un article sur *"la remarquable espionne soviétique Plevitskaïa"*. Aussitôt, le chef adjoint de la direction des services secrets informa par écrit le vice-président du KGB qu'il n'était pas *"souhaitable d'écrire sur Nadejda Plevitskaïa pour des raisons opérationnelles"* (*Novoe vremia*, 1991, n° 21, pp. 49-50).

(8) Brossat A., *"Gruppovoi portret s damoi"*, *Inostrannaja literatura*, 1989, n° 12, p. 243.

(9) Krivitski V., *Ja byl agentom Stalina*, p. 249.

(10) *Biouleten' oppositsii*, 1937, n° 60-61, p. 19.

(11) *Life*, 1956, vol. 40, n° 17, p. 39.

ché à Berlin, muni d'une mission officielle contresignée par Iejov.

Comme l'écrit Schellenberg dans ses mémoires, *« à l'étonnement général, Staline proposa de l'argent pour les renseignements fournis sur le "complot". Ni Hitler, ni Himmler, ni Heidrich n'avaient compté sur une rétribution. Heidrich réclama trois millions de roubles-or, pour, dira-t-il,* "sauver la face" *devant les Russes. »* L'émissaire de Staline versa la somme au fur et à mesure qu'il recevait les documents . Cet *"argent de Judas"*, selon l'expression de Schellenberg, fut remis à des agents allemands en URSS, qui furent arrêtés lorsqu'ils voulurent l'utiliser. *"Staline avait fait verser le paiement en grosses coupures, dont tous les numéros avaient été enregistrés au Guépéou* (12)*."*

Même après le procès de Toukhatchevski, les cercles officiels allemands continuèrent de diffuser de fausses informations, dans le but de renforcer les soupçons de Staline sur la défection des généraux de l'Armée rouge. Krivitski tenait d'un agent que Wiedemann, conseiller politique d'Hitler, avait répondu à quelqu'un qui lui demandait, au cours d'une réception officielle à Berlin, s'il y avait une part de vérité dans les accusations portées contre Toukhatchevski, par cette fanfaronnade : *"Ce n'est pas huit espions que nous avons dans l'Armée rouge, mais bien plus. Le Guépéou n'est pas encore sur les traces de tous nos hommes en Russie."*

"Je connaissais bien la valeur de ces déclarations, écrit Krivitski, qui était un agent expérimenté, *comme n'importe quel officier du contre-espionnage dans tous les pays. Ce genre d'information à diffusion large sert à saper le moral de l'ennemi* (13)*."*

Ce n'est qu'en octobre 1938, lorsque les purges de l'Armée rouge furent achevées pour l'essentiel, que l'organe officieux de la Wehrmacht, *Deutsche Wehr,* écrivit que Toukhatchevski et ses collègues avaient été calomniés par *"un traître, le bien connu général Skobline, qui avait donné en pâture aux bolcheviks les généraux Koutiepov et Miller"* (14).

La provocation contre Toukhatchevski et les autres hauts commandants militaires servait à la fois les intérêts de Staline et d'Hitler. Staline obtenait la possibilité d'anéantir la dernière force organisée du pays capable de s'opposer à lui. Quant à Hitler, il profitait de l'occasion pour décapiter l'Armée rouge et faire détruire par Staline la fleur du haut commandement soviétique.

Comme le remarque à juste titre Schellenberg, *"l'affaire Toukhatchevski constitua la première manœuvre d'approches secrète de la future alliance de Staline avec Hitler"* (15).

---

(12) Schellenberg V., *Memouary,* p. 45.

(13) Krivitski V., *Ja byl agentom Stalina,* p. 244.

(14) *Novaia Rossija,* Paris, 1938, n° 57, p. 13.

(15) Schellenberg V., *Memouary,* p. 45.

22 septembre 1939 : le général Guderian et le commandant de brigade de Krivocheine passent en revue les troupes allemandes et soviétiques à l'occasion de la remise de Brest (anciennement Brest-Litovsk) à l'Armée rouge par la Wehrmacht.

Le NKVD et l'espionnage systématique de la IVe Internationale

Le document ci-joint, classé "ultra-secret" — qui reproduit la lettre d'Afanassiev à Beria, commissaire du peuple au NKVD, c'est-à-dire à l'Intérieur —, trouvé dans les archives du KBG et bien entendu entièrement inédit, fait état de la liste des documents et de la correspondance de la IVe Internationale volés, photocopiés, transférés à Moscou par les agents du NKVD.

Il faut prendre avec précaution les affirmations de son auteur, Afanassiev, sur leur absence d'utilisation au cours des deux années antérieures : le 8 décembre 1938, en effet, Staline avait remplacé Iejov par Beria à la tête du NKVD, et ce dernier organisa une épuration du NKVD, marquée par la liquidation des lieutenants de Iejov en place, avant l'arrestation de ce dernier en mars 1939. Accuser ce dernier et ses hommes d'avoir laissé en friche les documents de la IVe Internationale (y compris les adresses des caches, planques, etc.) vise à les disqualifier en suggérant leur complicité au moins objective avec les "trotskystes", ce qui, pour Staline et son appareil, est le pire des crimes : la condamnation pour krTd — activité contre-révolutionnaire trotskyste — est toujours plus lourde que pour simple krd — activité contre-révolutionnaire —, tout le monde sait cela, au moins depuis la lecture des *Récits de Kolyma*, de Chalamov, précisément condamné pour krTd.

Cela étant, il est parfaitement possible que les adjoints de Iejov mobilisés dans la chasse aux trotskystes réels et surtout prétendus (des dizaines de milliers d'opposants divers, de mécontents ou de simples victimes destinées à remplir des quotas étant qualifiés de trotskystes) dans toute l'URSS n'aient pas mis tout le sérieux et l'ardeur réclamés par Staline dans l'exploitation des documents volés.

Pour Staline, en effet, la lutte contre Trotsky et la IVe Internationale était une priorité absolue. Il expliqua ainsi à Soudoplatov, lorsqu'il le chargea d'organiser l'assassinat de Trotsky : *"Il faut en finir avec Trotsky dans l'année, avant le début de la guerre, qui est inévitable. Si cela n'est pas fait lorsque les impérialistes attaqueront l'Union soviétique, nous ne pourrons pas nous fier à nos alliés du mouvement communiste international, comme l'a montré le prédécent espagnol (...). A part Trotsky en personne, il n'y a aucune figure politique importante dans le mouvement trotskyste. Si on élimine Trotsky, tout danger disparaîtra* (1)."

Beria avait auparavant expliqué au même Soudoplatov que *"Trotsky et ses partisans représentaient un grave danger pour l'Union soviétique, car ils rivalisaient avec nous pour devenir l'avant-garde de la révolution communiste"* (2) (Il faut évidemment, par l'Union soviétique, comprendre "l'appareil dirigeant").

Iejov et ses lieutenants n'avaient peut-être pas saisi toute l'urgence de cette tâche. En tout cas, ils pouvaient aisément servir de boucs émissaires pour le retard pris dans la liquidation de Trotsky et de tremplin pour les ambitions carriéristes de leurs successeurs. On remarquera, enfin, que même s'il parle de "correspondance conspirative" pour désigner la plupart du temps une correspondance interne entre Trotsky, Sedov, le secrétariat international et les sections de la IVe Internationale, Afanassiev omet toute référence aux thèmes de la propagande stalinienne internationale et, entre autres, des procès de Moscou, sur les liens entre le "complot trotskyste" et divers services secrets étrangers, qui fluctuent au fil des besoins diplomatiques du Kremlin. Sans doute pense-t-il que, pour être pris au sérieux par Beria, il vaut mieux éviter de répéter ces thèmes réservés à la propagande.

(1) Pavel Soudoplatov-Anatoli Soudoplatov : *Missions spéciales* , le Seuil, 1995, p. 99.

(2) *Ibidem.*

"Nous avons saisi les archives de Trotsky, de Sedov et du secrétariat international"

Au commissaire du peuple du NKVD de l'URSS, le camarade Beria.

Camarade Beria,

Je considère de mon devoir de vous informer de la situation insatisfaisante qui existe dans le domaine de l'étude et de l'exploitation des documents trotskystes soustraits par nous à l'étranger — les archives de Trotsky, de Sedov et du secrétariat international — du point de vue de leur utilisation opérationnelle.

Il s'agit des documents soustraits ou confisqués par moi en France de la deuxième moitié de 1936 à la fin de 1938, et en particulier :

1) Toute une série de documents et de correspondances de Trotsky, Sedov, du secrétariat international, etc., qui ont été saisis et photographiés dans la seconde moitié de 1936.

2) Toutes les archives du secrétariat international, pendant la période de 1932 à la fin de 1936, qui ont été photographiées par nous au printemps de 1937, à savoir la correspondance entre le secrétariat international et ses sections, les rapports sur la situation des diverses sections, les listes d'adresses conspiratives des militants trotskystes et des organisations trotskystes dans la majorité des pays d'Europe et d'Amérique, etc.

3) Presque toutes les archives personnelles secrètes de Trotsky et de Sedov qui se trouvaient conservées en France et qui se rapportent à l'activité de Trotsky et de Sedov à l'étranger pour la période de 1930 à 1937. Une partie importante de ces archives est constituée par la correspondance de Trotsky et de Sedov, et d'autres, concernant la situation en Union soviétique. On y trouve aussi des lettres reçues d'URSS par Trotsky et Sedov, des lettres de Sedov à Trotsky dans lesquelles Sedov informe ce dernier de ses rencontres et de ses conversations avec les représentants des trotskystes venus d'Union soviétique ; une partie de ces lettres ont été rédigées en code. Ont été aussi saisies des listes contenant des dizaines d'adresses trotskystes conspiratives en Union soviétique, qui ont été utilisées par Trotsky et Sedov pour leur liaison écrite et autre avec les trotskystes et les groupes trotskystes agissant en Union soviétique. Ces documents ont été saisis au cours des années 1937-1938.

4) La correspondance courante secrète entre Trotsky et Sedov, entre eux et le secrétariat international, et avec divers dirigeants trotskystes dans divers pays d'Europe et d'Amérique, pendant la période qui va du milieu de l'année 1936 à l'automne 1938, correspondance que nous avons systématiquement saisie ou retirée des archives courantes de Sedov à Paris.

5) Nous avons saisi les archives complètes du secrétariat international en juin 1938, en même temps que nous organisions la "sortie" (1) de l'ancien secrétaire personnel de Trotsky et dirigeant du secrétariat international au cours des dernières années, Rudolf Klement.

Ces archives contiennent toute la correspondance conspirative du secrétariat international avec ses sections, avec les dirigeants des organisations trotskystes dans certains pays, avec Trotsky et Sedov, pendant la période qui va de la fin de 1936 à juin 1938, ainsi que les listes des adresses conspiratives des trotskystes et des organisations trotskystes dans divers pays d'Europe et d'Amérique, etc .

Les ennemis du peuple installés dans la Cinquième Section (2) ont freiné et saboté l'exploitation et l'utilisation de ces documents.

Je n'ai aujourd'hui aucune certitude — ce que j'ai plusieurs fois souligné par écrit et par oral — que même des documents comme la liste des adresses utilisées par Trotsky et Sedov pour leur liaison avec l'Union soviétique ont été effectivement utilisés de façon opérationnelle.

Une partie des documents et archives cités ci-dessus, laissés à l'abandon pendant plus d'un an, ont été classés et travaillés partiellement seulement à la fin de 1938 et au début de 1939. Le fait suivant est, à cet égard, très caractéristique : au cours de la deuxième moitié de 1936 et en 1937, j'avais élaboré, au-delà du cordon (3), dans les conditions de l'illégalité, une première cartothèque, qui comportait les noms de l'encadrement fondamental du mouvement trotskyste dans les divers pays d'Europe et d'Amérique. J'ai alors envoyé une copie de cette cartothèque à la Section (4) pour son utilisation opérationnelle adéquate. Bien qu'à cette époque une telle cartothèque n'existât pas à la Section, elle est restée dans le coffre de l'ancien chef adjoint de la section, où le camarade Dekanozov (5) l'a découverte lors de son arrivée à la section.

Prenons simplement les archives secrètes courantes du secrétariat international, que nous avons saisies en juin 1938 et qui sont restées inexploitées pendant une année entière dans des armoires résistant au feu. Non seulement les documents existants et la correspondance n'ont pas été étudiés et n'ont pas été utilisés de façon opérationnelle (pas même utilisés pour la cartothèque de la Section), mais même les listes existantes des adresses secrètes des trotskystes et des organisations trotskystes de nombreux pays d'Europe et d'Amérique n'ont pas été exploitées et utilisées, ni pour la cartothèque de la Section, ni pour notre travail au-delà du cordon (il y a plus de 2 000 adresses conspiratives).

Une année a déjà passé depuis que ces documents traînent et il n'y a pour le moment aucune perspective qu'ils seront rapidement exploités. A en juger par la conversation que j'ai eue sur cette question avec le camarade Goukassov, chef de la subdivision, auquel ont été transmis ces documents après la réorganisation de la Cinquième Section, il est clair qu'ils ne s'occuperont pas de ce travail.

Au cours de toute l'année passée, j'ai plusieurs fois écrit et posé personnellement cette question. J'en ai parlé aussi au cours des derniers mois avec toute une série de camarades de la section et des secteurs correspondants affectés à cette tâche. Pour le moment, je me suis persuadé que si des mesures adéquates ne sont pas prises, il ne sera pas possible de mener à bien rapidement ce travail. C'est en partant de ces idées que j'ai décidé de m'adresser personnellement à vous.

Outre cela, j'ai toute une série de questions concernant notre travail dans

Notes de la rédaction :

(1) Cette "sortie" est un euphémisme pour désigner l'assassinat de Rudolf Klement, retrouvé dans la Seine, décapité, en juillet 1938...

(2) Section du NKVD chargée de la chasse aux trotskystes à l'étranger.

(3) C'est-à-dire de la frontière.

(4) La Cinquième Section.

(5) Proche de Beria nommé par lui chef de la Cinquième Section du NKVD en 1939, puis, par Staline, ambassadeur à Berlin quelques mois plus tard. Sera fusillé avec Beria en décembre 1953.

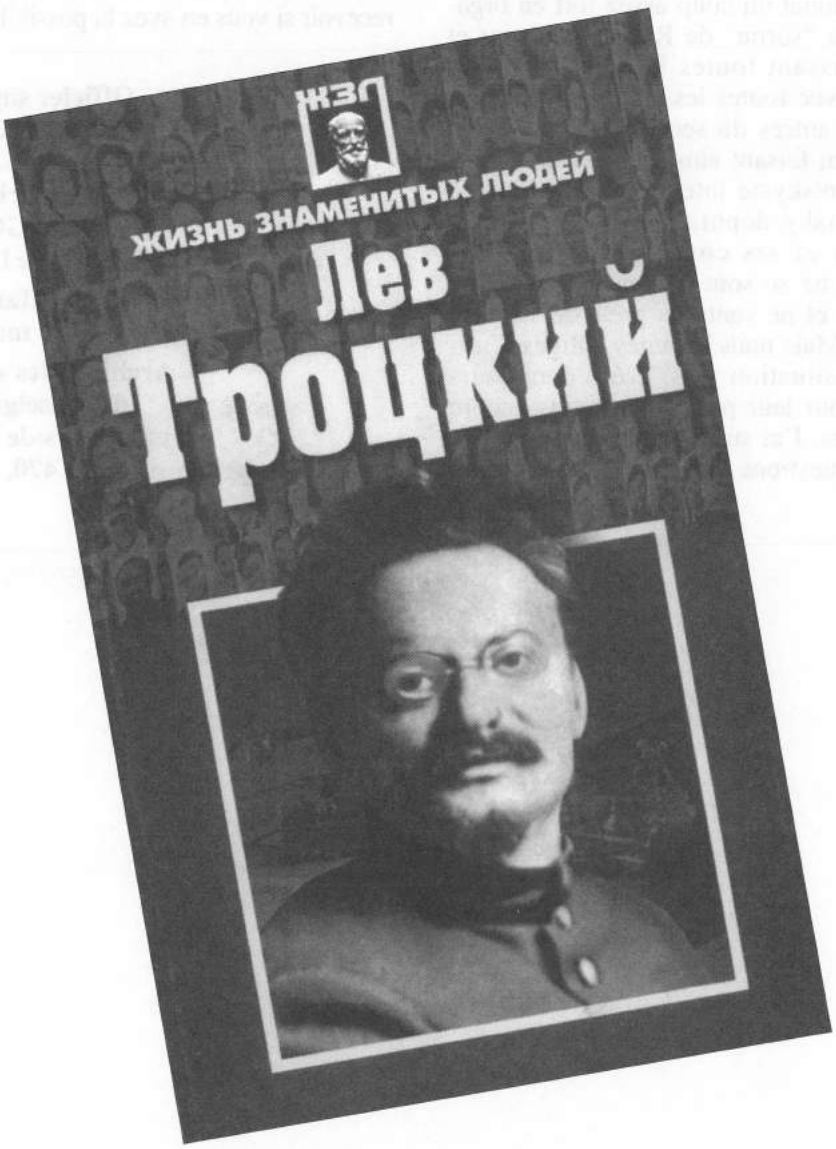
le combat contre les trotskystes d'outre-cordon. En juillet 1938, nous avons réussi à porter à Trotsky et à son secrétariat international un coup assez fort en organisant la "sortie" de Rudolf Klement et en saisissant toutes les archives courantes avec toutes les adresses conspiratives et autres du secrétariat international, et en faisant ainsi échouer la conférence trotskyste internationale préparée par Trotsky depuis plus de deux ans. Trotsky et ses compagnons les plus proches ne se sont pas encore remis de ce coup et ne sont pas prêts de s'en remettre. Mais nous sommes obligés d'utiliser la situation ainsi créée dans leurs rangs pour leur porter des coups encore plus forts. J'ai sur ce point toute une série de questions et de suggestions, dont j'aimerais vous faire part personnellement.

C'est pourquoi je vous demande de me recevoir si vous en avez la possibilité.

Officier supérieur
de la 19e division
de la Cinquième Section
de la direction principale
de la Sécurité d'Etat (GOUGB)
du NKVD de l'URSS,

Afanassiev,
le 31 mai 1939.

Archives des services
de renseignement
extérieurs de Russie,
dossier n° N. 27 470, tome I.


ЖЗЛ
ЖИЗНЬ ЗНАМЕНИТЫХ ЛЮДЕЙ
Лев
Троцкий

Ngo Van : trotskystes et staliniens au Vietnam à la veille de la guerre

En 1933, trotskystes et staliniens vietnamiens concluent un accord de front unique pour mener ensemble la lutte contre le colonialisme français. Cet accord se traduit par la publication d'un journal commun, intitulé *La Lutte*. Cet accord tient quatre ans. Avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Front populaire, la direction du Parti commniste français, avec l'accord de celle du Comintern, décide qu'il faut défendre l'empire colonial français contre les appétits allemands et italiens. C'est la main tendue à la bourgeoisie française. Dès lors, le front unique entre les trotskystes (dirigés par Ta thu Thau) et les staliniens vietnamiens devient insupportable, car il débouchait inéluctablement sur la lutte contre l'administration coloniale.

La direction du PCF intervient directement pour briser cette unité anticolonialiste : une lettre de Marcel Gitton enjoignant aux staliniens vietamiens de rompre avec les trotskystes est complétée par un voyage au Vietnam du député communiste Honel, ayant ce seul objectif. Cette double démarche est couronnée de succès : les colonisés furent ainsi divisés par la direction du Parti communiste français au bénéfice des colons et de leur administration.

Ngo Van raconte la suite dans *Viêt-nam, 1920-1945*...

"Viêt-nam, 1920-1945 : révolution et contre-révolution sous la domination coloniale" (Ngo Van)

Nouvelles élections municipales de Saigon, 18 et 25 avril 1937

L'invalidation des mandats municipaux de Nguyen van Tao, Ta thu Thau et Duong bach Mai confirmée par le Conseil d'Etat en février 1937, de nouvelles élections virent une dernière fois trotskistes et staliniens dans une campagne commune. Leur programme comportait l'amélioration du sort des ouvriers, des employés, des fonctionnaires, des petits marchands, le suffrage universel masculin et féminin, la liberté syndicile, les libertés démocratiques, l'autorisation de tenir le Congrès indochinois, l'amnistie intégrale.

L'effervescence populaire régnait alors dans la ville, avec la grève de l'Arsenal, déclenchée le 6 avril et qui, selon la Sûreté, avait *"particulièrement fait sentir l'influence acquise par le journal (La Lutte) parmi la population ouvrière de Saigon"*.

Le 21 avril, à la réunion électorale au théâtre Thanh xuong, présidée par Phan van Hum, les conseillers invalidés furent soutenus par les socialistes français de la SFIO et accueillis chaleureusement par le petit peuple de la ville. Sur 1 515 votants, Thau fut élu avec 765 voix, Tao avec 735 et Mai avec 715, aux dépens des constitutionnalistes. L'impact de La Lutte restait donc intact parmi les couches moyennes de Saigon-Cholon, malgré l'orientation nettement ouvrière de leur campagne.

Leur succès était un nouveau défi au pouvoir colonial : Thau et Tao furent arrêtés en mai (Thau était alors en tournée dans l'Ouest) ; le 19, ils furent inculpés pour *"manœuvres subversives"*, articles parus dans *La Lutte* depuis le 9 novembre 1936 !

La Sûreté rechercha Ninh, il sera capturé le 5 septembre.

La rupture

Alors que Tao et Thau étaient écroués, Gitton, de la section coloniale du PC français, écrivait aux staliniens de La Lutte :

"Paris, le 19 mai 1937

(...) Nous considérons comme impossible la continuation de la collaboration entre le Parti et les trotskistes, d'après les directives que nous avons reçues pour vous, concernant l'attitude à observer envers les trotskistes en Indochine (...). Nous avons reçu une lettre du camarade Van Nguyen, toujours au sujet de la situation indochinoise et de la col-

laboration avec les trotskistes. Nous allons transmettre cette lettre à la Maison avec notre avis personnel (...)."

Le secrétaire, Gitton

Et, le 24 mai, des staliniens de Saigon lançaient précipitamment le journal *L'Avant-garde*, où, échos dociles de Moscou, ils traitaient les trotskystes de *"frères jumeaux du fascisme"* :

"Le Front populaire n'est pas une forme de collaboration de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, comme l'ont affirmé mensongèrement les trotskistes, ces frères jumeaux du fascisme (...).

Dans son discours à la session plénière du CC du PC de l'URSS, le 3 mars 1937, notre camarade Staline fait remarquer que le trotskisme a cessé d'être un courant politique dans la classe ouvrière, comme il l'était il y a sept ou huit ans (...). Le trotskisme est l'allié, est l'agent du fascisme."

Réplique immédiate du *Militant*, qui mit en exergue à son numéro du 1er juin : *« Les trotskistes sont "frères jumeaux du fascisme". A La Lutte, les staliniste et les trotskistes sont "frères". Les staliniste seraient-ils donc "frères des frères jumeaux du fascisme" ? »*

Le 12 juin, *L'Avant-garde* publia une lettre de Nguyen an Ninh attaquant *Le Militant* au sujet du Front populaire.

Remis en liberté provisoire le 7 juin, Tao proposa à Thau un nouvel accord pour une collaboration qu'il semblait croire encore possible et souhaitable : ne plus attaquer le Front populaire métropolitain. Thau lui répondit le 9 par une contre-proposition : les trotskistes cesseraient toute critique du gouvernement Blum-Moutet pendant trois mois et ne la reprendraient que s'il continuait à refuser amnistie, libertés politiques, libertés syndicales et épuration des fonctionnaires locaux réactionnaires. Cette proposition avait à peine été formulée que les staliniens claquaient la porte. La rupture était donc consommée, les trotskistes reprenaient leur liberté de critique et gardaient *La Lutte*.

La Lutte, voix de la IVe Internationale

La Lutte pouvait maintenant exposer ses profondes divergences avec la IIIe Internationale ; ce journal paraîtra avec le symbole de la IVe Internationale et de la révolution mondiale (le globe traversé par l'éclair).

Dès juin, sous la rubrique "Notre éducation marxiste", il présente l'*Histoire de l'Internationale communiste* et les *Résolutions de ses quatre premiers congrès (1919-1922)* ; en juillet, il réagit aux procès de Moscou en publiant intégralement *"J'accuse !"*, réponse de Trotski aux calomnies staliniennes, lue par les organisateurs du meeting de l'Hippodrome, à New York, devant 7 000 auditeurs, le 9 février 1937.

Mais dans le même temps, il continue à dénoncer les scandales locaux, les brutalités de tel ou tel policier, de tel ou tel administrateur, les abus de tel ou tel propriétaire foncier, comme *"le spoliateur Le quang Liem"* présenté *"sous son vrai jour"* ; il publie un récit circonstancié de l'expropriation de quelque 1 500 paysans victimes des usuriers, enquête menée par Tran van Thach dans les provinces de Rachgia et de Longxuyen après que Ta thu Thau eut remis les requêtes de ces paysans spoliés au gouverneur de Cochinchine. Le seul résultat en a été une réprimande aux plaignants pour leurs relations avec un "conseiller communiste" et ils ont été chassés des bureaux.

Les trotskistes entendent ne pas négliger les problèmes de la campagne ; Trotski a déjà rappelé leur importance à ses premiers disciples cochinchinois de 1930. Mais, tard venus en ce milieu rural travaillé par le Thanh nien depuis 1926, accusés par les staliniens de "mépriser les paysans" et numériquement plus que faibles, ils ont du mal à s'y implanter au-delà d'un certain rayon.

Le 11 juillet, l'expérience du journal de front unique révolue, le secrétariat pour la IVe Internationale conseille à *La*

Lutte de continuer à paraître comme organe de rassemblement des masses, en prenant fait et cause concrètement, cas par cas, en faveur des plus exploités, coolies, ouvriers et paysans, et en diffusant les objectifs les plus sensibles (amnistie, revendications économiques, fin des scandales de la terre), tout en exerçant son droit de critique à l'égard de l'orientation et de l'action locales des staliniens. *Le Militant* reparaîtrait, consacré à l'éducation politique, exposant les questions de fond. Contre la répression, dont on pouvait prévoir qu'elle s'étendrait, le secrétariat conseillait de garder un minimum d'appareil clandestin, d'organisation et de publication.

Malgré saisies et interdictions, des brochures de vulgarisation en *quoc ngu* furent imprimées : le *Ngay 1 thang tam va nan de quoc chien tranh* ("Le 1er août et le danger de guerre impérialiste"), *Vi sao ung ho Mat tran binh dan Phap ?* ("Pourquoi soutenir le Front populaire français ?"), et *Bien chung phap pho thong* ("La dialectique vulgarisée") de Phan van Hum.

Le groupe fut épaulé à Paris par le *Quan chung* ("Masses") et le *Quoc te IV* ("IVe Internationale"). Le *Quan chung* fut lancé le 15 septembre 1936 par Hoang quang Giu, Nguyen van Tu et leurs amis exclus de la section coloniale du PCF ; il réagit contre le premier procès de Moscou (19 août) et contre la dégénérescence réformiste de la IIIe Internationale. Ces militants, en relation avec *La Lutte*, purent informer en France sur les grèves et la répression coloniale sous le gouvernement de Front populaire.

Le *Quoc te IV*, mensuel du groupe trotskiste indochinois de Paris, vit le jour le 1er octobre 1937 ; il expliqua comment la IIIe Internationale en était venue, avec sa théorie du "socialisme dans un seul pays", à trahir l'internationalisme et la lutte des classes, en obligeant les partis communistes à soutenir sa politique de rapprochement avec certains impérialismes.

" Les partisans de la IIIe Internationale, écrit le *Quoc te IV* de novembre, *(...) poussent les masses annamites à soutenir les impérialismes "démocratiques" contre le bloc Allemagne-Italie-Japon. Ils oublient que le mot démocratie, le drapeau tricolore et* La Marseillaise *s'identifient, aux yeux des Annamites, avec les brigandages, les assassinats, l'exploitation de l'impérialisme français en Indochine. "*

La répression frappe indifféremment staliniens et trotskistes

Le 2 juillet, Tao et Thau, déjà inculpés en mai, sont condamnés chacun à deux ans de prison, mais laissés en liberté pendant leur appel.

Le 8, veille de la grève du Transindochinois à Saigon, la Sûreté perquisitionne chez les rédacteurs de *La Lutte*, Thau, Thach, Chanh, dans les locaux des comités d'initiative syndicale, et procède à de nombreuses arrestations, notamment celles de Tao, Nguyen van Nguyen et Tran van Hien, du journal *L'Avant-garde*.

Les pleins pouvoirs viennent d'être accordés à la Sûreté par le gouverneur Pagès, l'autorisant à *"toutes perquisitions et arrestations qu'elle jugerait nécessaires"*.

Thau rejoint Tao en prison le 22 juillet (le Transindochinois en était à son treizième jour de grève). Le 11 août, la cour d'appel confirme leur peine de deux ans de prison ferme et l'aggrave de dix ans d'interdiction de séjour.

Le 17 septembre, nouveau procès de *La Lutte* et de *L'Avant-garde*. Les inculpés font la grève de la faim depuis le 30 août. Thau, hospitalisé à Cho quan, est transporté sur une civière et So, trop affaibli pour comparaître, est représenté par Me Viviès, qui plaide pour l'abolition du décret du 4 octobre 1927 (*"manœuvres subversives par voie de presse"*) et pour le retour pur et simple à la loi de 1881. Thau et Tao se voient de nouveau infliger deux ans de prison, So, Quang, Hien, un an, assortis pour les deux premiers de dix ans et, pour les

autres, d'un an d'interdiction de séjour. Il y aura confusion des peines.

En novembre, l'Association des journalistes annamites de Cochinchine (AJAC) informe Nguyen the Truyen — qui présidait le Rassemblement colonial à Paris — sur le régime scandaleux de la presse annamite sous le gouvernement du Front populaire. Elle signale la disparition, soit par interdiction, soit par suspension, des journaux et revues *Than chung, Trung lap, Dan nguyen, Viet Nam et Phu nu tan van, Phong hoa, Ngo hao, Hon tre, Khoe, Tieng tre, Nhanh lua, Tuong lai, Nu luu tuan hao, The gioi tan van, Duoc Nha Nam,* etc.

L'année 1937 se clôt sur le procès de Nguyen an Ninh. Capturé le 5 septembre au village de Long hiep (Cholon), il est accusé non seulement d'avoir écrit des articles séditieux dans *La Lutte*, mais aussi d'avoir participé au meeting de nuit qui précéda la manifestation du 16 mai, celle des 2 000 paysans du village d'An truong (Travinh). Il est condamné en décembre aux mêmes peines que Thau et Tao. Ils ne quitteront la prison de Saigon qu'en février et mars 1939. Thach, Hum et Chanh assurent la relève de Ta thu Thau dans *La Lutte*.

Suite de la rupture

L'opinion populaire sera durablement émue par la rupture, et *L'Avant-garde* l'a choquée par sa déclaration sur les trotskistes *"frères jumeaux du fascisme"*.

Le 18 juillet 1937, le député communiste de Clichy, Honel, arriva à Saigon ; il venait soutenir ce journal et consacrer la rupture, tout en plaidant pour le Front populaire indochinois lancé sans résultat un an plus tôt. Il tenta d'embrigader les groupes français socialistes, frontistes et radicaux, la Ligue des droits de l'homme, le Parti constitutionnaliste et même les Démocrates indochinois de Michel My (le "Tigre de Cho Lach", célèbre tortionnaire de paysans), puis s'employa à organiser, pour le 27 août, un meeting sur *"l'œuvre du Front populaire"* ; ni la contradiction, ni le groupe *La Lutte* n'y seraient admis.

La police ferma le théâtre de Tan dinh devant lequel s'assemblait déjà un public hétéroclite, parmi lequel on pouvait distinguer les Croix-de-Feu bagarreurs du colonel de La Rocque. L'apologie du Front populaire ne put être prononcée. *La Lutte*, quant à elle, proposa un tout autre sujet de rencontre : amnistie générale pour les condamnés politiques, liberté syndicale, droit de grève pour les ouvriers, octroi d'urgence des libertés démocratiques, etc.

Quelques jours après l'arrivée de Honel, paraissait dans *Le Flambeau d'Annam*, du 27 juillet, puis dans *La Lutte*, du 22 août, l'article de Tran van Thach : *"Un point de l'histoire ouvrière en Indochine : pourquoi y eut-il scission dans le groupe La Lutte ?"*

« On sait sans doute que le groupe de "La Lutte" (...) se composait de trotskistes, de staliniens et d'un sans-parti : Nguyen an Ninh. Celui-ci est plus près des seconds que des premiers.

Depuis octobre 1934, date de reparution du journal La Lutte, *jusqu'à l'avènement du Front populaire, les diverses tendances avaient pu sans difficulté trouver un terrain d'entente dans l'opposition (...). Jusqu'à septembre 1936, la position de* La Lutte *se résume d'un mot : l'expectative à l'égard du gouvernement Blum. Nous voulions des réformes ; nous les avions toujours réclamées (...). Vint l'échec de l'organisation du Congrès indochinois, Tao, Thau, Ninh entrèrent en prison. Duong bach Mai partit pour la France (...). De France, par courrier avion, Duong bach Mai marquait à plusieurs reprises sa désapprobation de l'attaque dirigée contre le gouvemement (...). Le Parti communiste jugeait ça très mauvais. On écrivit à Mai qu'il devait faire autre chose que les coulisses, porter le cas de l'Indochine devant les masses françaises, dans les meetings et dans les journaux. L'activité de Mai se bornait à quelques articles isolés et à beaucoup de parlotes (...). De retour à Saigon* (en janvier 1937), *Mai déclarait (...) qu'il fallait soutenir le Front populaire, les dirigeants de* L'Humanité *l'exi-*

geaient. La proposition de Mai était mal accueillie, ses camarades staliniens (...) ne s'y ralliaient pas ouvertement.

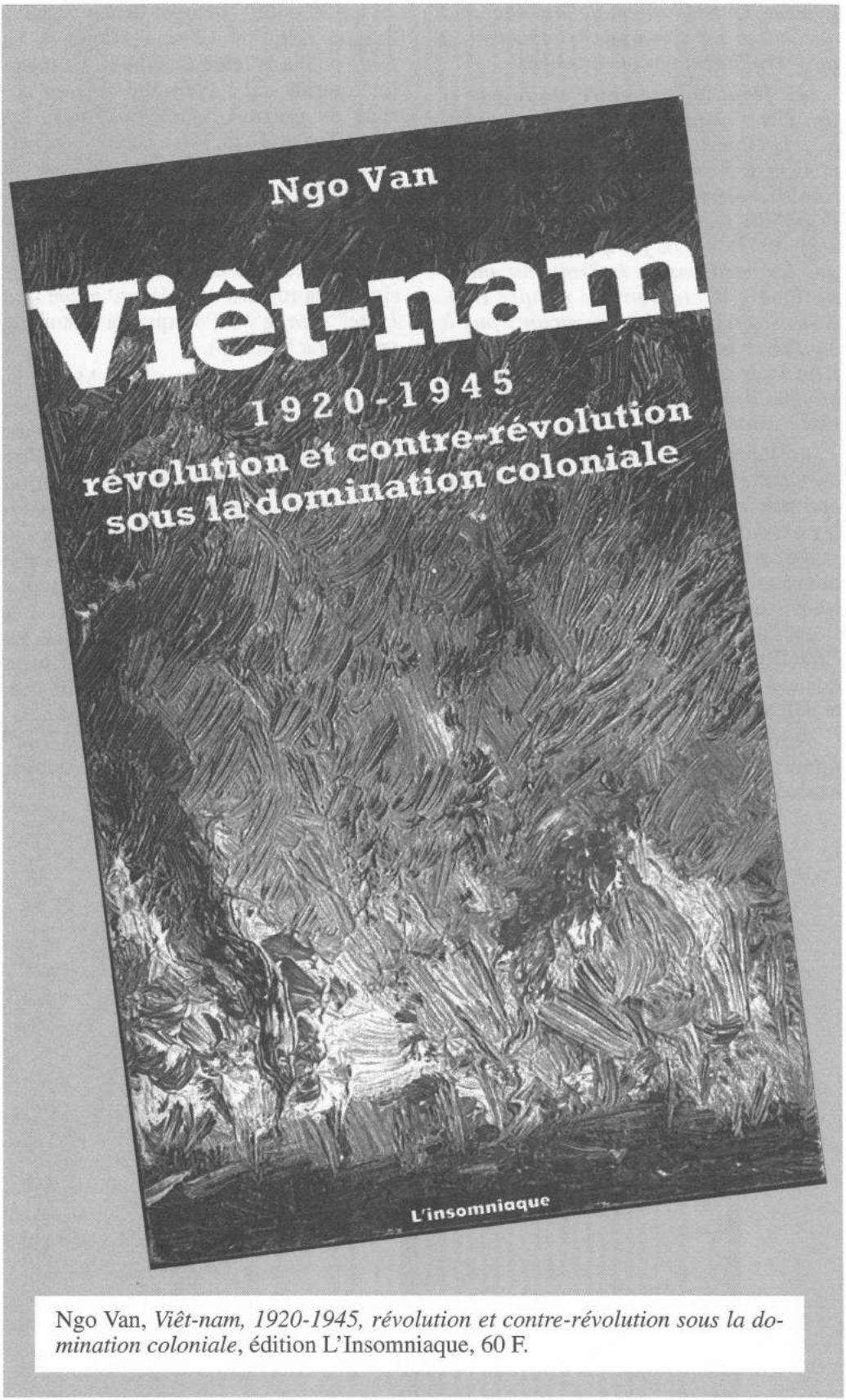
Le front unique entre staliniens et trotskistes continuait sur la base suivante : 1) Opposition à l'égard du gouvernement de Front populaire. 2) Dénonciation de l'élément radical (...). Il traînait jusqu'aux élections municipales (de fin avril 1937). *Ce ne fut qu'après celles-ci que les partisans de la Troisième Internationale décidèrent de rompre (...). Nous, trotskistes, ne renoncions pas à conserver le front unique (...), la résolution* (que nous avions proposée) *témoigne d'un extrême désir de conciliation : vaine tentative (...).*

(A Paris), *Deloche, dans* L'Humanité, *du 9 juillet (...), cherche à sauver ses camarades en appelant* (la répression) *sur les trotskistes :* "(...) Les communistes ne seront pas gênés pour dénoncer publiquement les trotskistes d'Indochine (...). Mais rien ne peut expliquer les arrestations des communistes comme Tao et l'intellectuel sans parti Nguyen an Ninh, qui ont toujours combattu le trotskisme et défendu le Front populaire" *(...).* »

Voilà jusqu'où une fureur aveugle mène les bureaucrates aux ordres de Moscou.

Le 29 août — Honel devait rester à Saigon jusqu'au 12 septembre —, *La Lutte* publia la lettre de Gitton. Le matelot français qui l'avait apportée au bureau du journal, ayant confondu les noms Tao et Thau, l'avait remise par erreur au second. Les staliniens accusèrent les trotskistes de l'avoir volée et de trahir le secret de leur correspondance conspirative en *"vulgaires flics"* qu'ils étaient... et diffusèrent leur propre version de la rupture dans *Vi sao nhom "La Lutte" chia re ?* ("Pourquoi la rupture au groupe La Lutte ?").

En novembre, Duong bach Mai se livrait à un bluff spectaculaire bien dans l'esprit tortueux du Front démocratique indochinois : il réunissait au théâtre Thanh xuong 3 000 auditeurs, reparlait des "vœux" demandés au peuple indochinois et prétendait sortir de là un cahier valable pour toute la population afin de le présenter à la fameuse commission d'enquête (toujours inexistante). Ce faisant, il ne risquait pas d'être critiqué par le constitutionnaliste Bui quang Chieu, qui, un an auparavant, avait déclaré crûment : *"Je ne vois pas pourquoi on demande son avis à l'homme de la rue"* (autrement dit, aux comités d'action de base).



Ngo Van, *Viêt-nam, 1920-1945, révolution et contre-révolution sous la domination coloniale*, édition L'Insomniaque, 60 F.

L'Eglise et le nazisme : les déclarations du cardinal Baudrillart en 1941

En 1936, Jacques Doriot, ancien membre du bureau politique du Parti communiste français, qu'il a quitté deux ans plus tôt, fonde le Parti populaire français (PPF), dont, avec les fonds de Mussolini d'abord, puis ceux d'Hitler, il tente de faire la première organisation fasciste du pays. Sous l'Occupation, le PPF rivalise dans l'ultra-collaborationnisme pro-nazi avec le Rassemblement national populaire (RNP) de Marcel Déat, ancien dirigeant de la SFIO, dont il avait été exclu en 1993 et dont, en 1936, le parti, alors appelé Parti socialiste de France, avait été l'une des 99 organisations signataires du programme du Rassemblement (ou Front) populaire.

Le 7 juillet 1941, moins de trois semaines après l'invasion de l'URSS par la Wehrmacht, les journaux français annoncent la création d'une Légion des volontaires français contre le bolchevisme (LVF), dont les initiateurs sont Marcel Déat et Eugène Deloncle, dirigeant d'une petite organisation fasciste dite Mouvement social révolutionnaire (MSR), bientôt rejoints par Jacques Doriot. Le 18 juillet, ces trois hommes tiennent un meeting au Vel-d'Hiv, sur le thème : la défaite du bolchevisme permettra la naissance de l'Europe unie. La LVF diffuse un journal dénommé *Le Combattant européen*, dirigé par un ancien socialiste, Marc Augier, enrôlé dans la LVF avec le grade de sergent.

Doriot et Déat se livrent une âpre concurrence pour prendre le contrôle de la LVF et surtout des fonds considérables qui lui sont affectés. C'est dans le cadre de cette rivalité qu'il faut placer la publication par le PPF d'une brochure reproduisant une interview donnée à ce parti le 4 décembre 1941 par le cardinal Baudrillart, éminent dignitaire ecclésiastique (membre du Sacré Collège des cardinaux près le Vatican, directeur de l'Institut catholique, qui forme les cadres de l'Eglise, membre de l'Académie française).

Dans sa riche étude sur la LVF publiée dans son livre *Trafics et Crimes sous l'Occupation* (1), Jacques Delarue signale l'engagement dans la LVF à l'âge de soixante-sept ans d'un *"personnage pittoresque (...), ecclésiastique distingué, noble et cultivé, ancien aumônier de Lyautey"* (2), Monseigneur (et comte) Jean Mayol de Luppé, auquel il consacre deux pages. Même s'il signale ensuite que le comité de onze membres qui patronne la Légion tricolore (nouveau nom donné à la LVF en juin 1942) comporte *"deux ecclésiastiques, un académicien, deux savants illustres et quatre journalistes et hommes de lettres"* (3), l'auteur ne signale jamais l'engagement politique du cardinal Baudrillart aux côtés de la LVF, autrement significatif, pourtant, que les gesticulations du comte Jean Mayol de Luppé. Si Doriot mourut porteur de l'uniforme de la Wehrmacht et si Déat se réfugia en Italie, inutile de préciser que le cardinal Baudrillart n'eut pas à souffrir de son appel à détruire le bolchevisme aux côtés de la Wehrmacht.

Le Vatican n'avait d'ailleurs rien à lui reprocher, puisqu'à la fin de la guerre, ses services organisèrent le transfert clandestin vers l'Amérique latine du bourreau nazi croate Ante Pavelic et de ses principaux collaborateurs, organisateurs de pogromes exterminateurs contre les juifs et les orthodoxes dans ce pays auquel Hitler avait donné, sous son étroit contrôle, une "indépendance" entièrement factice.

La brochure du PPF mérite donc de sortir de l'oubli...

---

(1) Jacques Delarue : *Trafics et Crimes sous l'Occupation*, Fayard, 1968. Le chapitre *"Ce que fut la LVF"* occupe les pages 145 à 233.

(2) *Ibidem*,. p. 199.

(3) *Ibidem*, p. 200.

"Les légionnaires sont les croisés du XXe siècle. Que leurs armes soient bénies..."

APLUSIEURS REPRISES, le cardinal Baudrillart, de l'Académie française, recteur de l'Institut catholique de Paris, a exprimé, avec un grand courage, que le communisme était une doctrine de malheurs, de mensonges et de destruction. On connaît l'autorité immense dont jouit le cardinal. Ainsi que l'exprimait M. Mallet, dans un entretien récent qu'il eut avec Son Eminence, *"l'autorité du cardinal Baudrillart est due à la ferveur et à l'orthodoxie de sa foi : se ranger à ses côtés, c'est se trouver d'accord avec le Saint-Siège. Rappelons-nous : au début du siècle surgit la grave crise du modernisme. Sans hésitation et sans tricherie, il prévit et aida à provoquer la condamnation de Rome."*

Il en fut de même en ce qui concerne la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Alors que beaucoup d'évêques inclinaient à accepter le principe des cultuelles, le recteur de l'Institut catholique protesta. Finalement, la loi fut condamnée par le pape Pie X.

Depuis 1883, Son Eminence n'a jamais quitté l'Institut catholique, cette maison où la puissance spirituelle de notre nation est non seulement conservée intacte, mais encore incessamment fortifiée. On le sait, le cardinal Baudrillart est un des quelque cinquante prélats vivants qui, dans le monde, composent le Sacré-Collège et sont à la fois les électeurs, les ministres et les conseillers du pape. Le cardinal a bien voulu nous recevoir, et ce n'est pas sans émotion que nous nous sommes trouvé devant celui qui, pendant l'autre guerre, avait été, comme aumônier de l'hopital militaire de l'Institut de France, le consolateur de tant de blessés et de tant de mourants, et qui, aujourd'hui, en travaillant à l'accord des ennemis d'hier, rend à la France un inoubliable service.

— *Pour bien comprendre,* affirme Son Eminence, *le jeu actuel du communisme, il est nécessaire d'analyser les méthodes dont usèrent les communistes russes pour accéder au pouvoir. C'est un examen préalable et essentiel.*

Nous en trouvons les conclusions dans la brochure remarquable que vient de faire paraître le professeur Pouzina, sous le titre : Bolchevisme, son histoire, son essence.

Les chefs bolcheviques bénéficièrent de la complicité absolue des conspirateurs démocrates et judéomaçons de la Douma, conduits par le prince Lvov. Mais il est bon de remarquer que ces conspirateurs, qui firent le lit du communisme, ne tirèrent eux-mêmes aucun profit de leur travail obstiné.

Milioukov, Terestchenko, Kerenski durent s'enfuir à l'étranger. Au surplus, en analysant les causes de la déroute de l'amiral Koltchak, en février 1919, on découvre que les représentants de la

Grande-Bretagne auprès de l'amiral l'amenèrent à une décision néfaste : celle de diviser ses forces en quatre armées indépendantes.

Deux armées dirigées vers le sud avaient pour objectif Astrakhan. La troisième prit la direction de l'ouest et devait aboutir à Moscou. La quatrième, qui était la plus forte, et comprenait plus de 50 000 hommes, fut dirigée vers Petrograd, au nord. Elle devait agir en contact avec le corps anglais commandé par le général Ironside, opérant près d'Arkhangelsk.

Or les avant-postes du général Ironside ne purent pas entrer en liaison avec la quatrième armée blanche, dont ils étaient séparés par des forêts inaccessibles et par des régions où il n'existe aucun moyen de transport !

— Ce n'est certes pas la première fois — ni la dernière — que les Anglais promettent une aide militaire... et sont absents quand il faut combattre.

— Malgré l'héroïque résistance des soldats de cette armée, commandée par Gaïdna, les forces blanches furent vaincues.

Un autre exemple de l'activité britannique en faveur des Rouges, ce fut l'échec de l'attaque contre Petrograd de l'Armée des volontaires, sous le commandement de Ioudenitch. Sous la pression directe des généraux anglais, Ioudenitch commença son avance avant que son armée fût définitivement organisée. Les objectifs prévus par l'accord entre les forces blanches et les Anglais furent néanmoins atteints par l'armée nationaliste. Cependant, la flotte anglaise n'entra pas en action, et l'aile gauche nationaliste resta seule sous le coup des forces armées bolchevistes. Cette inactivité anglaise fut la cause principale de l'insuccès final du général Ioudenitch. Tout ceci appartient à l'histoire.

On peut affirmer qu'en 1918 et jusqu'en 1920, les Anglais soutinrent au moins clandestinement les Soviets. Nul de ceux qui connaissent le plan et les méthodes de la diplomatie anglaise n'en sera surpris : il fallait sauver l'Egypte, les Indes.

Pour une large part, les causes de la révolution russe et le triomphe bolchevik furent l'œuvre de ceux à qui la débâcle russe profita.

Nous pouvons et nous devons le constater objectivement.

Ainsi a pu se fortifier, en Russie, le communisme, qui devint rapidement un danger immense pour tous les pays civilisés.

— Is fecit cui prodest..., affirme Son Eminence.

Avec quelle aisance et quelle précision le cardinal vient de désigner les responsables de l'édification d'un régime de terreur, de larmes et de mensonges ! Maintenant, la doctrine générale de la centrale de Moscou est définie rigoureusement, lumineusement :

— Entre Christianisme et communisme, il ne peut y avoir d'alliance, de pacte, de compromis. A plusieurs reprises, le Grand Pape Pie XI a démasqué le communisme. Il a multiplié les avertissements dans les encycliques : Miserentissimus Redemptor - Quadragesimo anno - Caritate Christi - Acerbo animu - Dilectissima nobis.

Plus solennellement encore dans la lettre Encyclique Divini Redemptoris, *le Pape a dénoncé le faux idéal de justice, d'égalité et de fraternité dans le travail, qui imprègne toute la doctrine bolchevik. Il a déclaré formellement que la doctrine communiste a aujourd'hui, pour fondement, le principe du matérialisme idéologique et historique déja prôné par Marx. Cette doctrine enseigne qu'il n'existe qu'une seule réalité : la matière, avec ses forces aveugles.*

Le communisme dépouille l'homme de sa liberté, de tous les principes spirituels qui doivent régler sa conduite, sa dignité ; il refuse à la vie humaine tout caractère sacré et spirituel. C'est un système rempli d'erreurs et de sophismes. C'est une doctrine conçue contre l'ordre social, dont elle détruit les fondements mêmes.

MAIS PIE XI A AUSSI CONSTATÉ QUE LE LIBÉRALISME AVAIT FRAYÉ LA VOIE AU COMMUNISME. Relisons ce passage de la lettre encyclique :

"Pour comprendre comment le communisme a réussi à se faire accepter sans examen par les masses ouvrières, il faut se rappeler que les travailleurs étaient déjà préparés à cette propagande par l'abandon religieux et moral où ils furent laissés à l'économie libérale."

Nous nous trouvons toujours en présence de la même alliance des forces mauvaises qui, dans tous les pays, préparent la révolution bolchevique.

Avec énergie et aussi une autorité accrue, Son Eminence stigmatise les différents aspects du communisme de guerre :

— Les Chrétiens ne doivent pas oublier cette parole de Lénine : "LA RÉPUBLIQUE SOVIÉTIQUE EST LA PLACE D'ARMES DE LA RÉVOLUTION MONDIALE."

C'est l'école de haine où l'on apprend la science de la révolution par le sang et par le feu. Hélas ! pauvre peuple russe devenu, par la force, le soldat de monstres humains !

Comment des Français avertis du danger bolchevik peuvent-ils mettre leur main dans celle des chefs communistes ? Comment la propagande communiste, qui va jusqu'au crime de meurtre et qui porte directement atteinte au destin de nos chers prisonniers, peut-elle se poursuivre avec l'assentiment de gens qui se disent patriotes et qui se prétendent chrétiens ?

Je crois cependant qu'on ne fait jamais appel en vain à la raison des Français et à leur cœur.

Montrer à tous le vrai visage du communisme, c'est par là qu'il faut commencer, et c'est par là qu'il faut continuer. Je voudrais que cet appel fût entendu de tous ceux qui doutent. Cependant, écoutez, regardez.

CONTRE LES PUISSANCES DÉMONIAQUES, L'ARCHANGE MICHEL BRANDIT SON ÉPÉE VENGERESSE, BRILLANTE ET INVINCIBLE. AVEC LUI SONT UNIS ET MARCHENT LES VIEUX PEUPLES CHRÉTIENS ET CIVILISÉS QUI DÉFENDENT LEUR PASSÉ, LEUR AVENIR, AUX CÔTÉS DES ARMÉES ALLEMANDES...

— Et dans ce combat, Eminence, la France est représentée par la Légion des Volontaires français contre le bolchevisme...

— Je le sais. Je sais aussi que la Légion est présentement en ligne contre les armées rouges, devant Moscou.

Ce n'est pas seulement l'honneur militaire de la Patrie que la Légion défend. N'oubliez pas que les Volontaires aident aussi à maintenir la puissance spirituelle de la France, et que, combattant pour leur famille et pour leur patrie, ils combattent en même temps pour la civilisation chrétienne de l'Occident menacée depuis longtemps par la barbarie communiste.

Comment ne pas savoir gré à ces hommes d'accomplir un tel sacrifice ?

Péguy a dit :

"De même que saint Louis entendait que la croisade fût, et la croisade, et un combat d'honneur, de même Jeanne d'Arc entendait que la juste guerre qu'elle allait livrer fût un combat d'honneur et de Dieu et un combat de chevalerie et, certainement, les préliminaires d'une croisade — le retour à la croisade."

Or, ajoute Péguy, "il y aura LA croisade".

Ainsi a-t-il prophétisé le temps de la colère, tempus iracundiæ, *le moment que nous vivons, où les puissances du bien et du mal s'affrontent dans un combat définitif.*

COMME PRÊTRE ET COMME FRANÇAIS, J'OSERAI DIRE QUE CES LÉGIONNAIRES SE RANGENT PARMI LES MEILLEURS DES FILS DE FRANCE. PLACÉE À LA POINTE DU COMBAT DÉCISIF, NOTRE LÉGION EST L'ILLUSTRATION AGISSANTE DE LA FRANCE DU MOYEN ÂGE, DE NOTRE FRANCE DES CATHÉDRALES RESSUSCITÉES.

ET JE DIS, PARCE QUE J'EN SUIS SÛR, QUE CES SOLDATS CONTRIBUENT À PRÉPARER LA GRANDE RENAISSANCE FRANÇAISE.

EN VÉRITÉ, CETTE LÉGION CONSTITUE, À SA MANIÈRE, UNE CHEVALERIE NOUVELLE.

CES LÉGIONNAIRES SONT LES CROISÉS DU XXe SIÈCLE. QUE LEURS ARMES SOIENT BÉNIES ! LE TOMBEAU DU CHRIST SERA DÉLIVRÉ !

— *Il faut bien comprendre,* reprend Son Eminence, *que nous ne nous relèverons non point par de vaines paroles, mais par des actes.*

Comment exprimer l'impression extraordinaire que ces paroles, d'une signification si haute, nous firent ressentir ?

Cette apparition soudaine de saint Michel, le Maréchal du ciel, parmi les Volontaires français, qui succèdent en Russie aux soldats du Grand Empereur, marque avec force cette entrevue.

Ainsi donc, mes camarades, qui êtes partis pleins d'enthousiasme et de foi pour ce combat sans merci, vous qui avez, par certains, été calomniés, dénigrés, vous avez votre première récompense : une des autorités spirituelles les plus hautes de notre époque rend hommage à votre courage et vous range parmi les missionnaires des temps nouveaux !

Et vous, paysans, humbles artisans, ouvriers qui avez lutté depuis si longtemps au sein de notre Mouvement contre Moscou, dans un combat souvent inégal, dans vos villages, vos usines, dans la rue, voici qu'apparaît l'aurore du jour tant attendu, le jour du pain et de la liberté.

Puisse cette fraternité du sang français et du sang allemand répandu en commun au cours de combats gigantesques éviter à notre patrie de grands malheurs !

Comme il énonce sa doctrine d'action, les yeux du cardinal brillent d'une flamme ardente. La calotte rouge fait ressortir avec un singulier pathétique les nobles et tranquilles traits de son visage. Nous lui posons une question :

— Beaucoup d'ouvriers, de petites gens de France, sont venus au communisme parce qu'ils avaient été victimes d'un système d'oppression capitaliste particulièrement inhumain. C'est maintenant à l'économiste et au sociologue que je m'adresse, car nous connaissons vos vastes connaissances sur ces problèmes. Eminence, pensez- vous qu'il est souhaitable que ce système capitaliste puisse encore exercer des ravages dans notre peuple et, ainsi, faire le jeu du communisme ?

— *Nous avons abordé la question tout à l'heure quand nous avons constaté que LE SYSTÈME DU CAPITALISME LIBÉRAL AVAIT TRACÉ LA VOIE DU COMMUNISME. Ces problèmes, en effet, m'ont toujours intéressé. Vous savez que j'ai été le collaborateur de mon père, auteur de* La Morale et l'Economie politiques, *ouvrage qui résumait ses cours au Collège de France. Longtemps, j'ai travaillé avec le successeur de mon père à cette chaire, M. Levasseur, comme si, à mon tour, je devais l'y remplacer.*

Il est sûr qu'il FALLAIT DONNER À L'OUVRIER AUTRE CHOSE QUE LE DROIT DE GRÈVE. Car ce droit, en réalité, ne faisait qu'augmenter dans beaucoup de circonstances la misère des ouvriers. Il devint bientôt un procédé politique exploité par le communisme dans le sens odieux que vous connaissez et que votre Parti a combattu.

J'ai parcouru, avec mon père, notre pays ; j'étais son associé dans ses missions sur les populations rurales de la France. Je me suis, pendant longtemps, intéressé aux problèmes concernant les ouvriers agricoles. Au cours de ces visites, nous avons trouvé partout de bons et d'excellents patrons, mais leur bonté, leur compréhension concernaient uniquement leur caractère, leur manière de concevoir la vie.

Ils auraient pu être de mauvais patrons. Je veux dire que rien ne les forçait à être de bons conducteurs d'entreprise. Il y a beaucoup de réformes à réaliser pour que l'ouvrier ne soit pas uniquement considéré comme un salarié. Il y a de bons et de mauvais ouvriers, comme il y a de bons et de mauvais patrons. Il n'est pas juste que les bons paient pour les mauvais.

Je saisis cette occasion pour vous exprimer combien je regrette que, parfois, l'on confonde des ouvriers qui sont sin-

cères et qu'il faut détromper, avec des agents stipendiés de puissances étrangères payés pour dresser, par tous les moyens, le peuple français contre le peuple allemand.

De même, je désire que vous sachiez que j'ai toujours suivi avec le plus grand intérêt la carrière de M. Jacques Doriot, à Saint-Denis.

MÊME LORSQUE M. DORIOT AVAIT DES IDEES OPPOSÉES AUX MIENNES, IL ÉTAIT VISIBLE QU'IL ÉTAIT SINCÈRE ET QUE SES IDÉES INTÉRESSAIENT UNIQUEMENT UN BIEN-ÊTRE SUPÉRIEUR DES OUVRIERS. J'AI ESTIMÉ, COMME TOUS LES CHRÉTIENS CONSCIENTS DU DANGER COMMUNISTE, LES EFFORTS CONSIDÉRABLES ACCOMPLIS PAR M. DORIOT ET SES PARTISANS CONTRE LE BOLCHEVISME, LE MARXISME, LA FRANC-MAÇONNERIE. IL FAUT CONSIDÉRER QUE CES EFFORTS ÉNERGIQUES ONT ÉTÉ TRÈS UTILES À LA FRANCE.

Le fait que M. Doriot a rompu ouvertement, en 1934, avec le Komintern (en expliquant aux ouvriers POURQUOI il agissait ainsi) constitue un acte de courage. Je n'ignore pas d'ailleurs que, pendant de longues années, M. Doriot s'opposa aux volontés de Moscou, avant 1934.

J'AI TOUJOURS APPRÉCIÉ LA GÉNÉROSITÉ DE CARACTÈRE DE M. DORIOT, AUSSI BIEN, AUJOURD'HUI QU'IL EST PARTI AVEC LES SOLDATS FRANÇAIS DANS CETTE LUTTE SUPRÊME, DONNANT TOUT DE LUI-MÊME, OFFRANT SA VIE DANS LA CROISADE QU'IL A, EN QUELQUE SORTE, PRÊCHÉE, ON NE PEUT QU'ADMIRER SES ACTES, ET LES MONTRER EN EXEMPLE.

Le cardinal Baudrillart s'est levé.

— *Dans le mystère des Saints Innocents,* dit-il, *Charles Péguy a écrit sur* Dieu et les Français :

"C'est embêtant, dit Dieu, quand il n'y aura plus de Français.

Il y a des choses que je fais, il n'y aura plus personne pour les comprendre."

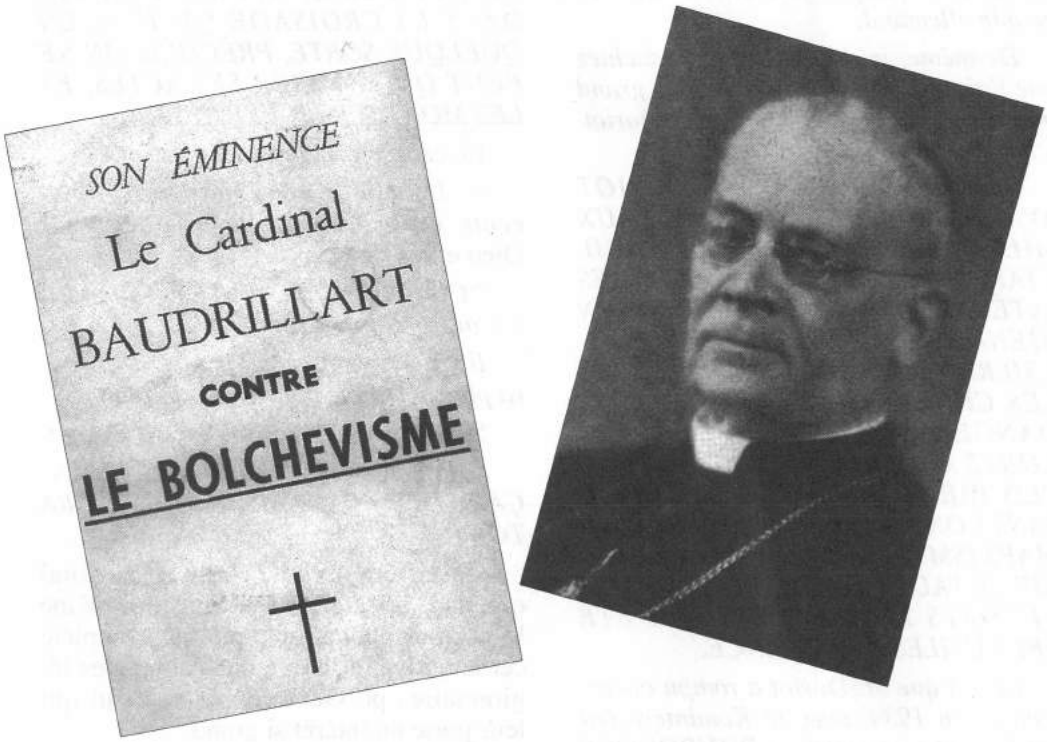
Son Eminence reprend avec énergie :

"IL Y A TOUJOURS DES FRANÇAIS. DES FRANÇAIS, IL Y EN AURA TOUJOURS."

Détail émouvant, c'est le cardinal qui, dans ses archives, a choisi lui-même le portrait photographique qui complète cet entretien, afin que nos camarades légionnaires puissent connaître celui qui leur porte un intérêt si grand.

Lui-même me l'a remis, comme je prenais congé, dans ce salon tout tendu de pourpre cardinalice, où le portrait du Saint-Père regarde fixement celui qui, pour racheter les fautes des hommes, a tout donné, est mort en croix.

M.-I. S. »



La brochure tirée sur les presses de l'imprimerie spéciale du Parti populaire français (PPF) en 1942, agrémentée du portrait du cardinal Baudrillart, *"afin que nos camarades légionnaires puissent connaître celui qui leur porte un intérêt si grand"*.

Roparz Hémon, nationalisme breton et collaboration

(1940-1944)

Aussi, il convient de s'interroger si la promotion d'une "Europe des régions" et la présentation de la charte des langues comme une avancée des mœurs ne recouvre pas, là encore, une telle manipulation. Car force est de constater que nombre des "rigidités" sociales que des fonctionnaires européens ultra-libéraux souhaitent voir disparaître, afin d'obtenir une supposée meilleure efficacité économique, trouvent aujourd'hui leur organisation et leur sens dans le cadre des Etats-nations, et non des régions. Les mécanismes de solidarité qui jouent alors, au sein des régions mais aussi entre les régions d'une nation, ne peuvent bien souvent être viables économiquement que sur une large échelle.

Ainsi un système d'enseignement public et gratuit, une Sécurité sociale, un système de retraite ne laissant personne dans le dénuement, un réseau public de moyens de transport, soumis à l'intérêt général et non à des intérêts pécuniers privés, sont aujourd'hui des exemples d'"archaïsmes", qui prennent aujourd'hui leur racine dans un système de solidarité élargie à plusieurs dizaines de millions de personnes, et qui pourraient être menacés par une "régionalisation" des solidarités et des intérêts.

L'objectif visé serait-il alors, pour les fonctionnaires européens, de casser les solidarités prenant place au sein d'Etats-nations, d'éliminer progressivement certaines conquêtes sociales appliquées à cette échelle, afin d'y substituer plus facilement un système social où la privatisation des intérêts régnerait en maître et où les solidarités nationales amoindries par une régionalisation croissante des solidarités et des intérêts auraient cessé d'entraver la marche vers le libéralisme économique à tout va ? "Diviser pour régner" en quelque sorte ? »

Qui a commencé à opposer le breton au français ? La population ?

Les objectifs des "bretonistes"

Skol Vreizh est l'association d'édition de Ar Falz, organisation se situant "à gauche", agissant pour la pénétration de l'enseignement du breton dans les écoles publiques. Citons-la sur Monsieur le Vicomte de La Villemarqué : *"L'intention n'était pas neutre chez le jeune aristocrate, hôte assidu à Paris du salon d'Auguste de Gourcuff, lieu de rencontre d'une intelligentsia qui pense tenir en une Bretagne celtique régénérée un bastion de solide résistance aux idées nouvelles* (1).

En effet :

« Cependant, il ne faut pas considérer tous les travaux et efforts en faveur de la langue bretonne comme purement désintéressés. Le "bloc rural" se rend compte très tôt de la fonction incomparable de ciment et de solidarité que la langue peut constituer en Basse-Bretagne, en même temps qu'elle peut permettre de faire écran aux idées extérieures à la société bretonne (extérieures, c'est-à-dire subversives). La Villemarqué écrit ainsi en 1847, dans son Essai sur l'histoire de la langue bretonne *:*

"Mais ce n'est pas seulement, qu'on le sache bien, le goût des antiquités, de la philologie et de la littérature celtique qui soutient et anime les hommes éclairés auxquels la langue bretonne doit sa culture actuelle ; ils veulent remplir, à l'aide de cet idiome, une mission plus importante (...) ; leur but est (...) d'entretenir les traditions d'honneur et de loyauté des ancêtres ; de développer les bons instincts des classes laborieuses, d'élever leur cœur et de les rendre meilleures en les éclairant" (2). »

Et quelle *"instruction dans la foule"*, quelles *"traditions d'honneur et de*

(1) *Histoire de la Bretagne et des pays celtiques*, Skol Vreizh, 1980, tome 4, p. 121.

(2) Michel Nicolas, *Histoire du Mouvement breton*, 1982, pp. 45-46.

loyauté des ancêtres", quels *"bons instincts des classes laborieuses"* sont-ils visés ?

L'Union régionaliste bretonne des nobles et prélats (URB) donne les vrais objectifs :

M. l'abbé Favé : *"Nous ne devons pas perdre de vue que de nouveaux barbares, ennemis de notre race, ennemis de nos traditions et de notre foi, sont à nos portes. Etudions quels sont les moyens de les combattre victorieusement. Sous prétexte de semer des doctrines politiques, ils travaillent à métamorphoser l'esprit de nos compatriotes. Il faut voir quelle peut être la part des ouvriers agricoles dans le mouvement socialiste. L'incendiaire rode autour de la cité."*

M. le Président (marquis de l'Estourbeillon) : *« Nous ne devons pas, en effet, nous cacher que la question est très grave, que le danger est imminent. Il y a peu de régions qui ne soient "infectées" par le socialisme. Il est très urgent d'étudier la question.*

Monsieur l'abbé Cadic a étudié la Révolution en Bretagne. Le 15 mars 1793, les paysans se portèrent en masse vers les villes, pour dévaliser les bourgeois. Les Bretons se laisseraient facilement entraîner aux mesures brutales si les vrais patriotes ne prennent pas à tâche de les éclairer sans cesse sur leurs devoirs sociaux." (bulletin de l'URB, 1904, extrait du rapport de la séance du 8 sept. 1903) (3).

Est-il possible d'être plus clair sur l'origine et les buts de la "défense du breton" ?

En 1903, quel était le rapport entre le breton et le français ?

L'écrivain breton Pierre Jaquez Hélias fait dire à un père dans son livre *Le Cheval d'orgueil* :

"Mon fils, avec le breton tu es comme une chèvre attachée à son piquet. Avec le français, tu pourras aller partout ."

"Viv ar Républik ra déom bara ha kig" (*"Vive la République, qui nous donne pain et viande !"*) : il y cite aussi son grand-père, Alain Hélias, sabotier républicain.

Le français à l'école publique a été un facteur essentiel d'émancipation et de libération de la population en Bretagne, revendiqué comme tel dans les cahiers de doléances de 1789, en opposition à l'aristocratie, qui avait sa langue commune, le français, et prétendait l'interdire à la population, confinée et reléguée dans l'émiettement des "langues locales".

Le "breton" n'a commencé à être mis en avant par ces mêmes aristocrates et ecclésiastiques qu'en opposition à l'école laïque et à la République. Ce qui n'enlève rien au droit à développer le breton sur un terrain culturel, qui est évidemment un droit légitime.

Qui a continué à opposer le breton au français ? Le PNB, Fouéré, Hémon, Martray ; Kendalc'h, BAS et Cercles celtiques, le CELIB, le MOB...

Le Parti national breton (PNB), agent des nazis

"On doit à la vérité de dire que la quasi-totalité du Mouvement breton organisé politiquement a collaboré d'une façon ou d'une autre pendant la guerre" (4).

"Tous les membres du PNB ont été pro-allemands et pro-nazis pendant la guerre" (5).

(3) Cité dans Michel Nicolas, *Histoire du Mouvement breton*, 1982, pp. 55-56.

(4) Cf. Goulven Pennaod, *La Bretagne réelle*, n° 336, 1er septembre 1972.

(5) Michel Nicolas, *Histoire du Mouvement breton*, p. 102.

Mode d'emploi

Henri Fréville, historien et ancien maire de Rennes, a découvert « *un manuscrit figurant dans les papiers du Majestic, dans la section contemporaine des Archives nationales (...). Ce manuscrit émane du baron Hans von Delwig Tiesenhausen, membre de la Propaganda Abteilung Frankreich (section française des services de la propaganda), lequel eut une activité intense dans le domaine de la presse et de la politique intérieure bretonne, dans les années 1940-1941.*

Il écrit :

"1) Depuis le mois d'octobre, je me suis efforcé de rassembler et d'unifier les autonomistes modérés. J'y ai largement réussi. Les résultats essentiels que je peux vous annoncer sont : la fondation d'un nouveau journal (le quotidien *La Bretagne,* à Rennes), la fondation d'un Comité économique des intérêts bretons et le début de fondation d'un parti modéré. Ce parti pourrait toucher des milieux notablement plus vastes que ne pouvait le faire le groupe précédent dirigé par Debauvais et Mordrel.

Le journal qui va être fondé (il paraîtra vers le 15 janvier) le sera principalement avec la participation de Yann Fouéré et de Jacques Guillemot.

2) Pour qu'une organisation modérée soit efficace, il est nécessaire que l'organisation extrémiste subsiste et continue à bénéficier de soutien.

On m'a promis 200 000 F pour continuer à soutenir *L'Heure bretonne,* qui, depuis que le bureau de l'Abwehr lui a retiré son appui, se trouve sans soutien ; mais il faut aussi faire en sorte que l'organisation extrémiste, en tant que telle, bénéficie de notre aide (...).

3) Afin de permettre au mouvement breton de se développer sans heurts et, aussi, afin de lui laisser le temps de se réorganiser solidement sous la nouvelle direction de Raymond Delaporte, il serait tout à fait souhaitable que Debauvais et Mordrel se voient accorder l'occasion de faire *"le séjour d'étude"* en Allemagne qu'avait proposé le bureau de l'Abwehr, et ce d'autant plus que la majorité de leurs anciens partisans se sont clairement exprimés en ce sens, estimant que *"ce serait très bien, si les deux hommes se retiraient pour un certain temps"*.

Heil Hitler ! (6)" »

Werner Best était le chef de l'administration de guerre nazie à Paris, à l'hôtel Majestic, et suivait de près la "question bretonne". Von Roeder était son conseiller d'administration militaire.

Mœurs concentrées collaborationnistes : des extraits d'un rapport de dénonciation aux nazis du préfet (pétainiste) Ripert, de résistants, de juifs

Pour bien savoir à qui et à quoi nous avons affaire, il est essentiel d'examiner les rapports concrets et vérifiables avec les nazis, révélés par Henri Fréville, qui a dépouillé les archives du Majestic, siège de l'administration nazie en France occupée ; on trouve ainsi une « *dénonciation émanant des milieux autonomistes bretons :* Rapport général sur le préfet de la région de Rennes : François Ripert, en date du 12 avril 1942 *(Archives nationales, A.J. 40-544. Référence : dossier V in 133 (I) 30-4. Groupe I. Objet : les préfets français dans la zone occupée) (...) ».*

Il dénonce les *"déclarations et attitudes directement anti-allemandes"* du préfet : *"Le préfet Ripert s'efforce autant que possible d'éviter tout contact avec les autorités militaires d'occupation.*

Il dénonce ses *"relations avec les milieux anti-Allemands notoires"*.

Il dénonce son *"action anti-allemande dans l'exercice de ses fonctions"*.

Il dénonce l'*"hostilité du préfet Ripert aux groupements collaborationnistes"*.

(6) Henri Fréville, *Archives secrètes de Bretagne 1940-1944*, pp. 52-53. Document cité : Archives nationales, A.J. 40-547. Fac-similé dans les annexes du livre.

Il dénonce l'"*hostilité du préfet Ripert aux organisations bretonnes*".

La dénonciation promeut une initiative : « *En vue de manifester la faveur que rencontrent les revendications bretonnes dans le public et même auprès des nouvelles municipalités nommées par le régime Pétain, les "Amis de la Bretagne" envoyèrent aux différents conseils municipaux des quatre départements de la région de Rennes le texte d'une adresse au maréchal Pétain, pour la création de la province de Bretagne, dans le cadre de la France.*

Le texte devait être adopté par les conseils municipaux et retourné à l'Association des "Amis de la Bretagne", 19, rue de la Monnaie, à Rennes. »

(Le texte intégral de cette "adresse" a été publié dans le n° 10 des *Cahiers*, p. 146 — NDLR.)

Cette adresse réclame, entre autres :

1) de constituer, dès maintenant, la préfecture régionale de Bretagne ;

2) de nommer le plus tôt possible un gouverneur breton à la tête de la province de Bretagne et, dans la mesure du possible, des fonctionnaires bretons en Bretagne ;

3) de créer une assemblée ou un grand conseil provincial, qui assistera le gouverneur dans sa tâche et qui devra comprendre les représentants des communes et des délégués des forces économiques professionnelles et spirituelles de Bretagne ;

4) de réaliser de manière effective l'enseignement de l'histoire de Bretagne dans tous les établissements d'enseignement de Bretagne ;

5) de réaliser, en basse Bretagne, l'enseignement progressif de la langue bretonne en même temps que celui du français, à tous les degrés de l'enseignement et de l'admettre comme deuxième langue facultative au baccalauréat.

L'adresse *"fait pleinement confiance à M. le maréchal Pétain, chef de l'Etat français pour réaliser au plus tôt ce programme et lui renouvelle ses sentiments de filial dévouement"*.

La dénonciation s'achève par une mise en cause de *"l'action* (du préfet) *contre MM. les professeurs R. Hémon et F. Elies.*

Une des marques de l'hostilité du préfet Ripert à l'Institut celtique est la tentative de faire exclure de l'université M. Roparz Hémon (Louis-Robert Némo) et M. François Eliès (dit Abeozen), qui sont cependant, l'un et l'autre, professeurs titulaires, mais exercent actuellement des fonctions dirigeantes à l'Institut celtique et au poste de radiodiffusion de Rennes-Bretagne, *à la demande des autorités militaires d'occupation.*

Les tentatives faites dans ce but par le recteur de l'académie de Rennes, M. Souriau, ne l'ont été que sur les instructions formelles du préfet régional.

M. le professeur Roparz Hémon pourrait donner tous renseignements complémentaires sur cette action.".

Ils se glorifient comme collaborationnistes, dénonçant nominalement pour les envoyer à la mort résistants et juifs, avec leurs adresses, et des témoins... Toute exaction nazie leur est chère, et ils s'en recommandent et s'en prévalent. Ils font appel à leurs protecteurs nazis en toute occasion, protecteurs qu'ils reconnaissent comme tels, mais qui sont en fait des associés, à égalité entre compagnons idéologiques.

Quelle est la différence avec la "Formation Perrot", issue du PNB, ouvertement intégrée dans les SS, et la Gestapo ?

Les "extrémistes" sont ouvertement associés aux nazis, les "modérés" officiellement fascistes sur le terrain de Pétain.

Fouéré a constitué le MOB, dont l'UDB est issue ; Hémon est la grande autorité morale du "breton unifié", revendiqué par Diwan et l'UDB.

Le joyau défendu par ce rapport de dénonciation est l'adresse à Pétain, avec les cinq revendications du "Mouvement breton", qui sont toujours le programme de l'UDB, de Diwan, et des autres.

Roparz Hémon et le "breton unifié". La langue fonde la nation : *"Tant qu'il restera un francisant dans notre pays, ce sera un de trop"*

Comment Roparz Hémon "hérissa les vrais bretonnants", paysans bretons qu'il méprisait

Michel Nicolas, qui a écrit une *Histoire du Mouvement breton*, favorable au "Mouvement breton", évoque Roparz Hémon, qu'il renomme "Louis Némo", de son vrai nom, "Hémon" étant en fait "francisant" (c'est-à-dire ayant le français comme langue maternelle).

Comment Roparz Hémon apparaît dans *Breiz Atao*, en 1922

Pour comprendre Roparz Hémon et son groupe, il faut explorer leur journal, *Breiz Atao*. Celui-ci exalte la marche sur Rome et la prise du pouvoir par Mussolini.

En octobre 1922 :

« A travers la presse : Fascio.

L'enquête à laquelle le reporter du Matin *vient de se livrer auprès des grands chefs du fascisme montre comment, par la force de leur enthousiasme et leur "culot", une poignée de patriotes italiens a pu créer la force qui vient de sauver la patrie (...).*

Et le Matin *nous décrit le ralliement au fascisme de la plupart des éléments nationaux, les uns après les autres, attirés à lui par l'instinct de la conservation et comme par des forces magnétiques. C'est, en dernier lieu, 800 000 syndiqués qui, d'un coup, abandonnent le communisme pour venir se ranger sous les drapeaux de Mussolini.*

Après le triomphe fasciste et devant l'inanité des efforts à tendance parlementaire et respectueux de l'ordre étatique, on est en droit de conclure en faveur de certain esprit et de certaines méthodes (7). »

Décembre 1922, en exergue de la "une" :

"En 1919 : la majorité des députés sont partisans de l'enseignement du breton, à tous les degrés. En 1922 : deux seulement. Pour leur rafraîchir la mémoire... ***l'huile de ricin****"* (en gras dans le texte) (8).

Breiz Atao, une organisation dans le moule fasciste maurrassien, une idéologie totalitaire autonome

Roparz Hémon écrivait dans *Arvor* (9) :

"Kefridi ar vrezhonegerien (en Breton).

La Bretagne n'a qu'une langue : le breton. Le français n'est qu'une langue étrangère. Malgré qu'il soit, et qu'il sera encore utilisé parmi nous, bannir le français est notre but. Tant qu'il restera un francisant dans notre pays, ce sera un de trop" Roparz Hémon (10).

Un programme antisémite et pro-nazi en 1938 ? Hémon dans *Stur* ?

Henri Fréville attribue à Roparz Hémon une déclaration de programme, dans la revue *Stur* (créée par Mordrelle

(7) *Breiz Atao*, n° 46-47, octobre-novembre 1922, p. 249.

(8) *Breiz Atao*, n° 48, décembre 1922, page de "une".

(9) Voir *En lisant* Arvor, p. 15.

(10) *Arvor*, n° 74, 7 juin 1942.

en 1934), dans le n° 13 (avril-juin 1938), l'article *"La route vers nous-mêmes"* :

"Nous voyons le danger que fait courir au génie celtique l'envahissement de la civilisation mécanisée ; nous n'ignorons pas non plus quelle responsabilité ont les affairistes et intellectuels de race juive dans les développements catastrophiques de ses positions matérialistes. Mais il n'en est pas moins vrai que, sur le plan précis de la culture intellectuelle, c'est le latinisme qui reste le grand ennemi.

C'est lui seul qui, depuis deux mille ans, a sapé puis étouffé la société celtique, ses arts, ses aspirations et ses manières de vivre. C'est lui qu'il faut éliminer avant d'espérer pouvoir nous retrouver et nous réaliser (11)."

Le pseudonyme utilisé n'est pas le "Pendaran" utilisé sous les nazis, mais "Katuvolkos". Henri Fréville affirme qu'il est celui de Roparz Hémon.

On retrouve en 1940 Hémon dans le "Kuzul Meur" ("Grand Conseil") dirigeant les différentes branches de *Breiz Atao*. On retrouve ses articles dans *Breiz Atao* de la première période d'élaboration idéologique (1923-1927), et dans la deuxième période du PAB (Parti autonomiste breton), au moins jusqu'en 1928.

Un salarié des nazis en 1941, et revendiquant de l'être par ses associés

Henri Fréville expose sur quelle base Roparz Hémon travaille à Radio-Bretagne, antenne de Radio-Paris :

« Il fut alors définitivement nommé dans les fonctions de secrétaire aux émissions de la station Radio-Bretagne et bénéficia d'abord de son traitement de professeur au lycée de Brest, détaché à la radio.

Il fut ensuite rétribué directement par le budget de Radio-Bretagne alimenté par les fonds provenant du service de propagande allemand, section France, 118, avenue des Champs-Elysées.

Des difficultés graves s'étaient, en effet, élevées avec les services de l'Education nationale relativement à la légalité du détachement obtenu. Le conflit prit fin par un accord amiable, difficilement intervenu, aux termes duquel Louis Némo (Hémon) *était* "mis à la disposition de l'autorité occupante" *(...). »*

L'auteur évoque *« la manière cavalière dont Louis Némo* (Hémon) *(les autorités rectorales ignoraient, administrativement parlant, le pseudonyme Roparz Hémon) reprochait aux autorités académiques la façon dont elles avaient agi à son égard à l'occasion de la suspension de son traitement. La chose, disait-il, constituait* "une offense à l'armée allemande dont je suis l'employé" *(...)* (12). »

Employé de l'armée allemande... il en est manifestement fier !

La Propaganda Staffel autorise le journal de Hémon, *Arvor*

La parution d'une nouvelle publication n'était pas anodine, sous les nazis :

"Ce fut Arvor. *L'autorisation de paraître fut accordée sans la moindre difficulté par les autorités d'occupation et le premier numéro parut dès le début de 1941. L'éditorial, généralement écrit en français et signé Pendaran, était l'œuvre de Roparz Hémon* (13)."

Roparz Hémon n'est donc pas un grammairien inoffensif, mû par l'amour de la Bretagne, perdu dans des études de breton, entraîné par inattention dans l'Allemagne nazie (14).

(11) Henri Fréville, *Archives secrètes de Bretagne 1940-1944*, p. 75.

(12) *Ibidem*, p. 82.

(13) *Ibidem*, p. 77.

(14) Voir *Nemeton*, n° 5, automne 1943, pp. 143 à 151.

Roparz Hémon, en association avec le plan nazi : le "breton unifié"

"Roparz Hémon prend en charge — le 1er juillet 1941 — le secrétariat aux émissions radiophoniques de Radio-Rennes ; Roparz Hémon serait l'agent actif du mouvement de restauration du parler breton et de l'unification de la langue ; il en serait assurément le leader, sans que son action apparût, à première vue, fondée essentiellement sur des considérations politiques (15)."

Il se situe au cœur d'un nationalisme breton marqué par l'antisémitisme. Ainsi, *L'Heure bretonne* (hebdomadaire du PNB) (16) écrit le 5 juillet 1941 :

"COMMENT LA BRETAGNE SE DÉFENDIT CONTRE LES JUIFS (...). La Bretagne et les Juifs au XIIIe siècle (...) L'ordonnance de Jean Le Roux : (...) que personne ne sera recherché pour avoir tué un Juif jusqu'à cette heure (...) (17)."

"DE LA BALTIQUE A LA MER NOIRE, LA DISLOCATION DES FORCES SOVIETIQUES SE POURSUIT. La Croisade antisoviétique marque chaque jour des points, et son succès, dont nous n'avons jamais douté, s'affirme, sur le plan intérieur et sur le plan militaire (...)."

La Bretagne, de Yann Fouéré, a salué à la "une" du 12 juillet 1941 :

"UN ÉVÈNEMENT DÉCISIF DANS L'HISTOIRE DE LA LANGUE BRETONNE", en dessous d'une photo : *"Sur les boulevards parisiens, cette boutique juive est devenue le siège d'un bureau où sont reçus les engagements pour la Légion contre les Soviets"* (Légion des volontaires français contre le bolchevisme, bureau de recrutement) (18).

Roparz Hémon et ses associés ne sont pas des "instruments" manipulés, mais des organisateurs, appliquant la politique qu'ils ont élaborée dans *Breiz Atao* :

"Et voilà comment la Bretagne a été ressuscitée (...). Par sa langue uniquement, et en chassant la langue de l'étranger" (Roparz Hémon, *An aotrou Bimbochet e Breiz* ("Monsieur Bimbochet en Bretagne), *Gwalarn*, 1925, p. 37) (19).

"L'unification" du breton a bien été planifiée par Roparz Hémon (et ses organisations) conjointement avec les nazis ; l'opération est déclenchée au moment de l'invasion de l'URSS. *"Echéance au 15 juin"* veut dire croisade pour le breton annoncée le 22 juin, veille de la grande croisade contre l'URSS.

En lisant *Arvor*...

Dans *Arvor*, du 1er juin 1941, Pendaran (alias Roparz Hémon) écrit :

"La Troisième République française a répandu dans le peuple une culture basée sur la mystique de la Révolution de 1789, revue et corrigée par le Parti radical, avec, cela va sans dire, la collaboration des Juifs et des Loges ; culture où la morale, surtout négative, veut échapper aux dogmes religieux, où les sciences dites exactes prennent le pas sur les sciences d'observation, où l'histoire obéit aux concepts jacobins, où la littérature se réclame du monde gréco-latin."

En août 1941, il insiste :

"Les membres de l'enseignement qui n'auront pas satisfait aux épreuves du Trec'h Kentan et du Trec'h Meur dans les délais voulus se verront retirer le droit d'exercer leurs fonctions en Basse-Bretagne" (Pendaran, août 1941) (20).

En septembre, il menace les dirigeants vychissois eux-mêmes de la trique nazie :

---

(15) Henri Fréville, *Archives secrètes de Bretagne 1940-1944*, pp. 86-87.

(16) *L'Heure Bretonne*, nos 43, 50, 51, 52, 53 de mai à juillet 1941 ; *La Bretagne*, n° 95, 12 juillet 1941.

(17) *L'Heure Bretonne*, n° 52, 5 juillet 1941, page 3.

(18) *La Bretagne*, n° 95, 12 juillet 1941.

(19) Ronan Calvez, département de celtique, Université de Bretagne occidentale, Brest : *"Le réenchantement d'un monde. Mouvement breton, nazisme et émissions de radio en Breton"*, colloque à l'Université Humbolt de Berlin, 28 mars 1998, pp. 122-123.

(20) *Arvor*, n° 34, 24 août 1941.

"Il n'y aura pas de tranquillité en Bretagne tant que les droits de notre langue bretonne seront méconnus. Veut-on provoquer des troubles ? Veut-on faire passer la question sur le plan international ? Si le gouvernement tarde encore à nous rendre justice, force sera peut-être à d'autres de trancher le différend. Messieurs de Vichy, Carcopino et autres, n'oubliez pas qu'il y a des juges... où vous savez" (21).

Ce chantage au nazisme montre que le grammairien n'est jamais très éloigné des groupes de choc collaborationnistes, Gwen-ha-Du pour commencer. En juin 1942, il se vante :

"Je me déclare, me tenant sur le strict terrain culturel, qui est le nôtre, partisan d'une collaboration loyale avec les peuples qui façonnent, sous nos yeux, l'Europe nouvelle" (Roparz Hémon, juin 1942) (22).

En juillet 1942, il affirme son antisémitisme virulent :

"L'histoire de Bretagne, croyons-nous, est au programme des écoles, et obligatoirement les petits Bretons doivent apprendre que les Celtes ont subi plusieurs siècles de honte et d'esclavage, depuis le temps où les légions romaines débarquaient dans l'île de Bretagne jusqu'au temps ou feue Marianne livrait notre pays à ses juifs (...)" (Pendaran, juillet 1942) (23).

Cette citation a été plusieurs fois présentée comme isolée, ou venant d'un anonyme pseudonyme inconnu (24).

Du n° 89 au n° 117, *Arvor* publie des reportages réguliers sur les hauts faits des armées nazies, avec photographies. Après, il doit y avoir un accord avec la Propaganda Staeffel, convenant que le "grammairien" est plus utile.

Un programme raciste et antisémite en 1942 ; l'Institut celtique, repaire d'antisémites

Ainsi, la revue Nemeton écrit en 1943 : « *Une chose est certaine : tous les Etats autoritaires d'Europe ont dû adopter une législation d'exception concernant les juifs. En Allemagne, cette législation est fondée, d'une part, sur les principes ethno-eugéniques formant la base de la communauté germanique ; d'autre part, sur le rôle économique purement parasitaire que joue l'Israélite au sein de la société (...).*

Vis-à-vis de ce problème, convenablement posé, comment va agir Vichy ? M. Xavier Vallat, commissaire général aux Questions juives, l'examinera d'un point de vue confessionnel purement chrétien : "(...) Le peuple juif est aussi la race maudite que le déicide, collectivement consenti, a condamné à ne plus avoir de patrie et à errer à travers le monde" *(Gabriel Malglaive,* Juif ou Français, *éditions CPRN, dans la préface de Xavier Vallat, p. 5) (...). Nous attendons de Vichy une loi complémentaire (...).*

Il nous faut conclure. Le judaïsme jugulé, la maçonnerie détruite, l'Etat français va-t-il enfin connaître sa liberté d'action ?

(...) Prenez garde, messieurs de Vichy, tout aux ordres, trop aux ordres de la nonciature, de tresser une couronne de martyr au pauvre franc-maçon amateur de relations et de prébendes, de nimber d'une auréole de victime le front bas du boursier juif, requin de finance (...) (25). »

La fuite chez les nazis, l'accord avec Doriot

Au début du mois d'août 1944, les nazis bretons de la Formation Perrot s'enfuient en Allemagne. Roparz Hémon grimpe dans leur camion. Un survivant du groupe en témoigne :

"(...) Je me suis tellement attardé que j'ai failli rater le camion qui nous emmenait vers Angers. J'ai dû monter le

(21) *Arvor,* n° 36, 7 septembre 1941.

(22) *Arvor,* n° 75, 14 juin 1942.

(23) *Arvor,* n° 81, 26 juillet 1942.

(24) Voir *Qui ose défendre le "breton unifié" de Roparz Hémon ?,* p. 22.

(25) *Nemeton,* n° 5, automne 1943, pp. 143 à 151.

dernier, après avoir aidé Roparz Hémon (26)."

« Au total, il semble qu'à ce moment un peu plus d'une cinquantaine de membres de la "Formation" quittent la Bretagne (...) (Basset [imprimeur de L'Heure bretonne *et de* Breiz Atao*], les Guieysse et leur fille Denise, R. Hémon, J. Youenou et deux femmes de membres de la Formation avec leurs enfants) »* (R. Caërléon, *Le Rêve fou des soldats de Breiz Atao*, p. 148).

Roparz Hémon apporte son appui au fasciste breton O. Mordrel, qui passe avec Doriot un accord certes grotesque, mais significatif. O. Mordrel raconte :

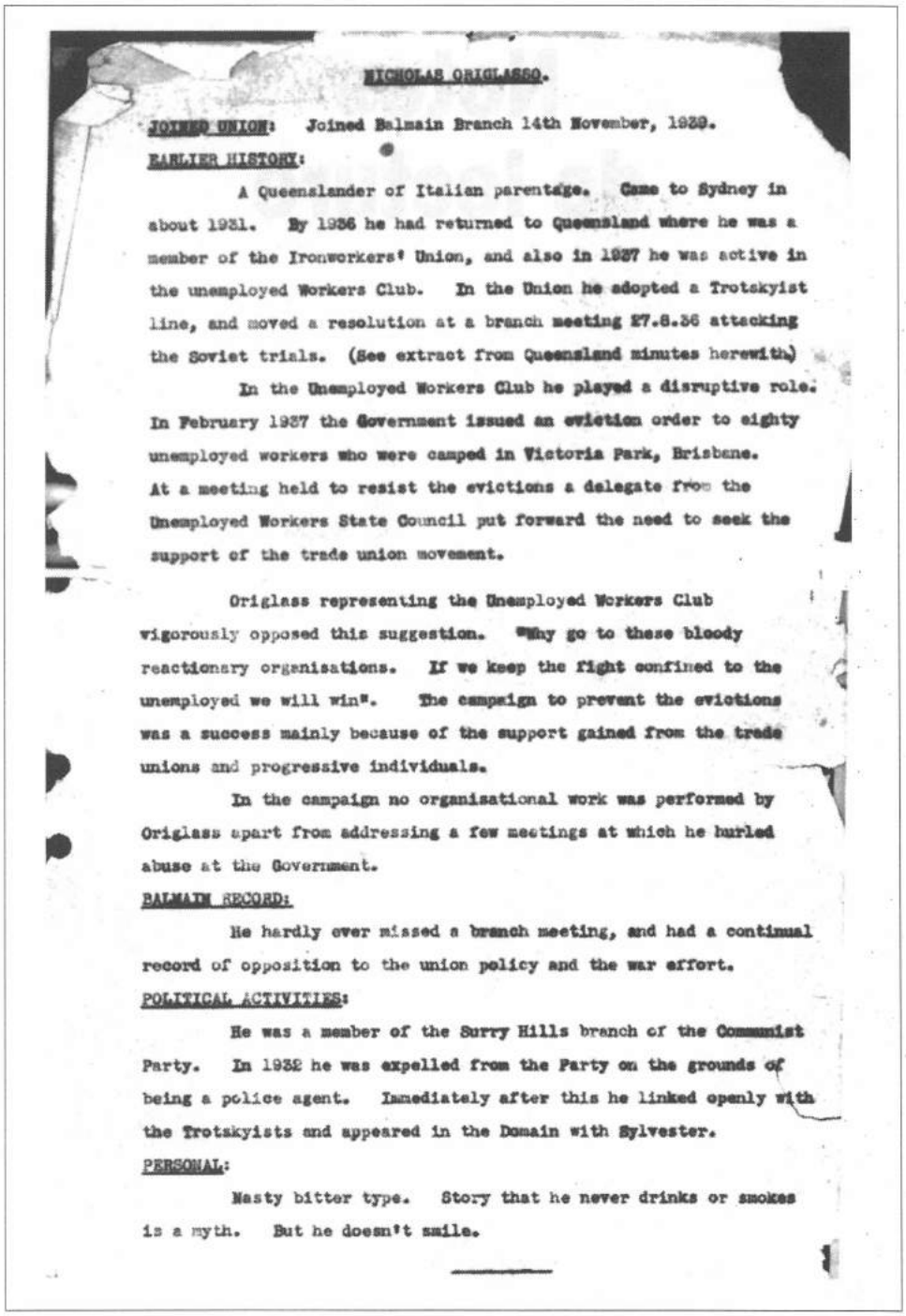
« Le chef du Parti populaire français "me propose de rédiger un accord écrit, dans lequel il s'engagerait, en tant que chef éventuel de l'Etat français, à reconnaître l'existence de la nation bretonne distincte de la nation française, jouissant de son entière autonomie comme Etat associé sur pied d'égalité avec la France, qui garderait des prérogatives du type confédéral suisse... J'y serais désigné comme gouverneur de la Bretagne avec plein pouvoir pour l'organiser en corps de nation, n'ayant de comptes à rendre qu'au chef du gouvernement à Paris et non à son Conseil des ministres" *(...) (Protocole du 16 février 1945) »* (Breiz Atao, *par O. Mordrel, pages 395-399)* (27).

---

(26) Michel Nicolas, *Les Nationalistes bretons de 1939 à 1945*, p. 226.

(27) *Ibidem*, p. 123.

Notes de lecture



NICHOLAS ORIGLASSO.

JOINED UNION: Joined Balmain Branch 14th November, 1939.

EARLIER HISTORY:

A Queenslander of Italian parentage. Came to Sydney in about 1931. By 1936 he had returned to Queensland where he was a member of the Ironworkers' Union, and also in 1937 he was active in the unemployed Workers Club. In the Union he adopted a Trotskyist line, and moved a resolution at a branch meeting 27.8.36 attacking the Soviet trials. (See extract from Queensland minutes herewith)

In the Unemployed Workers Club he played a disruptive role. In February 1937 the Government issued an eviction order to eighty unemployed workers who were camped in Victoria Park, Brisbane. At a meeting held to resist the evictions a delegate from the Unemployed Workers State Council put forward the need to seek the support of the trade union movement.

Origlass representing the Unemployed Workers Club vigorously opposed this suggestion. "Why go to these bloody reactionary organisations. If we keep the fight confined to the unemployed we will win". The campaign to prevent the evictions was a success mainly because of the support gained from the trade unions and progressive individuals.

In the campaign no organisational work was performed by Origlass apart from addressing a few meetings at which he hurled abuse at the Government.

BALMAIN RECORD:

He hardly ever missed a branch meeting, and had a continual record of opposition to the union policy and the war effort.

POLITICAL ACTIVITIES:

He was a member of the Surry Hills branch of the Communist Party. In 1932 he was expelled from the Party on the grounds of being a police agent. Immediately after this he linked openly with the Trotskyists and appeared in the Domain with Sylvester.

PERSONAL:

Nasty bitter type. Story that he never drinks or smokes is a myth. But he doesn't smile.

La fiche établie par le PC australien sur le militant ouvrier Nick Origlass (voir page 141).

Léon Trotsky : *Littérature et Révolution. Questions du mode de vie* (1)

TROTSKY écrivit *Littérature et Révolution* en 1922 et 1924. Le volume fut enrichi ensuite d'articles consacrés à des écrivains soviétiques (Essénine, Maïakovski), français (Malraux, Céline, Malaquais), italiens (Ignazio Silone), américains (Jack London) et d'écrits divers. Les Editions de la Passion viennent de rééditer ce volume, en y ajoutant le texte complet des *Questions du mode de vie,* publié en 1923. Trotsky y étudie les problèmes de la vie quotidienne dans l'Union soviétique à la fin de la guerre civile et au début de la NEP, alors que se développe la bureaucratisation du parti.

Trotsky tente à la fois de répondre à un certain nombre de questions fondamentales (qu'est-ce qu'un art révolutionnaire ? un art socialiste ? une culture prolétarienne peut-elle exister ?), de définir la politique du parti révolutionnaire au pouvoir dans le domaine artistique. C'est de ce point de vue qu'il étudie les diverses écoles littéraires et leurs représentants. Au-delà de tel ou tel jugement sur tel écrivain déterminé, ce qui mérite surtout l'attention, c'est la méthode utilisée par Trotsky. Il s'oppose à la volonté manifeste des "écrivains prolétariens" membres du Parti communiste d'imposer leur loi à la littérature soviétique, au nom d'une littérature prolétarienne primitive et au nom du Parti communiste, dont ils réclament le soutien total. Trotsky dénonce leurs *"méthodes de pogrom"* à l'égard de toutes les autres écoles littéraires.

Comme le souligne Maurice Nadeau dans sa préface, *"Trotsky ne prône aucune théorie esthétique"*. Il ne prétend pas légiférer parce qu'il considère que le parti n'a pas à s'ingérer dans ce domaine. L'apparition d'un art vraiment nouveau est liée à la construction d'une société socialiste, où *"l'homme maîtrisera la nature entière (...), désignera les lieux où les montagnes doivent être abattues, changera le cours des rivières et emprisonnera les océans"* et élaborera d'autres rapports sociaux. Or cette construction n'est pas possible dans le cadre de la seule Union soviétique isolée et arriérée.

"L'artiste, écrit Trotsky, *est un prophète ; les œuvres d'art sont faites de pressentiments ; il s'ensuit que l'art antérieur à la révolution est l'art de la révolution."* La bureaucratie stalinienne, qui a prospéré sur le terreau de l'isolement et de l'arriération, a entraîné l'Union soviétique sur la voie de la réaction sociale, politique, culturelle et artistique, qui s'est exprimée à la fois par le recours à la contrainte contre les créateurs de tous ordres et par le retour, sur le plan artistique, à l'académisme et aux formes les plus primitives du pseudo-réalisme. Elle a transformé le prophète en propagandiste chargé de remplir une commande sociale et politique. Seuls ont

(1) Préface de Maurice Nadeau et introduction d'Anatole Kopp, éditions de la Passion, 384 pages, 150 F.

survécu comme artistes ceux qui ont résisté à cette exigence, au prix, souvent, de leur silence ou de leur vie.

Les lois et la censure du marché, d'un côté, la censure et le revolver de l'appareil, de l'autre, mettent en péril l'existence même de l'art en menaçant, voire en liquidant la liberté individuelle du créateur. Or, souligne Trotsky en juin 1938, *"toute œuvre d'art authentique porte toujours en elle une protestation contre la réalité, protestation consciente ou inconsciente, active ou passive, optimiste ou pessimiste"*. L'art ne peut supporter aucune direction : *"Une création spirituelle authentique est incompatible avec le mensonge, l'hypocrisie et l'esprit d'accommodement. L'art peut être le grand allié de la révolution pour autant qu'il restera fidèle à soi-même."* Et nul ne peut, à la place des créateurs eux-mêmes, en définir les voies, les méthodes et les forces imprévisibles.

Les *Questions du mode de vie,* écrites au même moment que *Littérature et Révolution,* portent, elles, sur les problèmes de la vie quotidienne dans une république soviétique ruinée, dévastée, et qui se remet très difficilement des sept années de guerre et de guerre civile. Il faut *"construire, produire, réparer, racommoder"*. Il faut donc porter son attention sur les petits détails, qui, dans cette tâche harassante, permettent de rendre la vie commune possible, voire supportable ; faire en sorte que les maisons communes ne soient pas, comme *"c'est souvent le cas, des trous pouilleux, pleins de crachats"*. Ne pas jeter les mégots par terre, ne pas cracher sur le sol, être ponctuel, lutter pour un langage plus châtié, car *"la grossiéreté du langage — la grossiéreté russe en particulier — est un héritage de l'esclavage, de l'humiliation, du mépris pour la dignité humaine, celle d'autrui et la sienne propre"*. Il s'agit de créer les conditions élémentaires permettant la reconstruction d'une culture pour tous. Il consacre un chapitre aux problèmes de l'émancipation de la femme. L'égalité de droits politiques pour l'homme et la femme, dit-il, c'est très simple, l'égalité économique *"est déjà beaucoup plus difficile. Mais établir l'égalité effective de l'homme et de la femme dans la famille, voilà qui est incomparablement plus compliqué et qui exige des efforts immenses pour révolutionner notre mode de vie. Et cependant, il est évident que tant que l'égalité de l'homme et de la femme ne sera pas établie dans la famille, on ne pourra pas parler sérieusement de leur égalité dans la production ni même de leur égalité politique, car si une femme est asservie à sa famille, à la cuisine, à la lessive et à la couture, ses possibilités d'agir dans la vie sociale et dans la vie de l'Etat sont réduites à l'extrême."*

Ainsi, Trotsky posait le problème de l'égalité de l'homme et de la femme dans les domaine de la vie quotidienne, dont le règlement seul conditionne à ses yeux l'égalité politique effective. Malgré le développement des crèches et jardins d'enfants, qui représentera un acquis incontestable, l'un des éléments du caractère réactionnaire du stalinisme sera la parité hommes-femmes dans le seul exercice des travaux les plus pénibles (mines, bâtiment) et la fourniture à des dizaines de milliers de nomenklaturistes de femmes de ménage venues de la campagne et payées à très bas prix...

Les *Questions du mode de vie* s'achèvent par le procès-verbal d'une longue discussion entre ouvriers et secrétaires de cellule sur tous les problèmes sociaux, culturels, politiques de la vie ouvrière. La discussion révèle l'existence d'une démocratie politique dans le parti au pouvoir — malgré les restrictions apportées par le X^e^ Congrès du parti de 1921. Cette démocratie allait vite disparaître et céder la place à l'insulte et à l'anathème, caractéristiques du stalinisme. Les oukazes et le bluff, sous le règne de la bureaucratie, remplaceront la discussion, et les problèmes, pourtant très sérieux, de la vie quotidienne, seront dissimulés sous les voiles grossiers de la propagande officielle d'un présent presque aussi radieux que l'avenir.

La lecture des *Questions du mode de vie* a entre autres comme intérêt de donner une image réelle de ce qu'était l'existence — difficile — dans l'URSS au début de la NEP et du souci profond qu'avaient des militants ouvriers, et

Trotsky parmi eux, de trouver des réponses, si modestes et empiriques puissent-elles être. Ce livre ne correspond évidemment pas à l'image traditionnelle d'un Trotsky préoccupé de la seule révolution mondiale au point d'en oublier les problèmes immédiats. Les *Questions du mode de vie,* comme *Littérature et Révolution,* montre qu'il tentait sans cesse de proposer des réponses à ces dernières en dégageant le lien dialectique entre les deux.

Jean-Jacques Marie

Hall Greenland : *Red Hot : the life and times of Nick Origlass* (1)

CE livre retrace l'existence du militant ouvrier australien Nick Origlass, qui fut d'abord membre du Parti communiste, qu'il quitta en 1931, à l'un des moments les plus élevés de ce que, dans le langage du Comintern, on appelait alors la "troisième période", celle de la révolution prétendument "imminente" (la lutte "classe contre classe", qui consistait surtout en une lutte acharnée contre la social-démocratie, dénoncée comme sœur jumelle du fascisme, et en particulier contre ses courants de gauche, jugés les plus dangereux !).

Il rejoignit les rangs de la IVe Internationale, dont il fut en Australie l'un des principaux dirigeants, puis, à partir de 1937, le principal dirigeant. Il prit part à de nombreuses grèves, qui jouèrent un grand rôle dans l'histoire de la classe ouvrière australienne, en particulier la grève de Balmain, en 1945.

Sa biographie donne en même temps une peinture du Labour Party australien à certaines périodes de son existence (lorsque Trotsky, en 1934, proposa aux groupes trotskystes, dans certains pays comme la France, l'Espagne et l'Australie, d'entrer dans les partis sociaux-démocrates ou Labour Party, organisations de masses évoluant de plus alors vers la gauche face au danger fasciste, Origlass refusa obstinément d'appliquer cette orientation).

Le livre étudie ensuite l'activité de Nick Origlass dans la IVe Internationale aux côtés de Michel Pablo après la guerre, puis sa rupture non seulement avec la IVe Internationale, mais même avec le mouvement ouvrier dans son ensemble. L'auteur du livre le souligne à sa manière, en écrivant : *"Il semble ironique, quand nous considérons le Nick Origlass ultérieur, le pionnier de la démocratie participative, qu'il ait pu être un bolchevik aussi peu critique à cette époque"* (dans les années 1930) (p. 77).

La dernière partie de l'ouvrage est évidemment beaucoup moins intéressante que les trois premiers quarts, sauf pour qui veut étudier où peut mener la rupture avec le mouvement ouvrier et ses traditions, qui conduit Nick Origlass à se préoccuper des seuls problèmes de "démocratie participative" locale ou des problèmes locaux d'environnement.

Al Richardson a résumé ce point dans une note sur cet ouvrage, publiée dans *Revolutionary History* (été 1999). Il conclut sa note par ce commentaire impitoyable : *"Comment un homme qui s'était consacré si courageusement à changer le monde a-t-il pu ainsi terminer dans sa propre arrière-cour ?"*

Marc Teulin

(1) Wellington Lane Press, 1998, 316 pages, 10 livres.

Staline entre Hitler et Churchill (1)

DANS *Le Mythe du "brise-glace"*, publié en 1994, Gabriel Gorodetsky réfutait les allégations du livre publié sous ce titre par un petit transfuge des services du renseignement militaire soviétique (GROU), sous le pseudonyme prétentieux de Souvorov, le généralissime russe de la fin du XVIII[e] siècle. La quatrième de couverture de la version française donne une bonne image de cet opuscule, qui reprend purement et simplement la thèse d'Hitler sur la guerre préventive de l'Allemagne nazie contre l'URSS :

« *A partir des sources soviétiques, Victor Souvorov démontre que le pacte germano-soviétique et la stratégie suivie de 1936 à juin 1941 s'inscrivaient dans un plan machiavélique de Staline : écraser l'Allemagne et conquérir une Europe exsangue. Hitler devait servir de "brise-glace" à la révolution mondiale. Staline avait constitué une armada de chars ultra-rapides pour fondre sur les autoroutes allemandes, mobilisé la plus grande armée de parachutistes au monde, à laquelle succéderait un million de kagébistes pour installer la terreur dans l'Europe occupée. Tel était le "plan de libération" de Staline, qu'Hitler devança de quelques semaines.* »

Rezoun, dit Souvorov, a même découvert la date de l'agression prévue de Staline : le 6 juillet 1941. Staline voulait bien sûr conquérir l'Allemagne pour étendre à toute l'Europe la révolution mondiale, dont il abattait pourtant les partisans. Ainsi, Hitler n'aurait fait que défendre la civilisation européenne face au péril rouge.

L'ouvrage est truffé d'affirmations fantaisistes, du genre : *"En janvier 1918, le groupe communiste allemand, Spartacus, fut créé à Petrograd"*, alors qu'il fut constitué en Allemagne par Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht en 1916 ; en 1921, la répression de l'insurrection paysanne de Tambov fit *"des centaines de milliers de morts"*, alors qu'en dehors des affrontementrs militaires entre l'Armée rouge et des détachements organisés avec un état-major et une véritable artillerie, elle s'acheva par quelque 30 000 morts, en majorité fauchés par le froid, la faim et le typhus, comme malheureusement des millions de Soviétiques entre 1918 et 1922. Le trafic des chiffres est une constante de cet opuscule. Ainsi, l'auteur parle-t-il des *"millions de prisonniers soviétiques faits par les Allemands dans les premiers jours de la guerre"*, au lieu des 500 000 à 600 000 réels...

Dans *Le Grand Jeu de dupes*, qui refond et complète son *Mythe du "brise-glace"*, Gabriel Gorodetsky s'attache surtout à étudier la politique de Staline de 1939 à 1941 et les éléments essentiels qui déterminent sa politique : d'abord, une méfiance profonde à l'égard de l'Angleterre et de Churchill, qui cherchent, à ses yeux, par tous les moyens, à l'entraîner dans la guerre, et dont il craint qu'ils ne cherchent à conclure une paix séparée avec l'Allemagne, qui aurait ainsi les mains libres pour attaquer l'URSS ; ensuite, la conviction fantaisiste qu'existe une différence d'appréciation (et même une brèche) entre l'état-

(1) Gabriel Gorodetsky : *Le Grand Jeu de dupes. Staline et l'invasion allemande*, traduit de l'anglais par Isabelle Rozenbaumas. Les Belles Lettres, Paris, 2000, 574 pages, 185 F.

major allemand et Hitler, qu'il croit réticent à déclencher une guerre sur deux fronts face à un état-major en revanche prêt à monter une provocation pour la déclencher.

Staline s'oppose donc à toute mesure qui pourrait faciliter cette manœuvre supposée de l'état-major allemand, en particulier aux mesures de mobilisation proposées par l'état-major, dirigé par Joukov depuis la mi-janvier 1941, et au déploiement des troupes soviétiques vers la frontière. Il traite de désinformateurs les agents des services de renseignements comme Sorge et bien d'autres, qui informent Moscou de l'imminence de l'agression nazie ; le 18 juin, quatre jours avant l'invasion, il insulte en plein bureau politique le commissaire du peuple à la Défense, Timochenko, qui insiste sur ce point : *"Timochenko est un homme subtil avec une grosse tête mais, semble-t-il, un petit cerveau (...). Vous devez vous rendre compte que l'Allemagne ne combattra jamais la Russie toute seule."* Et quittant la réunion du bureau politique, il se tourne vers Timochenko et Joukov, et leur lance : *"Si vous vous apprêtez à provoquer les Allemands sur la frontière en déplaçant des troupes sans notre permission, des têtes vont tomber."*

Sa volonté d'amadouer Hitler et son entourage pour différer une guerre inévitable l'amène à d'étranges concessions, que signale Gorodetsky : invité par l'état-major à protester contre les incursions systématiques de la Luftwaffe dans l'espace aérien soviétique (parfois de 200 kilomètres et plus), il accepte les explications de l'ambassadeur allemand, Schulenburg : ce ne sont là qu'erreurs de pilotes mal entraînés. Mieux encore, lorsque ce dernier lui demande l'autorisation d'accepter l'entrée sur le territoire soviétique de groupes de soldats allemands, chargés officiellement de détecter les tombes germaniques des morts de la guerre précédente, il donne son accord, malgré les réticences de l'état-major, qui devine aisément les objectifs d'espionnage de cette émouvante recherche. Staline franchit vite le pas qui sépare l'apaisement de l'aveuglement.

Les divers services de renseignements soviétiques, soucieux de plaire au patron, lui fournissent une palette de données "à la carte" : après l'avoir informé sans retard de l'adoption de l'opération "Barberousse", ils lui fournissent des renseignements qui peuvent nourrir les deux interprétations de l'attitude d'Hitler et de la concentration croissante de divisions de la Wehrmacht sur la frontière : soit la préparation de l'agression, soit une pression accrue, qui prendra la forme à un moment donné d'un ultimatum pour contraindre l'Union soviétique à d'importantes concessions : accroissement important des livraisons de matières premières, cession de territoires en Ukraine. Dès lors, la concentration des troupes allemandes relèverait du "bluff" ou du "chantage" pour faire céder Staline.

La fuite en Angleterre du dignitaire nazi, proche d'Hitler, Rudolf Hess, le 10 mai 1941, exacerbe les craintes de Staline, soigneusement analysées par Gorodetsky, sur des négociations de paix séparée entre Berlin et Londres. Il insiste sur la conviction des services secrets britanniques qu'une négociation prochaine entre Hitler et Staline annonçait une très probable alliance entre les deux pays.

Gorodetsky détaille les composantes et les conséquences de l'aveuglement de Staline, qui a coûté des millions de morts aux peuples soviétiques pris par surprise, et involontairement apporté une aide précieuse — mais insuffisante — à Hitler. Aussi peut-on s'étonner que, dans la dernière note de son livre, il affirme :

« On ne peut qu'approuver le jugement lucide de Kissinger : "Staline était de toute évidence un monstre ; mais, dans la direction des affaires internationales, il était le réaliste par excellence — patient, perspicace, implacable, c'était le Richelieu de son époque". »

Implacable, certes, puisqu'il fera, entre juin et décembre 1941, fusiller une quarantaine d'officiers supérieurs — dont le général Pavlov, commandant en chef du front Ouest —, boucs émissaires désignés par lui du désastre initial de la guerre qui mènera en trois mois la Wehrmacht au cœur de Kiev et aux portes de Leningrad et de Moscou.

Le livre de Gorodetsky comporte deux faiblesses : en bon historien formé dans les cadres du "socialisme dans un seul pays", il laisse totalement de côté les positions que Staline impose au Comintern, entièrement subordonné par lui aux besoins de son jeu diplomatique, et qui en constituent une pièce importante ; ensuite, attaché à la seule analyse de la politique de Staline, il ne permet pas finalement de comprendre pourquoi et comment un peuple à ce point trahi par ses dirigeants suprêmes et confronté à un ennemi puissant et déterminé réussit néanmoins à renverser le cours des événements et à remporter la victoire, au prix, il est vrai, de pertes effroyables (environ 30 millions de morts). Sans doute n'est-ce pas l'objet de l'ouvrage de Gorodetsky, qui s'intéresse aux seuls développements dans les sommets bureaucratiques. Or ces derniers ont — involontairement, certes — tout fait pour offrir leur pays aux coups de l'envahisseur. C'est donc malgré la bureaucratie dirigeante et Staline que les Soviétiques ont battu l'armada nazie, pendant que Churchill s'attachait surtout à la défense de l'empire britannique et Roosevelt à la guerre contre les Japonais dans le Pacifique.

Correspondance

A propos de *"la tuerie de juin 1848"*

EN lisant, dans le n° 7 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, *"la tuerie de juin 1848"*, de Victor Marouck, j'ai sursauté car j'étais certain d'avoir déjà lu ce texte, sous la plume d'un autre auteur, Victor Marouck m'étant parfaitement inconnu.

Et, en effet, après vérification, j'ai constaté qu'il s'agissait de Louis Ménard, dans *Prologue d'une révolution, février-juin 1848*, édité au Bureau du Peuple, dirigé par Proudhon et diffusant le journal *Le Peuple*, seule maison d'édition qui ait échappé — on ne sait trop pourquoi, mais pour peu de temps — à l'interdiction de la presse démocratique et socialiste après les massacres de juin.

J'ignore si Victor Marouck a indiqué ses sources dans l'édition initiale de son livre, et mon intention ici n'est nullement de lui infliger un quelconque procès posthume. En tout cas, dans les extraits publiés par les *Cahiers*, Louis Ménard n'est cité qu'une seule fois (page 121, *"Monsieur Ménard, d'autre part, nous apprend"*). On n'en saura pas plus.

Victor Marouck s'est-il contenté de reproduire des paragraphes entiers du *Prologue d'une révolution*, assortis de quelques commentaires sans grande originalité ? Là n'est pas l'essentiel. Si je crois utile d'écrire ces quelques lignes, c'est, si tu en es d'avis, afin de faire connaître Louis Ménard et son œuvre politique aux lecteurs d'un prochain *Cahier*.

J'ai été, comme tous les amis auxquels j'ai prêté ce livre, fort impressionné par sa qualité, et son auteur mérite qu'un nouvel hommage, contemporain, lui soit rendu.

Qui était Louis Ménard ? Le *Prologue d'une révolution* a été réédité par Charles Péguy en 1909, à l'instigation d'Emile Buré et Galtier-Boissière, qui, par ailleurs, était son petit-neveu. Ses préfaciers, Emile Buré et Daniel Halévy, notamment, le précisent :

"En 1848, Louis Ménard, âgé de 26 ans, était un jeune poète admiré par quelques amis, Leconte de Lisle, Baudelaire, Banville, et un chimiste heureux ; son ingéniosité l'avait bientôt amené à d'importantes trouvailles. Il avait découvert le collodion, et un puissant explosif, la nitro-mannite.

Assidu au Club de Blanqui, il préconisait l'action la plus rapide et la plus révolutionnaire. Il assista aux batailles de juin, et eut le rare courage de tenir les yeux ouverts pendant ces jours terribles. Il vit la férocité des vainqueurs, massacrant et torturant à loisir les vaincus. Il mesura la force des instincts brutaux qui sommeillaient dans cette France orgueilleuse de son humanité, et résolut d'écrire les faits, de raconter l'événement. La résolution était courageuse, car il s'était fait dans l'opinion lassée une sorte d'accord pour affaiblir, voiler, excuser ou se dissimuler entre soi la réalité de la catastrophe. Louis Ménard écrivit le Prologue d'une révolution, *qui reste un des plus forts témoignages sur les journées de Juin.*

Poursuivi, Louis Ménard s'en réjouit et rassembla ses preuves pour un débat

public. Mais les magistrats refusèrent ces preuves et le condamnèrent sans débats."

(Il faut signaler qu'à l'avènement de la IIe République, la magistrature de la monarchie de Juillet resta pour l'essentiel inchangée.)

Elle le condamna sous l'inculpation :

— d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement de la République ;

— d'excitation à la haine et au mépris des citoyens les uns contre les autres.

Lui, à trois ans de prison, le gérant du *Peuple* (le citoyen Duchêne) à quinze mois, les deux, solidairement, à 10 000 francs d'amende.

Pour se faire une idée de ce que représentait cette somme, sachons que la livraison en dix expéditions du *Prologue* s'élevait à 0,30 F l'envoi.

Louis Ménard parvint à fuir à Londres, où il rejoignit Blanqui et fit la connaissance de Marx et d'Engels.

Ce livre de 285 pages est malheureusement introuvable aujourd'hui. Si j'ai tenu à en faire état, c'est parce que cet ouvrage ne se limite pas à un récit chronologique des événements qui s'étendent de la monarchie constitutionnelle de Louis-Philippe à la prise de pouvoir par Louis-Napoléon Bonaparte.

En effet, il constitue une analyse pénétrante des affrontements entre les classes, grande bourgeoisie et prolétariat, et du rôle respectif de la petite bourgeoisie, des factions monarchistes et de la paysannerie.

Il éclaire le cheminement qui a conduit la classe dirigeante à renoncer à ses velléités démocratiques par crainte du prolétariat, jusqu'à son ignominieuse soumission à la "société philantropique du 10 décembre" et à son chef "Ratapoil", contre la République que le peuple travaillleur voulait sociale.

L'analyse de Ménard embrasse le vaste mouvement révolutionnaire qui couvre l'Europe et se développe en relation directe avec les journées de février 1848 à Paris, ressenties par les populations opprimées du continent comme un appel à leur émancipation.

Ce mouvement s'éteindra avec la répression terrifiante et indiscriminée du peuple de Paris et de ses faubourgs.

Mieux encore, Louis Ménard fait l'énergique démonstration des faiblesses du mouvement ouvrier et insiste sur l'absence d'un parti révolutionnaire déterminé et indépendant des porte-parole de la bourgeoisie et de ses intermédiaires, absence qui a si cruellement fait défaut à la classe ouvrière pendant ces journée cruciales où son sort se jouait.

L'histoire ultérieure de la lutte des classes étant jalonnée de révolutions avortées, c'est bien la leçon capitale de ce livre, leçon qui se trouve confirmée de la Commune de Paris à la révolution allemande, de la révolution espagnole de 1936 à la révolution hongroise de 1956, et jusqu'à des événements plus récents, comme le Chili. Si une révolution n'est pas menée à son terme, elle ne peut déboucher que sur la plus sanglante des contre-révolutions.

C'est dans ce sens que j'estime que le *Prologue d'une révolution* est un complément particulièrement pertinent au *18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*, de Karl Marx. Je joins à cette lettre un poème de Louis Ménard, publié dans ce livre.

On ne trouve, hélas ! plus parmi nos contemporains d'intellectuels, tels un Charles Péguy ou un Galtier-Boissière, pour prendre en charge une telle réédition, et pour écrire comme Emile Buré dans sa présentation :

"Nous publions aujourd'hui ce livre (...) comme un témoignage du temps, un monument de la perpétuelle utilisation du peuple par la bourgeoisie, de la perpétuelle déception du peuple par la bourgeoisie, du perpétuel massacre du peuple par la bourgeoisie (...)."

Je ne puis, bien sûr, que me féliciter de la réédition par les Amis de Spartacus du livre de Victor Marouck, mais je ne puis cependant mieux faire que l'assimiler à un ersatz.

Je conclurai à la manière de Louis Ménard dans ses lettres : salut et fraternité.

Adrien Lévy

Louis Ménard a écrit deux pièces de vers sur les journées de Juin. L'une est reproduite dans le *Prologue d'une révolution* ; voici l'autre :

Adrastée

(écrit après l'insurrection de Juin 1848)

Si l'aveugle hasard me donnait la puissance
Pour un jour, je voudrais tenir
Le glaive justicier de la sainte vengeance
Et le droit sacré de punir.

J'irais sur le cadavre épeler les tortures :
Au jour de l'expiation
Œil pour œil, dent pour dent, blessure pour blessure,
L'antique loi du talion.

Et je voudrais aussi, secouant la poussière
Des siècles dans l'oubli plongés
Evoquer leur douleur muette et satisfaire
Tous les morts qu'on n'a pas vengés.

Car l'expiation est chose grande et sainte
Et comme un reproche éternel,
Les douleurs sans vengeance élèvent une plainte
Qui monte de la terre au ciel.

Et de peur qu'il fût dit que cette loi suprême
Pût être oubliée une fois,
Pour absoudre le ciel, l'homme a cru que Dieu même
Dût s'immoler sur une croix.

La revanche viendra : le jour inévitable
Des justes expiations
Luira pour balayer une race coupable
Au vent des révolutions ;
Alors on nous dira : *"La vengeance est impie,*
Il faut pardonner, non punir."
Et quand le sang versé veut du sang qui l'expie
On parlera de repentir.
Pas de grâce. Pensons à la mort de nos frères,
A tant de maux inexpiés,
Et que leur souvenir en profondes colères
Transforme les lâches pitiés ;

Pensons aux jours de sang, de pillage et de ruine,
Où dans nos faubourgs bombardés
Le canon répondait aux cris de la famine,
A nos murs de sang inondés.

Le viol impur souillait les vierges sur les places,
Les morts s'entassaient par milliers,
Et quand les massacreurs, dont les mains étaient lasses,
Eurent tué trois jours entiers,

Vous couronniez leurs fronts et vos femmes si fières
Battaient des mains, et croyant voir
Ces cosaques maudits, chers jadis à leurs mères,
Agitaient vers eux le mouchoir.
Et puis le lendemain de la victoire impie
L'insulte et la délation ;
Après l'assassinat, la lâche calomnie,
L'implacable proscription.

Comme ils ont bien d'avance absous nos représailles !
Quand nos bras seront déchaînés,
Pensons aux morts : il faut de grandes funérailles
A nos frères assassinés.

Ce sera votre tour, pas de pardon, nos maîtres,
Nos représentants, nos élus,
Vil troupeau d'assassins, de lâches et de traîtres
A genoux, malheur aux vaincus !

Le jour de la justice est venu : pas de grâce !
Ni prières, ni repentirs
Ne vous empêcheront de baiser chaque place
Où coula le sang des martyrs.

Toi, l'aveugle instrument de leur froide colère,
Vis, d'exécration chargé ;
Pourvu qu'à ton chevet le spectre de ton frère
Se lève, le peuple est vengé.

Vous, serfs de tout pouvoir, automates stupides,
Bourreaux au meurtre condamnés,
Qui tournez sans remords vos armes parricides
Contre vos frères enchaînés,

Et vous, vils trafiquants, race basse et rampante,
Qui, dans ces jours maudits, alliez
Soûlant d'or et de vin la horde rugissante
Des égorgeurs stipendiés,

Loin d'ici ! vous souillez l'air pur de la patrie.
Déjà terrible et menaçant,
Le peuple est là qui veille : oh ! fuyez, qu'il oublie
Que le sang seul lave le sang.

Chronique des falsifications

Des affabulations aux parrainages bien douteux...

L'*HISTOIRE,* du mois d'août, a publié un article de Stéphane Courtois, intitulé *"Les derniers jours de Trotsky"*. Malgré son titre, cet article prétend retracer toute l'activité politique de Trotsky depuis ses débuts et en tirer un bilan.

Dans son étude de l'activité politique de Trotsky, Stéphane Courtois évoque *"l'énergie de ce condottiere de la révolution"*. Un condottiere, selon le Littré, le Larousse et le petit Robert, est un capitaine de soldats mercenaires. Stéphane Courtois, connaissant le français (voire l'italien) aussi bien que le russe, veut donc dire que Trotsky était un aventurier chef de mercenaires, étranger au peuple russe ; c'est une vieille idée développée par les blancs, qui ne pouvaient jamais nommer le dirigeant bolchevique autrement que Bronstein ou Bronstein-Trotsky, pour que les choses soient claires.

Mais mercenaire au compte de qui ? Pour le général-baron Wrangel, c'était au compte de l'Allemagne. Pour Stéphane Courtois, c'est au compte d'une *"idée fixe"*. Avec sa *"propension maniaque au raisonnement"* (sic !), Trotsky est, en effet, *"avec Lénine, le prototype de l'idéologue d'action dominé par une idée fixe"*, qui aurait entraîné la Russie *"dans un cercle infernal de fer, de feu et de sang"*. *"Maniaque"*, *"idée fixe"*, c'est le vocabulaire qu'utilisaient les psychiatres policiers de Brejnev et d'Andropov pour qualifier l'aspiration réelle ou prétendue des dissidents à réformer la société. Douteux parrainage.

Mais, dès 1925, Staline et ses sbires dénoncèrent en Trotsky un apprenti bonaparte : c'est la deuxième source du "condottiere" de Courtois.

Peut-on oublier, enfin, que l'Europe a été entraînée dans ce *"cercle infernal de fer, de feu et de sang"* non pas en 1917, mais en 1914, que le communisme n'y était évidemment pour rien et n'était non plus pour rien dans le traité de Versailles et l'accord de Munich, qui ont préparé le second cercle infernal de 1939-1945 ?

La manie de Trotsky commence tôt : *"Depuis l'été 1896, Ljova est devenu un mystique de la konspiratzia"*, bref, un maniaque exalté de la clandestinité. Or Trotsky, d'abord attiré en 1896 par un cercle de discussion populiste, fort peu conspiratif, s'engage en 1897 dans la construction d'une Union des ouvriers de la Russie du Sud. Activité clandestine par nécessité, puisque le tsarisme interdit toute organisation politique et même syndicale. Lorsque Pierre Strouvé voudra, en 1902, lancer un journal libéral patriotique, *L'Emancipation,* il devra le faire... à Stuttgart !

Ainsi, Courtois transforme un impératif circonstanciel en mystique. Or Trotsky eut toujours le goût de l'activité publique. Il le montra lorsqu'il dirigea le soviet de Pétersbourg.

L'arrestation de Trotsky pour son activité à la tête de l'Union des ouvriers de la Russie du Sud joue, selon Courtois, un rôle décisif : *"Ce qui n'aurait pu n'être qu'un jeu devient un choix de vie. L'orgueil du jeune homme fait le reste : plus question de reculer."* Participer à la création d'une organisation ouvrière contre l'absolutisme tsariste pourrait donc

n'être qu'un "jeu", mais Trotsky serait devenu révolutionnaire par réaction d'orgueil à son arrestation... On quitte ici le trafic des faits pour entrer dans le domaine d'une psychologie boulevardière.

C'est la même inspiration boulevardière, sans doute, qui mène Stéphane Courtois à présenter en termes curieux la révolution de février 1917. Trotsky se trouve exilé aux Etats-Unis : *"C'est là que va le surprendre la stupéfiante nouvelle de l'abdication du tsar."* Voilà à quoi se réduit, pour Stéphane Courtois, la révolution de Février : "l'abdication du tsar" ! Pour Trotsky, c'était la formidable mobilisation des masses, le renversement du régime monarchique, l'ébranlement de son appareil d'Etat et la création du soviet.

Tout cela débouche sur de vieux clichés : la révolution d'Octobre ? *"Il s'agit bien d'un putsch."* Le renversement du gouvernement provisoire, émanation d'une Douma impériale qu'il avait fini par dissoudre lui-même, jamais élu par personne et rejeté par presque tous pour son incapacité à tenir la moindre de ses promesses, a été pourtant publiquement préparé, organisé, annoncé — seule la date restant en suspens — comme jamais dans l'histoire ! Evoquant la journée du soviet de Petrograd du 22 octobre, qui rassembla, écrit-il, *"des centaines de milliers d'hommes"*, le menchevik Soukhanov affirme ainsi dans ses *Souvenirs* : *"C'était déjà l'insurrection."* Un "putsch" préparé par des meetings publics de masse, c'est une première... et sans doute une dernière !

Pour le reste, Stéphane Courtois se contente de reprocher personnellement à Trotsky les mesures brutales, plus ou moins inexactement rapportées (1), d'une guerre civile inexpiable, en répétant les rengaines sur les camps de concentration (nom alors donné à tous les camps de prisonniers), dont les premiers furent d'ailleurs créés en Finlande en mars-avril 1918 par les blancs pour y interner, voire y fusiller, les rouges vaincus par Mannerheim et les troupes allemandes de Von der Goltz. La conférence spéciale de l'Armée des volontaires de Denikine, en mars 1919, condamna à mort tout individu suspect de complicité avec le pouvoir du Conseil des commissaires du peuple, qualifiés de bandits et d'assassins.

A la tête de l'Armée rouge, Trotsky, bien entendu, *"fusille en masse et pour l'exemple les déserteurs et les fuyards"*. "En masse" ? Bizarrement (mais est-ce si bizarre ?), Stéphane Courtois reprend une attaque lancée en 1919 dans la *Pravda* par le jeune communiste manipulé par Staline, Kaminski (que Staline fera fusiller en 1937), portant cette accusation (limitée chez Kaminski aux déserteurs communistes). Le "en masse" est pure affabulation.

Trotsky a écrit dans *Ma vie* : *"On ne peut dresser une armée sans répression. On ne peut mener à la mort des masses d'hommes si le commandement ne dispose pas dans son arsenal de la peine de mort. Tant que les méchants singes sans queue qui s'appellent des hommes, et qui sont fiers de leur technique, formeront des armées et batailleront, le commandement placera les soldats dans l'éventualité d'une mort possible en avant ou d'une mort certaine à l'arrière. Pourtant,* ajoute-t-il, *ce n'est pas par la terreur que l'on fait des armées. Ce n'est pas faute de répression que l'armée du tsar s'était décomposée. En essayant de la sauver par le rétablissement de la peine de mort, Kerenski l'avait seulement achevée (...). Pour notre armée, le ci-*

(1) Un seul exemple : *"En 1920, Trotsky se distingue par la trahison et le massacre des troupes anarchistes de Makhno, qui, en Ukraine, venaient de chasser les blancs"* (à elles seules ? d'où Courtois tire-t-il ce scoop ?). En fait, c'est après la campagne contre Wrangel en Crimée, à laquelle l'armée insurrectionnelle de Makhno, dont Trotsky ne cessait de dénoncer publiquement la volonté d'autonomie et les coutumes de partisans, avait pris part aux côtés de l'Armée rouge commandée par Frounzé, que ce dernier, par un ordre du 23 novembre 1920, exigea sa dissolution et l'intégration de ses unités dans l'Armée rouge ; il répondit à son refus par une offensive qui mit neuf mois à atteindre ses fins, puisque Makhno ne franchit la frontière roumaine, avec quelques hommes, que le 28 août 1921... Mais la "trahison" et le "massacre" conviennent mieux que ces menus détails au portrait d'un conspirateur-condottiere.

(2) *Ma vie*, Gallimard, 1953, p. 418.

ment le plus fort, ce furent les idées d'Octobre (2)."

Et Trotsky accorda beaucoup plus d'importance aux discours, aux tracts, aux déclarations, aux meetings avec les déserteurs (il en harangua une fois 15 000 à Riazan).

Il y a trente ans, Stéphane Courtois appartenait, comme bien d'autres actuels chevaliers de l'anticommunisme, à l'un de ces groupuscules maoïstes qui dénonçaient rituellement, mais ardemment, les "trotskystes" comme *"agents de la bourgeoisie"*. Son Trotsky condottiere maniaque et massacreur se situe dans le droit fil de cette tradition. Seuls les commanditaires ont changé.

Jean-Jacques Marie

ECHERCHE

Stéphane Courtois · Directeur de recherche au CNRS

Les derniers jours de Trotsky

Il y a soixante ans, dans la banlieue de Mexico, Lev Davidovitch Bronstein, dit Trotsky, révolutionnaire en exil, était assassiné par un agent secret au service de Staline. Retour sur l'itinéraire hors du commun de cet héritier malheureux de Lénine, ce théoricien de la « révolution ininterrompue » dont se réclament, aujourd'hui encore, d'importantes fractions du mouvement communiste.

A RETENIR

Né en 1879, fils de paysans juifs aisés d'Ukraine, Lev Bronstein a dès son adolescence voué sa vie au service de la révolution. Précoce compagnon de Lénine, maître tout-puissant de la redoutable Armée rouge en 1918, il a été rapidement écarté du pouvoir par Staline. De 1929 jusqu'en 1940, sa vie n'est qu'une longue errance, et une tentative désespérée pour échapper aux assassins que son rival a lancés sur ses traces.

Vingt août 1940. Hitler et Staline triomphent : leurs régimes s'imposent depuis Vladivostok jusqu'à la pointe de la

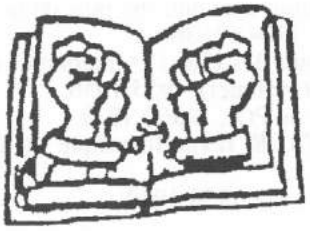
Un piolet enfoncé dans le crâne, le *« Vieux »*, comme ils l'appellent tous, a encore la force de commander qu'on n'abatte pas son assassin, *« pour le faire parler »*, de proclamer qu'il *« est sûr de la victoire de la IV*

Ses parents, juifs, viennent de s'installer Yanovka où, à force de labeur et d'écon mie, ils vont développer une belle ferm qui, au temps de la moisson, emploiera d centaines de journaliers. Le jeune « Ljova mène la vie des paysans russes de cet époque, rythmée par les saisons. Fils maître, il va pouvoir entamer dès huit a

Apparemment, l'auteur ne sait pas que la conception de la révolution élaborée par Trotsky s'appelle "la révolution permanente" et pas "la révolution ininterrompue", qui appartient au vocabulaire maoïste et a un tout autre sens. Il ne faut sans doute pas trop demander à l'auteur...

Les archives du CERMTRI

(Centre d'Etudes et de Recherches sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux)



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. : 01.44.83.00.00.
Ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 13 h 30 à 18 heures.

Les archives du CERMTRI

Nous continuons, dans ce numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier,* la présentation du fonds d'archives que le CERMTRI met à la disposition de ses adhérents. Il s'agit cette fois d'une partie du fonds concernant les différentes organisations ou les regroupements se réclamant du trotskysme entre 1929 et 1939.

Le CERMTRI possède un fonds particulièrement riche sur cette période. Classées par année, les archives trotskystes comprennent de nombreux textes internes, des tracts, des bulletins de discussions et, bien sûr, la presse. Elles peuvent être complétées par les documents de regroupements "lutte de classe" à caractère syndical ou politique, dans lesquels les trotskystes participaient, et qui sont classés séparément.

Le *Cahier du CERMTRI* n° 52, *Inventaire des documents sur les organisations révolutionnaires françaises, 1926-1939*, toujours disponible sur commande, donne le détail des archives en précisant la nature des documents et les sommaires des bulletins.

Rappelons que nous publions ci-dessous un simple guide permettant à chacun de se rendre compte de ce que le CERMTRI peut mettre en consultation.

Journaux

A quelques exceptions près, ces collections sont complètes, mais certains numéros sont défectueux.

LA LUTTE DE CLASSE, revue théorique de l'opposition communiste (gérant P. Naville). Nombreux numéros de 1929 à 1935.
LA VÉRITÉ, organe de l'opposition communiste, puis de la LCI, et, à partir de 1934, organe du Groupe bolchevique-léniniste, 1929 à 1936.
RÉVOLUTION, organe des JS, puis des JSR (IVe Internationale).
LA COMMUNE, organe du PCI (Molinier), 1935-1936.
LA LUTTE OUVRIÈRE, organe du POI, 1936 à 1939.
QUATRIÈME INTERNATIONALE, revue théorique du POI (section française de la IVe Internationale), 1936 à 1938.
LA VÉRITÉ, revue du PCI (Molinier), 1938-1939.

Documents (classés par année)

Beaucoup de documents sont sur papier pelure tapés ou ronéotés, certains sont en mauvais état et leur reproduction problématique.

1929-1930
— Tract de la Ligue communiste : *"Sauvez les oppositionnels déportés"*.
— Bulletin international de l'opposition communiste de gauche, n° 1 (août), n° 2 bilingue français-allemand (novembre), nos 7, 9 et 10 (avril 1930) en langue russe.

1931
— Bulletin international de l'opposition communiste de gauche, nos 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9-10, 11 et 12 (de janvier à octobre).
— Procès-verbal de la commission exécutive de la Ligue communiste (22 novembre). Présents : Frank, Naville, Voisin, R. Molinier, Craipeau, Rosenthal, Marc, Fuks, Treint, Walfish.

1932
— Bulletin international de l'opposition communiste de gauche, n° 14 (mars), n° 19 (décembre).

— Procès-verbaux de la commission exécutive de la Ligue communiste (7 avril, 6 novembre, 10 décembre, 19 décembre). Présents (variables selon les séances) : Frank, Blasco (Pietro Tresso), R. Molinier, Craipeau, Feroci (Alfonso Leonetti), Marc, Treint, Naville, Rosenthal, Walfish.

1933

— Procès-verbal de la commission exécutive de la Ligue communiste (16 janvier). R. Molinier, Craipeau, Naville, Blasco.
— Texte de la section italienne de l'Opposition de gauche (NOI) : polémique contre Blasco et Fosco (Nicola di Bartolomeo).
— Circulaire signée *"Octobre rouge"*, appelant à la souscription.
— Bulletin international de l'opposition communiste de gauche, nos 1, 2-3, 4 et 5 (de février à juillet).
— Bulletin réservé aux membres de la Ligue communiste internationaliste, intitulé *"Commission centrale de travail parmi les socialistes"* (Lille, 13 décembre 1933).

1934

— *Le Jeune léniniste*, bulletin intérieur des jeunes léninistes, nos 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 8 (de janvier à juillet).
— *Documents et discussions*, supplément au bulletin de la LCI (BL), n° 2 (février).
— Bulletin d'information et de discussion de la Ligue communiste numéros 2, 3, 4, 5 et 6 (de février à mai).
— Projet de programme d'action proposé par le bureau politique de la Ligue (avril).
— Circulaire du rayon de Saint-Denis du PCF (Doriot) et lettre ouverte (23 mai).
— Texte de Clart (J. Rous) et Rigaudias sur l'entrisme (12-14 juillet).
— Bulletin intérieur de la Ligue communiste, numéro de juillet, puis nos 2, 3 et 4 (août), avec textes de Molinier, Naville, Trotsky, Alex (Sedov), Frank, etc.
— Bulletin intérieur du Groupe bolchevique-léniniste de la SFIO, nos 1 (septembre), 2 (octobre) et 3 (novembre).
— Bulletin d'information de la Ligue communiste, n° 12 (15 septembre), n° 13 (1er octobre).
— Bulletin intérieur édité par le Comité des communistes internationalistes de France, n° 11 (novembre).
— Bulletin *Notre Politique*, interventions devant les militants socialistes de Craipeau et Molinier (12 décembre).
— Circulaire du comité central de la Ligue au Groupe bolchevique-léniniste de la SFIO contre les calomnies staliniennes.
— Bulletin intérieur du Groupe bolchevique-léniniste (jeunes), n° 2 (20 décembre) (quatre premières pages seulement).

1935

— Bulletin intérieur du Groupe bolchevique-léniniste de la SFIO, n° 4 (janvier), textes de février et mars, n° 5 (avril), n° 6 (juillet-août), puis n° 9-10 (décembre).
— Documents divers des interventions des trotskystes dans la SFIO de janvier à décembre : notes du bureau politique et du comité central du groupe, lettres de Molinier à Rous, résolutions, lettres, supplément de *La Vérité*, bulletins internes de la SFIO (*Bataille socialiste, Spartacus*, etc.), lettre du comité central à la Gauche révolutionnaire de la SFIO, motions pour le congrès de fédération de la Seine de la SFIO.
— Documents sur la conférence de Paris, organisée par le Bureau "Amsterdam-Londres" les 15, 16 et 17 février, sur l'orientation internationale de la Ligue communiste internationaliste.
— Bulletins intérieurs de la LCI édités par le secrétariat international d'avril à décembre (textes de Crux [Trotsky], Cannon, Sneevliet, etc.).
— Bulletin international des jeunes, n° 1 (avril).
— Procès-verbaux du SI (LCI-BL), séances des 2, 9 et 16 avril, 16 septembre.
— Texte *"Alchimie centriste ou marxisme"* (sur la question du SAP).
— Textes concernant la lutte contre la guerre : *"La doctrine de Lénine sur la guerre et notre lutte pour la paix"* (Zinoviev). Projet de déclaration contre la position de Staline approuvant la politique de défense nationale du gouvernement français (13 juin). Comité de coordination des groupes révolutionnaires : *« Aux signataires du manifeste* "Contre la guerre qui vient". » Textes de préparation à la Conférence nationale contre la guerre (10 et 11 août), déclarations, texte "Contre la guerre ! Contre l'union sacrée !", signé par plusieurs centaines de militants.
— Jeunesses socialistes : préparation du congrès, motion du groupe Spartacus, déclaration des Jeunes bolcheviques-léninistes, texte de la motion (Zeller...), lettres de Spartacus, de Pivert, déclarations, notes, motions, etc. (juillet-août).

— Documents du GBL : circulaires, notes internes, textes de discussion, préparation de la conférence nationale de septembre, résolution, exclusion de R. Molinier, lettres de Trotsky sur le journal *La Commune* (Molinier), nombreux documents sur le conflit entre le groupe Molinier-Frank et le GBL (Bardin, Craipeau, Rous, Rousset, Naville, Hic, Rigal...), déclaration de *La Commune* sur les GAR (Groupes d'action révolutionnaire), novembre-décembre.

1936

— Bulletins du GBL (adhérant à la LCI) de janvier à avril.
— Rapports, résolutions et procès-verbal du comité central du GBL (12 janvier).
— Documents du groupe Molinier : résolutions, rapports, motions. Bulletin intérieur aux membres du GBL (édité par le groupe Frank-Molinier). Procès-verbal des pourparlers avec le PCI (Molinier), mai.
— Préparation de la conférence de fondation du PCI (mars) : projets de statuts et de manifeste.
— Documents sur l'intervention des trotskystes dans la fédération de la Seine de la SFIO (textes de la Gauche révolutionnaire, motions, appels, bulletin intérieur, etc.).
— JSR : déclarations, lettres (janvier-février), bulletin intérieur (mai), appel au meeting (22 mai).
— Bulletin d'information et de presse sur l'URSS, édité par le secrétariat international de la LCI, nos 2-3 (mai), 7-8, avec lettres de Trotsky.
— Document intérieur : *"Contribution à l'analyse de la situation française et à l'élaboration de la tactique du nouveau parti"*, par L. Biline (Caby) (10 mai).
— Communiqué de fusion GBL, JSR et PCI formant le POI (31 mai).
— Documents du POI : bulletin intérieur, notes, lettres, rapport du comité central sur les GAR, conférence régionale de la région parisienne (de juin à décembre). Textes de préparation au congrès (octobre).
— Service d'information et de presse de la LCI édité par le secrétariat international, nos 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 10 et 12 (de juin à octobre). Communiqués divers.
— Brochure *"A ton tour, paysan !"* (J. Desnots), 25 juillet.
— *Le Jeune léniniste*, bulletin intérieur n° 4 des JSR (août) (incomplet).
— Documents sur le combat contre le procès de Moscou : notes, circulaires, appel aux hommes (premiers signataires) et aux organisations (septembre-octobre).

1937

— Documents concernant l'activité du POI : bulletins intérieurs (de janvier à décembre), conférence nationale du 1er janvier. Bulletin d'agitation-propagande, n° 1 (avril). Bulletin d'information coloniale (mai). Bulletin régional (région parisienne). Projet de rapport pour le congrès du POI des 5 et 6 juin.
— Bulletin intérieur du PCI (incomplet), janvier. Bulletin intérieur du PCI (juillet) pour la préparation du 3e Congrès national (rapports, activité des JCI). Lettres, circulaires, textes du bureau politique.
— Circulaire et note du Secours international Maroc, Algérie, Indochine, France, URSS... (janvier).
— Textes et résolutions de la Gauche révolutionnaire, documents de la SFIO, sanctions contre les Jeunesses.
— *Le Jeune léniniste*, bulletin intérieur des JSR, n° 7 (avril-mai), n° 8 (juin).
— Service d'information et de presse de la IVe Internationale, n° 17 (22 février) (incomplet).
— Thèses sur la révolution espagnole (Andrès Nin) (avril).
— Texte de l'Union communiste sur les journées de Barcelone (juillet).
— Lettre de démission de la Ligue des droits de l'homme de Maurice Paz, concernant les procès de Moscou (27 juin).
— *Le Travailleur immigré*, bulletin du POI pour la défense de la main-d'œuvre immigrée (juillet).
— Résolution du SI sur le Japon et la Chine (août).
— Textes pour le 3e Congrès des JSR (juillet).
— Congrès du POI des 30, 31 octobre et 1er novembre : thèses du comité central, projet de résolutions, contre-rapport (question de l'URSS), rapport colonial, rapport moral, circulaires, etc., textes votés (bulletin intérieur, n° 1, 15 novembre).
— Bulletin international édité par le secrétariat international des jeunes pour la IVe Internationale (novembre).

1938

— Lettre du PCI (*La Commune*) aux travailleurs de France : *"Classe contre classe."*
— POI : bulletins intérieurs de janvier à décembre. Circulaires, commission de l'agit-prop (conseils pour l'intervention syndicale).

— JSR : circulaires, lettres, textes, *Le Jeune léniniste* (mai).
— Bulletin intérieur international édité par le bureau international des jeunes pour la IVe Internationale (n° 4, juin).
— Gauche révolutionnaire (SFIO), circulaires, textes, documents de la vie interne de la fédération de la Seine.
— Lettre ouverte aux militants socialistes de la Seine (PCI, *La Commune*) (avril).
— Lettre ouverte du bureau politique du POI aux militants socialistes de la Seine (22 avril).
— Lettre circulaire du secrétariat international aux directions de tous les groupes IVe Internationale, n° 1 (1er avril), n° 2, n° 3 (textes de Trotsky).
— PSOP, bulletin intérieur de discussion, n° 1 (juin).
— De juin à décembre, documentation très fournie sur les discussions sur le PSOP dans le POI : circulaires du bureau politique, du comité régional, bulletins intérieurs, textes, résolutions, cahier de la commission de propagande. Textes de préparation, rapports pour la conférence nationale du 12 juin.
— Projet de charte, préparation du congrès du PSOP des 16 et 17 juillet.
— Documents (presse, notes, tracts, lettre de Trotsky, etc., sur l'assassinat de Rudolf Klement (juillet-août).
— Thèses adoptées par le Front ouvrier international contre la guerre, Bruxelles, 28 au 30 octobre.
— Texte de fondation de l'IRJ - Conférence internationale des jeunesses, 9 novembre.
— Résolution du secrétariat international de la IVe Internationale sur la fusion PSOP-PCI (novembre).
— Préparation du 3e Congrès du POI, bulletins et textes des 10 novembre, 13, 23, 28 décembre (congrès prévu le 15 janvier).
— Service d'information et de presse édité par le secrétariat international de la IVe Internationale, n° 4, 1er décembre.

1939
— Congrès du POI des 14 et 15 janvier : textes préparatoires, déclarations, circulaires. Rapports de congrès dans les bulletins intérieurs de janvier, numéro spécial contenant les appels et le compte rendu.
— Bulletin syndical du POI, n° 1, janvier-février.
— *Le Jeune léniniste*, bulletin des JSR, n° 2, du 8 janvier.
— Déclaration de la minorité du POI et des JSR appelant à entrer dans le PSOP.
— Documents sur les rapports des trotskystes et du PSOP : résolutions, motions, textes divers.
— Lettre signée Molinier-Frank aux délégués du congrès du PSOP (27 mai).
— Bulletin du PSOP de préparation au congrès (juin).
— Bulletin de l'Union communiste du 5 juillet.
— Bulletin du cercle syndicaliste Lutte de classe (mai-juin).
— Bulletin édité par *Le Réveil syndicaliste* (16 juillet).
— *"Conseils aux militants"*, édité par les JSOP (août).
— Documents sur le pacte germano-soviétique (23 août).
— Projet de texte sur la défense de l'URSS, par Marc Laurent (Henri Molinier).
— Dossier sur l'arrestation des trotskystes en 1939 (presse, attendus des jugements, etc.).

Notre fonds d'archives a été constitué à partir de dons faits par des militants de diverses organisations et de toutes tendances.

Participez à la défense de la mémoire collective du mouvement ouvrier en confiant vos archives au CERMTRI, qui s'engage à les mettre à la disposition des chercheurs et des militants de toutes tendances.

Au sommaire des prochains numéros

- Benoît Malon : les grèves du Creusot de 1870 (suite) ;
- Tico Jossifort : la révolte de Radomir (1918) ;
- Documents du Parti socialiste révolutionnaire de droite (1918) ;
- Jules Martov (dirigeant menchevique) : discours au soviet de Moscou, le 5 mai 1920 ;
- Otto Bauer : révolution politique et révolution sociale ;
- Evgueni Gromov : Staline et l'art ;
- La famine en Ukraine (1932-1933) ;
- Vadim Rogovine : les promus de 1937 ; la politique nationale de Staline ;
- Les dossiers de Sermouks et Poznanski (secrétaires de Trotsky) au KGB ;
- John Archer : épisodes de la lutte des classes en Angleterre ;
- Lettre d'ouvriers de l'Oural à Staline (15 septembre 1941) ;
- Le Parti communiste italien et la révolution hongroise de 1956.

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **50 francs**

Abonnement annuel (quatre numéros) : **180 francs**

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Abonnement d'un an : ❒ à partir du n° 1 ❒ à partir du n° 2 ❒ à partir du n° 3 ❒ à partir du n° 4 ❒ à partir du n° 5 ❒ à partir du n° 6 ❒ à partir du n° 7 ❒ à partir du n° 8 ❒ à partir du n° 9 ❒ à partir du n° 10 ❒ à partir du n° 11

Commande du n° 1 : ❒ Commande du n° 2 : ❒ Commande du n° 3 : ❒
Commande du n° 4 : ❒ Commande du n° 5 : ❒ Commande du n° 6 : ❒
Commande du n° 7 : ❒ Commande du n° 8 : ❒ Commande du n° 9 : ❒
Commande du n° 10 : ❒ Commande du n° 11 : ❒

Les nos 1 à 10 : lot unique pour 250 francs + 40 francs de frais de port ❒

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire n° 78 360